

Maintenant, il faut des armes

Ouvrage publié avec le concours du Centre national du livre.

Auguste Blanqui

**Maintenant,
il faut des armes**

Textes choisis et présentés par Dominique Le Nuz
Préface par un des agents du Parti imaginaire

La fabrique
éditions

© **La Fabrique éditions, 2006**

Conception graphique :

Jérôme Saint-Loubert Bié

Révision du manuscrit :

Alexandre Mouawad

et Dominique Bellec

Réalisation : Élisabeth Welter

Impression : Floch, Mayenne

ISBN : 2-913372-61-9

La Fabrique éditions

64, rue Rébeval

75019 Paris

lafabrique@lafabrique.fr

Diffusion : Les Belles Lettres

Sommaire

Préface : À un ami — 9

Introduction — 29

Repères chronologiques — 45

I. De 1830 à février 1848

Première proclamation — 54

Déclaration du Comité provisoire des Écoles — 57

Défense d'Auguste Blanqui au procès
des Quinze — 62

Rapport à la Société des Amis du peuple — 80

Loi qui interdit au peuple la faculté de lire — 102

Notre drapeau, c'est l'égalité — 107

La richesse sociale doit appartenir à ceux
qui l'ont créée — 115

Organisation de la Société des Familles — 128

Appel au peuple de Paris du Comité de la Société
des Saisons — 129

II. Blanqui en 1848

Discours du Prado — 134

Pour le drapeau rouge — 135

Deuxième pétition pour l'ajournement
des élections — 136

Adresse au gouvernement provisoire — 139

Les massacres de Rouen. La Société républicaine
centrale au gouvernement provisoire — 142

L'union des vrais démocrates — 147
Réponse à la demande d'un toast pour le banquet
des travailleurs — 148
À la Montagne de 93. Aux socialistes purs,
ses véritables héritiers! — 150

III. Blanqui emprisonné : avril 1849 – août 1859

Sur la révolution — 163
Avis au peuple — 165
À propos des clameurs contre l'*Avis
au peuple* — 168
Lettre à Maillard — 172

IV. La Critique sociale : 1850-1868

L'usure — 190
Le communisme, avenir de la société — 196
Dispositions immédiates — 219
Projet de discours — 230

V. De la liberté à la fin de l'exil :

août 1859 – août 1870

Candide — 246
Un père de l'Église au iv^e siècle — 250
Instructions pour une prise d'armes — 257
Esquisse de la marche à suivre dans une prise
d'armes à Paris — 271

VI. Du retour d'exil à la Commune :

août 1870 – 17 mars 1871

Un dernier mot — 296
L'Éternité par les astres — 318

VII. Des dernières prisons à la fin :

mars 1871 – janvier 1881

Lettre à Clemenceau — 386
L'Armée esclave et opprimée — 399

À un ami

«À juger par la disposition présente des esprits, le communisme ne frapperait pas précisément aux portes. Mais rien de si trompeur que la situation, parce que rien n'est si mobile.»

Nous sommes encore affligés de bien des superstitions. Nous avons nos hallucinations collectives dont seuls doutent les fous, et nos apparitions à nous, qui ne se distinguent de celles d'antan que pour être plus séculières. Nous croisons nos semblables, et nous voyons sincèrement des *personnes*, des *gens*. Nous aimons quelqu'un, et nous parlons de «l'Autre». Un siècle nous sépare d'une vie et nous la postulons lointaine. La dissemblance des habits, quelques variations dans le vocabulaire suffisent à nous convaincre d'une distance infranchissable. Mais ce que nous *comprendons* ne peut être qu'une part de nous-mêmes, ce que nous *entendons* ne peut pas être bien loin. Blanqui n'est pas un personnage historique, détrompez-vous. Il ne nous revient pas comme un fantôme du XIX^e siècle, sauf à considérer qu'un siècle puisse traverser les âges. Blanqui est d'hier, de demain, de maintenant. Blanqui a bien existé, les faits l'attestent, mais les faits attestent aussi qu'il a d'abord existé *comme personnage conceptuel* – comme le Zarathoustra de Nietzsche, ou le Gilles de Rai de Bataille, ou l'Héliogabale d'Artaud. D'où son éternité propre. Gustave Lefrançais note dans ses *Souvenirs* : «Pour les 400 000 votants de la Seine, Blanqui n'est qu'une expression révolutionnaire.» Le nom *Blanqui* ne se rapporte pas à une personne, mais à une *possibilité existentielle*, à une façon d'être-là, à une puissance d'affirmation. Si Blanqui a justement

été surnommé «l'Enfermé», c'est pour l'acharnement dont ON fit preuve à contenir cette puissance dans la *figure historique* de Blanqui non moins que pour ses trois décennies sous les écrous. La prison, la gloire, la calomnie sont des moyens que commande opportunément la nécessité d'isoler les existences trop ardentes.

*

L'universel désir d'être quelqu'un, d'être *reconnu* fonde l'atroce comique de notre époque et lui donne cette allure d'improvisation libre en milieu d'aliénés, de théâtre à ciel ouvert pour pathologies narcissiques de tous ordres. Détournons le regard de ce mauvais spectacle. Imaginons un être qui n'aurait pu fermer les yeux sur l'horreur du présent – ce canevas d'ennui, d'injustice, de bêtise, de séparation et de cynisme dont la police vient seule garantir la cohérence désastreuse –, un être qu'une sorte d'infirmité certainement, mais peut-être aussi quelque esprit de défi, aurait rendu inapte à rester en paix avec un tel état de choses, un être qui, en outre, aurait trouvé, jeune encore, dans l'émeute, le feu et la conspiration, l'exact contraire de ce qu'il voyait autour de lui : là, l'intelligence, le courage l'aventure, l'amitié et la vérité. Un tel être – et il ne fait pas de doute qu'il y en a en nombre qui, à cette heure même, vivent et se cherchent – serait Blanqui, autant que Blanqui fut Blanqui. Chaque seconde de sa vie, chaque battement de son cœur serait propulsé par cette unique question : comment faire ? Comment constituer une force révolutionnaire ? Comment vaincre ? Les figures historiques sont là pour faire écran aux puissances qui les portent. Rien n'est plus simple, plus limpide, plus *commun* que Blanqui. Et c'est précisément pourquoi il fallut voiler cette menaçante limpidité de tant de calomnies, de

rumeurs, de tant d'eaux sales. Il n'y a pas de mystère Blanqui, malgré toutes ces menées nocturnes, ces entreprises secrètes, ces conciliabules. Il n'y a que l'évidence sans fond de l'existence révolutionnaire. Mais quel diable le pousse ? Comment peut-il encore marcher, encore vouloir, s'appliquer encore et toujours à penser la situation après tant de trahisons, tant de pertes, tant de déconvenues ? Et que sert tout cela ? Ne vous inquiétez pas, âmes spectatrices, il s'effondrera un jour et vous pourrez souffler. Ou bien il triomphera, et vous succomberez. *En attendant*, il sera votre hantise, il sera cette *vôtre* possibilité que vous vous épuiserez à incessamment conjurer.

*

«Le *moi* m'a toujours laissé de glace*.» C'est tout ce que Blanqui oppose à l'hystérie de malveillances, au concert de jalousies que son seul nom suffit à déclencher. Et cela redouble le vacarme. Qui ne daigne répondre à ses accusateurs, qui laisse courir la rumeur, doit s'attendre à la voir enfler, pour ensuite se tarir en minces ruisseaux de fiel. Avis aux milieux militants : « Si par là vous entendez les haines personnelles, les jalousies, les rivalités d'ambition, je me joins à vous pour les flétrir, elles sont un des fléaux de notre cause ; mais remarquez que ce n'est pas une plaie spéciale au parti, nos adversaires de toutes les couleurs en souffrent comme nous. Elles n'éclatent plus bruyamment dans nos rangs que par suite du caractère plus expansif, des mœurs plus ouvertes du monde démocratique. Ces luttes individuelles, d'ailleurs, tiennent à l'infirmité humaine ; il faut s'y résigner et prendre les hommes tels qu'ils sont. S'emporter contre un défaut de nature, c'est de la puérilité,

* Les citations sans références sont des phrases de Blanqui.

sinon de la sottise. Les esprits fermes savent naviguer au travers de ces obstacles qu'il n'est donné à personne de supprimer et qu'il est possible à tous d'éviter ou de franchir. Sachons donc nous plier à la nécessité et, tout en déplorant le mal, n'en laisser ralentir notre marche. Je le répète, l'homme vraiment politique ne tient pas compte de ces entraves et va droit devant lui, sans s'inquiéter autrement des cailloux qui sèment la route.» C'est dans la lettre à Maillard. *Lisez la lettre à Maillard.*

*

Dionys Mascolo a écrit sur Saint-Just une phrase qui vaut de Blanqui aussi bien : « "L'inhumanité" de Saint-Just est en ceci qu'il n'a pas eu comme les autres hommes plusieurs vies distinctes, mais une seule. » La coutume parmi les humains est de laisser filer la vie. La main sur l'épaule qui dit : « Allez, ne te fais pas de souci, ça va aller » est le porteur le mieux connu de cette grippe-là. Inhumain est donc celui qui *s'attache* à l'intensité la plus haute qu'il ait rencontrée comme à une vérité. Celui qui n'oppose pas au choc, à la motion de l'expérience, les réticences de la mauvaise foi, du scepticisme et du confort. Il devient à son tour *une force qui va*. Un peu de discipline et cette force, la force qui l'attache à *cette* intensité, organisera à son profit le maëlstrom d'attractions qui nous composent, et leur imprimera une direction unique. Ce que les spectateurs nomment bêtement « volonté » s'éprouve plutôt comme un abandon sans réserve. Cette intensité, pour Blanqui, c'est l'insurrection. C'est elle qui, à partir des journées de Juillet, polarise son existence. « Liberté, égalité, fraternité » est une décoration de mauvais goût pour porches d'écoles, c'est aussi pour certains l'expression la plus ramassée de l'expérience de l'émeute. « Liberté, égalité, fra-

ternité» dans le combat de rue, devant la mort. Il est encore trop tôt pour dire combien de Blanqui sont nés au monde lors des journées du 20 et 21 juillet 2001 à Gênes ; d'autant que plusieurs sont déjà morts de ne trouver nulle part, dans le désert du réel, le chemin qui les ramènerait là. « Les armes et l'organisation, voilà l'élément décisif du progrès, le moyen sérieux d'en finir avec la misère ! Qui a du fer, a du pain. On se prosterne devant les baïonnettes, on balaie les cohues désarmées. La France hérissée de travailleurs en armes, c'est l'avènement du socialisme. »

*

On se fourvoierait à réveiller au sujet de Blanqui le spectre du « Surhomme ». Ses ennemis s'en chargent amplement. « Esprit sombre, altier, farouche, atrabilaire, sarcastique, ambition immense, froide, inexorable, brisant les hommes sans pitié pour en paver sa route. Cœur de marbre, tête de fer. » « La tête et le cœur du parti prolétaire en France » (un journaliste). « Le plus cynique des démoniaques conjurés pour la perte de la société moderne » (un réactionnaire). Manœuvres commodes pour assurer hors les geôles l'isolement d'un être. Le Surhomme est un hochet, comme l'Homme est une chimère. Il suffit de distinguer entre l'existence médiocre qui est flottement, navigation à vue parmi les possibles, et l'existence décidée qui s'est une fois attachée à une vérité et chemine, et opère, depuis là. Il n'est pas curieux que le mot *destin* dérive du verbe *destinare*, qui signifie « attacher ». Qui s'attache ainsi devient de moins en moins une personne et de plus en plus une présence. Il est de moins en moins « humain », mais de plus en plus commun, de plus en plus *simple*. ON traite à juste titre d'« irréductible » le sujet d'un tel attachement, puisqu'en effet il n'est plus réductible à lui-même ;

pour notre part, nous nous plaisons à nommer *les réductibles* la foule de ceux qui, se prenant pour des personnes, se trahissent à tout moment.

La veille de la proclamation de la Commune, Thiers fait enlever Blanqui. Il le tiendra au secret et refusera de l'échanger fût-ce contre soixante-quatre otages dont l'archevêque de Paris. Flotte rapporte ce propos de Thiers : « Rendre Blanqui à l'insurrection, c'est lui envoyer une force égale à un corps d'armée. » Blanqui est redouté, et ce jusque dans son propre parti, non comme chef, mais comme *puissance*. Il a su montrer quelques capacités du côté de l'action et de la pensée, et les tenir liées. Il n'y a pas à chercher plus loin l'origine des haines implacables et des fidélités indéfectibles que suscite Blanqui. « Les tribuns à allure sauvage, à mine de lion, à cou de taureau s'adressent à la bestialité héroïque et barbare des multitudes. Blanqui, lui, mathématicien froid de la révolte et des représailles, semble tenir entre ses maigres doigts le devis des douleurs et des droits du peuple. » (Vallès, *L'Insurgé*.) Il s'adresse à la justesse et à la détermination, il s'adresse à ses égaux. Au contraire des chefs, il ne flatte ni ne rabroue, et préfère tenir à distance que prendre le risque de séduire. Il dément par sa seule existence toute la propagande de la bourgeoisie qui, avant de faire des prolétaires parisiens insurgés des monceaux de cadavres hauts comme des barricades, commence par les peindre en masse informe, en plèbe décérébrée de voleurs, d'ivrognes, de rescapés du bagne, en diables sans têtes, créatures inintelligibles, monstrueuses et étrangères à toute humanité. Or non, *il y a* une logique de la révolte. *Il y a* une science de l'insurrection. *Il y a* une intelligence de l'émeute, une pensée du soulèvement. Il faut

toute la haine de classe d'un Tocqueville pour le méconnaître : « C'est alors que je vis paraître à son tour à la tribune un homme que je n'ai vu que ce jour-là mais dont le souvenir m'a toujours rempli de dégoût et d'horreur. Il avait des joues hâves et flétries, des lèvres blanches, l'air malade, méchant et immonde, une pâleur sale, l'aspect d'un corps moisi, point de linge visible, une vieille redingote noire collée sur des membres grêles et décharnés. Il semblait avoir vécu dans un égout et en sortir ; on me dit que c'était Blanqui. » (*Souvenirs*)

*

« Enfoncés les romantiques ! » : ce sont les premiers mots de Blanqui, encore suant, couvert de poudre, au sortir des trois journées de Juillet 1830. Il y a bien un sentiment *romantique* de la vie, qui s'étire jusqu'à nous et infeste notre époque plus profondément encore que le siècle passé. Musset l'a codifié une fois pour toutes en 1836 dans les premières pages de *La Confession* : « Un sentiment de malaise inexprimable commença donc à fermenter dans tous les cœurs jeunes. Condamnés au repos par les souverains du monde, livrés aux cuistres de toute espèce, à l'oisiveté et à l'ennui, les jeunes gens voyaient se retirer d'eux les vagues écumantes contre lesquelles ils avaient préparé leur bras [...] En même temps que la vie du dehors était si pâle et si mesquine, la vie intérieure de la société prenait un aspect sombre et silencieux ; l'hypocrisie la plus sévère régnait dans les mœurs [...] Ce fut comme une dénégaration de toutes choses du ciel et de la terre, qu'on peut nommer désenchantement, ou si l'on veut, *désespérance* ; comme si l'humanité en léthargie avait été crue morte par ceux qui lui tâtaient le pouls. De même que ce soldat à qui l'on demanda jadis : "À quoi crois-tu ?" et qui le premier

répondit : “À moi” ; ainsi la jeunesse de France, entendant cette question, répondit la première : “À rien.” » Tout ce qui s’est fait de valable depuis deux siècles, dans tous les domaines, s’est fait *contre* le sentiment romantique de la vie, c’est-à-dire aussi *en en tenant compte*. Les *Poésies* de Lautréamont, les *Lettres de non-amour* de Chklovski, les *Dialogues* de Deleuze-Parnet, l’album *Entertainment* de Gang of Four dessinent un front que peuplent la froide passion de Durruti, les meilleures intuitions de Lénine et du féminisme italien, les discours de Huey P. Newton, la guérilla urbaine et l’air qui souffle dans la villa Savoye. Tout cela relève de ce que nous appellerons, par opposition, *le sentiment blanquiste de la vie*. *L’Éternité par les astres* et *Instructions pour une prise d’armes* en sont dans ce volume les plus pures expressions. Partir de ce qui est là, et non de ce qui manque, de ce qui ferait, dit-on, *défaut* au réel. Mépriser les obstacles comme les personnes. N’attendre jamais, opérer avec ceux qui sont là. S’appréhender soi-même, appréhender les êtres et les situations non comme des entités, mais comme parcourus de lignes et de plans, traversés de fatalités. Saisir le possible non comme un halo qui nimberait les êtres, mais comme le produit d’une collision entre ces fatalités. Pas d’arrière-monde, de rêveries, de récriminations, d’explications. « On ne se console que trop. » Renoncer à l’idée de chaos, simple transcription mentale du renoncement – « il n’a jamais existé, il n’existera jamais l’ombre d’un chaos nulle part ». Une fois recensé ce qui est là, s’organiser. Ne reculer devant aucune conséquence logique. Ceux qui parlent de révolution sans se soucier de la question des armes et du ravitaillement ont déjà des cadavres sur les bras. Laisser aux métaphysiciens les questions d’origine et de finalité, l’ici et maintenant pour tout commencement, et ce que nous pouvons *pratiquement* y faire pour seul but sérieux. Si l’état de choses est intenable, ce n’est

pas parce que ceci..., parce que cela..., mais parce que j'y suis impuissant. Ne jamais opposer les nécessités de la pensée et celles de l'action. rester ferme dans ces moments de reflux où il faut tout reprendre, seul, depuis le début: on n'est jamais seul avec la vérité. Une telle façon d'être ne trouvera aucune excuse aux yeux de ceux dont la vie n'est qu'une savante collection de justifications. Face à elle, le ressentiment s'arme d'invectives, dénonce la «prise de pouvoir», la «mégalomanie», dresse ses cordons sanitaires de mauvaise foi, de bêtise et de contentement; il prononce la mise au ban du monstre qui semble en passe de s'extraire du troupeau humain. «Mais qu'un homme sincère, laissant là ce mirage fantastique des programmes, ces brouillards du royaume d'Utopie, sorte du roman pour rentrer dans la réalité, qu'il prononce une parole sérieuse et pratique: "Désarmer la bourgeoisie, armer le peuple, c'est la première nécessité, le seul gage de salut de la révolution." Oh! alors l'indifférence s'évanouit; un long hurlement de fureur retentit d'un bout de la France à l'autre. On crie au sacrilège, au paricide, à l'hydrophobe. On ameute, on déchaîne les colères sur cet homme, on le voue aux dieux infernaux pour avoir épelé modestement les premiers mots du sens commun.»

*

Les partisans de l'attente ont toujours conçu l'adjectif «blanquiste» comme une insulte sans appel. Les plus purs d'entre les anarchistes le tiennent pour un synonyme de «jacobin», tandis que les staliniens l'emploient, eux, comme équivalent d'«anarchiste». Les imbéciles cultivés de l'Encyclopédie des Nuisances, qui ont depuis vingt ans le courage lucide de parier sans relâche sur la contre-révolution, ont parlé du «blanquisme imaginaire» de Unabomber pour mieux

se dissocier de ses gestes, et introduire ainsi leur traduction grossièrement falsifiée de son *Manifeste*. Pour les marxistes, « blanquiste » est plutôt synonyme de « putschiste » et voudrait dénoncer un aventurisme d'avant-garde, une hâte de s'organiser peu soucieuse de théorie alors que les masses ne sont toujours pas prêtes. Toute cette confusion de surface n'a aucun intérêt. « Allons ! de la patience, toujours ! de la résignation, jamais ! », telle est la façon blanquiste. L'alternative n'est pas entre l'attente et l'activisme, entre participer aux « mouvements sociaux » et former une avant-garde armée, elle est entre se résigner et s'organiser. Une force peut croître de façon sous-jacente, selon son rythme propre, et fondre sur l'époque au moment opportun. Si la réussite du coup d'État d'Octobre a valu aux bolchéviques l'admiration d'une foule de suiveurs et d'arrivistes de toutes nationalités, les tentatives malheureuses de Blanqui, en entourant son nom de cette aura maudite, eurent au moins le mérite d'éloigner de lui cette race-là de cloportes. Dans son texte *Sur la lutte armée en Europe occidentale*, la Fraction armée rouge cite un passage du fameux article de Lénine sur la guerre de partisans : « Dans une époque de guerre civile, l'idéal du parti est un *parti combattant militairement*. [...] Au nom des principes du marxisme, nous exigeons catégoriquement qu'on n'esquive pas l'analyse des conditions de la guerre civile au moyen de clichés et de phrases rebattues sur l'anarchisme, le blanquisme, le terrorisme et qu'on ne vienne pas agiter devant nous l'épouvantail de certains procédés absurdes appliqués, dans la guerre de partisans, par telle ou telle organisation. »

*

Qui se résorbe en un destin se trouve de plain-pied avec ceux qui le partagent. L'expérience de l'amitié

est le plus doux effet d'une telle discipline. «Je regarde comme une conquête d'avoir fait alliance et amitié avec quelques cœurs dévoués capables de grande affection et de grands sacrifices, c'est une force que n'a pas tout le monde.» Tout comme l'amour ressortit au cloaque romantique, l'amitié fait partie des joies blanquistes. Elle est cette rare forme d'affection *où l'horizon du monde ne se perd pas*. «L'amitié, dit Hannah Arendt, n'est pas intimement personnelle, mais pose des exigences politiques et demeure référée au monde.» Là, des êtres s'entr'appartiennent dans l'élément libre, c'est-à-dire qu'ils s'entr'appartiennent pour autant que chacun appartient toujours-déjà à un destin. Si, dans son *Lélius*, Cicéron doit prévenir contre les dangers de sécession que l'amitié recèle pour la Cité, c'est qu'un monde inique, une société détestable, ne s'oublie pas dans l'amitié comme dans les suffocantes ivresses de l'amour. Elle a même toutes les chances de se tourner *contre* un tel monde, *contre* une telle société. Pour parler en termes abrupts: *toute amitié est aujourd'hui de quelque manière en guerre avec l'ordre impérial*, ou n'est qu'un mensonge.

*

Lacambre, Tridon, Eudes, Granger, Flotte, la plupart des conspirations de Blanqui ne sont au départ que des amitiés qui ne répriment pas leur latence politique. Inversement, toute amitié a un noyau conspiratif. En 1833, Vidocq déplore à Paris plus d'une centaine de sociétés secrètes. Toute l'histoire du mouvement révolutionnaire en France entre 1830 et 1870 porte la trace de ces sociétés qui, de clubs tant que le régime le permet, se changent en officines de propagande clandestine ou en conspirations dès que la répression s'installe, et redeviennent clubs à l'heure où le régime vacille. En 1848, il n'y en a pas moins de

six cents à Paris dont, pour n'en citer qu'un, le club de l'Émeute révolutionnaire, 69, rue Mouffetard, présidé par Palanchon, ancien complice de Blanqui. L'histoire officielle du mouvement ouvrier veut que la tradition conspirative, avec ses serments, ses rituels d'admission et son décorum secret, ait succombé à l'essor du mouvement ouvrier, dont elle avait pourtant formé le creuset. Les membres de la Ligue des Justes, ancêtre de la Ligue des Communistes, n'ont-ils pas participé à l'insurrection avortée de 1839 lancée par la Société des Saisons ? N'est-ce pas Buonarroti qui a délivré au monde moderne le précieux message de Babeuf ? Certes, on n'est pas admis à la Ligue soi-disant Communiste soi-disant Révolutionnaire comme on l'était, en 1839, à l'Association des Travailleurs égaux : « Écoute, avec confiance et sans crainte ; tu es avec des républicains communistes et par conséquent tu commences à vivre sous l'ère de l'égalité. Ils seront tes frères si tu es fidèle à ton serment, mais tu seras à jamais perdu si tu le trahis. Ils l'ont juré tous comme tu viens de le jurer toi-même. Écoute toujours avec la plus grande attention : la communauté, c'est la véritable république : travail commun, éducation, propriétés, jouissances communes ; c'est le soleil symbole de l'égalité, c'est la foi nouvelle pour laquelle nous avons tous juré de mourir ! Nous ne connaissons ni barrières, ni frontières, ni patrie ; tous les communistes sont nos frères, les aristocrates, nos ennemis. Maintenant, si tu crains les cachots, la torture, la mort, si tu sens ton courage faillir, retire-toi ; pour entrer dans nos rangs, il faut affronter tout cela : une fois le serment prêté, ta vie nous appartient, tu es engagé sur ta tête et sur celle de celui qui t'amène pour le reste de tes jours. Réfléchis et réponds. » Avec la fin de l'ère des conspirations, le mouvement ouvrier serait passé de son stade infantile à sa phase adulte, de la nuit à la lumière. Ainsi le veut l'historiographie

marxiste. Les organisations publiques de la social-démocratie auraient pris le relais de l'informe politique prolétarienne. De la Ligue des Communistes, on serait arrivé par degrés à l'Association internationale des travailleurs et aux partis sociaux-démocrates de tous les pays, tandis que les anarchistes semblaient bêtement dans le terrorisme et le syndicalisme. La vérité est plutôt que la politique conspirative *n'a jamais cessé*. Que tous les liens traditionnels, toutes les familiarités de métier et de quartier, bref: de village, sur quoi reposait jusqu'à la Commune la politique prolétarienne ont été détruits sans retour. Et que les *organisations* qui se sont substituées au peuple désormais manquant n'ont pu que repousser le conspiratif dans «*l'informel*» et déritualiser par là tout ce qui relevait de l'amitié. Au fond, le conflit entre Marx et Bakounine autour de l'Internationale et de sa prétendue infiltration par une obscure Alliance internationale de la démocratie socialiste acquise à Bakounine, porte sur ce point: *d'un côté, il y a une politique fondée sur les programmes et de l'autre une politique fondée sur l'amitié*. Le prussien Karl Marx n'a pas attendu la triste fin de la Ligue des Communistes pour haïr la politique des amis. Sa recension du livre de Chenu sur *Les Conspirateurs* suinte déjà, en 1850, d'une hostilité sans mélange: «La vie entière de ces conspirateurs de profession est frappée au signe de la bohème. Sergents recruteurs pour la conspiration, ils traînent de marchand de vin en marchand de vin, tâtent le pouls des ouvriers, choisissent leurs gens, les attirent dans la conspiration à force d'enjôlement, en faisant payer soit à la caisse de la société soit au nouvel ami les inévitables pots qu'ils consomment. Somme toute, le marchand de vin leur tient lieu de véritable père des compagnons. [...] Déjà d'un tempérament très enjoué à l'image de tous les prolétaires parisiens, le conspirateur ne tarde pas à devenir un

“bambocheur” accompli dans cette incessante ambiance de taverne. Le ténébreux conspirateur, qui affiche dans les séances secrètes une rigide vertu spartiate, soudain se dégèle et se transforme au su de tous en pilier de cabaret sachant, ô combien, apprécier le vin et les femmes. Cette jovialité de taverne est encore rehaussée par les constants dangers auxquels le conspirateur est exposé ; à tout instant il peut être appelé aux barricades et y périr ; à chaque pas la police lui tend des pièges qui peuvent le mener en prison ou même aux galères. De tels dangers constituent précisément l’attrait du métier : plus grande l’insécurité et plus le conspirateur se hâte de jouir des plaisirs du moment. En même temps, l’habitude du danger le rend au plus haut point indifférent à la vie et à la liberté. Il est chez lui en prison tout comme chez le cabaretier. Chaque jour il s’attend à l’ordre de passer à l’action. La témérité désespérée qui se manifeste dans chaque insurrection parisienne est précisément l’apport de ces vieux conspirateurs de profession, les hommes de coup de main. Ce sont eux qui dressent et commandent les premières barricades, qui organisent la résistance, dirigent le pillage des armureries, s’emparent des armes et des munitions dans les maisons, et exécutent, en plein soulèvement, ces audacieux coups de main qui si souvent jettent le parti au pouvoir dans la confusion. » On a là une description fidèle du type d’homme que fut, à l’échelle du continent, Bakounine. Bakounine qui ne peut rencontrer un être qu’il aime au cours de ses incessants périples trans-continentaux sans lui fourguer les statuts de sa dernière société secrète en espérant qu’il adhère à cette « sorte d’état-major révolutionnaire composé d’individus dévoués, intelligents, et surtout amis sincères, et non ambitieux ni vaniteux, du peuple, capables de servir d’intermédiaire entre l’idée révolutionnaire et les instincts populaires. Le nombre de ces individus ne doit donc pas

être immense. Pour l'organisation internationale dans toute l'Europe cent révolutionnaires fortement et sérieusement alliés suffisent» (*Programme et objet de l'Organisation secrète révolutionnaire des frères internationaux*). En vérité, la politique conspirative n'a jamais cessé de doubler toutes les réalités organisationnelles. La FAI doublait la CNT en Espagne comme son bureau militaire ne rendait aucun compte au Parti ouvrier social-démocrate de Russie. Comme Lénine fut seul au courant de la dernière expropriation de Kamo, en 1912, au profit de l'Organisation. Comme la commission «travail illégal» de Potere Operaio se chargeait de son autofinancement, et comme fut évoqué alors la constitution du «parti invisible». Le parti, cela s'est oublié, n'a jamais cessé d'être légal *et* illégal, visible *et* invisible, public *et* conspiratif. C'est un des traits du présent qu'au moment où nous aurions besoin de toutes les ressources de la politique conspirative nous n'y comprenons plus rien. Il faut à tout prix maintenir ce principe épistémologique : *l'histoire du mouvement révolutionnaire est d'abord l'histoire des liens qui font sa consistance.*

*

Les ratiocinations du ressentiment ont l'art d'inverser les relations logiques. Depuis plus d'un siècle, et nommément depuis les *Protocoles des sages de Sion*, chaque événement trouve parmi les esclaves son explication dans la conspiration des puissants. La petite-bourgeoisie planétaire raffole de cette littérature, car elle conforte son ignorance, et son impuissance. La progression du complotisme a partout suivi la progression de cette «classe». En fait, la révélation que les puissants conspirent contre nous sert seulement à masquer l'évidence contraire : celle de la puissance qui s'éprouve dans l'amitié, et par voie de consé-

quence dans la conspiration. Dans sa préface à l'*Histoire des Treize*, Balzac exprime comme aucun autre l'ambivalence de cette puissance, qui peut se retourner en sécession aristocratique tout comme elle peut accoucher d'une force révolutionnaire. « Il s'est rencontré, sous l'Empire et dans Paris, treize hommes également frappés du même sentiment, tous doués d'une assez grande énergie pour être fidèles à la même pensée, assez probes entre eux pour ne point se trahir, alors même que leurs intérêts se trouvaient opposés, assez profondément politiques pour dissimuler les liens sacrés qui les unissaient, assez forts pour se mettre au-dessus des lois, assez hardis pour tout entreprendre, et assez heureux pour avoir presque toujours réussi dans leurs desseins ; ayant couru les plus grands dangers, mais taisant leurs défaites ; inaccessible à la peur, et n'ayant tremblé ni devant le prince, ni devant le bourreau, ni devant l'innocence ; s'étant acceptés tous, tels qu'ils étaient, sans tenir compte des préjugés sociaux [...] Ce monde à part dans le monde, hostile au monde, n'admettant aucune des idées du monde, n'en reconnaissant aucune loi [...] cette union intime de gens supérieurs, froids et railleurs, souriant et maudissant au milieu d'une société fausse et mesquine [...] Il y eut donc dans Paris treize frères qui s'appartenaient et se méconnaissaient dans le monde [...] Aucun chef ne les commanda, personne ne put s'arroger le pouvoir ; seulement la passion la plus vive, la circonstance la plus exigeante passait la première. Ce furent treize rois inconnus, mais réellement rois, et plus que rois, des juges et des bourreaux qui, s'étant fait des ailes pour parcourir la société du haut en bas, dédaignèrent d'y être quelque chose, parce qu'ils y pouvaient tout. »

Tous les textes de Blanqui sont des textes *circonstanciés*. Ils sont chargés des conditions dans lesquelles et contre lesquelles ils sont écrits. Il n'y a pas jusqu'à *L'Éternité par les astres* qui ne porte la mention du Fort du Taureau. D'où l'inexistence de l'*œuvre* de Blanqui, au sens de ce qui recueille en soi le tout d'un trésor. D'où l'absence aussi d'une *doctrine* blanquiste, comme il y a une métaphysique marxiste. « Un peu de passion, et les doctrines plus tard ! » Ce qu'il y a, en revanche, c'est un *style* blanquiste. « Les révolutions veulent des hommes qui aient foi en elles. *Douter de leur triomphe, c'est déjà les trahir*. C'est par la logique et l'audace qu'on les réalise et qu'on les sauve. Si vous en manquez, vos ennemis en auront pour vous ; ils ne verront qu'une chose dans vos faiblesses : la mesure de leurs forces. Et leur courage se relèvera en raison directe de votre timidité. » Tout est là. Blanqui est l'inventeur du « Ni Dieu ni maître », c'est l'homme qui a écrit « l'anarchie *régulière* est l'avenir de l'humanité » et l'auteur d'un plaidoyer contre le mutualisme et en faveur de l'association intégrale intitulé « Le communisme, avenir de la société ». Allez chercher une orthodoxie là-dedans. Bien entendu, construire une force révolutionnaire quand il s'agit de renverser une monarchie administrative, quand il n'y a qu'une élite à abattre, peut être le fait d'une élite. Quand les armées de Bismarck marchent sur Paris, agir révolutionnairement veut peut-être dire : « confection de barricades et de tranchées ; affectation des églises aux usages nationaux, armement des prêtres et, par voie de conséquence, suppression des cultes ; enrôlement forcé ; mise en commun des subsistances et rationnement ; licenciement et dispersion des anciennes forces de police ; dénonciation des suspects et des bonapartistes » (Dommanget, *Blanqui*). Dans la société présente, où le pouvoir circule à même les flux de nourriture, d'information et de médicaments, où

n'importe quel *citoyen* fait valoir ses droits au flicage de ses voisins, il va de soi qu'une force révolutionnaire doit embrasser *tous les aspects* de l'existence, qu'elle doit se construire comme force de ravitaillement et comme force armée, comme puissance poétique autant que médicale, qu'elle doit s'emparer de territoires. Elle doit concentrer tous les renseignements utiles sur l'organisation adverse et provoquer des désertions dans tous les rangs de la société. Elle doit se socialiser à mesure même que le social se militarise. Mais pas plus qu'hier, elle ne peut attendre. Une telle force est en cours de constitution. Si elle se penche sur Blanqui, ce n'est que pour mieux penser la guerre en cours.

*

Le temps passe. C'est sa nature. Tant qu'il y aura du temps, il y aura l'ennui, et le temps passera. Le passé, lui, ne passe pas. Tout ce qui s'est *réellement* passé porte en soi une étincelle d'éternité, s'est inscrit en quelque recoin de l'expérience commune. On peut en effacer les traces, pas l'événement. On peut bien en pulvériser le souvenir, chaque débris contient la monade totale de ce que l'on croit détruit, et l'engendrera à nouveau, l'occasion venue. Répétons-le : l'historicisme est un bordel où l'on prend soin que les clients ne se croisent jamais. Le passé n'est pas une succession de dates, de faits, de modes de vie, ce n'est pas une penderie de costumes, c'est un réservoir de forces, de gestes, une prolifération de possibilités existentielles. Sa connaissance n'est pas nécessaire, elle est seulement vitale. Vitale, pour le présent. C'est à partir du présent que l'on comprend le passé, et non l'inverse. Chaque époque rêve les précédentes. La perte de tout sens historique, comme en général de tout *sens*, dans notre époque, est le corollaire logique de la perte de

toute expérience. L'organisation systématique de l'oubli ne se distingue nulle part de l'organisation systématique de la perte de l'expérience. Le révisionnisme historique le plus dément, qui parvient désormais à s'appliquer aux événements contemporains eux-mêmes, trouve son terreau dans la vie suspendue des métropoles, où l'on ne fait jamais l'expérience de rien, sinon des signes, signaux, codes, et de leurs conflits ouatés. Où l'on fait *des* expériences, des expériences *privées*, qui flottent, mutiques, ininscriptibles, nulles ; intensités implosives qui ne peuvent se communiquer au-delà des murs d'un appartement, et que tout récit vide plus qu'il ne l'offre en partage. C'est sous la forme de sa privatisation que s'exprime le plus communément, désormais, la privation d'expérience.

*

Décembre 2006. Le navire national fait eau de toutes parts. Il n'en surnagera bientôt que le poste de vigie. La France brûle, et fait naufrage. Cela est bon. Cela ravive les souvenirs. Les écoles en feu flambent en mémoire des générations de prolétaires qui y prirent l'amer goût des horaires, du travail et de l'obéissance, qui incorporèrent là le sentiment de leur pleine infériorité. Ceux qui ne vont plus voter honorent les insurgés de Juin 1848, cette «révolte d'anges rebelles qui, depuis, ne se relevèrent plus» (Cœurderoy), et que l'on passa par les baïonnettes au nom du suffrage universel. Les intellectuels de gauche se demandent à la radio si le gouvernement aura le *courage* d'envoyer l'armée en banlieue comme leurs ancêtres applaudissaient les généraux qui, de retour d'Algérie, massacraient les prolétaires parisiens ainsi qu'ils avaient pris l'habitude de civiliser les indigènes. Aujourd'hui comme hier, cette espèce de salaud se dit *républicain* et parle de «canaille». Les prison-

niers d'Action directe ont depuis longtemps dépassé leur peine de sûreté. Régis Schleicher concurrencera bientôt Blanqui en fait de longévité carcérale. L'armée s'entraîne plus que jamais pour la vieille guerre des rues. En France, l'horloge historique reste bloquée en mai 1871. La question communiste est invisiblement la seule question qui hante *tous* les rapports sociaux, même les histoires de cul. L'univers piaffe sur place. Le 31 mars dernier, une manifestation sauvage de 4000 têtes dure plus de huit heures, de l'intervention du président de la gâteuse République – il vient d'annoncer au journal télévisé le maintien du CPE – à quatre heures du matin. Elle veut aller sur l'Élysée, oblique à la Concorde sur l'Assemblée nationale, qu'elle échoue à investir par manque de matériel, d'armement, même chose pour le Sénat. Au fil de la marche, la détermination croît. Une scansion martiale la porte : « Paris, debout, réveille-toi ! » C'est un ordre. Sur le boulevard de Sébastopol puis de Magenta, les vitrines des banques et des agences de travail intérimaire commencent à tomber une après l'autre, méthodiquement. Des prostituées de Pigalle saluent d'une fenêtre. La foule monte en courant sur le Sacré-Cœur au cri de « Vive la Commune ! » La porte de la crypte ne cède pas ; dommage, on aurait pu l'incendier. En redescendant, dans une petite rue, au troisième étage, une dame en nuisette est accoudée à son balcon, elle a mis à tue-tête *Les Mauvais Jours finiront*. La permanence de l'infect Pierre Lellouche va bientôt être saccagée. Il est trois heures du matin. Le passé ne passe pas. L'incendie de Paris sera le digne achèvement de l'œuvre de destruction du baron Haussmann.

Quelques agents du Parti imaginaire

Introduction

L'Enfermé : c'est le titre donné par Gustave Geffroy à la première biographie de Blanqui en 1887, titre justifié s'agissant d'un homme qui a passé plus de trente ans de sa vie en prison, sans compter les années d'exil. Mais enfermé, Blanqui l'est aussi dans l'oubli que le ^{xx}^e siècle lui a creusé comme une deuxième tombe. Aucun parti politique n'y a plus fait référence, même à l'extrême gauche, si ce n'est de façon négative, comme au congrès de Tours où Léon Blum dénonce le communisme de la III^e Internationale comme un « blanquisme ».

« Rien dans ce cœur : pas un goût, pas une affection, pas un amour, pas un vice, pas une femme. » Victor Hugo a contribué, lui aussi, à lui tailler une réputation qui le suivra outre-tombe. « À certains moments, ce n'était plus un homme, c'était une sorte d'apparition lugubre dans laquelle semblaient s'être incarnées toutes les haines nées de toutes les misères. Étrange figure de fanatique à froid qui a sa sauvage grandeur¹ » écrit-il encore.

Blanqui a été traité par ses contemporains de dément, de terroriste, de fanatique. Ses partisans, très divisés après sa mort, se sont dispersés au sein d'autres organisations et n'ont pu rectifier cette pauvre vision

1. Victor Hugo, *Choses vues*, 1887.

de l'homme. L'évolution « démocratique » de la France républicaine, l'influence du marxisme et de la révolution d'Octobre ont contribué à le plonger dans l'oubli.

Sa grandeur fut d'être à la fois un penseur et un homme d'action. Il fit si peur au siècle qu'on pensa n'être tranquille qu'en le mettant derrière des barreaux, tout en le calomniant sans répit.

Une pensée politique

C'est souvent l'homme d'action que retient l'historiographie, non sans raison. Pourtant Blanqui a élaboré un mode de pensée qui va imprégner toute l'histoire politique du XIX^e siècle. À l'idée, courante au début du siècle chez les utopistes, que pour résoudre le problème social il faut agir sur la société elle-même, Blanqui oppose l'idée qu'il faut d'abord agir sur le politique. Il est parmi les premiers à imaginer le socialisme « par le haut¹ » dont Marx sera le plus illustre représentant. Il guide la lente et difficile traversée du socialisme révolutionnaire au cours du XIX^e siècle en France.

Blanqui est à l'origine du lien entre les trois idées de république, de révolution et de socialisme. Au début de la monarchie de Juillet, l'idée même de république n'existe quasiment plus : Edgar Quinet raconte qu'il ne peut comprendre un ouvrage dont les termes – Girondins, Montagnard, Jacobins – lui sont inconnus : « Il m'eût fallu un dictionnaire pour chaque ligne, tant la langue de la Révolution avait promptement cessé d'être une langue vivante². » Autour de 1830 paraissent quelques ouvrages sur le sujet comme celui de Thiers, de Laurent (de l'Ardèche) en 1828 ou d'A. Roche en 1829. Mais ils touchent peu de

1. Michel Winock, *Le Socialisme en France et en Europe*, Paris, Seuil, « Points histoire », 1992, p. 42.

2. Georges Weil, *Histoire du parti républicain en France (1814-1870)*, Paris, F. Alcan, 1928, pp. 75-76.

lecteurs et pour les jeunes de la génération de Blanqui le terme de république reste obscur et vague. Parmi ceux qui échappent à cette règle, certains ont reçu un enseignement direct de leur père – comme Hippolyte Carnot ou Geoffroy Cavaignac – ou d'un maître – comme Cabet, élève de Prieur de la Côte-d'Or. Les anciens conventionnels qui ont échappé à la proscription de 1815 transmettent l'idée de république. Or, Blanqui est né lui aussi dans ce milieu patriote et républicain. Son père, Jean-Dominique (1757-1832), sous-préfet de Puget-Théniers sous l'Empire, avait été à l'origine du rattachement de Nice à la France en novembre 1792. Pendant son enfance, Auguste avait pu voir la cocarde tricolore foulée aux pieds par le parti sarde en 1814. Le jeune garçon en restera marqué dans sa fierté et sa crainte de l'étranger.

La république a sans doute été un sujet de débat dans la famille Blanqui : elle est à l'origine de la querelle entre les deux frères, Auguste et son aîné Adolphe, le premier affirmant que son père regrettait son engagement auprès des Girondins (il avait signé la protestation contre le coup de force montagnard de juin 1793). Le point de rupture entre les deux frères se situe bien là. Auguste ne se pose en effet à aucun moment la question de la violence révolutionnaire. L'idée qu'un groupe d'hommes décidés, appuyés sur une fraction de l'opinion, peut renverser un régime, est pour lui associée à celle de république. Dès 1823 il s'affilie à la Charbonnerie. En 1827, il participe aux combats de rues à Paris. En 1830, il écrit qu'il est «républicain et révolutionnaire avoué» et rédige un projet d'insurrection de la Ligurie qu'il a probablement mis en place dès 1828¹.

1. « Rapport sur la situation en Ligurie », octobre-novembre 1830,

in *Blanqui Œuvres*, t. I, Nancy, Presses universitaires de Nancy, 1993.

S'il se définit d'emblée comme républicain et révolutionnaire, il n'adopte le terme de socialisme qu'après les événements de 1848. Cependant, dès les années 1830, il a mis en place son système de pensée, faisant fusionner les trois piliers du blanquisme : la république, la révolution et ce qu'il nomme « les réformes sociales » ou encore « la révolution sociale ». C'est à partir d'une réflexion sur l'échec des journées de juillet 1830 que Blanqui intègre de nouveaux thèmes. Il est conduit à analyser la société en termes de rapports de force entre le privilège et l'égalité, entre le riche et le pauvre – le riche qui consomme et ne produit pas, le pauvre dont on a usurpé les instruments et les fruits du travail, qui n'a pas le droit à l'éducation, qui n'écrit pas dans les journaux et à qui l'on a volé aussi la victoire de Juillet. S'appuyant sur l'histoire, il montre la lutte qui a toujours existé entre les deux classes sociales et conclut : « Il n'existe entre les deux moitiés inégales de la société d'autre rapport que celui de la lutte, d'autre besoin que de se faire le plus de mal possible¹ », puis présente la révolution comme un progrès². L'idée de république reçoit ensuite une définition nouvelle. Elle n'est qu'un moyen, une forme politique nécessaire à l'acheminement de la réforme sociale qui est le véritable but. Pour parvenir au gouvernement de l'égalité, au gouvernement du peuple par le peuple, une période de transition est nécessaire. La dictature révolutionnaire doit permettre au peuple de s'éduquer et de choisir le mode d'association qui lui convient le mieux. Blanqui ne propose aucun modèle de société. Il pense que la révolution a un pouvoir créateur qu'il faut laisser s'exprimer et dont personne ne peut anticiper les effets. Il rejette

1. « Allocution à la Société des Amis du peuple », 2 février 1832, in *ibid.*

2. « Défense de Blanqui au procès des Quinze », 12 janvier 1832, in *ibid.*

avec violence toutes les utopies et un jour, très enrhumé, il écrit : « J'ai filé des systèmes et des utopies et il m'est resté ce maudit catarrhe pour queue¹. »

Dès les années 1830, Blanqui réalise la rencontre entre les théories sociales des utopistes, dépourvues de propositions politiques concrètes, et un républicanisme révolutionnaire qui manque, lui, de programme social et auquel il donne un but. Après l'échec de 1848 où, encore une fois, la victoire populaire a été escamotée, il écrit : « Le socialisme c'est la révolution. Elle n'est que là. On ne peut pas être socialiste sans être révolutionnaire et réciproquement². » Son socialisme est un socialisme de combat : « Tout pas fait en avant importe plus qu'une dizaine de programmes³ » assure-t-il : la nouvelle organisation sociale sera une œuvre populaire collective autour de laquelle toute recherche serait vaine avant la mise en place de la république.

Si l'on se souvient qu'à cette époque Blanqui est encore déiste bien que s'affirmant antichrétien, que l'éducation du peuple est l'une de ses préoccupations permanentes, on est amené à faire le rapprochement avec la pensée égalitaire de Babeuf, dont on ne trouve paradoxalement aucune évocation dans ses manuscrits (il est vrai qu'à son grand désespoir, sa mère fit brûler tous les documents antérieurs à 1848). Le père de Blanqui a-t-il évoqué cet épisode de la Révolution avec ses enfants ? Il devait avoir au moins entendu parler du compagnon de Babeuf, Buonarroti, à la tête du comté d'Oneille en avril 1793, près du comté de Nice, récemment libéré par le père de Blanqui. Jean-Dominique avait effectué

1. « Lettre à Adélaïde de Montgolfier », 27 juillet 1832, in *Blanqui Œuvres*, t. I, *op. cit.*, p. 230.

2. « Lettre à Maillard », 6 juin 1852, fonds Dommanget, IFHS.

3. Bibliothèque nationale, mss NAF, 9590-1.

de nombreuses missions dans le Midi entre mai et juillet 1795 et dans cette région qu'il connaissait bien, il n'avait pu ignorer la présence de Buonarroti en résidence surveillée à Sospel entre 1800 et 1806, alors que lui-même était sous-préfet de Puget-Théniers, à quelques kilomètres de là.

Faute de certitude sur ce point, on sait néanmoins que Buonarroti eut une grande influence sur la jeunesse après 1828, date de la parution à Bruxelles de son ouvrage sur *La Conspiration des égaux dite de Babeuf*. À partir d'août 1830, Buonarroti est à Paris et il est prouvé que Blanqui eut des contacts très importants avec lui en 1835¹. Il est d'ailleurs probable qu'ils avaient noué des relations bien avant, soit par le biais de la Charbonnerie, soit lors des visites que de nombreux jeunes rendaient à Buonarroti. Et c'est bien dans ces années 1830-1834 que se réalise la fusion des idées égalitaires de Blanqui, sans doute transmises par Buonarroti, avec l'héritage républicain et révolutionnaire des premiers temps. Le système de pensée de Blanqui peut donc se lire comme une résurgence des idées oubliées de la Révolution française, adaptées à une société nouvelle d'où émerge un prolétariat souvent misérable, de plus en plus réceptif aux notions de rénovation sociale. Blanqui est à la charnière de l'épisode babouviste, de la Révolution française et du socialisme naissant.

Des moyens : sociétés secrètes, propagande, constitution d'un parti

Dans la première partie du siècle, Blanqui apparaît comme l'unique représentant du socialisme révolu-

1. « Procès des accusés d'avril 1834 », in *Blanqui Œuvres*, t. I, *op. cit.*

(voir aussi l'introduction à la troisième période).

tionnaire. Après son emprisonnement au Mont-Saint-Michel suite à l'insurrection de mai 1839, le socialisme utopiste va pouvoir s'épanouir sans concurrence. Pendant neuf ans, le socialisme révolutionnaire n'a plus d'existence et il faudra attendre la libération de son initiateur, le 24 février 1848, pour le voir surgir dans une formulation claire qui prenne en compte le sentiment de révolte populaire et la diversité des lignes de pensée autour de la notion de république. Ses moyens ? L'organisation et la propagande au service de l'insurrection, avec l'idée qu'une avant-garde intellectuelle, une minorité héroïque peut entraîner le peuple avec elle le moment venu. Blanqui va tenter de regrouper les partisans en une fraction dure, motivée et obéissante, en l'organisant de façon quasi militaire, sur le modèle de la Charbonnerie qu'il a bien connue : le secret en sera la base, comme le préconisait Buonarroti. La nécessité d'une structure organisationnelle s'est imposée à Blanqui après les journées de juillet 1830, durant lesquelles il constate que si « les prolétaires ne se sont battus que pour un changement d'effigie sur des monnaies qu'ils voient si rarement¹ », c'est parce qu'ils manquent de chefs et d'organisation. Il fera à nouveau ce constat en 1848.

Cette année-là, après la révolution de Février, Blanqui fonde la Société républicaine centrale – le « club Blanqui » – où il est contraint d'agir au grand jour : on y entre et on la quitte à son gré. On y trouve des hommes comme Baudelaire, Leconte de Lisle, Sainte-Beuve, Renouvier, Esquiros ou Toussenel... On fait la queue comme au théâtre pour assister aux séances. Au sein de cette organisation publique hétérogène, Blanqui n'abandonne pas pour autant l'action occulte

1. « Défense de Blanqui au procès des Quinze », 12 janvier 1832, in *ibid.*

et double la Société d'une fraction à toute épreuve. Certains de ces combattants ont des postes de responsables dans d'autres clubs où ils diffusent les idées de Blanqui. Son club en noyaute ainsi une dizaine d'autres. Groupements publics et fractions secrètes constituent donc les deux pôles de la nouvelle organisation blanquiste imposée par la situation.

Privée de son chef après les troubles de mai 1848, l'opposition révolutionnaire disparaît de nouveau. Elle est méthodiquement réprimée par le Second Empire et ne retrouve son souffle qu'avec la libération de Blanqui. Il découvre alors une situation qui le désespère. Le 1^{er} décembre 1859, il écrit : « Paris m'a désolé [...] Avec mes idées de révolution aussi ardentes que jadis, j'avais l'air d'un revenant de l'autre monde, d'un fantôme des temps passés¹. » Patiemment, il va reconstruire l'édifice du socialisme révolutionnaire et Lafargue pourra écrire : « À Blanqui revient l'honneur d'avoir fait l'éducation d'une partie de la jeunesse de notre génération². » C'est cette jeunesse qui se retrouvera sur la scène politique en 1870-1871.

Dans les années 1860, Blanqui pose à nouveau les jalons d'une organisation de combat. L'Empire a l'imprudence de l'emprisonner à Sainte-Pélagie en 1861 pour avoir fondé une société secrète imaginaire. Il y côtoie de nombreux jeunes, étudiants pour la plupart, sur lesquels il exerce une influence considérable. Il constitue ainsi une coterie où on l'appelle affectueusement « le Vieux » et gagne à ses idées Germain Casse, Protot, Tridon, Regnard, Villeneuve et même, pendant un an, Georges Clemenceau. Il poursuit son action depuis l'hôpital Necker, en 1864-1865, et forme le noyau du parti blanquiste : une quinzaine

1. Fonds Dommanget, IFHS.

2. Cité par Maurice Dommanget, *Blanqui et l'opposition*

révolutionnaire à la fin du Second Empire, Paris, Armand Colin, 1960, p. 52.

de membres, plus un certain nombre de sympathisants dont Charles Longuet, le futur gendre de Marx.

Ce petit groupe est très indiscipliné et manque totalement de base ouvrière. De décembre 1867 à janvier 1868, Blanqui, rentré à Paris, met en place un parti fortement encadré sur le modèle des premières sociétés secrètes. Les opposants combatifs sont repérés dans les enterrements civils, au cours de bagarres avec la police et dans les divers groupements de jeunesse. Fin 1868, les effectifs se montent à huit cents hommes, dont cent armés de fusils. Le recrutement est essentiellement ouvrier, en particulier dans la métallurgie. Vallès raconte comment Blanqui, tel un général, passe ses troupes en revue au nez et à la barbe de la police, le 10 janvier 1870, à l'enterrement de Victor Noir.

La propagande orale et écrite accompagne l'action révolutionnaire : « Le peuple ne connaît pas la source de ses maux¹ » écrit-il en 1832 et « l'ignorance, fille de l'asservissement, fait de lui un instrument des privilégiés ». Cette propagande se fait par les journaux et les brochures, Blanqui envisageant même de recourir au roman, ainsi qu'il l'écrit à Watteau le 14 novembre 1864². Mais jusqu'à la fin de sa carrière, il ne dispose jamais véritablement de son propre organe de presse, ce qui lui fait cruellement défaut, surtout en 1848.

Son premier journal, *Le Libérateur* (1834), est immédiatement saisi par la police. En 1835, il projette, avec Léonce Pelloutier, la création d'un périodique qui ne voit jamais le jour. À Blois, en 1847, il collabore au *Courrier du Loir-et-Cher* de Groubental, en exil à Bruxelles, et écrit dans *Le Bien être social* de son ami Watteau.

1. *Ibid.*

2. Lettres familières d'Auguste Blanqui et du Dr L. Watteau,

présentées par Maurice Paz, Institut historique de Provence, Fayard, 1976, p. 61.

Blanqui ne cesse d'écrire dans les journaux, mais surtout, il fait écrire les étudiants blanquistes formés dans les années 1860. Tridon écrit *Les Hébertistes* dont le «Vieux» rédige l'introduction. Tiré à 2000 exemplaires le 12 août 1864, 15 000 exemplaires sont en circulation fin 1865 et se répandent jusqu'à Londres et Bruxelles. C'est avec cette brochure que le blanquisme débute sur la scène politique. Plus que de l'apologie commentée de la Commune de 1793, il s'agit de l'exposé d'une doctrine politique et sociale. Proudhon et Littré admirent l'ouvrage, que Watteau compare à une poudrière. Mai 1865 voit paraître la deuxième publication de la phalange, *Candide*, premier journal qui s'affirme athée. La lutte anticléricale passe devant la lutte politique et son succès dépasse toute attente. Le numéro trois est tiré à 10 000 exemplaires. Plus tard, *La Patrie en danger* (7 sept-9 déc. 1870) donnera le ton à son club.

La propagande orale n'est pas moins importante : l'une des consignes, dans les sociétés secrètes, est de faire connaître les idées de vive voix. Les blanquistes disséminés dans les clubs ont obtenu la liberté de parole en 1848. Plus tard, à partir de 1868, le droit de réunion ayant été rétabli, les orateurs blanquistes – Genton, Duval, Peyrouton, Ranvier, Casse... – s'expriment souvent dans les réunions des ouvriers parisiens.

Pendant le siège de Paris, le comité des vingt arrondissements qui fut, avec l'Internationale, l'un des foyers d'agitation socialiste à Paris, comprend de nombreux blanquistes comme Tridon, Granger ou Eudes. Son programme reflète les idées de Blanqui exprimées dans son club. Ses partisans jouent également un rôle important dans la garde nationale où ils s'infiltrèrent en grand nombre après la tentative d'insurrection d'août 1870. Blanqui lui-même, présenté par Clemenceau, est élu au 169^e bataillon.

C'est après une réunion des délégués des vingt arrondissements et des chefs de bataillon de la garde nationale qu'une délégation se rend à l'Hôtel de Ville le 18 septembre 1870, Blanqui en tête, pour demander de joindre au gouvernement une délégation communale susceptible de l'aider et surtout de le contrôler. Le 4 septembre, c'est un blanquiste – Granger ou Balsenq – qui prononce la dissolution du Corps législatif et proclame la République. Enfin, à la nouvelle de la capitulation de Metz, connue le 31 octobre, la manifestation populaire et les bataillons de la garde nationale occupent l'Hôtel de Ville et arrêtent le gouvernement. On vient alors chercher Blanqui pour former le gouvernement provisoire et, pendant quelques heures, il gouverne seul, signe des directives prenant des mesures d'urgence à l'extérieur comme à l'intérieur, nommant Rigault préfet de police.

En mars 1871, les initiatives des militants blanquistes, habitués aux coups de main, contribuent à la victoire de la Commune. Duval prend la préfecture de police, Ranvier, Eudes et Duval s'emparent de l'Hôtel de Ville, Jaclard œuvre sur la butte Montmartre, Granger à Belleville. Les blanquistes verrouillent ensuite des postes importants : Brunel et Eudes sont délégués à la guerre, Rigault tient la préfecture de police, Protot la Justice. Aux élections de la Commune, on compte une quinzaine de blanquistes sur les quatre-vingt-onze élus.

À l'épreuve de la République, une stature d'homme d'État

Par deux fois, à l'épreuve de la République, en 1848 puis en 1871, Blanqui montre la cohésion et la profondeur de ses idées.

En 1848, le sérieux de ses interventions au «club Blanqui», sa façon de proposer des mesures immédiates

font écrire à Lamartine : « On y sentait un plan, une ligne, des moyens, un but. Son club n'était pas un vain écho des passions tumultueuses comme les autres clubs antisociaux¹. » Capable de s'adapter rapidement à la situation politique, respectant totalement la jeune République, Blanqui choisit de montrer par des propositions concrètes qu'il existe une voie possible pour la révolution sociale.

Malgré sa méfiance envers les hommes du gouvernement provisoire – énoncée dès le 26 février dans un discours en faveur du drapeau rouge –, Blanqui propose son concours à la fragile République. S'emparer du pouvoir « comme des voleurs au milieu des ténèbres de la nuit² » serait une maladresse qui rappellerait à la province l'épisode de la Terreur. Il s'agit plutôt de s'organiser afin d'asseoir définitivement la révolution : « Ce qu'il nous faut à nous, c'est le peuple immense, les faubourgs insurgés, un nouveau 10 août. Nous aurons au moins le prestige révolutionnaire³. »

Le 7 mars 1848, une délégation conduite par Blanqui présente un programme d'action pour la République au gouvernement provisoire : liberté complète de la presse, suppression des cautionnements, droits de timbre et de poste, liberté de circulation des œuvres de la pensée avec des garanties pour les imprimeurs, liberté totale d'association et de réunion, déchéance de la magistrature, armement et organisation des ouvriers en gardes nationales avec une indemnité de deux francs par jour et, enfin, oralement, ajournement des élections à l'Assemblée constituante. « Le peuple ne sait pas, il faut qu'il sache. Ce n'est pas l'œuvre d'un jour ni d'un mois. Lorsque la contre-révolution a,

1. Cité par Maurice Dommanget, *Auguste Blanqui et la révolution de 1848*, Paris, Mouton, 1972, p. 33.

2. Auguste Blanqui, « Discours du 25 février 1848 », in *Textes choisis*, Paris, Ed. Sociales, 1971, p. 109.

3. *Ibid.*

seule, la parole depuis cinquante ans, est-ce donc trop d'accorder une année peut-être à la liberté¹ ? » Ces mesures, accueillies avec un certain malaise, illustrent pourtant la pensée vigoureuse de l'homme d'État qu'est en passe de devenir Blanqui.

Après le 17 mars, et surtout après la parution du document Taschereau qui l'accuse de trahison, les mises en garde contre le gouvernement provisoire sont de plus en plus accentuées : « La république, comme la monarchie, peut ombrager la servitude sous son drapeau². » Et Blanqui rappelle les objectifs sociaux qui la définissent : « La république, c'est l'émancipation des ouvriers, c'est la fin du règne de l'exploitation, c'est l'avènement d'un ordre nouveau qui affranchira le travail de la tyrannie du capital³. » Il réclame « Du travail et du pain ! L'existence du peuple ne peut pas rester à la merci des frayeurs et des rancunes du capital⁴. »

Après le traquenard de la journée du 15 mai, l'extrême gauche est décapitée, ses principaux dirigeants sont en prison. Néanmoins, le travail de Blanqui et de sa société n'aura pas été vain. Ses mises en garde contre les républicains du lendemain vont permettre, après les journées de juin, le détachement complet du socialisme révolutionnaire d'avec l'« extrême gauche » parlementaire, qui défend un socialisme modéré, tout en se réclamant de la Montagne. Bien que Blanqui soit emprisonné, le banquet des travailleurs socialistes est placé sous sa présidence. Dans un discours dont il est donné lecture, Blanqui dénonce l'usurpation des étiquettes de socialiste et de

1. « Deuxième pétition pour l'ajournement des élections », 14 mars 1848.

2. Auguste Blanqui, « Profession de foi, 30 mars 1848 », in *Textes choisis*, *op. cit.*, p. 117.

3. Auguste Blanqui, « Aux clubs démocratiques de Paris, 22 mars 1848 », in *Textes choisis*, *op. cit.*, p. 116.

4. *Ibid.*

républicain par Ledru-Rollin, qu'il présente tout au plus comme un girondin : « Nous sommes victimes du plus abominable guet-apens [...] On nous a pris jusqu'à notre nom, bientôt on nous soufflera notre ombre¹. » Blanqui pose la ligne d'un nouveau parti symbolisé par le drapeau rouge, symbole que la contre-révolution a repoussé : « C'est une faute [...]. Citoyen, la Montagne est morte ! Au socialisme, son unique héritier ! » Dans un article des *Veillées du peuple* de mars 1850, Blanqui confirme cette démarcation qui définit un autre courant socialiste, intransigeant, révolutionnaire : « Nous sommes un parti tout neuf, écrit-il, quoique rattaché à la tradition révolutionnaire. »

En 1870, Blanqui apporte une nouvelle fois son concours à la République, à condition qu'elle assure la défense contre les Prussiens. Le patriote se substitue au révolutionnaire, qui juge qu'un coup de force contre la République naissante ne serait pas compris par l'homme de la rue, satisfait du seul nom de République. Dans un premier temps, Blanqui se plie aux nécessités du moment et s'attache aux problèmes militaires. Il prône en particulier la guerre des tranchées et propose des mesures immédiates, avec un étonnant souci du détail sur les problèmes d'armement, de nourriture et de vêtement. La rupture avec le gouvernement est consommée avec l'annonce de l'armistice, le 27 octobre. Blanqui lie alors la guerre à outrance et la lutte des classes pour le socialisme : comme en 1792, il faut se battre à la fois contre les Prussiens du dehors et ceux du dedans. Il dénonce le défaitisme du gouvernement et soutient que le salut est dans et par le peuple. Il explique que « le danger de la situation est dans le divorce du gouvernement

1. Toast du 2 décembre 1848.

avec la république». Il voit le parti républicain comme «l'unique appui de la résistance, le seul adversaire sérieux de l'envahisseur¹». Il stigmatise l'incompétence des chefs militaires, la carence d'un pouvoir qui a laissé en place l'infrastructure de l'Empire avec ses fonctionnaires, maires, juges et policiers. Il demande que la population parisienne tout entière élise à la place de «la collection d'incapacités» un gouvernement de neuf membres, une dictature de guerre, chargée de combattre à outrance.

Il énonce à nouveau le principe de la lutte entre deux classes sociales. La bourgeoisie préfère la paix parce qu'elle a peur de la république : «Le capital préfère le roi de Prusse à la république. Avec lui, il aura, sinon le pouvoir politique, du moins le pouvoir social.» Il assure que «les pouvoirs légitimes sont aux mains de ce qui résiste. Le bulletin de vote aujourd'hui, c'est la cartouche [...]. Là où on se bat pour l'indépendance, là est la République, et le gouvernement de fait comme de droit».

Son sens de l'organisation explique que la Commune, manquant d'un chef capable d'imposer une ligne politique et des mesures d'urgence, cherche à échanger Blanqui – emprisonné pour sa participation à l'insurrection du 31 octobre 1870 – contre les otages. Il est élu dans le XVIII^e arrondissement le 26 mars ; la Commission exécutive le nomme président d'honneur et lui réserve sa place. La Commission de sûreté générale vote un crédit de 50 000 francs pour obtenir sa libération et, pendant les négociations avec Thiers qui durent un mois et demi (début avril-mai), Flotte propose en échange de celle-ci de délivrer les 74 otages de la Commune, dont l'archevêque Darboy. «Rendre

1. Maurice Dommanget,
Blanqui, la guerre de 1870-1871

et la Commune, Paris, Domat,
1947, p. 31.

Maintenant, il faut des armes

Blanqui, c'était donner un chef à la Commune» écrira Marx pour expliquer le refus de Thiers.

C'est ainsi qu'il faut comprendre ses derniers combats et sa lettre à Clemenceau : la République est là, mais Blanqui reste très critique et se lance dans ses ultimes combats, pour l'amnistie des prisonniers politiques et la réforme de l'armée.

Servi par une plume incisive, un style vif, le sens de la formule, Blanqui n'a jamais cédé à l'euphorie des grands discours. Rejetant le lyrisme et les utopies, il s'est attaché à régler les urgences et à satisfaire les besoins immédiats, sans jamais laisser la théorie prendre le pas sur l'action. Cette autolimitation a certainement nui à sa postérité, mais elle lui a permis de montrer ses capacités d'homme d'État et de défendre jusqu'à la fin du XIX^e siècle le socialisme révolutionnaire en France.

Repères chronologiques

1805. Le 8 février, naissance de Louis Auguste Blanqui à Puget-Théniers (Alpes-Maritimes), où son père, ancien conventionnel, est sous-préfet.

1815. Il traverse, en octobre, la France envahie par les armées alliées pour s'installer au château de Grandmont (occupé par les troupes prussiennes), à Aunay-sous-Auneau. De cet épisode il conservera sa vie durant une grande crainte de l'invasion étrangère.

1817. Début des études à Paris : interne à la pension Massin, brillant élève du lycée Charlemagne.

1822. Assiste au supplice des quatre sergents de La Rochelle, spectacle qui le marque profondément.

1823. Affilié à la Charbonnerie française, organisation fondée sur le modèle de sociétés secrètes italiennes.

1826. Commence des études de droit. Gagne sa vie comme répétiteur.

1827. Avril-novembre : blessé à trois reprises lors de violentes manifestations de rues à Paris.

1829. Entre au *Globe*, journal d'opposition modérée, comme sténographe chargé du compte-rendu des débats des Chambres.

1830. Activement engagé dans la révolution : le 29 juillet, prend part à la prise du Palais de justice.

1831. Janvier : emprisonné à La Force pour avoir rédigé une déclaration du Comité des Écoles contre la confiscation de la révolution. Libéré, participe en février au sac de l'archevêché. Juin : corédacteur du

Maintenant, il faut des armes

journal *Au Peuple*. Juillet : arrêté avec Raspail pour complot contre la sûreté de l'État. Au procès des Quinze, après une virulente défense, il est acquitté pour les charges de délit de presse et de complot, mais condamné à un an de prison pour son plaidoyer outrageant (atteinte à la tranquillité publique). Sera en prison lors des journées insurrectionnelles de juin 1832.

1833. Août : épouse Amélie-Suzanne Serre, âgée de 19 ans, dont il a été le répétiteur quelques années auparavant.

1834. Février : directeur et rédacteur en chef du mensuel *Le Libérateur, journal des opprimés*. 12-14 avril : participe aux journées insurrectionnelles dans le quartier du Temple, qui se terminent par le massacre de la rue Transnonain. Juillet-août : fonde avec Barbès la Société des Familles.

1835. Mai 1835 à janvier 1836, procès concernant les émeutes de Lyon et de Paris d'avril 1834. Blanqui figure sur la liste des défenseurs choisis par les accusés parmi l'élite républicaine avec, entre autres, Buonarroti.

1836. Inculpé avec Barbès dans l'affaire des poudres. Condamné à deux ans de prison, enfermé à Fontevault.

1837. Libéré en mai par une loi d'amnistie. Crée en juin la Société des Saisons.

1839. Mène le 12-13 mai, avec Barbès et Martin Bernard, l'insurrection de la Société des Saisons, qui se termine dans le quartier Saint-Merry. Arrêté le 14 octobre, condamné à mort le 31 janvier 1840, peine commuée en détention à perpétuité. Transféré au Mont-Saint-Michel.

1841. Mort d'Amélie-Suzanne.

1842. Février : tentative d'évasion.

1844. Gravement malade, transféré à la prison, puis à l'hospice de Tours. Décembre : refuse la grâce accordée à un supposé mourant.

1846. Novembre: émeute «des grains» à Tours. Accusé d'avoir suscité la création d'une association communiste; traduit devant le tribunal de Blois et acquitté.

1848. Après la révolution de Février, fonde à Paris, salle du Conservatoire, la Société républicaine centrale, (le «club Blanqui»), que fréquente, entre autres, Baudelaire. 17 mars: fait partie des meneurs de la grande manifestation qui demande le report des élections. 31 mars: publication du «document Taschereau», où Blanqui est accusé d'avoir livré les principaux chefs des sociétés des Saisons et des Familles. 16 avril: donne le ton à la grande manifestation qui est accueillie à l'Hôtel de Ville par les cris «À bas Blanqui» de la garde nationale. La réaction en fait le symbole de la révolution sociale. 15 mai: porté contre son gré à la tête de la manifestation qui aboutit à envahir l'Assemblée nationale. 27 mai: incarcéré au château de Vincennes. Sera en prison lors des journées de juin 1848.

1849. Avril: en tête des accusés du procès devant la Haute Cour de Bourges, avec Barbès et Raspail. Condamné à dix ans de détention, transféré à Doulens – puis, à partir d'octobre 1850, à Belle-Île-en-Mer.

1853. Avril: tentative d'évasion.

1857. Transféré à la prison de Corte, en Corse, avec trente et un autres détenus – puis à Mascara, en Algérie.

1859. Août: amnistie générale. Retour à Paris puis séjours à Bruxelles, Londres en décembre et à nouveau Bruxelles. À Paris à partir de juin 1860, reprise de ses activités révolutionnaires.

1861. Juin: condamné à quatre ans de prison pour formation d'une société secrète imaginaire – «les crocodiles». Incarcéré à Sainte-Pélagie. Début de constitution d'un parti blanquiste, bien distinct des opposants légaux à l'Empire – orléanistes, légitimistes, républicains constitutionnels.

Maintenant, il faut des armes

1864. Très affaibli, transféré à l'hôpital Necker.

1865. Fait paraître le journal *Candide*, consacré à la philosophie et à la critique religieuse, qui comprendra huit numéros. Août : s'évade de Necker et gagne Bruxelles. Octobre : se déplace jusqu'au Congrès international des étudiants à Liège, où il rencontre Paul Lafargue, Eudes, Granger... Début de formation du groupe de combat blanquiste. Fréquents séjours à Paris sous un faux nom.

1866. Septembre : assiste en observateur au congrès de l'Association internationale des travailleurs, à Bruxelles.

1867-68. Rédige *Instructions pour une prise d'armes*.

1870. Janvier : grande manifestation contre l'Empire à l'occasion de l'enterrement de Victor Noir. Sans être remarqué, passe ses troupes en revue dans les jardins des Champs-Élysées. 14 août : échec de l'insurrection blanquiste de La Villette. Blanqui parvient à s'échapper. 4 septembre : chute de l'Empire. Fonde un nouveau quotidien, *La Patrie en danger*, dont le premier numéro (7 septembre) s'ouvre sur sa déclaration « La défense de Paris ». Élu commandant du 169^e bataillon de la garde nationale (le commandement sera dissous par Trochu en octobre). 31 octobre : capitulation de Metz. Le peuple parisien occupe l'Hôtel de Ville aux cris de « Pas d'armistice ! la Commune ! La levée en masse ! » Un comité provisoire (Flourens, Delescluze, Blanqui) cherche en vain à orienter la situation dans un sens révolutionnaire.

1871. 22 janvier : joue un rôle actif dans la tentative d'insurrection pour renverser le gouvernement provisoire et le remplacer par la Commune. 28 janvier : capitulation de Paris. 8 février, élections législatives : avec 52 839 voix, Blanqui n'est pas élu député de Paris. 17 mars : arrêté à Figeac pour sa participation à la journée insurrectionnelle du 31 octobre, incarcéré à la prison de Cahors. 18 mars : procla-

mation de la Commune. 28 mars : nommé, avec de nombreux blanquistes, membre de la Commune pour les XVIII^e et XX^e arrondissements. Thiers refuse son échange contre 74 otages. Mai : transfert au fort du Taureau, où il rédigea *L'Éternité par les astres*.

1872. Février-avril : procès devant le conseil de guerre à Versailles. Condamné à la prison à vie et incarcéré à Clairvaux.

1878. Campagne pour la libération de Blanqui, menée entre autres par Clemenceau.

1879. Avril : élu député de Bordeaux, dans sa prison. L'élection est invalidée. 10 juin : gracié et libéré. Accueil triomphal à Lyon, à Marseille, à Paris.

1880. Fonde un nouveau journal, *Ni Dieu ni maître*. Publie *L'Armée esclave et opprimée*.

1881. 1^{er} janvier, mort de Blanqui. Cent mille personnes suivent son cercueil jusqu'au Père-Lachaise.

I. De 1830 à février 1848

Il n'est pas étonnant que le premier texte connu de Blanqui soit un appel à l'insurrection doublé d'articles destinés à l'organiser. Cette proclamation fort probablement jamais imprimée ni diffusée fut redigée dans la fièvre montante du climat insurrectionnel de la journée du 27 juillet et dans le feu de la passion de ses convictions révolutionnaires, républicaines et antiroyalistes.

L'après-midi du 27 juillet, Blanqui, « après avoir harangué plus d'une heure divers groupes populaires » entre le Palais-Royal et les Tuileries, va récupérer son armement caché chez un ami faubourg Saint-Marceau et revient « le fusil sur l'épaule » à son domicile rue de la Harpe, en face de la faculté de médecine, où il excite « de tout son pouvoir les étudiants à la prise d'armes du lendemain ».

Il est alors sténographe au Globe dirigé par Pierre Leroux. Le journal, à la tête de l'opposition, représente « la jeune France du temps, la jeune presse, la jeune doctrine ». Pourtant, Blanqui reste en retrait car il est sans illusion sur l'éclectisme du journal aux doctrines plutôt libérales et qui rassemble des gens tels que Rémusat, Duchâtel, Dubois (le fondateur) ou Pierre Leroux, ce dernier semblant « un astre égaré¹ », selon Blanqui, parmi ces ambitieux représentants du juste milieu. Pourtant, le 27 au soir, il leur propose de se constituer en comité insurrectionnel : la question est poliment mais fermement écartée. De ses longues promenades dans les rues de Paris, nous n'avons pas le récit exact. Se rapproche-t-il alors du noyau républicain de La Tribune, composé d'étudiants et d'ouvriers patriotes qui casent les réverbères, édifient les barricades présentes

1. Extraits des textes autobiographiques de Blanqui,

in *Blanqui Œuvres*, t. I, op. cit., pp. 37-58.

Maintenant, il faut des armes

dès l'aube dans le centre et l'Est de Paris¹ ? Le mercredi 28 au matin, en tout cas, il rapporte la situation aux rédacteurs du Globe, tout tremblant de peur face à l'effervescence de la rue et leur annonce qu'il va prendre son fusil et la cocarde tricolore. Victor Cousin répond de façon tranchante : « Monsieur, le drapeau blanc est le drapeau de la France ! » N'ayant plus rien à faire là, Blanqui se lance alors dans le combat.

Première proclamation

27 juillet 1830

Parisiens !

Charles X a déchiré la Charte, renversé les lois, anéanti toutes les libertés. Plus d'imprimerie ! Plus de journaux ! Plus de livres ! Plus de Chambre ! L'Ancien Régime est rétabli, la France livrée pieds et poings liés aux nobles et aux prêtres.

Aux armes, citoyens ! Aux armes, pour défendre la patrie, notre honneur, notre existence ! Consentirions-nous à devenir un troupeau d'esclaves sous le fouet des jésuites ? Non, non ! Plutôt mourir !

Mais ce n'est pas le peuple qui périra, ce sont les misérables qui prétendent l'asservir. Debout ! debout ! écrasons ces infâmes. Que le châtiment tombe comme la foudre sur leur attentat.

Article 1^{er}. Tous les citoyens de seize à cinquante ans sont appelés à la défense de la patrie et de la liberté.

1. Les premières furent construites dans l'après-midi du 27, au carrefour des rues Saint-Honoré, Richelieu et de Rohan. Depuis la Fronde,

il n'y avait pas eu de barricades dans les rues de Paris, sauf quelques-unes, rue Saint-Denis, en novembre 1827.

Article 2. Les hommes de seize à trente ans, armés ou non armés, se rendront place de l'Hôtel de Ville pour être organisés en bataillons.

Article 3. Les hommes de trente à cinquante ans resteront dans leurs quartiers pour y préparer la résistance.

Article 4. Des barricades seront construites dans toutes les rues, de cinquante mètres en cinquante mètres. Les rues seront dépavées et, dans les principales voies de passage, les pavés seront montés aux étages supérieurs pour être précipités sur les troupes de Charles X.

Article 5. Les anciens militaires officiers, sous-officiers et soldats sont appelés à l'Hôtel de Ville pour former les cadres des bataillons populaires.

Article 6. Il sera établi des commissions pour : 1) le service des vivres ; 2) l'armement ; 3) l'ammunitionnement. Les citoyens aptes à faire partie de ces commissions voudront bien se présenter à l'Hôtel de Ville.

Article 7. Le peuple s'emparera des armes à feu en magasin chez les armuriers ainsi que de la poudre et des balles. L'État leur remboursera le prix de tous ces objets avec une prime de 25 % pour les risques.

Le 31 juillet 1830, Louis-Philippe, présenté par La Fayette au balcon de l'Hôtel de Ville, accepte la lieutenance générale du royaume : l'aristocratie cède le pouvoir à la bourgeoisie industrielle et financière, la république est dérobée aux classes populaires et aux étudiants qui se sont battus côte à côte. De nombreux mouvements revendicatifs subsistent, entretenus par la naissance d'un grand nombre d'associations et de clubs, ainsi que par une certaine fraternité entre ouvriers et étudiants.

L'agitation étudiante reprend quant à elle dès la rentrée de novembre. Les étudiants républicains sont très minoritaires et les revendications sont essentiellement corporatistes. Dans un premier temps, Louis-Philippe va essayer de rallier la jeunesse estudiantine ; il la reçoit et lui accorde la légion d'honneur. Blanqui lui-même est décoré de la Croix de Juillet le 13 décembre 1830. La situation sociale reste cependant explosive et une politique de reprise en main se dessine dès la mi-décembre, amorcée avec le procès des ministres de Charles X. Le 22 décembre, les étudiants, carte au chapeau, apaisent la foule – qui réclame la peine de mort – et sauvent le régime. Le gouvernement procède pourtant à des arrestations destinées à démanteler le mouvement étudiant républicain naissant. Les décisions du pouvoir vont alors se faire de plus en plus précises. Le 23 décembre, la Chambre, du bout des lèvres, remercie les étudiants pour leurs actions ; le 24, elle abolit la charge de La Fayette et le 12 janvier 1831, elle rétablit les ordonnances du 5 juillet 1820 adoptées sous la Restauration¹.

Les étudiants se réunissent à la Sorbonne et signent le 16 janvier une protestation pour demander l'abo-

1. Ordonnances régissant le droit d'association dans les universités,

élaborées en réponse aux troubles des étudiants de juin 1820.

lition des ordonnances. Les initiateurs du mouvement sont immédiatement poursuivis ce qui attise encore la tension. Blanqui, en réponse aux mesures répressives, présente au Comité des Écoles cette déclaration se plaçant, cette fois nettement, sur le terrain politique.

Déclaration du Comité provisoire des Écoles

Le Globe

22 janvier 1831

Quand nous sommes sortis des barricades de Juillet, tout sanglants, avec la liberté, nous avons dit aux hommes qui se présentaient comme les amis et les tuteurs de la France : « Nous confions à votre patriotisme cette liberté qui nous a coûté si cher ; elle est maintenant un bien commun à tous les Français ; nous vous remettons le soin de la répartir ; n'en soyez point avarés. »

Les étudiants attendaient leur part, et elle eût été large si on l'avait mesurée sur la part qui leur était échue dans le combat et dans les funérailles. Parqués, sous le règne de la Restauration, dans une étroite enceinte de décrets et d'ordonnances arbitraires, ils pensaient avoir brisé à jamais, dans la grande bataille du peuple, les barrières élevées par la prévoyance du despotisme. Mais voici que les hommes qui devaient nous payer le prix du sang se retranchent contre nous dans cet arsenal de tyrannie ; voici qu'un ministre, que plusieurs parmi nous se souviennent d'avoir rencontré dans toutes les conspirations, ne trouve rien de mieux que de se jeter dans les bras de nos plus implacables ennemis, des séides des Bourbons, placés par les commis de la Sainte-Alliance à la tête de l'enseignement pour étouffer l'enseignement ;

voici qu'un ministre¹, ancien carbonaro, exhument la sanglante ordonnance du 5 juillet 1820, la suspend de nouveau sur nos têtes, toute menaçante du nom de Lallemand².

Nous l'avouons, en voyant tant de promesses violées, en voyant notre bonne foi, à nous jeunes gens simples et confiants, si outrageusement trompée, notre avenir sacrifié, le sang de nos frères compté pour rien, nos cœurs ont été flétris. Mais il est plus facile de nous tromper que de nous abattre, et puisque les hommes du pouvoir n'entendent que lorsqu'on parle haut, nous nous mettrons en demeure d'être écoutés. Aussi bien, la leçon est excellente pour nous enseigner qu'en fait de liberté, il ne faut pas attendre, mais qu'il faut prendre. Les vieillards l'ont dit, l'expérience est bonne aux jeunes gens.

Les étudiants, les jeunes gens ont le droit de s'associer pour diriger leurs efforts vers un but commun, et ils useront de ce droit. Quant à leur but, il est simple : il s'agit pour eux de faire que la révolution de Juillet ne soit pas un mensonge ; il faut que tout l'édifice construit par l'Empire et par la Restauration soit renversé, et comme il n'est pas tombé encore une seule pierre de cet édifice, ils travailleront infatigablement à le battre en brèche et à le démolir.

Nous demandons la destruction de l'Université. Nous demandons la destruction du monopole le plus odieux et le plus funeste au pays, de celui qui tarit la civilisation dans sa source et qui est l'outrage le plus cruel infligé à l'intelligence humaine. Certes,

1. Félix Barthes, 1795-1863, ancien carbonaro. Il prend une part active aux journées de juillet 1830 mais, devenu ministre de l'Instruction publique puis de la Justice en mars 1831, il soutient le régime et se rapproche de Thiers.

2. Nicolas Lallemand, étudiant en droit, fut tué par balle au cours d'un affrontement avec la police le 3 juin 1820. Ses obsèques rassemblèrent 6000 personnes. Son assassin fut acquitté.

l'Université du Moyen Âge était une admirable institution et l'œuvre d'un puissant génie. Fondée dans les temps d'oppression et de l'anarchie féodale, dans le but de soustraire la science à la domination du glaive, seule puissance reconnue alors, l'Université était comme une oasis de liberté, réservée à la civilisation, au milieu de ces déserts de barbarie et d'esclavage. Les privilèges presque monstrueux dont les rois de France l'avaient entourée à l'envi en faisaient un sanctuaire impénétrable aux violences féodales, et toujours respecté dans les discordes les plus désastreuses. Un étudiant, eût-il commis le plus grand crime, par cela seul qu'il était étudiant, et qu'il recélait une faible partie de ce feu sacré de la science dont les rois protégeaient le foyer, échappait à la juridiction commune, et n'était justiciable que d'un tribunal pris dans le corps de l'Université.

Mais depuis que la liberté est devenue le droit commun, depuis que, grâce à Dieu, les lumières et la civilisation n'ont plus besoin de tuteurs ni de privilèges, ce qui, autrefois, était destiné à propager l'instruction bien au-delà des besoins des temps, ne sert plus aujourd'hui, par une métamorphose incroyable, qu'à l'étouffer dans une gothique enceinte. L'Université, façonnée par Napoléon en instrument de despotisme, si bien exploitée par la Restauration, ne doit pas survivre à ces deux tyrannies. Nous sommes las de cet exécrable impôt qui frappe ce qu'il y a de plus saint et de plus sacré, ce qui fait l'homme et le citoyen : l'instruction.

Et encore cette instruction, quand nous l'avons achetée de nos plus belles années d'études, prolongées à dessein par la cupidité et par la haine des Lumières, ces mêmes hommes qui nous l'ont si chèrement vendue comme monopoleurs viendront, sous la forme de tribunal sans garantie et sans publicité, instruments aveugles et pusillanimes, nous reprendre, sur un geste du pouvoir, ce que nous avons arraché à si grande

peine, nous ravissant le fruit de nos travaux et frappant de mort notre avenir.

C'est ce joug odieux que nous rejetons de toutes nos forces.

Que le pouvoir, dans sa superbe, nous traite d'enfants rebelles, oubliant qu'il est trop heureux de s'adresser à nous comme à des hommes le 22 décembre, et que, prenant le langage de la dynastie abhorrée, il parle de ses réprimandes paternelles en nous écrasant de ses sévices ; qu'il nous chasse de toutes les écoles de France, qu'il nous traîne de tribunaux en tribunaux, qu'il abreuve de chagrins et d'amertume nos vieux pères frappés dans leurs enfants ! Ce sera un beau et honorable spectacle que celui de jeunes gens couverts des cicatrices de Juillet traités en parias sur le sol qu'ils ont racheté de leur sang. Mais qu'importe ! À travers les persécutions, les violences, nous marcherons fermes, inébranlables, à notre but : nous sommes jeunes, nous sommes patients ; nous ne désespérons pas aisément de la liberté. Nous l'avons conquise en juillet, elle est déjà perdue en janvier, eh bien ! elle vaut la peine d'être conquise deux fois. Le bon droit et l'avenir sont à nous ; le jour de la justice arrivera.

Et vous tous, nos amis et nos frères, étudiants des écoles de Paris et de la France entière, joignez vos efforts aux nôtres. Nos cris isolés se perdraient dans le tumulte immense de la société ; mais unis en faisceaux d'acclamations, ils formeront une grande voix qui fera taire ces charmeurs de la tyrannie. Rallions-nous à la devise immortelle : liberté ! Dans la confusion de tous les cris que les passions et les vils intérêts ont cherchés et cherchent encore à mêler à ce cri sacré : liberté ! C'est son retentissement seul qui a fait vibrer nos cœurs ; c'est elle seule qui a droit à notre amour, à notre culte : nous la voulons et nous l'aurons.

Arrêté le 13 juillet 1831 pour délit de presse et complot ayant pour but d'établir la République, Blanqui est conduit à Sainte-Pélagie. Le 10 décembre 1831, il comparaît devant la cour d'assises de la Seine avec quatorze autres membres de la Société des Amis du peuple. Après une longue instruction, seul le délit de presse est retenu contre eux. Le procès est renvoyé et repris entre le 10 et le 12 janvier 1832. La brochure incriminée, dont Blanqui est rédacteur avec Raspail et Thouret, s'intitule Au Peuple. La Société des Amis du peuple. Elle était destinée à la défense des intérêts populaires et à l'élaboration d'un corps de doctrines dans laquelle la question politique et la question sociale commençaient à se rejoindre. Majoritairement, la plupart des membres de la SAP – dont Geoffroy Cavaignac, son père spirituel – sont jacobins, mais on y trouve aussi des socialistes saint-simoniens et des fouriéristes. Sous la présidence de Raspail, toutefois, la SAP devient plus révolutionnaire et se réorganise en décennies sur le modèle de la Charbonnerie. Blanqui est vice-président et rédacteur du journal de la société.

Interpellé par deux fois sur sa profession lors du procès, Blanqui répond : « Prolétaire. » Il prend lui-même en main sa défense et transforme le procès en tribune d'où il récuse la compétence des juges, dénonce la légitimité de la loi et le système représentatif en place, harangue le peuple et fustige le pouvoir en place. Il donne sa définition de la république et va jusqu'à lancer un véritable appel à la guerre.

Blanqui dresse un tableau sans complaisance de la société ; il analyse la restructuration de la vie politique depuis les journées de Juillet, dont il tire les leçons. Il affiche son horreur des demi-mesures en appelant à l'action immédiate, rejette avec véhémence les demi-pensées de la politique du juste milieu, celle des orléanistes à la recherche d'une troisième voie

Maintenant, il faut des armes

entre république et monarchie – une république monarchique ou une monarchie républicaine.

À l'issue du procès qui se transforme en joute entre juges et accusés, certains parmi ces derniers sont condamnés alors même qu'ils ont été acquittés à l'unanimité par le jury. Considérant que certains passages de sa défense sont destinés à troubler l'ordre public et à exciter le mépris et la haine contre les classes de personnes qu'il appelle les riches, les privilégiés et les bourgeois, la cour condamne Blanqui à un an de prison et 100 francs d'amende.

Dans son Rapport à la Société des Amis du peuple, les idées de Blanqui se radicalisent, la lutte des classes est clairement énoncée. Blanqui s'adresse à un public favorable. Sa vision de l'Europe en armes n'est certes pas justifiée en 1832, mais elle révèle une crainte qui l'obsédera tout au long de sa vie et qui trouve son origine dans le souvenir douloureux de l'invasion de 1815. Il ressort de ce texte un lien franchement établi entre république, prolétariat et questions sociales.

Défense d'Auguste Blanqui au procès des Quinze 12 janvier 1832

Messieurs les jurés.

Je suis accusé d'avoir dit à trente millions de Français, prolétaires comme moi, qu'ils avaient le droit de vivre. Si cela est un crime, il me semble du moins que je ne devrais en répondre qu'à des hommes qui ne fussent point juges et parties dans la question. Or, messieurs, remarquez bien que le ministère public ne s'est point adressé à votre équité et à votre raison, mais à vos passions et à vos intérêts ; il n'appelle pas votre rigueur sur un acte contraire à la morale et aux

lois ; il ne cherche qu'à déchaîner votre vengeance contre ce qu'il vous représente comme une menace à votre existence et à vos propriétés. Je ne suis donc pas devant des juges, mais en présence d'ennemis ; il serait bien inutile dès lors de me défendre. Aussi je suis résigné à toutes les condamnations qui pourraient me frapper, en protestant néanmoins avec énergie contre cette substitution de la violence à la justice, et en me remettant à l'avenir du soin de rendre la force au droit. Toutefois, s'il est de mon devoir, à moi prolétaire, privé de tous les droits de la cité, de décliner la compétence d'un tribunal où ne siègent que des privilégiés qui ne sont point mes pairs, je suis convaincu que vous avez le cœur assez haut placé pour apprécier dignement le rôle que l'honneur vous impose dans une circonstance où on livre en quelque sorte à votre immolation des adversaires désarmés. Quant au nôtre, il est tracé d'avance ; le rôle d'accusateur est le seul qui convienne aux opprimés.

Car il ne faut pas s'imaginer que des hommes investis par surprise et par fraude d'un pouvoir d'un jour pourront à leur gré traîner les patriotes devant leur justice et nous contraindre, en montrant le glaive, à demander miséricorde pour notre patriotisme. Ne croyez pas que nous venions ici pour nous justifier des délits qu'on nous impute ! Bien loin de là, nous nous honorons de l'imputation, et c'est de ce banc même des criminels, où on doit tenir à honneur de s'asseoir aujourd'hui, que nous lancerons nos accusations contre les malheureux qui ont ruiné et déshonoré la France, en attendant que l'ordre naturel soit rétabli dans les rôles pour lesquels sont faits les bancs opposés de cette enceinte, et qu'accusateurs et accusés soient à leur véritable place.

Ce que je veux dire expliquera pourquoi nous avons écrit les lignes incriminées par les gens du roi et pourquoi nous en écrirons encore.

Le ministère public a, pour ainsi dire, montré en perspective à vos imaginations une révolte des esclaves, afin d'exciter votre haine par la crainte. « Vous voyez, a-t-il dit, c'est la guerre des pauvres contre les riches ; tous ceux qui possèdent sont intéressés à repousser l'invasion. Nous vous amenons vos ennemis ; frappez-les avant qu'ils ne deviennent plus redoutables. » Oui, messieurs, ceci est la guerre entre les riches et les pauvres, les riches l'ont ainsi voulu, car ils sont les agresseurs. Seulement, ils trouvent mauvais que les pauvres fassent résistance ; ils diraient volontiers, en parlant du peuple : « Cet animal est si féroce qu'il se défend quand on l'attaque. » Toute la philippique de M. l'avocat général peut se résumer dans cette phrase. On ne cesse de dénoncer les prolétaires comme des voleurs prêts à se jeter sur les propriétés : pourquoi ? Parce qu'ils se plaignent d'être écrasés d'impôts au profit des privilégiés. Quant aux privilégiés, qui vivent grassement de la sueur du prolétaire, ce sont de légitimes possesseurs menacés du pillage par une avide populace. Ce n'est pas la première fois que les bourreaux se donnent des airs de victimes. Qui sont donc ces voleurs dignes de tant d'anathèmes et de supplices ? Trente millions de Français qui paient au fisc un milliard et demi et une somme à peu près égale aux privilégiés. Et les possesseurs, que la société entière doit couvrir de sa puissance, ce sont deux ou trois cent mille oisifs qui dévorent paisiblement les milliards payés par les voleurs. Il me semble que c'est là, sous une nouvelle forme et entre d'autres adversaires, la guerre des barons féodaux contre les marchands qu'ils détroussaient sur les grands chemins. En effet, le gouvernement actuel n'a point d'autre base que cette inique répartition des charges et des bénéfices. La Restauration l'a instituée en 1814 sous le bon plaisir de l'étranger, dans le but d'enrichir une imperceptible minorité des dépouilles de la nation.

Cent mille bourgeois en forment ce qu'on appelle, par une ironie amère, l'élément démocratique. Que sera-t-il, bon Dieu ! des autres éléments ?

Paul-Louis Courier a déjà immortalisé la marmite représentative ; cette pompe aspirante et foulante qui foule la matière appelée peuple, pour en aspirer des milliards incessamment versés dans les coffres de quelques oisifs, machine impitoyable qui broie un à un vingt-cinq millions de paysans et cinq millions d'ouvriers pour extraire le plus pur de leur sang et le transfuser dans les veines des privilégiés. Les rouages de cette machine, combinés avec un art merveilleux, atteignent le pauvre à tous les instants de la journée, le poursuivent dans les moindres nécessités de son humble vie, se mettent de moitié dans son plus petit gain, dans la plus misérable de ses jouissances. Et ce n'est pas assez de tant d'argent qui voyage des poches du prolétaire à celles du riche, en passant par les abîmes du fisc ; des sommes plus énormes encore sont levées directement sur les masses par les privilégiés, au moyen des lois qui régissent les transactions industrielles et commerciales, lois dont ces privilégiés possèdent la fabrication exclusive. Pour que le propriétaire retire de ses champs un gros fermage, les blés étrangers sont frappés d'un droit d'entrée qui augmente le prix du pain ; or vous savez que quelques centimes de plus ou moins sur une livre de pain, c'est la vie ou la mort de plusieurs milliers d'ouvriers. Cette législation des céréales écrase surtout les populations maritimes du Midi. Pour enrichir quelques gros fabricants et propriétaires des forêts, on soumet à des droits énormes les fers d'Allemagne et de Suède, en sorte que les paysans sont contraints de payer bien cher de mauvais outils, tandis qu'ils pourraient s'en procurer d'excellents à bon marché ; l'étranger à son tour se venge de nos prohibitions en

repoussant les vins français de ses marchés, ce qui, joint aux impôts qui pèsent sur cette denrée à l'intérieur, réduit à la misère les contrées les plus riches de la France, et tue la culture de la vigne, la plus naturelle au pays, la culture véritablement indigène, celle qui favorise le plus la mobilisation du sol et la petite propriété. Je ne parlerai pas de l'impôt sur le sel, de la loterie, du monopole des tabacs, en un mot, de cet inextricable réseau d'impôts, de monopoles, de prohibitions, de droits de douane et d'octroi, qui enveloppe le prolétaire, qui enchaîne et atrophie ses membres. Il suffit de dire que cette masse d'impôts est répartie de manière à épargner toujours le riche et à peser exclusivement sur le pauvre, ou plutôt que les oisifs exercent un indigne pillage sur les masses laborieuses.

Le pillage est indispensable en effet. Ne faut-il pas une grosse liste civile pour défrayer la royauté, la consoler du sacrifice sublime qu'elle a fait de son repos au bonheur du pays ? Et, puisqu'un des principaux titres des Bourbons cadets à l'hérédité consiste dans leur nombreuse famille, l'État n'ira pas faire mesquinement les choses, et refuser des apanages aux princes, des dots aux princesses. Il y a aussi cette immense armée de sinécuristes, de diplomates, de fonctionnaires, que la France, pour son bonheur, doit fournir de gros traitements, afin qu'ils enrichissent de leur luxe la bourgeoisie privilégiée, car tout l'argent des parties prenantes au budget est dépensé dans les villes, et il ne doit pas retourner aux paysans un seul sou du milliard et demi dont ils payent les cinq sixièmes.

Ne faut-il pas aussi que ce nouvel astre financier, ce Gil Blas du XIX^e siècle¹, courtisan et apologiste de tous

1. On ne sait pas à quel personnage Blanqui fait ici allusion.

les ministères, favori du comte d'Olivarès comme du duc de Lerme, puisse vendre les hauts emplois à beaux deniers comptants ? Il est indispensable de graisser les grands rouages de la machine représentative, de doter richement fils, neveux, cousins, cousines. Et les courtisans, les courtisanes, les intrigants, les croupiers qui cotent à la Bourse l'honneur et l'avenir du pays, les entremetteuses, les maîtresses, les agents fournisseurs, les écrivains de police qui spéculent sur la chute de la Pologne, toute la vermine des palais et des salons, ne faut-il pas gorger d'or tout cela ? Ne faut-il pas pousser à la fermentation ce fumier qui féconde si heureusement l'opinion publique ?

Voilà le gouvernement que les bouches d'or du ministère nous donnent comme le chef-d'œuvre des systèmes d'organisation sociale, le résumé de tout ce qu'il y a eu de bien et de parfait dans les divers mécanismes administratifs depuis le déluge ; voilà ce qu'ils vantent comme le *nec plus ultra* de la perfectibilité humaine en matière de gouvernement ! C'est tout bonnement la théorie de la corruption poussée à ses dernières limites. La plus forte preuve que cet ordre de choses n'est institué qu'en vue de l'exploitation du pauvre par le riche, qu'on n'a cherché d'autre base qu'un matérialisme ignoble et brutal, c'est que l'intelligence est frappée d'ilotisme. En effet, elle est une garantie de moralité, et la moralité introduite par mégarde dans un pareil système ne pourrait y entrer que comme élément infaillible de destruction.

Je le demande, messieurs, comment les hommes de cœur et d'intelligence, rejetés au rang des parias par une plate aristocratie d'argent, ne ressentiraient-ils pas profondément un si cruel outrage ? Comment pourraient-ils demeurer indifférents à la honte de leur pays, aux souffrances des prolétaires, leurs frères d'infortune ? Leur devoir est d'appeler les masses à

briser un joug de misère et d'ignominie ; ce devoir, je l'ai rempli et malgré les prisons nous le remplirons jusqu'au bout en bravant nos ennemis. Quand on a derrière soi un grand peuple qui marche à la conquête de son bien-être et de sa liberté, on doit savoir se jeter dans les fossés pour servir de fascines et lui faire un chemin. Les organes ministériels répètent avec complaisance qu'il y a des voies ouvertes aux doléances des prolétaires, que les lois leur présentent des moyens réguliers d'obtenir place pour leurs intérêts. C'est une dérision. Le fisc est là, qui les poursuit de sa gueule béante ; il faut travailler, travailler nuit et jour pour jeter incessamment de la pâture à la faim toujours renaissante de ce gouffre ; bien heureux s'il leur reste quelques bribes pour tromper celle de leurs enfants. Le peuple n'écrit pas dans les journaux ; il n'envoie pas de pétition aux Chambres : ce serait temps perdu. Bien plus, toutes les voix qui ont un retentissement dans la sphère politique, les voix des salons, celles des boutiques, des cafés, en un mot de tous les lieux où se forme ce qu'on appelle l'opinion publique, ces voix sont celles des privilégiés ; pas une n'appartient au peuple ; il est muet ; il végète éloigné de ces hautes régions où se règlent ses destinées. Lorsque, par hasard, la tribune ou la presse laissent échapper quelques paroles de pitié sur sa misère, on se hâte de leur imposer silence au nom de la sûreté publique, qui défend de toucher à ces questions brûlantes, ou bien on crie à l'anarchie. Que si quelques hommes persistent, la prison fait justice de ces vociférations qui troublent la digestion ministérielle. Et puis, quand il s'est fait un grand silence, on dit : « Voyez, la France est heureuse, elle est paisible, l'ordre règne ! »

Mais qu'en dépit des précautions le cri de faim, poussé par des milliers de malheureux, parvienne jusqu'aux oreilles des privilégiés, ils rugissent, ils s'écrient :

« Il faut que force reste à la loi ! Une nation ne doit se passionner que pour la loi ! » Messieurs, suivant vous, toutes les lois sont-elles bonnes ? N'y en a-t-il jamais eu qui vous fissent horreur ? N'en connaissez-vous aucune de ridicule, d'odieuse ou d'immorale ? Est-il possible de se retrancher ainsi derrière un mot abstrait, qui s'applique à un chaos de quarante mille lois, qui signifie également ce qu'il y a de meilleur et ce qu'il y a de pire ? On répond : « S'il y a de mauvaises lois, demandez-en la réforme légale ; en attendant, obéissez. » Ceci est une dérision encore plus amère. Les lois sont faites par cent mille électeurs, appliquées par cent mille jurés, exécutées par cent mille gardes nationaux urbains, car on a soigneusement désorganisé les gardes nationales des campagnes, qui ressemblent trop au peuple. Or ces électeurs, ces jurés, ces gardes nationaux, ce sont les mêmes individus, lesquels cumulent les fonctions les plus opposées et se trouvent tout à la fois législateurs, juges et soldats, en sorte que le même homme crée le matin un député, c'est-à-dire la loi, applique cette loi à midi en qualité de juré, et l'exécute le soir dans la rue sous le costume de garde national. Que font les trente millions de prolétaires dans toutes ces évolutions ? Ils paient.

Les apologistes du gouvernement représentatif ont principalement fondé leurs éloges sur ce que ce système consacrait la séparation des trois pouvoirs, législatif, judiciaire et exécutif. Ils n'avaient pas assez de formules admiratives pour ce merveilleux équilibre qui avait résolu le problème si longtemps cherché de l'accord de l'ordre avec la liberté, du mouvement avec la stabilité. Eh bien ! il se trouve que c'est précisément le système représentatif, tel que les apologistes l'appliquent, qui concentre les trois pouvoirs entre les mains d'un petit nombre de privilégiés unis par les mêmes intérêts. N'est-ce point là une confusion

qui constitue la plus monstrueuse des tyrannies, de l'aveu même des apologistes ?

Aussi qu'arrive-t-il ? Le prolétaire est resté en dehors. Les Chambres, élues par les accapareurs de pouvoir, poursuivent imperturbablement leur fabrication de lois fiscales, pénales, administratives, dirigées dans le même but de spoliation. Maintenant, que le peuple aille, en criant la faim, demander aux privilégiés d'abdiquer leurs privilèges, aux monopoleurs de renoncer à leur monopole, à tous d'abjurer leur oisiveté, ils lui riront au nez. Qu'eussent fait les nobles en 1789, si on les eût humblement suppliés de déposer leurs droits féodaux ? Ils auraient châtié l'insolence... On s'y est pris autrement.

Les plus habiles de cette aristocratie sans entrailles, sentant tout ce qu'il y a de menaçant pour eux dans le désespoir d'une multitude privée de pain, proposent d'alléger un peu sa misère, non par humanité, à Dieu ne plaise ! mais pour se sauver du péril. Quant aux droits politiques, il n'en faut pas parler, il ne s'agit que de jeter aux prolétaires un os à ronger.

D'autres hommes, avec de meilleures intentions, prétendent que le peuple est las de liberté et ne demande qu'à vivre. Je ne sais pas quelle velléité de despotisme les pousse à exalter l'exemple de Napoléon, qui sut rallier les masses en leur donnant du pain en échange de la liberté. Il est vrai que ce despote niveleur se soutint quelque temps, et ce fut surtout en flattant la passion de l'égalité, car il faisait fusiller les fournisseurs voleurs, qui en seraient quittes aujourd'hui pour être députés. Il n'en périt pas moins pour avoir tué la liberté. Cette leçon devrait profiter à ceux qui veulent se porter ses héritiers.

Il n'est pas permis d'arguer des cris de détresse d'une population affamée pour redire le mot insolent de la

Rome impériale : *Panem et circenses* ! Qu'on sache bien que le peuple ne mendie plus ! Il n'est pas question de laisser tomber d'une table splendide quelques miettes pour l'amuser : le peuple n'a pas besoin d'aumônes ; c'est de lui-même qu'il entend tenir son bien-être. Il veut faire et il fera les lois qui doivent le régir : alors ces lois ne seront plus faites contre lui ; elles seront faites pour lui parce qu'elles le seront par lui. Nous ne reconnaissons à personne le droit d'octroyer je ne sais quelles largesses qu'un caprice contraire pourrait révoquer. Nous demandons que les trente millions de Français choisissent la forme de leur gouvernement et nomment, par le suffrage universel, les représentants qui auront mission de faire les lois. Cette réforme accomplie, les impôts qui dépouillent le pauvre au profit du riche seront promptement supprimés et remplacés par d'autres, établis sur des bases contraires. Au lieu de prendre aux prolétaires laborieux pour donner aux riches, l'impôt devra s'emparer du superflu des oisifs pour le répartir entre cette masse d'hommes indigents que le manque d'argent condamne à l'inaction ; frapper les consommateurs improductifs pour féconder les sources de la production ; faciliter de plus en plus la suppression du crédit public, cette plaie sanieuse du pays ; enfin, substituer au funeste tripotage de Bourse un système de banques nationales où les hommes actifs trouveront des éléments de fortune. Alors, mais seulement alors, les impôts seront un bienfait.

Voilà, messieurs, comme nous entendons la république, pas autrement. 93 est un épouvantail bon pour les portiers et les joueurs de domino. Notez, messieurs, que c'est à dessein que j'ai prononcé ce mot de suffrage universel, pour montrer notre mépris de certains rapprochements. Nous savons bien tout ce qu'un gouvernement aux abois met en œuvre de mensonges,

de calomnies, de contes ridicules ou perfides, pour redonner quelque créance à cette vieille histoire qu'il exploite depuis si longtemps, d'une alliance entre les républicains et les carlistes¹, c'est-à-dire entre ce qu'il y a de plus antipathique au monde. C'est là son ancre de salut, sa grande ressource pour retrouver quelque appui ; et les plus stupides conspirations de mélodrame, les plus odieuses farces de police ne lui paraissent pas un jeu trop dangereux s'il parvient, en effrayant la France du carlisme qu'elle déteste, à la détourner quelques jours encore des voies républicaines où l'instinct de son salut la précipite.

Mais à qui persuadera-t-on la possibilité de cette union contre nature ? Les carlistes n'ont-ils pas sur les mains le sang de nos amis morts sur les échafauds de la Restauration ? Nous ne sommes pas si oublieux de nos martyrs. N'est-ce pas contre l'esprit révolutionnaire, représenté par le drapeau tricolore, que les Bourbons ont ameuté l'Europe pendant vingt-cinq ans, et qu'ils cherchent encore à l'ameuter ? Ce drapeau n'est pas le vôtre, apôtres de la quasi-légitimité ! C'est celui de la République ! C'est nous, républicains, qui l'avons relevé en 1830, sans vous et malgré vous, qui le brûliez en 1815, et l'Europe sait bien que la France républicaine seule le défendra, quand il sera de nouveau assailli par les rois. S'il y a quelque part alliance naturelle, c'est entre vous et les carlistes. Non pas que le même homme vous convienne pour le moment ; ils tiennent au leur qui n'est pas ici mais vous feriez probablement bon marché du vôtre, par accommodement et pour mieux arriver à la chose que vous souhaitez en commun

1. Partisans de Charles X, appelés aussi légitimistes. Ils font partie

de l'opposition : ce sont les anciens ultras.

avec eux, d'autant que vous ne feriez en cela que retourner à votre ancien râtelier. En effet, le mot de carlistes est un non-sens : il n'y a et ne peut y avoir en France que des royalistes et des républicains. La question se tranche chaque jour davantage entre ces deux principes ; les bonnes gens qui avaient cru à un troisième principe, espèce de genre neutre appelé juste milieu, abandonnent petit à petit cette absurdité, et reflueront tous vers l'un ou l'autre drapeau, selon leur passion et leur intérêt.

Or, vous, hommes monarchiques, qui faites de la monarchie comme vous parlez, on sait sous quelle bannière vos doctrines vous appellent. Vous n'avez pas attendu dix-huit mois pour la choisir. Le 28 juillet 1830, à dix heures du matin, m'étant avisé de dire dans le bureau d'un journal que j'allais prendre mon fusil et ma cocarde tricolore, l'un des puissants personnages d'aujourd'hui s'écria, plein d'indignation : « Monsieur, les couleurs tricolores peuvent bien être les vôtres, mais elles ne seront jamais les miennes ; le drapeau blanc est le drapeau de la France. » Alors comme à présent, ces messieurs faisaient tenir la France sur un canapé.

Eh bien ! nous, nous avons conspiré quinze ans contre le drapeau blanc, et c'est en grinçant les dents que nous le voyions flotter sur les Tuileries et sur l'Hôtel de Ville, où l'étranger l'avait planté. Le plus beau jour de notre vie a été celui où nous l'avons traîné dans la boue des ruisseaux, et où nous avons foulé aux pieds la cocarde blanche, cette prostituée des camps ennemis. Il faut une rare dose d'impudence pour nous jeter au nez cette accusation de connivence avec le royalisme ; et d'un autre côté c'est une bien maladroite hypocrisie que de s'apitoyer sur notre prétendue crédulité, sur notre bonhomie niaise, qui nous rend, dit-on, dupes des carlistes. Si je parle ainsi, ce

n'est point pour insulter des ennemis à terre ; ils se disent forts, ils ont leur Vendée ; qu'ils recommencent, nous verrons !

Au reste, je le répète, il y aura bien bientôt nécessité d'opter entre la monarchie monarchique et la république républicaine ; on verra pour qui est la majorité. Déjà même, si l'opposition de la Chambre des députés, toute nationale qu'elle est, ne peut rallier complètement le pays ; si elle donne le droit au gouvernement de l'accuser d'incapacité et d'impuissance, c'est que, tout en repoussant nettement la royauté, elle n'a pas osé se déclarer avec la même franchise pour la république ; c'est qu'en disant ce qu'elle ne voulait pas, elle n'a pas articulé ce qu'elle voulait. Elle ne se résout pas à décliner ce mot de république, dont les hommes de la corruption s'efforcent de faire peur à la nation, sachant bien que la nation veut la chose presque unanimement. On a défiguré l'histoire, depuis quarante ans, avec un succès incroyable, dans ce but d'effrayer ; mais les dix-huit derniers mois ont détrompé de bien des erreurs, dissipé bien des mensonges, et le peuple ne prendra plus longtemps le change. Il veut à la fois la liberté et le bien-être. C'est une calomnie de le présenter comme prêt à donner toutes ses libertés pour un morceau de pain : il faut renvoyer cette imputation aux athées politiques qui l'ont lancée. N'est-ce pas le peuple qui, dans toutes les crises, s'est montré prêt à sacrifier son bien-être et sa vie pour les intérêts moraux ? N'est-ce pas le peuple qui demandait à mourir, en 1814, plutôt que de voir l'étranger dans Paris ? Et cependant, quel besoin matériel le poussait à cet acte de dévouement ? Il avait du pain le 1^{er} avril aussi bien que le 30 mars¹.

1. Fin mars 1814 – en fait, le 31 –, date de la capitulation de Paris.

Ces privilégiés, au contraire, qu'on aurait supposés si faciles à remuer par les grandes idées de patrie et d'honneur en raison de l'exquise sensibilité qu'ils doivent à l'opulence, qui auraient pu du moins calculer mieux que d'autres les funestes conséquences de l'invasion étrangère, ne sont-ce pas eux qui ont arboré la cocarde blanche en présence de l'ennemi et embrassé les bottes du cosaque ? Quoi ! des classes qui ont applaudi au déshonneur du pays, qui professent hautement un dégoûtant matérialisme, qui sacrifieraient mille ans de liberté, de prospérité et de gloire à trois jours d'un repos acheté par l'infamie, ces classes auraient en leurs mains le dépôt exclusif de la dignité nationale ! Parce que la corruption les a abruties, elles ne reconnaîtraient au peuple que des appétits de brute, afin de s'arroger le droit de se dispenser ce qu'il faut d'aliments pour entretenir sa végétation animale qu'elles exploitent ! Ce n'est pas la faim non plus qui, en juillet, a poussé les prolétaires sur la place publique ; ils obéissaient à des sentiments d'une haute moralité, le désir de se racheter de la servitude par un grand service rendu au pays, la haine des Bourbons surtout ! Car le peuple n'a jamais reconnu les Bourbons ; il a couvé sa haine quinze ans, épiant en silence l'occasion de se venger. Et quand sa main puissante a brisé leur joug, elle a cru déchirer en même temps les traités de 1815. C'est que le peuple est un plus profond politique que les hommes d'État ; son instinct lui disait qu'une nation n'a point d'avenir, quand son passé est grevé d'une honte qui n'a point été lavée.

La guerre donc ! non point pour recommencer d'absurdes conquêtes, mais pour relever la France d'interdiction, pour lui rendre l'honneur, condition première de prospérité ; la guerre ! afin de prouver aux nations européennes, nos sœurs, que, loin de leur

garder rancune de l'erreur, fatale pour nous et pour elles, qui les conduisit en armes au sein de la France en 1814, nous savions venger elles et nous en châtiant les rois menteurs, et en portant à nos voisins la paix et la liberté ! Voilà ce que voulaient les trente millions de Français qui ont salué avec enthousiasme l'ère nouvelle.

Voilà ce qui devait sortir de la révolution de Juillet. Elle est venue pour servir de complément à nos quarante années révolutionnaires. Sous la République, le peuple avait conquis la liberté au prix de la famine ; l'Empire lui avait donné une sorte de bien-être en le dépouillant de sa liberté. Les deux régimes surent glorieusement rehausser la dignité extérieure, ce premier besoin d'une grande nation. Tout périt en 1815, et cette victoire de l'étranger dura quinze ans. Qu'était-ce donc que le combat de Juillet, sinon une revanche de cette longue défaite et la chaîne de notre nationalité renouée ? Et toute révolution étant un progrès, celle-ci ne devait-elle pas nous assurer la jouissance complète des biens que nous n'avions obtenus jusqu'à que partiellement, nous rendre enfin tout ce que nous avions perdu par la Restauration ?

Liberté ! bien-être ! dignité extérieure ! telle était la devise inscrite sur le drapeau plébéien de 1830. Les doctrinaires y ont lu : maintien de tous les privilèges ! Charte de 1814 ! quasi-légitimité ! En conséquence, ils ont donné au peuple la servitude et la misère au-dedans, au-dehors l'infamie. Les prolétaires ne se sont-ils donc battus que pour un changement d'effigie sur ces monnaies qu'ils voient si rarement ? Sommes-nous à ce point curieux de médailles neuves que nous renversions des trônes pour nous passer cette fantaisie ?

C'est l'opinion d'un publiciste ministériel qui assure qu'en Juillet, nous avons *persisté* à vouloir la monarchie

constitutionnelle, avec la variante de Louis-Philippe à la place de Charles X. Le peuple, selon lui, n'a pris part à la lutte que comme instrument des classes moyennes; c'est-à-dire que les prolétaires sont des gladiateurs qui tuent et se font tuer pour l'amusement et le profit des privilégiés, lesquels applaudissent des fenêtres... bien entendu la bataille finie.

La brochure qui contient ces belles théories du gouvernement représentatif a paru le 20 novembre¹; Lyon a répondu le 21². La réplique des Lyonnais a paru si péremptoire que personne n'a plus dit un mot de l'œuvre du publiciste.

Quel abîme les événements de Lyon viennent de dévoiler aux yeux! Le pays entier s'est ému de pitié à la vue de cette armée de spectres à demi consumés par la faim, courant sur la mitraille pour mourir au moins d'un seul coup.

Et ce n'est pas seulement à Lyon, c'est partout que les ouvriers meurent écrasés par l'impôt. Ces hommes, si fiers naguère d'une victoire qui liait leur avènement sur la scène politique au triomphe de la liberté; ces hommes auxquels il fallait toute l'Europe à régénérer, ils se débattent contre la faim, qui ne leur laisse plus assez de force pour s'indigner de tant de déshonneur ajouté au déshonneur de la Restauration. Le cri de la Pologne expirante n'a pu même les détourner de la contemplation de leurs propres misères, et ils ont gardé ce qui leur reste de larmes pour pleurer

1. Le « publiciste » et la « brochure » dont parle Blanqui renvoient sans doute à la brochure parue à Paris chez Delaunay le 20 novembre 1831, signée E. R. et intitulée *Que nous faut-il encore? Et qu'avons-nous à craindre? Questions d'évidence*. (BN Lb⁵¹ 1067). Elle alimente des controverses très animées de l'époque sur le bien fondé de la participation

du peuple aux luttes de Juillet.

Selon Blanqui, le peuple avait toutes raisons d'en être partie prenante.

2. Révolte des canuts lyonnais de novembre 1831. Celle-ci éclata après le non-respect d'accords salariaux. Le 23, les canuts étaient maîtres de la ville. La répression par l'armée, le 5 décembre, fut violente.

sur eux et sur leurs enfants. Quelles souffrances que celles qui ont pu faire oublier si vite les Polonais exterminés !

Voilà la France de Juillet telle que les doctrinaires nous l'ont faite. Qui l'eût dit ! dans ces jours d'enivrement, lorsque nous errions machinalement, le fusil sur l'épaule, au travers des rues dépavées et des barricades, tout étourdis de notre triomphe, la poitrine gonflée de bonheur, rêvant la pâleur des rois et la joie des peuples quand viendrait à leurs oreilles le mugissement lointain de notre *Marseillaise* ; qui l'eût dit que tant de joie et de gloire se changerait en un tel deuil ! Qui eût pensé en voyant ces ouvriers grands de six pieds, dont les bourgeois, sortis tremblants de leurs caves, baisaient à l'envi les haillons, et redisant le désintéressement et le courage avec des sanglots d'admiration, qui eût pensé qu'ils mourraient de misère sur ce pavé, leur conquête, et que leurs admirateurs les appelleraient la plaie de la société !

Ombres magnanimes ! glorieux ouvriers, dont ma main a serré la main mourante en signe d'adieu sur le champ de bataille, dont j'ai voilé avec des haillons le visage agonisant, vous mouriez heureux au sein d'une victoire qui devait racheter votre race ; et, six mois plus tard, j'ai retrouvé vos enfants au fond des cachots, et chaque soir je m'endormais sur mon grabat, au bruit de leurs gémissements, aux imprécations de leurs bourreaux et au sifflement du fouet qui faisait taire leurs cris.

Messieurs, n'y a-t-il pas quelque imprudence dans ces outrages prodigués à des hommes qui ont fait l'essai de leur force et qui se trouvent dans une condition pire que celle qui les poussa au combat ? Est-il sage d'apprendre si amèrement au peuple qu'il a été dupe de sa modération dans le triomphe ? Est-on tellement certain de ne plus avoir besoin de la clémence

des prolétaires, qu'on puisse, avec pleine sécurité, s'exposer à les trouver impitoyables ? Il semble qu'on ne prenne d'autres précautions contre les vengeances populaires que d'en exagérer d'avance le tableau, comme si cette exagération, les peintures imaginaires de meurtre et de pillage étaient le seul moyen d'en conjurer la réalité. Il est aisé de mettre la baïonnette sur la poitrine à des hommes qui ont rendu leurs armes après la victoire.

Ce qui sera moins facile, c'est d'effacer le souvenir de cette victoire. Voici bientôt dix-huit mois employés à reconstruire pièce à pièce ce qui fut renversé en quarante-huit heures, et les dix-huit mois de réaction n'ont pas même ébranlé l'ouvrage des trois jours. Nulle force humaine ne saurait repousser dans le néant le fait qui s'est accompli. Demandez à celui qui se plaignait d'un effet sans cause s'il se flatte qu'il puisse y avoir des causes sans effets. La France a conçu dans les embrassements sanglants de six mille héros ; l'enfantement peut être long et douloureux ; mais les flancs sont robustes, et les empoisonneurs doctrinaires ne la feront point avorter.

Vous avez confisqué les fusils de Juillet. Oui, mais les balles sont parties. Chacune des balles des ouvriers parisiens est en route pour faire le tour du monde ; elles frappent incessamment ; elles frapperont jusqu'à ce qu'il n'y ait plus debout un seul ennemi de la liberté et du bonheur du peuple.

Rapport à la Société des Amis du peuple

2 février 1832

Citoyens,

Notre bureau central m'a chargé de vous présenter un rapport sur la situation intérieure et extérieure de la France depuis la révolution de Juillet.

Il ne saurait m'entrer en la pensée d'embrasser dans son ensemble et ses détails cette vaste question qui alimente depuis dix-huit mois la presse périodique et non périodique, les débats parlementaires et la diplomatie, non seulement de la France, mais de l'Europe entière. Laissons donc de côté cette multitude d'événements que vous connaissez tous, en nous faisant grâce des réflexions qu'ils vous ont inspirées aussi bien qu'à moi. J'essaierai simplement, pour expliquer la position du pays, de mettre en relief les divers partis dont les intérêts opposés constituent la lutte qui se poursuit avec tant de violence, et à laquelle vous prenez une part de plus en plus considérable. Ces partis existaient tous avant la révolution de Juillet ; aucun parti nouveau n'a surgi du sein et comme conséquence de cette révolution.

La situation actuelle n'est que le développement extrême des partis qui sommeillaient côte à côte sous le régime engourdissant de la Restauration et chez lesquels le réveil des trois jours a allumé une fièvre dévorante, incessamment excitée, attisée et redoublée par les progrès de la maladie qui ronge le corps social.

Il ne faut pas se dissimuler qu'il y a guerre à mort entre les classes qui composent la nation. Cette vérité étant bien connue, le parti vraiment national, celui auquel les patriotes doivent se rallier, c'est le parti des masses.

Il y a eu jusqu'ici trois intérêts en France : celui de la classe dite élevée, celui de la classe moyenne ou bourgeoise, enfin celui du peuple. Je place le peuple

en dernier parce qu'il a toujours été le dernier et que je compte sur une prochaine application de la maxime de l'Évangile : les derniers seront les premiers.

En 1814 et 1815, la classe bourgeoise fatiguée de Napoléon, non pas à cause de son despotisme – elle se soucie peu de la liberté qui ne vaut pas à ses yeux une livre de bonne cannelle ou un billet bien endossé – mais parce que, le sang du peuple épuisé, la guerre commençait à lui prendre ses enfants, et surtout parce qu'elle nuisait à sa tranquillité et empêchait le commerce d'aller, la classe bourgeoise, donc, reçut les soldats étrangers en libérateurs, et les Bourbons comme des envoyés de Dieu. Ce fut elle qui ouvrit les portes de Paris, qui traita de brigands de la Loire les soldats de Waterloo, qui encouragea les sanglantes réactions de 1815.

Louis XVIII l'en récompensa par la Charte. Cette Charte constituait les hautes classes en aristocratie et donnait aux bourgeois la Chambre des députés, dite Chambre démocratique. Par là, les émigrés, les nobles et les grands propriétaires partisans fanatiques des Bourbons, et la classe moyenne qui les acceptait par intérêt, se trouvaient maîtres par portion égale du gouvernement. Le peuple fut mis de côté. Privé de chefs, démoralisé par l'invasion étrangère, n'ayant plus foi en la liberté, il se tut et subit le joug, en faisant ses réserves. Vous savez quel appui constant la classe bourgeoise a prêté à la Restauration jusqu'en 1825. Elle prêta la main aux massacres de 1815 et 1816, aux échafauds de Bories et de Berton¹, à la guerre d'Espagne², à

1. Bories, avec Pommier, Gaubin et Raoult, sergents au 45^e de ligne à Paris (les quatre sergents de La Rochelle), créent une vente de la Charbonnerie au printemps 1821. Surveillé par la police, le régiment est envoyé à La Rochelle et échoue dans le ralliement à l'insurrection de Saumur préparée par le général

Berton en mars 1822. Blanqui assiste à leur exécution en place de Grève le 21 septembre 1822.

2. La France intervient en 1823 et laisse son armée en Espagne jusqu'en 1828 pour assurer le rétablissement sur son trône de Ferdinand VII, menacé par les républicains espagnols.

l'avènement de Villèle et au changement de la loi d'élection ; elle ne cessa d'envoyer des majorités dévouées au pouvoir, jusqu'en 1827.

Dans l'intervalle de 1825 à 1827, Charles X, voyant que tout lui réussissait et se croyant assez fort sans les bourgeois, voulut procéder à leur exclusion, comme on avait fait pour le peuple en 1815 ; il fit un pas hardi vers l'Ancien Régime et déclara la guerre à la classe moyenne, en proclamant la domination exclusive de la noblesse et du clergé sous la bannière du jésuitisme. La bourgeoisie est essentiellement antispirituelle, elle déteste les églises, ne croit qu'aux registres en partie double. Les prêtres l'irritèrent ; elle avait bien consenti à opprimer le peuple de moitié avec les classes supérieures mais voyant son tour venu aussi, pleine de ressentiment et de jalousie contre la haute aristocratie, elle se rallia à cette petite partie de la classe moyenne qui avait seule combattu les Bourbons depuis 1815 et qu'elle avait sacrifiée jusque-là. Alors commença cette guerre de journaux et d'élections menée avec tant de constance et d'acharnement. Mais les bourgeois combattaient au nom de la Charte, rien que pour la Charte. La Charte, en effet, assurait leur puissance ; fidèlement exécutée, elle leur donnait la suprématie dans l'État. La légalité fut inventée pour représenter cet intérêt de la bourgeoisie et lui servir de drapeau. L'ordre légal devint comme une divinité devant laquelle les opposants constitutionnels brûlaient leur encens quotidien. Cette lutte se poursuivit de 1825 à 1830, toujours plus favorable aux bourgeois qui gagnaient rapidement du terrain et qui, maîtres de la Chambre des députés, menacèrent bientôt le gouvernement d'une complète défaite.

Que faisait cependant le peuple au milieu de ce conflit ? Rien. Il restait spectateur silencieux de la querelle et chacun sait bien que ses intérêts ne compaient pas dans les débats survenus entre ses oppres-

seurs. Certes, les bourgeois se souciaient peu de lui et de sa cause qu'on regardait comme perdue depuis quinze ans. Vous vous souvenez que les feuilles les plus dévouées aux constitutionnels répétaient à l'envi que le peuple avait donné sa démission entre les mains des électeurs, seuls organes de la France. Ce n'était pas seulement le gouvernement qui considérait les masses comme indifférentes au débat ; la classe moyenne les méprisait peut-être plus encore et certainement elle comptait recueillir seule les fruits de la victoire. Cette victoire n'allait pas au-delà de la Charte. Charles X et la Charte avec une bourgeoisie toute puissante, tel était le but des constitutionnels. Oui, mais le peuple entendait autrement la question ; le peuple se moquait de la Charte et exécrait les Bourbons ; en voyant ses maîtres se disputer, il épiait en silence le moment de s'élancer sur le champ de bataille et de mettre les partis d'accord.

Quand les choses en vinrent à ce point que le gouvernement n'avait plus de ressources que dans les coups d'État, et que cette menace d'un coup d'État fut suspendue sur la tête des bourgeois, comme la peur les prit ! Qui ne se rappelle les regrets et les terreurs des 221¹, après l'ordonnance de dissolution qui répondait à leur fameuse adresse ? Charles X parlait de sa ferme résolution d'avoir recours à la force et la bourgeoisie pâlisait. Déjà, la plupart désapprouvaient hautement les pauvres 221 de s'être laissés emporter à des excès révolutionnaires. Les plus hardis mettaient leur espoir dans le refus de l'impôt qui eût été bel et bien payé, et dans l'appui des tribunaux

1. À la session parlementaire de mars, le discours du Trône de Charles X met en avant la suprématie de la couronne. Une adresse, le 18 mars, de 221 voix contre 181,

lui rappelle les principes de libertés publiques, de contrôle parlementaire et refuse la confiance au gouvernement.

qui auraient presque tous et de grand cœur fait l'office de cours prévôtales. Si les royalistes montraient tant de confiance et de résolution, si leurs adversaires laissaient paraître tant de crainte et d'incertitude, c'est que les uns et les autres regardaient le peuple comme démissionnaire et s'attendaient à le trouver neutre dans la bataille. Ainsi, d'un côté, le gouvernement appuyé sur la noblesse, le clergé et les grands propriétaires, de l'autre, la classe moyenne, prête à en venir aux mains, après avoir préludé cinq ans par une guerre de plume et de bulles, le peuple silencieux et cru démissionnaire depuis quinze ans.

C'est dans cette situation que le combat s'engagea. Les ordonnances sont lancées, et la police brise les presses des journaux. Je ne vous parlerai pas de notre joie à nous, citoyens, qui frémissions sous le joug et qui assistions enfin à ce réveil du lion populaire qui avait dormi si longtemps. Le 26 juillet fut le plus beau jour de notre vie. Mais les bourgeois ! Jamais crise politique n'offrit le spectacle d'une telle épouvante, d'une si profonde consternation. Pâles, éperdus, ils entendirent les premiers coups de feu comme la première décharge du piquet qui devait les fusiller l'un après l'autre. Vous avez tous présent à la mémoire la conduite des députés les lundi, mardi et mercredi. Ce que la peur leur laissait de présence d'esprit et de facultés, ils l'ont employé à prévenir, à arrêter le combat ; dans la préoccupation de leur propre lâcheté, ils se refusaient à prévoir une victoire populaire et tremblaient déjà sous le couteau de Charles X.

Mais le jeudi, la scène changea. Le peuple est vainqueur. C'est alors une autre terreur qui les saisit, bien autrement profonde et accablante. Adieu, leurs rêves de Charte, de légalité, de royauté constitutionnelle, de domination exclusive de la bourgeoisie ! Ce fantôme impuissant de Charles X s'est évanoui. Au travers des débris, des flammes et de la fumée, sur le

cadavre de la royauté, le peuple leur apparaît debout, debout comme un géant, le drapeau tricolore à la main ; ils demeurent frappés de stupeur. Oh ! c'est alors qu'ils regrettent que la garde nationale n'ait point existé le 26 juillet, qu'ils accusent l'imprévoyance et la folie de Charles X qui a brisé lui-même l'ancre de son salut. Il était trop tard pour les regrets ; vous voyez que pendant ces jours où le peuple fut si grand, les bourgeois ont été ballottés entre deux peurs, celle de Charles X d'abord, et celle des ouvriers, ensuite. Noble et glorieux rôle pour ces fiers guerriers qui font flotter de si hauts panaches dans les parades du Champ-de-Mars.

Mais, citoyens, comment se fait-il qu'une révélation si soudaine et si redoutable de la force des masses soit demeurée stérile ? Par quelle fatalité cette révolution, faite par le peuple seul et qui devait marquer la fin du règne exclusif de la bourgeoisie ainsi que l'avènement de la puissance populaire, n'a-t-elle eu d'autre résultat que d'établir le despotisme de la classe moyenne, d'aggraver la misère des ouvriers et des paysans, et de plonger la France un peu plus avant dans la boue ? Hélas ! le peuple, comme cet autre vieux, a su vaincre, mais n'a pas su profiter de sa victoire. La faute n'en est pas toute à lui. Le combat fut si court que ses chefs naturels, ceux qui auraient donné cours à sa victoire, n'eurent pas le temps de sortir de la foule. Il se rallia forcément aux chefs qui avaient figuré en tête de la bourgeoisie dans la lutte parlementaire contre les Bourbons. D'ailleurs, il savait gré aux classes moyennes de leur petite guerre de cinq ans contre ses ennemis et vous avez vu quelle bienveillance, je dirai presque quel sentiment de déférence il montrait envers ces hommes à habit qu'il rencontrait dans les rues après la bataille. Sentait-il déjà, comme par instinct, qu'il venait de jouer un tour fort désagréable aux bourgeois et, dans sa générosité de

vainqueur, voulait-il faire les avances et offrir paix et amitié à ses futurs adversaires ? Ce cri de « Vive la Charte » dont on a si perfidement abusé n'était qu'un cri de ralliement pour prouver son alliance avec ces hommes.

Quoi qu'il en soit, les masses n'avaient exprimé formellement aucune volonté politique positive. Ce qui s'agitait en elles, ce qui les avait jetées sur la place publique, c'était la haine des Bourbons, la résolution ferme de les renverser. Il y avait du bonapartisme et de la république dans les vœux qu'elles formaient pour le gouvernement qui devait sortir des barricades.

Vous savez comment le peuple, dans sa confiance aux chefs qu'il avait acceptés et que leur ancienne hostilité contre Charles X lui faisait considérer comme ennemis aussi implacables que lui-même de toute la famille des Bourbons, se retira de la place publique après la bataille terminée. Alors les bourgeois sortirent de leurs caves et s'élancèrent par milliers dans les rues que la retraite des combattants laissait libres. Il n'est personne qui ne se souvienne avec quelle merveilleuse soudaineté la scène changea dans les rues de Paris, comme par un coup de théâtre, comment les habits remplacèrent les vestes, en un clin d'œil, comme si la baguette d'une fée avait fait disparaître les uns et surgir les autres. C'est que les balles ne sifflaient plus. Il ne s'agissait plus d'attraper les coups, mais de ramasser le butin. Chacun son rôle ; les hommes des ateliers s'étaient retirés, les hommes du comptoir parurent.

C'est alors que les malheureux auxquels la victoire avait été remise en dépôt, après avoir essayé de remplacer Charles X sur son trône, sentant qu'il y allait de leur vie, s'arrêtèrent à une trahison moins périlleuse : un Bourbon fut proclamé roi. Dix à quinze mille bourgeois installés à demeure dans les cours du nouveau palais, pendant nombre de jours, saluèrent le maître

de leurs cris d'enthousiasme sous la direction des agents payés par l'or royal. Quant au peuple, comme il n'a point de rentes ni par conséquent les moyens de flâner sous les fenêtres des palais, il restait dans ses ateliers. Mais il n'a pas été complice de cette indigne usurpation qui ne se fût pas accomplie impunément s'il avait trouvé des hommes capables de guider les coups de sa colère et de sa vengeance. Trahi par ses chefs, abandonné des écoles, il s'est tu en faisant ses réserves comme en 1815.

Je vous citerai en exemple un cocher de cabriolet qui me conduisait samedi dernier ; après m'avoir raconté la part qu'il avait prise au combat des trois jours, il ajouta : « Je rencontraï, sur le chemin de la Chambre, la procession des députés qui se dirigeaient vers l'Hôtel de Ville. Je les suivis pour voir ce qu'ils allaient faire. Alors j'ai vu Lafayette paraître sur le balcon avec Louis-Philippe et dire "Français, voici votre roi !" Monsieur, quand j'ai entendu ce mot-là, c'est comme si j'avais reçu un coup de poignard. Je n'y voyais plus, je me suis en allé. » Cet homme, c'est le peuple.

Telle est donc la situation des partis immédiatement après la révolution de Juillet. La haute classe est écrasée. La classe moyenne qui s'est cachée pendant le combat et qui l'a désapprouvé, déployant autant d'habileté qu'elle avait montré de prudence, escamote le fruit de la victoire remportée malgré elle. Le peuple, qui a tout fait, reste zéro comme devant. Mais un fait terrible s'est accompli. Le peuple est entré brusquement comme un coup de tonnerre sur la scène politique qu'il a enlevée d'assaut et, bien que chassé presque au même instant, il n'en a pas moins fait acte de maître, il a repris sa démission. C'est désormais entre la classe moyenne et lui que va se livrer une guerre acharnée. Ce n'est plus entre les hautes classes et les bourgeois : ceux-ci auront même besoin

d'appeler à leur aide leurs anciens ennemis pour mieux résister. En effet, la bourgeoisie n'a pas longtemps dissimulé sa haine contre le peuple.

D'abord, et tandis que le canon grondait pour ainsi dire encore, sous l'impression de la première terreur et du premier respect qu'inspire l'héroïsme des vainqueurs, on se croit obligé de leur prodiguer des éloges, du bout des lèvres, en rechignant et le dépit dans l'âme. Combien d'ouvriers, même, qui s'étaient battus, renvoyés par leurs maîtres non parce qu'ils s'étaient battus mais sous prétexte qu'ils avaient manqué à l'atelier, quatre et cinq jours ! On doit le dire cependant, il y avait chorus de louanges pour la modération, la générosité, la sagesse que les prolétaires victorieux avaient déployées.

Mais si on les louait, c'est qu'on les craignait encore. Le concert d'éloges cesse bientôt et fait place à l'indifférence ; il devient de mauvais ton de parler avec enthousiasme des [révolutions] mémorables et des héros de Juillet. Puis, comme le peuple poussé par la faim promène son mécontentement dans les rues, on commence à s'indigner contre les perturbateurs de l'ordre public ; le mot canaille qu'on avait prétendu effacer du dictionnaire se retrouve dans toutes les bouches. Comme les ouvriers n'opposent aux injures que la patience, on s'enhardit, on parle haut, on menace ; les outrages, le mépris, les affronts, rien n'est épargné au pauvre peuple. Malheur à qui s'est montré assez fort pour vaincre, et qui n'a pas su conserver la victoire. La haine qu'on lui porte s'accroît de toute la peur qu'il inspire ; elle devient implacable. En effet, des paroles outrageantes et des mépris hautement exprimés, les bourgeois en viennent bientôt aux violences, et je n'ai pas besoin de rappeler ici les cruautés exercées sur des ouvriers sans armes et affamés par des gardes nationaux bien replets et équipés de pied en cap.

Depuis dix-huit mois, vous le savez tous, les rues de Paris sont en proie aux exécutions militaires de la bourgeoisie armée. Enfin, l'exécration vouée au peuple par cette classe est telle qu'après avoir célébré avec tant d'enthousiasme le désintéressement des ouvriers en juillet 1830, elle proclame partout aujourd'hui que le temps seul et la bonne volonté leur ont manqué pour piller et qu'ils sont prêts à sacquer Paris à la première émeute. Les sentiments de cette classe sont les mêmes dans les départements que dans la capitale.

Que si nous examinons la conduite du gouvernement, il y a dans sa politique la même marche, la même progression de haine et de violence que dans la bourgeoisie dont il représente les haines et les passions.

Je trouve pour ma part qu'on est injuste quand on l'accuse d'être infidèle à son origine. Par exemple, ce qui me paraît un non-sens, un impudent mensonge, c'est d'appeler royauté de Juillet la royauté de Louis-Philippe. Louis-Philippe, c'est la royauté d'août, la royauté du Palais-Bourbon et c'est bien différent. N'est-ce pas une chose admirable à votre avis que cette exactitude parfaite avec laquelle le chef du gouvernement retrace, résume le caractère des gens de boutique qui ont [mis] où il est [ce fou] ? C'est le caractère-type, la boutique incarnée. Le reste du gouvernement est à l'avenant.

Dans le principe, lorsque les pavés des barricades jonchaient encore les rues, on ne parlait que du programme de l'Hôtel de Ville, des institutions républicaines ; les poignées de main, les proclamations populaires, les grands mots de liberté, d'indépendance, de gloire nationale étaient prodigués ; puis, quand le pouvoir a tenu à sa disposition une force militaire organisée, les prétentions ont monté. Toutes les lois, toutes les ordonnances de la Restauration ont été invoquées et appliquées. Plus tard, les poursuites

contre la presse, les persécutions contre les hommes de Juillet, le peuple traqué à coup de sabres et de baïonnettes, les impôts augmentés et perçus avec une rigueur inouïe sous la Restauration, tout le déploiement de violence, cet appareil de tyrannie ont révélé les haines et les craintes du gouvernement. Mais il sentait bien aussi que le peuple devait lui rendre cette haine, et ne se jugeant pas assez fort avec le seul appui de la bourgeoisie, il a cherché à rallier à sa cause les hautes classes, afin qu'établi sur cette double base, il fût en état de résister avec plus de succès à l'invasion menaçante des prolétaires.

C'est à cette manœuvre pour se concilier l'aristocratie qu'il faut rattacher tout le système qu'il a développé depuis dix-huit mois. C'est la clef de sa politique. Or, cette haute classe est composée de royalistes. Pour l'entraîner, il était donc nécessaire de se rapprocher le plus possible de la Restauration, de suivre ses errements, de la continuer. C'est ce qu'on a fait. Rien n'a été changé, sauf le nom du roi. On a nié, foulé aux pieds la souveraineté du peuple ; la cour a pris le deuil des princes étrangers. On a copié la légitimité en tout, partout. Les royalistes ont été maintenus dans leurs places et ceux qui avaient dû se retirer devant le premier flot de la révolution ont tous retrouvé des fonctions plus lucratives. La magistrature a été conservée, de sorte que l'administration entière est aux mains des hommes dévoués aux Bourbons aînés.

Dans les provinces, où les patriotes et les royalistes se trouvent en nombre presque égal, dans le Midi par exemple, toutes les fois que les deux partis se sont trouvés en présence par suite de la faiblesse et de la trahison du gouvernement, le gouvernement est intervenu devant les patriotes en faveur des carlistes. Aujourd'hui enfin, il ne cherche plus à cacher sa haine pour les uns et sa prédilection pour les autres.

Il était difficile à l'aristocratie de résister à de si tendres avances. Aussi, une partie de cette classe, la partie la plus pourrie, celle qui veut avant tout de l'or et des plaisirs, a daigné promettre sa protection à l'ordre public ; mais l'autre portion, celle que j'appellerai les moins gangrenés, afin de ne pas prononcer le mot *honorable*, celle qui a le respect d'elle-même et foi en ses opinions, qui a voué un culte à son drapeau et à ses pieux souvenirs, celle-là repousse avec dégoût les caresses du juste milieu. Ils ont derrière eux la majeure partie des populations du Midi et de l'Ouest, tous ces paysans de la Vendée et de la Bretagne, qui, demeurés étrangers au mouvement de la civilisation, conservent une foi ardente dans le catholicisme et qui confondent dans leurs adorations le catholicisme et la légitimité. Avec grande raison car ce sont deux choses qui ont vécu et qui doivent mourir ensemble. Croyez-vous que ces hommes simples et croyants soient accessibles aux séductions ? Non, citoyens ! Car le peuple, soit que dans son ignorance il soit enflammé du fanatisme de la religion, soit que, plus éclairé, il se laisse emporter par l'enthousiasme de la liberté, le peuple est toujours grand et généreux, il n'obéit point à de vils intérêts d'argent mais aux plus nobles passions de l'âme, aux inspirations d'une moralité élevée. Eh bien ! la Bretagne et la Vendée, quelque ménagement et quelque déférence qu'on garde pour elles, sont encore prêtes à se lever au cri de « Dieu et le Roi » et menacent le gouvernement de leurs armées catholiques et royales dont le premier choc le briserait. Ce n'est pas tout : la fraction des hautes classes, qui s'est rattachée au juste milieu, l'abandonnera au premier moment. Tout ce qu'elle a promis, c'est de ne point travailler à le renverser ; quant au dévouement, vous savez s'il est possible d'en avoir pour des rogneurs d'espèces. Je dirai plus, la majeure partie des bourgeois qui se groupent, qui se

pressent autour du gouvernement, par haine du peuple qu'ils redoutent, par effroi de la guerre qui les épouvante parce qu'ils s'imaginent qu'elle leur prendra leurs écus, ces bourgeois n'aiment que médiocrement l'ordre actuel, ils le sentent impuissant à les protéger. Vienne le drapeau blanc qui leur garantira l'oppression du peuple et la sécurité matérielle et ils sont prêts à sacrifier leurs anciennes prétentions politiques, car ils se repentent durement d'avoir par amour-propre miné le pouvoir des Bourbons et préparé leur chute. Ils abdiqueront leur part de pouvoir entre les mains de l'aristocratie, troquant volontiers la tranquillité contre la servitude.

Car le gouvernement de Louis-Philippe ne les rassure guère. Il a beau copier la Restauration, persécuter les patriotes, s'appliquer à effacer la tache d'insurrection dont il est souillé aux yeux des adorateurs de l'ordre public : le souvenir de ces terribles trois jours le poursuit, le domine ; dix-huit mois d'une guerre faite au peuple avec succès n'ont pu contrebalancer une seule victoire du peuple. Le champ de bataille est encore à lui et cette victoire déjà vieille est suspendue sur la tête du pouvoir comme l'épée de Damoclès : chacun regarde si le fil ne va pas bientôt se briser.

Citoyens, deux principes se partagent la France, le principe de la légitimité et celui de la souveraineté du peuple. Le premier, c'est la vieille organisation du passé. Ce sont les cadres dans lesquels la société a vécu quatorze cents ans et que les uns veulent conserver par l'instinct de leur propre salut, les autres parce qu'ils craignent que les cadres ne puissent être promptement remplacés et que l'anarchie ne suive leur dissolution. Le principe de la souveraineté du peuple rallie tous les hommes d'avenir, les masses qui, fatiguées d'être exploitées, cherchent à briser les cadres où elles se sentent étouffer. Il n'y a pas de

troisième drapeau, de terme moyen. Le juste milieu est une niaiserie, un gouvernement bâtard qui veut se donner des airs de légitimité dont on ne fait que rire. Aussi, les royalistes, qui comprennent parfaitement cette situation, profitent des ménagements et des complaisances du pouvoir qui cherche à les amener à lui, pour travailler plus activement à sa perte. Leurs nombreux journaux démontrent chaque jour qu'il n'y a d'ordre possible qu'avec la légitimité, que le juste milieu est impuissant à constituer le pays, que hors de la légitimité il n'y a que la révolution et qu'une fois sorti du premier principe, il faut nécessairement tomber dans le second.

Qu'arrive-t-il de là ? Les hautes classes n'attendent que le moment de relever le drapeau blanc. Dans la classe moyenne, la grande majorité composée de ces hommes qui n'ont de patrie que leur comptoir ou leur caisse, qui se feraient de grand cœur russes, prussiens, anglais, pour gagner 2 liards sur une pièce de toile ou 1/4 pour cent de plus sur un escompte, se rangera infailliblement sous le drapeau blanc ; le seul nom de guerre et de souveraineté du peuple les fait frémir. La minorité de cette classe, formée des professions intellectuelles et du petit nombre de bourgeois qui aiment le drapeau tricolore, le symbole de la liberté et de l'indépendance de la France, prendra parti pour la souveraineté du peuple.

Ainsi, avant Juillet, le pouvoir était concentré aux mains de la classe élevée qui occupait le premier rang et de la classe moyenne qui tenait le second. La révolution n'a eu d'autre résultat que d'intervertir l'ordre de prééminence entre ces deux classes ; la bourgeoisie se trouve aujourd'hui en première ligne [et] les hautes classes ne sont plus qu'en sous-ordre. Le peuple, avant comme après, n'est rien, ne compte pour rien. Cependant il veut être quelque chose, et dans leur effroi commun de ce redoutable prétendant,

les deux classes privilégiées, sauf une petite minorité, déposent leur inimitié et s'unissent sous le même drapeau pour lutter contre le danger qui s'avance. Quant au peuple, il se moque de l'une comme de l'autre aristocratie. Il a brisé la puissance des hautes classes sans les bourgeois et presque malgré eux. Il renversera de ses bras de géant la bourgeoisie et l'aristocratie coalisées. La révolution est en marche, rien ne peut l'arrêter.

Le moment de la catastrophe approche rapidement. Vous voyez que la Chambre des Pairs, la magistrature et la plupart des fonctionnaires publics conspirent ouvertement le retour de Henri V en se moquant du juste milieu. Les gazettes légitimistes ne cachent plus ni les espérances ni les projets de la contre-révolution. Les royalistes, à Paris et dans les provinces, rassemblent leurs forces, organisent la Vendée et le Midi et plantent fièrement leur bannière. Ils disent tout haut que la bourgeoisie est pour eux, et ils ne se trompent pas. Ils n'attendent qu'un signal de l'étranger pour relever le drapeau blanc. Car sans l'étranger, ils seraient écrasés par le peuple ; ils le savent et nous comptons bien, nous, qu'ils seront écrasés, même avec l'appui de l'étranger.

Cet appui, soyez-en persuadés citoyens, ne leur manquera pas. C'est ici le lieu de jeter un coup d'œil sur nos relations avec les puissances de l'Europe. Remarquez en effet que la situation extérieure s'est développée parallèlement à la marche politique intérieure du gouvernement. La honte du dehors a grandi dans la même proportion [exactement] que le despotisme des bourgeois et la misère des masses au-dedans.

Au premier bruit de notre révolution, les rois perdirent la tête, et l'étincelle électrique de l'insurrection ayant embrasé rapidement la Belgique, la Pologne, l'Italie, ils se crurent sincèrement à leur dernier jour.

Comment imaginer aussi que la révolution ne serait pas une révolution, que l'expulsion des Bourbons ne serait pas l'expulsion des Bourbons, que le renversement de la Restauration serait une nouvelle édition de la Restauration ? Cela ne pouvait entrer dans la tête la plus folle. Les cabinets virent dans les trois journées et le réveil du peuple français et le commencement de sa vengeance contre les oppresseurs des nations. Les nations jugèrent comme les cabinets. Mais pour nos amis comme pour nos ennemis, il fut bientôt évident que la France était tombée aux mains de lâches marchands qui ne demandaient qu'à trafiquer son indépendance et à vendre sa gloire et sa liberté au meilleur prix possible. Tandis que les rois attendaient notre déclaration de guerre, ils reçurent des lettres suppliantes dans lesquelles le gouvernement français implorait le pardon de sa faute. Le nouveau maître s'excusait d'avoir participé malgré lui à la révolte. Il protestait de son innocence et de sa haine contre la révolution, qu'il promettait de dompter, de châtier, d'écraser si, de leur côté, ses bons amis les rois voulaient lui permettre leur protection et une petite place dans la Sainte-Alliance dont il serait le très dévoué serviteur.

Les cabinets étrangers comprirent que le peuple n'était pas complice de cette trahison et qu'il ne tarderait pas à en faire justice. Leur parti fut pris : exterminer les insurrections qui avaient éclaté en Europe et, quand tout serait rentré dans l'ordre, réunir leurs forces contre la France et venir étrangler dans Paris même la révolution et le génie révolutionnaire. Ce plan a été suivi avec une constance et une habileté admirables. Il ne fallait pas aller trop vite, parce que le peuple de Juillet, tout plein encore de son récent triomphe, aurait pris l'alarme à une menace trop directe et forcé la main à son gouvernement. D'ailleurs, il était nécessaire d'accorder du temps au

juste milieu pour amortir l'enthousiasme, décourager les patriotes et jeter la défiance et la discorde dans la nation. Il ne fallait pas non plus aller trop lentement car les masses pouvaient se lasser de la servitude et de la misère qui pesaient sur elle au dedans et briser une seconde fois le joug, avant que l'étranger fût en mesure.

Tous ces écueils ont été évités. Les Autrichiens ont envahi l'Italie. Les bourgeois qui nous gouvernent ont crié « bien ! » et se sont inclinés devant l'Autriche. Les Russes ont exterminé la Pologne. Notre gouvernement a crié « très bien ! » et s'est prosterné devant la Russie. Cependant, la conférence de Londres amuse le tapis par ses protocoles destinés à assurer l'indépendance de la Belgique. Car une restauration en Belgique aurait ouvert les yeux à la France qui eût été en mesure de défendre son ouvrage. Maintenant, les rois font un pas en avant. Ils ne veulent plus de Belgique indépendante ! C'est la Restauration hollandaise qu'ils prétendent lui imposer. Les trois cours du Nord lèvent le masque et refusent de ratifier le fameux traité qui a coûté seize mois de travail à la conférence.

Eh bien ! le juste milieu va-t-il répondre par une déclaration de guerre à cette insolente agression ? La guerre ! Bon Dieu ! Le mot seul fait pâlir les bourgeois. Entendez-les ! La guerre, c'est la banqueroute, la guerre, c'est la république ! On ne peut soutenir la guerre qu'avec le sang du peuple ; la bourgeoisie ne s'en mêle pas. Il faudrait donc faire appel à ses intérêts, à ses passions, au nom de la liberté, de l'indépendance de la patrie ! Il faudrait remettre dans ses mains le pays que lui seul pourrait sauver. Plutôt cent fois voir les Russes à Paris que de déchaîner les passions de la multitude. Les Russes sont amis de l'ordre au moins, ils ont établi l'ordre dans Varsovie. Voilà le calcul et le langage du juste milieu.

Il n'a pas fait la guerre lorsque l'Italie et la Pologne étaient insurgées, et pourtant Lord Grey a avoué en plein Parlement que dans ce moment l'Europe eût été hors d'état de résister à la France. Il n'a pas fait la guerre après l'invasion de l'Italie par l'Autriche ; les chances étaient déjà moins favorables ; il n'a pas fait la guerre après l'extermination de la Pologne. Oh ! cela se conçoit, les forces de l'ennemi avaient triplé. Et que dit le juste milieu pour se laver de sa trahison envers nos alliés ? Que la guerre porterait atteinte au crédit et ruinerait le commerce, c'est-à-dire qu'elle mettrait fin à l'agiotage de la Bourse et qu'elle ferait perdre quelques écus aux capitalistes ; c'est pour cela que nous devons attendre l'invasion ; car elle nous menace ; elle est là. Le gouvernement qui n'a pas su recourir aux armes quand le danger était peu de chose, ne montrera pas plus de courage devant un péril imminent. Il a beau dire qu'il déploierait la plus extrême énergie pour défendre la France. Non ! Mille fois non ! La guerre entraînerait les mêmes maux aujourd'hui qu'il y a un an. Il laissera restaurer la Belgique, et se montrera plus rampant devant un ennemi plus fort.

Nous voilà donc environnés d'une enceinte de baïonnettes ! L'Europe est en armes sur nos frontières : les franchira-t-elle cette année ? Peut-être en nous voyant réduits à nos seules forces, les rois voudront nous condamner à plus d'impuissance encore, et il leur suffit pour cela de donner du temps au juste milieu, en lui laissant une année pour augmenter le découragement du peuple, le dégoûter de la révolution, et le frapper d'inertie. Les royalistes, s'il devait en être autrement, avant que les hordes russes et prussiennes eussent mis le pied dans les murs de Paris, nous serions tous morts, citoyens !

Tous ! mais non plus comme nos frères de Juillet au sein de la victoire, emportant dans la tombe la

consolation de laisser la liberté de notre patrie [...]. Nous serions morts, dans le désespoir d'une défaite, morts avec cette idée qu'il n'y a plus de France et que nous avons vu son dernier jour ! Il ne suffit donc pas de donner son sang à la patrie ; qu'importe ce triste sacrifice s'il est inutile à son salut. Il faut mieux faire, il faut la sauver, et nous le pouvons ! si nous le voulons.

Quelles plus magnifiques chances, en effet ! Quels plus beaux éléments de triomphe ! L'Italie, la Suisse, l'Allemagne, la Pologne, prêtes à se lever en masse et à nous accueillir en libérateurs, l'Espagne, royaliste et fanatique il est vrai, mais pauvre et dépeuplée, rendue impuissante contre nous. Non d'ailleurs par les Constitutionnels qui sont riches et nombreux et qui feraient diversion en notre faveur ; la Prusse divisée en deux parties dont l'une toute libérale serait notre auxiliaire, et l'autre moitié seulement combattrait pour nos ennemis ; l'Autriche, inquiétée chez elle par la noblesse et les paysans hongrois ; la Russie, sans argent et sans enthousiasme, obligée de ramasser à grands frais et avec une perte énorme de temps ses soldats disséminés dans ses immenses déserts ; l'Angleterre enfin, où gronde sourdement dans ses entrailles la plus terrible tempête révolutionnaire qui doive jamais servir de leçon aux puissants de ce monde. Car le peuple est bien plus malheureux encore par-delà le détroit que dans notre France. La misère est bien autrement effroyable ; là, les hommes ne sont pas rares qui tombent morts de faim au coin des rues ou par les chemins. Aussi les Anglais ont salué notre révolution par les hourras de triomphe. Chez eux comme ici, la classe moyenne était appuyée par les masses, aux prises avec l'aristocratie et, voyant que les journées de Juillet avaient porté au pouvoir la bourgeoisie, elle a songé à l'imiter ; mais les insurrections des ouvriers à Bristol et à Nottingham, les

émeutes de Paris et le mouvement de Lyon lui ont appris que le peuple se lasse d'être dupé et qu'il entendait travailler pour lui. Elle a vu ce que serait une révolution et, peu soucieuse d'en essayer, elle s'est ralliée dans son épouvante à l'aristocratie pour comprimer les masses populaires.

Telle est la situation de l'Angleterre. Le peuple se sert de la réforme¹ comme d'un prétexte pour abattre la tyrannie de l'aristocratie, du clergé et de la haute bourgeoisie, et les classes moyennes, s'apercevant à leur tour que la réforme n'est plus pour les ouvriers qu'un prétexte, veulent le lui ôter en s'unissant à la noblesse. On annonce aujourd'hui que le *bill* de réforme est retiré. Si cette nouvelle est vraie, c'est presque une déclaration de guerre à la France, car c'est la rentrée de Wellington au ministère, et la Sainte-Alliance n'attend que ce changement, auquel elle travaille depuis quinze mois, pour se précipiter sur nos frontières. Mais ce retrait du *bill* est aussi une déclaration de guerre aux prolétaires anglais. Reste à savoir si l'aristocratie sera assez habile pour donner le change à leurs colères en réveillant les vieilles haines nationales contre la France, ou si le peuple, comprenant ses intérêts, va se lever pour châtier ses ennemis, et alors, Dieu ait pitié de l'aristocratie d'Angleterre !

Au reste, pour nous ou contre nous, que nous importent les Anglais ! ils ont déjà éprouvé que nous comptions pour peu un drapeau de plus dans les rangs de nos ennemis. La France a encore quatorze armées à lancer sur l'Europe des rois, et de plus, l'Europe des peuples est de notre côté ! [Ils se] tiendront prêts, et au printemps prochain, les Russes, en franchissant la

1. Il s'agit de la réforme électorale entreprise en 1831 par les *Whigs*, fraîchement arrivés au pouvoir,

qui trouve son impulsion dans la révolution française de 1830.

frontière, trouveront leurs logements préparés jusqu'à Paris. Car soyons persuadés qu'alors même, la classe bourgeoise ne se résoudra pas à la guerre. Sa terreur s'accroîtra de la perspective du peuple furieux et prêt à la vengeance, et vous verrez les mouchards arborer la cocarde blanche et recevoir l'ennemi en libérateur parce que les cosaques sont moins effrayants pour eux que la canaille en veste. Et puis, n'est-ce pas un honneur de patrouiller de moitié avec des Prussiens, et nos amis les ennemis ne feront-ils aller le commerce ? Peut-être ces malheureux bourgeois verront-ils leurs filles violées sur le [seuil] de leurs boutiques ! mais qu'est-ce qu'une fille violée si la caisse est pleine ?

Tel est le sort qui nous attend si le peuple ne retrouve pas son énergie pour punir les traîtres. Mais un peuple ne fait pas de révolution sans un grand motif. Il faut un puissant levier pour le mettre debout, il n'a recours à l'insurrection qu'au dernier moment quand le danger est aux portes. Je le dis avec douleur, la Belgique sera restaurée sans que les masses se mettent en mouvement, mais j'en ai la ferme confiance : si l'étranger franchit nos frontières, le peuple ne tendrait pas les mains aux fers, et malheur à nos ennemis !

Face à la persistance de l'agitation révolutionnaire et à l'aggravation de la crise, le 13 mars 1831, Louis-Philippe nomme président du Conseil le plus énergique des hommes du « parti de la résistance », Casimir Périer, dont le programme est de renforcer l'autorité gouvernementale en brisant les oppositions qui mettent en danger le régime.

Son gouvernement n'hésite pas à engager l'épreuve de force avec les canuts lyonnais en novembre 1831 et réprime dans le sang l'insurrection parisienne des 5 et 6 juin 1832 : au cloître Saint-Merry, les derniers insurgés sont massacrés par la troupe et la garde nationale. Quelques semaines après la parution du Libérateur, l'émeute lyonnaise d'avril 1834 est réprimée au canon et son rebondissement à Paris fait quinze morts dans un immeuble de la rue Transnonain dont les habitants sont massacrés¹. Blanqui dénonce très tôt ce retournement de situation qu'il voit aussi dans la loi contre les crieurs publics (16 février 1834), c'est-à-dire les colporteurs de journaux. Il s'agit bien de museler l'opposition en interdisant, entre autres, de crier les nouvelles – souvent la seule façon d'être informé pour le peuple qui n'achète pas les journaux (vendus essentiellement par abonnement) et ne sait pas toujours lire. En revanche des « canards » à bas prix sont en vente et les colporteurs distribuent aussi, souvent gratuitement, les écrits de propagande des sociétés secrètes républicaines.

1. Lors de l'insurrection des canuts lyonnais (9-12 avril 1834), la Société des droits de l'homme voulut généraliser le mouvement. À Paris, Thiers envoya les troupes contre

les barricades ; les habitants d'une maison de la rue Transnonain d'où étaient partis des coups de feu furent massacrés, le 14 avril 1834.

Loi qui interdit au peuple la faculté de lire

Le Libérateur, n° 1, 2 février 1834

M. Barthe est venu lire à la tribune dite nationale un projet de loi sur les crieurs publics. Aux termes de cette loi, nul ne pourra colporter des écrits dans les rues s'il n'a reçu une autorisation de la police, et cette autorisation pourra être retirée ; ce qui revient à dire que désormais il n'y aura de crieurs publics que ceux de M. Gisquet¹. Le public sera inondé de diatribes dégoûtantes, des libelles diffamatoires que les presses de la rue de Jérusalem² vomissent chaque jour contre quiconque sent battre dans sa poitrine un cœur indépendant et généreux. Les écrits républicains seront proscrits, le peuple ne pourra plus y puiser les principes d'une morale pure ; cette source de lumière et de vertu lui sera fermée ; il n'y aura plus pour lui de liberté de la presse, car les journaux sont trop chers pour sa bourse, et la liberté de la presse n'existe réellement, jusqu'à un certain point, que pour les grands journaux.

Jamais loi ne fut plus ouvertement hostile au peuple, jamais attentat plus flagrant ne fut commis contre cette liberté pour laquelle six mille de nos frères sont morts en juillet 1830. On parle des ordonnances de Charles X ; mais étaient-elles plus contre-révolutionnaires que la loi proposée par M. Barthe ? Les ordonnances de Charles X s'attaquaient surtout aux classes moyennes ; elles frappaient les journaux qui sont lus par les hommes d'une certaine aisance ; la loi Barthe, plus inique, plus odieuse encore, s'attaque à la presse des rues, à la presse des ateliers,

1. Préfet de police, opposant à la Restauration, combattant de Juillet mais fonctionnaire

zélé de la monarchie de Juillet.
2. Siège de la préfecture de police.

elle déclare nettement que les ouvriers n'ont pas le droit de s'instruire.

C'est que le peuple a été constamment le souffredouleur de l'aristocratie. Sous le nom de serfs, il était opprimé jadis par les nobles et les prêtres ; sous le nom d'ouvriers, d'artisans, il est opprimé par l'aristocratie financière. Pour ces riches superbes qui s'engraissent des sueurs des prolétaires, les prolétaires ne sont qu'une vile populace digne de tous les mépris et qu'il faut tenir dans une ignorance éternelle.

Et voyez, s'avise-t-on après Juillet de toucher aux libertés et aux droits que le peuple avait ressaisis d'un bras si ferme et si terrible ? Oh ! certes, on s'en gardait bien alors... Au moyen de quelques promesses artificieusement données d'un ton de candeur et d'innocence qui trompa le peuple trop crédule, la monarchie nouvelle s'était mise à la place de la royauté renversée, avec la pensée secrète de continuer purement et simplement la Restauration. Replonger tout à coup le peuple dans l'esclavage dont il était sorti par son élan sublime des trois jours, l'entreprise eût été trop téméraire, et le gouvernement n'osa pas l'essayer.

Il adopta un système plus perfide qui consistait à confisquer une à une les libertés conquises par la révolution ; il espérait ainsi les supprimer toutes et réduire le peuple à une servitude plus dégradante encore que sous la Restauration. Ce système est suivi avec une infatigable persévérance depuis trois ans. Déjà une partie de nos droits nous sont ravis ; encore quelques efforts de la part des hommes du 7 août¹ et un immense réseau d'arbitraire, de privilèges et de monopole étendra le peuple, l'étouffera et le livrera à la merci d'une poignée d'exploiteurs insatiables.

1. La proposition du député Bérard de proclamer roi Louis-Philippe,

lieutenant général du royaume depuis le 31 juillet, est votée le 7 août.

Pour se faire une idée de la conduite du gouvernement à l'égard de la presse des rues depuis la révolution de Juillet, pour voir comme il a peu à peu circonscrit, étranglé cette liberté la plus précieuse de toutes, qu'on se rappelle les atteintes successives qui lui furent portées. D'abord il était permis d'afficher les journaux sur les murs, où le peuple avait la faculté de les lire sans qu'il lui en coûtât rien. Le gouvernement se hâta de demander aux Chambres et obtint une loi qui interdisait de placarder toute espèce d'écrits politiques. Restaient les crieurs publics ; le pouvoir ne pouvant se résoudre à les laisser librement exercer leur industrie, les assujettit à des formalités gênantes et vexatoires. Cependant, comme il ne trouvait pas qu'ils fussent assez gênés et vexés, il les fit arrêter par des sergents de ville et les plongea pendant des mois entiers dans les cachots de La Force. La presse des rues sortit encore triomphante de ces persécutions ; elle apparut plus dévouée et plus infatigable à poursuivre de sa généreuse indignation un pouvoir égoïste et brutal qui, se sentant ébranlé par chaque nouvel écrit colporté dans les rues, a jeté le masque enfin, et vient proposer aux Chambres une loi qui supprime les écrits politiques destinés aux ouvriers, qui anéantit impitoyablement l'industrie des crieurs publics et livre à la mendicité plusieurs milliers de braves citoyens.

Où s'arrêtera ce système de persécutions ? Je viens de le dire : quand il ne restera plus de droits à étouffer et de libertés à mettre en fourrière ; quand tous les Français, faisant abnégation de leur dignité d'hommes, tendront une tête obéissante au joug qu'on veut leur imposer. C'est alors seulement que la marche ascendante du gouvernement dans les voies de l'arbitraire s'arrêtera ; car alors il aura atteint le dernier terme de l'oppression ; il ne pourra pas aller plus loin. Les hommes du 7 août auront

exécuté les projets des quatre prisonniers de Ham¹ et Charles X pourra dire : Français, vous m'avez chassé du trône à coups de fourches et de manches à balai ; celui qui se dit votre élu vous a fait expier votre victoire, il m'a vengé.

1. Les quatre ministres de Charles X ont été emprisonnés au fort de Ham, près d'Amiens.

Dans le courant de l'année 1831-1832, en raison de soucis de santé et de son prochain mariage, l'activité de Blanqui semble se ralentir. Elle est seulement d'une autre nature. Pendant cette période, ses idées s'affinent et il choisit comme forme d'action le journal: Le Libérateur, «journal des opprimés, voulant une réforme sociale pour la République». Le premier numéro paraît le 2 février 1834. Les articles déjà prêts pour le deuxième numéro ne paraîtront jamais car le 11 février, le gérant du journal, Louis Adam, est arrêté.

Dans Le Libérateur, la lutte des classes est exprimée en termes de parcours historique bien avant le Manifeste de Marx, la propriété attaquée bien avant le célèbre texte de Proudhon, la description de la misère du peuple décrite avant la grande enquête officielle de Villermé. Les influences sont nombreuses, Rousseau bien sûr, Babeuf, ainsi que les socialistes de l'époque: Fourier, Considérant, Cabet, et surtout Lamennais que Blanqui fréquente jusqu'à la prise d'armes de mai 1839. Blanqui reprend la parabole de Saint-Simon sur les oisifs et les travailleurs, mais se différencie des socialistes utopistes en se réclamant d'un système politique, la république, pour parvenir à une société nouvelle; en effet, le mouvement socialiste ne définit pas comment, par quel moyen, la mettre en place. Petit à petit, Blanqui réunit les trois termes de révolution, de république et de socialisme. Il ne propose pas de faire du passé table rase, mais au contraire de prendre en compte l'histoire et les mœurs de la France, l'évolution de la nouvelle société devant s'accomplir de façon «naturelle». Il n'est pas question non plus de partage du sol, idée propre à effrayer les paysans, mais d'association. Ce refus de codifier l'avenir est une caractéristique de son mode de pensée, qui le distingue des socialistes du moment et des utopies de Fourier ou Cabet.

Notre drapeau, c'est l'égalité

Le Libérateur, n° 1, 2 février 1834

Il est passé en usage aujourd'hui de demander des professions de foi aux hommes politiques nouveaux. Professer une foi, c'est admettre nécessairement quelque autre chose que des intérêts matériels. Pour peu cependant qu'on prétende sortir du cercle de ces intérêts, il n'y a qu'une voix dans toutes les nuances de la faction royaliste pour crier à l'anarchie. « Vous voulez détruire ce qui existe, clame-t-on de toutes parts, et vous n'avez rien à mettre à la place ! », c'est là la phrase sacramentelle qui gouverne le pays depuis trois ans, et quand on l'a prononcée une fois, il y a contre vous arrêt sans appel. Il faut pourtant en finir avec cette phraséologie creuse, et s'expliquer catégoriquement sur les choses, en laissant de côté les mots. Qu'entend-on par détruire *ce qui existe* ? *Il existe* une nation française de trente-trois millions d'individus répartis sur un territoire de vingt-huit mille lieues carrées environ. On accordera bien, apparemment, que nous ne voulons pas effacer ce territoire de la carte de l'Europe, ni ses trente-trois millions d'habitants de la liste des vivants. Les accusations de renversement ne portent donc que sur la constitution et les lois écrites du pays ; car, pour ses mœurs et ses idées, il sera démontré plus bas que nous les respectons plus que personne. Eh bien, nous répondrons que la constitution et les lois écrites ne sont qu'une question purement réglementaire. Il s'est fabriqué en un demi-siècle plus de quarante mille de ces lois, sans compter la fabrique courante, et à supprimer tout ce fatras, la France assurément ne perdrait rien. Quant à ce qui s'appelle la constitution, c'est tout bonnement un cadre de fonctionnaires publics ; une nation change de cela comme un homme d'habits, et sans en avoir le tempérament autrement incommodé.

Celle que nous avons aujourd'hui est la huitième qu'on nous ait fait endosser depuis quarante ans. Dieu merci, la France ne vit point par la grâce des constitutions, et elle ne mourra pas plus de la mort de celle-ci qu'elle n'est morte du trépas des précédentes. Cette Charte bâclée est même si insignifiante comme règlement qu'on pourrait la changer, sans que le gouvernement actuel fût détruit, et que le gouvernement pourrait changer sans qu'elle fût modifiée elle-même ; une autre dynastie s'accommoderait de la Charte de 1830, comme la dynastie de 1830 s'accommoderait d'une autre charte. Nous accuser si fort parce que nous avons l'audace de ne pas vénérer un pareil pastiche, c'est faire beaucoup de bruit pour peu de chose. Qu'il advienne ce qu'il voudra de cette plate bouffonnerie qu'on appelle si pompeusement nos institutions, nous n'en avons guère souci, nous, qui sommes profondément indifférents à la forme et qui allons droit au fond de la société. Si en effet, nous nous disons républicains, c'est que nous espérons de la république une refonte sociale que la France réclame impérieusement et qui est dans sa destinée. Si la république devait tromper cette espérance, nous cesserions d'être républicains ; car, à nos yeux, une forme de gouvernement n'est point un but mais un moyen, et nous ne désirons une réforme politique que comme acheminement à une réforme sociale. Nous savons qu'on traite nos projets d'utopies. L'histoire est là qui nous garantit... la réalisation infailible de ces utopies. Ce qui serait une utopie, ce serait de vouloir reconstituer une nation *a priori*, avec des éléments arbitraires, dont l'analyse de cette nation ne reproduirait pas les traces. Ce serait de se croire la faculté d'imposer à la France, telle que l'a faite un passé de quatorze siècles, des mœurs, des idées, une croyance complètement étrangères ou opposées aux idées et aux mœurs qui sont le résultat du lent travail d'organisation de ces

quatorze siècles. Ce serait en un mot de dire à la France : tu ne seras plus la France, tu seras la Chine, la Turquie ou l'Empire romain. Il n'est donné à personne de changer ainsi tout un peuple par une soudaine métamorphose, comme dans les *Mille et une nuits* nous voyons les enchanteurs changer un homme en cheval ou en chien, avec une simple parole magique et un peu d'eau jetée au visage.

Mais si, loin de là, c'est dans le passé même que nous avons trouvé les éléments de cette réforme du présent, si cette réforme est la condition nécessaire pour que la France ait un avenir, si elle n'est que le développement naturel de son existence comme nation, n'est-ce pas une absurdité que ce reproche de tout détruire, seul argument qu'on nous jette à la tête ? Il n'y a point ici à détruire, ni même à remplacer ; il s'agit simplement au contraire de continuer un mouvement admirable de progrès qui s'est fait jour avec une irrésistible persévérance, en brisant l'un après l'autre les obstacles qui renaissaient incessamment pour entraver sa marche.

Or, tous ces obstacles n'ont pas disparu ; car l'ennemi qui les suscite, le privilège, est encore debout, poursuivant contre l'égalité, mère du progrès, cette guerre implacable qui a duré déjà dix-huit cents ans, et qui bouillonne toujours plus ardente dans les entrailles de la société chrétienne. Le privilège et l'égalité, voilà les deux principes qui se disputent la France dès son berceau ; l'un, aussi vieux que le monde dont il est l'Ahriman, le génie malfaisant, principe de désordre et de violence, cherchant son appui dans l'égoïsme et les viles passions qui en découlent, divise les hommes pour les isoler, ne veut d'instrument que la force matérielle, n'enfante que la concurrence, la guerre, et a pour dernière conséquence logique la

destruction. L'autre, révélation sublime, apparue tout à coup aux yeux des nations comme un symbole de délivrance et de salut, l'égalité donnée au monde par l'Évangile qui en a semblé l'œuvre d'un Dieu, est le principe d'ordre et de justice éternelle, destiné à fermer les plaies hideuses creusées par le privilège ; l'Égalité appelle toutes les vertus et refoule tous les vices. Elle tue l'égoïsme et ne vit que de dévouement ; c'est par le dévouement qu'elle réunit et qu'elle associe les hommes ; c'est par l'intelligence seule qu'elle les gouverne et qu'elle fait concourir leurs efforts à un but commun qui est le bien-être de tous. C'est enfin l'unité et la fraternité qu'elle établit sur la terre, de même que le privilège n'y produit que haine et isolement.

La vie entière de la France est dans le duel de ces deux principes qui luttent avec un incroyable acharnement, sans paix ni trêve, car toute transaction est impossible entre eux et le combat ne doit finir que par la mort d'un des deux combattants. Le privilège, tour à tour violent et perfide, humble et arrogant, toujours sanguinaire et lâche, impuissant à lutter de front parce qu'il se sent écrasé de la supériorité morale de son adversaire, mais ayant pour tactique de corrompre les soldats du camp opposé, et ne se maintenant que par la trahison de ces transfuges, toujours en retraite et poursuivi sans relâche, s'affaiblissant peu à peu par des défaites successives ; tandis que l'égalité, courageuse et calme comme le peuple qu'elle représente, dédaigneuse des ruses de son ennemi, s'avance, s'avance, grandissant à chaque pas, repoussant le privilège de refuge en refuge, jusque dans ses derniers retranchements, où elle va s'élancer pour l'anéantir.

Il ne faut pas demander de quel côté sont nos affections et nos efforts dans cette lutte mémorable.

L'égalité est notre foi ; nous marchons avec ardeur et confiance sous sa bannière sainte, pleins de vénération et d'enthousiasme pour les immortels défenseurs de cette foi, animés du même dévouement qu'eux, prêts comme eux à verser tout notre sang pour son triomphe. Nous sommes avec Jésus-Christ contre les juifs matérialistes et haineux ; avec Grégoire VII contre les tyrans féodaux de l'Europe, avec Rousseau contre une noblesse et un clergé perdus de débauche, ignorants et oppresseurs, avec Robespierre contre une tourbe de marchands cupides, d'agioteurs sans foi ni loi, de trafiqueurs parricides, prêts à vendre comme Judas l'humanité pour trente deniers.

En un mot, nous sommes toujours et partout avec les opprimés contre les oppresseurs, et nous disons comme Saint-Just : « Les malheureux sont les puissances de la terre. » Il n'importe guère que l'oppression se manifeste sous la forme d'aristocratie militaire ou commerciale, que le peuple soit exploité par le sabre ou par les écus ; nos entrailles s'émeuvent de la même pitié pour les souffrances du paysan foulé aux pieds du coursier de son châtelain, et pour l'agonie de l'ouvrier dont le sang sert à graisser les mécaniques de son suzerain industriel. Il n'y a rien de changé en effet, sinon que le privilège, vaincu sous l'armure du haut baron, reparaît avec l'habit du capitaliste ; c'est toujours le privilège avec son même drapeau où on lit : « Oisiveté et exploitation », tandis que l'égalité lui oppose avec non moins de constance sa devise si souvent victorieuse : « Intelligence et travail ! »

Comprend-on ces deux symboles ? L'oisiveté, c'est-à-dire l'homme inerte, n'exerçant plus ses facultés, dégradé jusqu'à l'état de brute, l'homme enfin cessant d'être homme ! L'intelligence et le travail, c'est-à-dire l'homme exalté par la pensée, ennobli par

l'exercice de sa puissance, l'homme dominant en maître toute la création ! Voilà où aboutissent en dernier résultat ces deux principes, le privilège et l'égalité. Qu'on ne s'étonne donc pas que dans une lutte entre de tels ennemis, la victoire demeure invariablement à l'égalité, puisqu'il faut qu'elle triomphe ou que l'humanité périsse. Aussi les deux grandes forces de l'humanité, dont elle dispose toujours dans chaque combat, l'intelligence et le travail, lui assurent-elles un succès infaillible. Le travail, c'est le peuple ; l'intelligence, ce sont les hommes de dévouement qui le conduisent. Comment la violence brutale du privilège prévaudrait-elle contre cette coalition invincible, formée par le génie qui conçoit et les masses qui exécutent ? Sans doute, elle peut l'emporter quelquefois, mais son triomphe ne saurait être définitif. S'il arrive un moment que le bon droit succombe – et nous avons un douloureux exemple de cette vicissitude –, le peuple n'accepte pas la décision de la fortune ; il garde religieusement la mémoire des martyrs morts pour sa cause, il leur dresse en secret des autels dans son cœur, en attendant le jour où il pourra leur en élever dans les temples et sur les places publiques ; et ce jour ne manque jamais d'arriver. Il ne consent à sanctionner les faits accomplis par la force matérielle que quand il obéit à la force intelligente, agissant toujours dans le but final du triomphe de l'égalité !

C'est que le peuple sait bien qu'il n'a rien à craindre de l'intelligence et lui obéit avec joie, malgré les efforts des privilégiés qui voudraient bien lui faire partager la haine qu'elle leur inspire ; il ne la rend point solidaire du crime de quelques apostats qui ne font que la détourner violemment de sa destination, en l'employant contre l'humanité ! Car l'intelligence qui fait de l'homme un dieu mortel n'a de puissance réelle qu'à la condition d'être morale, c'est-à-dire utile aux

masses ; c'est elle seule en effet qui a su maintenir quelque temps, en modérant la brutalité du despotisme, les diverses sociétés qui précédèrent la venue du Christ. C'est un effort sublime de l'intelligence humaine qui, dans un coin de la Judée, a trouvé enfin ce principe de l'égalité, dont tant de si beaux génies n'avaient pu longtemps que s'approcher sans parvenir à le toucher. À partir de la révélation de ce principe, c'est lui qui sert à mesurer la portée des intelligences et qui fait reconnaître les esprits vraiment élevés. L'intelligence, dans sa plus haute expression, ne peut pas être égoïste, car elle n'aperçoit de tendance salutaire que celle qui mène à l'égalité, et l'on n'arrive à l'égalité que par le dévouement ; le dévouement seul prête à la pensée cette puissance irrésistible qui commande au monde. Dès qu'elle cesse d'emprunter ses aspirations à ce principe créateur, elle tombe des hauteurs où elle plane au-dessus des hommes comme une colonne de feu pour les guider à travers les déserts de l'égoïsme vers la terre promise de l'égalité. Malheur à ceux qui blasphèment l'intelligence et qui essaient de l'enchaîner ! C'est un signe qu'ils ne marchent plus dans les voies de l'humanité ! Ne pouvant plus la conduire, parce qu'ils n'ont plus de dévouement et qu'elle refuse de les suivre, ils s'efforcent de l'arrêter. Ils ne comprennent pas, après l'avoir si longtemps dirigée, qu'elle ne se soit pas asservie à cheminer en aveugle derrière eux ; et comme il n'est pas plus en leur pouvoir de suspendre que de détourner sa marche, ils éclatent en imprécations contre les intelligences que le dévouement a su pousser aussitôt au poste qu'ils avaient déserté. Ils se croyaient un principe quand ils n'étaient que l'instrument de ce principe : tout par lui, rien sans lui.

C'est ainsi que nous voyons le clergé catholique, après qu'il s'est fait le champion du privilège féodal et

monarchique en abandonnant la cause de l'égalité, crier de toutes ses forces à l'esprit d'impiété et d'orgueil contre les missionnaires nouveaux qui ressaisissent le sceptre de l'intelligence échappé de ses mains, et qui à leur tour se font suivre de l'humanité, en la guidant dans sa carrière d'affranchissement. Les apôtres du catholicisme ne songeaient point à maudire l'intelligence quand ils régnaient par elle sur des peuples renaissants et soumis ; c'est qu'ils étaient dévoués alors, et quand ils cessèrent de l'être, l'égoïsme eut bientôt tari en eux l'intelligence. Ils ne blasphémaient pas non plus contre la pensée, ces philosophes du XVIII^e siècle qui s'en servaient avec un si formidable succès pour battre en brèche l'aristocratie des parchemins appuyée sur un clergé corrompu. C'est qu'ils combattaient aussi pour l'égalité, suivis par tout un peuple docile à leur voix et sourd aux anathèmes de prêtres égoïstes qui s'irritaient de ne plus être écoutés. Hélas, ces nobles génies ne prévoyaient pas que d'indignes successeurs, après avoir terrassé les mêmes ennemis avec cette arme de la pensée, chercheraient ensuite à la briser pour asseoir une nouvelle féodalité.

C'est à nous qu'était réservée cette leçon cruelle, à nous qui entendions naguère les puissants d'aujourd'hui proclamer la haute moralité de la pensée et qui, les reconnaissant pour ses interprètes les plus élevés, suivions avec enthousiasme le drapeau de l'égalité qu'ils agitaient dans leurs mains. Et puis, nous les avons vus changer en un triomphe de privilège la sanglante victoire que nous pensions avoir remportée pour la cause de l'égalité. Voilà le hideux spectacle donné au monde par ces renégats du libéralisme qui parurent pendant quinze ans défendre de tout leur talent ce grand principe contre la vieille aristocratie, et qui depuis 1830 se sont mis aux gages de l'aristocratie des capitaux. Ah ! c'est une douleur bien amère

de voir l'intelligence, cette émanation d'en haut, trahir la mission de dévouement qu'elle a reçue du ciel et se prostituer au privilège afin de partager avec lui la dépouille des faibles que son rôle est de défendre !

De nobles cœurs en ont été brisés et sont morts plutôt que de souffrir plus longtemps cette angoisse. En effet, à voir tant d'opprobre impuni, comment le découragement et le dégoût n'entreraient-ils pas dans les âmes généreuses qui croient encore au dévouement ? Elles sentent que ces grandes trahisons démoralisent profondément le peuple, qui finit par n'avoir plus foi ni en l'intelligence ni en la vertu, et s'abandonne avec la résignation du désespoir à l'exploitation de la force brutale.

Ce n'est là toutefois que l'échec d'un moment. Il faut marcher ; quand les masses rencontrent un obstacle, elles s'arrêtent, s'amoncellent et le renversent. C'est l'histoire du passé, c'est aussi celle de l'avenir. L'égalité n'a point péri par la trahison du catholicisme lorsqu'il passa dans le camp de la monarchie féodale. Elle ne périra pas parce que de nouveaux apostats viennent de passer avec armes et bagages dans le comptoir de la monarchie mercantile. Elle ne périrait pas quand bien même de futurs transfuges, qui combattent aujourd'hui sous sa bannière, devraient un jour aussi la désertir, et il faut s'y attendre peut-être, après de si tristes enseignements.

La richesse sociale doit appartenir à ceux qui l'ont créée

Le Libérateur, n° 2, février 1834

Si on examine quelles sont les sources de la richesse sociale, on trouve qu'elle réside exclusivement dans l'intelligence et le travail. C'est en effet par le travail et l'intelligence que la société vit et respire, grandit et

se développe, et si ces deux forces se retiraient d'elle un seul instant, elle tomberait aussitôt en dissolution, et tous ses membres périraient comme par une soudaine catastrophe.

Mais ces deux forces ne peuvent agir qu'à la condition d'un troisième élément, inerte par lui-même, et qui sert d'instrument entre les mains des hommes d'intelligence et de travail pour entretenir la vie de la société. Cet élément, c'est le sol. Il semble donc que le sol doit appartenir également à tous les membres de la société qui, de tous leurs efforts combinés, exploiteraient les richesses qu'il recèle dans ses entrailles. Cela n'est point. Des individus se sont emparés par la ruse et la violence de cette terre commune que nous foulons de nos pieds et, s'en déclarant les possesseurs exclusifs, ils ont établi par des lois qu'elle serait à jamais leur propriété et que ce droit de propriété deviendrait la base de la constitution sociale ; c'est-à-dire qu'il dominerait tous les droits de l'humanité et qu'il pourrait au besoin les absorber tous ; que, par exemple, il serait dérogé au droit de vivre que chaque homme apporte en naissant, si ce droit, qui est le droit de tous, heurtait en quelque chose le droit de propriété du petit nombre privilégié. Puis ce droit de propriété s'est étendu du sol à d'autres instruments de travail qui s'y rattachent sans en faire partie intégrante et qu'on peut appeler du nom générique de capitaux. Or, comme le sol et les capitaux, stériles d'eux-mêmes, n'acquièrent de valeur que par le travail, mais que, d'un autre côté, ils sont ici même les matières premières que doivent mettre en œuvre les forces actives de la société, il arrive que l'immense majorité des citoyens entièrement exclus du partage se voit forcée de féconder péniblement un sol dont elle ne récolte point les produits, et d'engraisser de ses sueurs une oisive minorité qui recueille tout. Aussi les instruments ou

les fruits du travail n'appartiennent [pas] aux masses qui travaillent, mais à une aristocratie usurpatrice qui consomme et qui ne produit pas. La sève des arbres est absorbée par un luxe de feuilles et de branches gourmandes, au détriment des rameaux fertiles qui s'étiolent et se flétrissent. Le miel élaboré par les abeilles est dévoré par les frelons.

Tel est notre ordre social, fondé originellement par la conquête, qui a divisé les populations en deux catégories, les vainqueurs et les vaincus, réservant aux premiers la propriété exclusive du sol et transformant les autres en un vil bétail destiné uniquement à labourer et fumer les terres de ces monstres. La conséquence logique d'une pareille organisation, c'est l'esclavage, et nous voyons que le principe de propriété construit d'après une [telle ruse] n'a pas manqué d'amener cette conséquence. En effet, le sol ne tirant sa valeur que du travail, il est arrivé que du droit de posséder le sol, les privilégiés ont conclu le droit de posséder aussi ceux qui le fertilisent, et qu'ils les ont considérés d'abord comme le complément de leur propriété matérielle, puis, en dernière analyse, comme une propriété personnelle tout à fait indépendante du sol. Toutefois le principe d'égalité, qui travaille lentement à détruire sous toutes ses formes l'exploitation de l'homme par l'homme, porta le premier coup à ce droit sacrilège de propriété, en brisant l'esclavage domestique. Il fallut alors que le privilège se réduise à posséder les hommes non plus à titre de meuble mais seulement comme un immeuble qui appartenait à la propriété et non au propriétaire, qui se transmettait avec elle et ne pouvait en être séparé. [Encore avons-nous vu le droit des propriétés] reparaître au ^{xv}e siècle dans toute sa barbarie, en rétablissant pour les nègres l'esclavage absolu, qu'on [a réussi à] maintenir comme un outrage permanent à l'humanité. Car aujourd'hui les

habitants d'un territoire réputé français possèdent des hommes qui sont leurs biens au même titre qu'un cheval ou un habit, c'est-à-dire en vertu du droit de propriété.

Au reste, il n'y a pas tant de contradiction qu'il ne paraît au premier abord entre l'état social des colonies et le nôtre. Ce n'est certes pas après dix-huit siècles d'une lutte constante soutenue contre le privilège pour le principe d'égalité qu'on pourrait, au cœur même du pays qui supporte la part la plus rude de cette lutte, rétablir l'esclavage dans sa nudité brutale. Mais s'il n'existe pas de nom, il existe de fait, et le droit de propriété, pour être plus hypocrite à Paris qu'à la Martinique ou dans l'ancienne Rome, n'est ni moins insolent ni moins agresseur. Ce qui constitue la servitude, ce n'est point d'être esclave mobilier d'un homme, ou serf attaché à sa glèbe, c'est d'être entièrement dépossédé des instruments de travail et mis aussi à la merci des privilégiés qui ont usurpé et conservent par la violence la possession exclusive de ces instruments indispensables aux travailleurs. Cet accaparement est donc une spoliation permanente, et il devient clair par là que ce n'est point telle ou telle forme politique de gouvernement qui maintient les masses en état d'esclavage, mais bien l'usurpation de la propriété posée comme base fondamentale de l'ordre social. Car dès l'instant qu'une caste privilégiée se transmet héréditairement le sol et les capitaux, tous les autres citoyens, bien qu'ils ne soient pas condamnés à demeurer esclaves de tel ou tel individu, n'en tombent pas moins dans la dépendance absolue de cette caste, puisqu'il ne leur reste de liberté que dans le choix du maître qui leur fera la loi.

C'est en ce sens apparemment qu'on a dit aujourd'hui que les riches font travailler les ouvriers. Oui, sans doute, ils les font travailler comme les Romains faisaient travailler leurs esclaves, les colons font

travailler leurs nègres, pour nourrir leur dévorante oisiveté des sueurs de ces ouvriers. C'est à peine si, par calcul, ils consentent à laisser à leurs victimes ce qu'il faut de pain tout juste pour qu'ils ne meurent pas, comme on jette quelques gouttes d'huile dans les rouages d'une mécanique pour empêcher que la rouille ne les mette hors de service. Il est d'ailleurs de l'intérêt des riches que les ouvriers puissent perpétuer leur misérable chair à mettre au monde les enfants d'esclaves destinés à servir un jour les enfants d'oppresses, afin de continuer de génération en génération ce double héritage parallèle d'opulence et de misère, de jouissances et de douleurs, qui constitue notre ordre social. Quand le prolétaire a suffisamment souffert et laisse des remplaçants pour souffrir après lui, il n'a plus d'autre service à rendre que d'aller mourir dans un hôpital, afin que son cadavre disséqué enseigne aux médecins l'art de guérir les riches.

D'où naît, je le demande, cette effroyable dégradation d'un grand peuple, sinon du principe de propriété qui confère à une aristocratie oisive la possession exclusive et héréditaire des instruments de travail qui devraient n'appartenir qu'à ceux qui s'en servent pour travailler ? Les masses, au prix des labeurs les plus pénibles, obtiennent à peine de quoi vivre au jour le jour, sans avoir jamais un lendemain assuré. Car, si pour un caprice de colère ou de peur, les propriétaires viennent à leur refuser les instruments de travail, elles se trouvent immédiatement frappées dans leur existence. Et qu'importe aux privilégiés ! Ils ont les mains pleines, ils peuvent attendre. Avant qu'ils soient contraints à leur tour de recourir à l'assistance des travailleurs, la population ouvrière serait morte de faim dix fois de suite. C'est ce qu'on a pu voir, après la révolution de Juillet, lorsque par esprit de vengeance, ou par une crainte égoïste, les capitalistes

ont soudainement resserré leurs capitaux, sacrifiant ainsi les bénéfices énormes qu'ils tirent des labeurs de l'ouvrier au plaisir de le priver de la faible part qu'il faut bien lui abandonner sur les fruits de ces labeurs. Nous avons vu ces féodaux du coffre-fort, retirés chacun dans son fromage de Hollande, contempler de là, avec impassibilité, les angoisses du peuple qu'ils faisaient décimer par la faim, en récompense du désintéressement avec lequel il s'était dévoué à servir leurs passions de haine et d'envie contre la noblesse et le clergé.

Des représailles pacifiques, une guerre de temporisation sont impossibles contre un ennemi qui tient en réserve de si abondantes ressources, et pour être convaincu de l'impuissance des travailleurs à lutter contre la coalition des capitaux, il n'était pas besoin de la dernière expérience qui vient d'être faite à Lyon, où soixante mille hommes ont été forcés de se plier devant la volonté de quelques centaines de fabricants qui les ont domptés par la famine. Encore est-ce un miracle que des écrivains¹ aient seulement songé à une résistance sérieuse contre l'oppression, et qu'ils se soient ainsi attaqués en masse à leurs véritables ennemis. Il a fallu bien des misères pour que ces hommes simples aient su en pénétrer la cause réelle. Ce n'est point là en effet le cas ordinaire ; la plus grande partie des classes pauvres en sont encore à méconnaître d'où viennent leurs maux. Car le premier et le plus déplorable résultat de leur asservissement, c'est une ignorance profonde qui les rend presque toujours les instruments dociles des passions perverses des privilégiés. Comment des

1. Cette allusion reste obscure.
On ne voit pas à quels « écrivains »
Blanqui se réfère ici.

malheureux, éternellement courbés sous une tâche accablante, avec la perspective incertaine d'un peu de pain au bout de leurs fatigues de chaque jour, pourraient-ils cultiver leur intelligence, éclairer leur raison, et réfléchir sur les phénomènes sociaux où ils jouent un rôle passif?

Voués à une vie de brute, et trop heureux de recevoir comme un bienfait ce qu'on daigne leur laisser des produits de leurs propres travaux, ils ne voient dans la main qui les exploite que la main qui les nourrit, et ils sont prêts, sur un signe du maître, à déchirer les hommes de dévouement qui essaient de leur montrer une destinée meilleure. Hélas ! l'humanité a toujours marché avec un bandeau sur les yeux, et ce n'est qu'à de longs intervalles qu'elle le soulève un instant, pour entrevoir et rallier la route qu'elle suit le plus souvent en aveugle. Chaque pas qu'elle fait dans la voie du progrès écrase le guide qui le lui fait franchir, et il faut qu'elle prenne d'abord pour victimes ceux dont plus tard elle doit faire ses héros. Les Gracques sont mis en pièces dans les rues de Rome par une tourbe de plébéiens ameutés à la voix des familles patriciennes. Jésus-Christ expie sur la Croix au milieu des hurlements de joie de la populace juive soulevée par les prêtres et les pharisiens. Les plus généreux défenseurs de la liberté, dans notre première révolution, sont montés sur l'échafaud par l'ingratitude et la lâcheté du peuple. Le peuple a permis à ses plus cruels ennemis de vouer leur mémoire aux malédictions, par un exécrationnel concert de calomnies et, aujourd'hui encore, des misérables enseignent chaque matin aux Français à cracher sur la tombe de ces martyrs.

Quel concours de circonstances ne faut-il pas pour que les masses ouvrent les yeux à la vérité et apprennent à distinguer leurs amis d'avec leurs oppresseurs !

Si elles se sont levées à Lyon avec une si imposante unanimité, c'est que l'hostilité des intérêts était manifeste, la question si nettement tranchée entre les deux camps opposés qu'il devenait impossible aux plus stupides de ne pas voir clairement de quelle insatiable avidité ils étaient victimes ; et c'est aussi quand ces malheureux ont essayé de résister qu'ils ont bien connu les trésors de haine et de férocité que recèle le cœur de ces marchands factieux auxquels ils sont livrés comme une proie. La population laborieuse de Lyon a été traitée comme on ferait d'une invasion de sauterelles. Tandis que des trafiquants sanguinaires rephétisaient avec une joie sinistre la destruction et le massacre, de toute part s'appêtait le canon, les armes, la mitraille, accouraient les soldats, les chevaux, les caissons pour l'extermination jusqu'au dernier homme et de tous ces martyrs avec lesquels elle enrichit ses ennemis. L'extermination, telle est la seule alternative qu'on lui offre avec celle de rentrer dans le devoir. Le devoir des ouvriers, c'est de se considérer comme des machines fonctionnant pour créer des jouissances aux privilégiés ; le devoir des ouvriers, c'est de mourir de misère sur les étoffes de soie qu'ils tissent pour les riches ; le devoir des ouvriers, c'est de subir le supplice d'Ugolin, c'est de voir leurs femmes et leurs enfants périr lentement, consumés par la faim, et d'expirer ensuite eux-mêmes en bénissant les successeurs de l'archevêque Roger qui, pendant ce temps, dansèrent joyeusement au son d'une voluptueuse musique en étalant dans les salons étincelants les brocarts d'or et d'argent fabriqués par leurs victimes.

Voilà les extrémités funestes où la société a été conduite par le monopole de la propriété. Comment serait-il possible d'échapper à ces désastreuses conséquences d'une loi sociale qui concentre dans un petit nombre de mains toute la fortune publique et qui [dote] une

caste du droit de vie et de mort sur l'immense majorité de la population ? Les organes de cette caste s'efforcent d'établir que, les propriétaires et les travailleurs ne pouvant rien isolément, c'est un égal besoin que les uns ont des autres, et que, dès lors, leurs intérêts sont communs. Sans doute, d'après la constitution actuelle des choses, il n'est que trop évident que les prolétaires ne peuvent se passer vingt-quatre heures des instruments de travail qui sont au pouvoir des privilégiés ; mais conclure de là qu'il y a entre ces deux classes communauté d'intérêts, c'est un étrange raisonnement. Nous ne voyons dans cet accouplement que l'alliance du lion avec les brebis ; elles ne subsistent qu'à la condition d'une tyrannie sans borne d'une part, et d'une soumission absolue de l'autre. Or, s'il y a tendance chez le maître à alourdir sans cesse la chaîne, chez l'opprimé, il y a tendance à se débarrasser du joug. Ce n'est pas là une communauté, mais une opposition d'intérêts ; il n'existe entre les deux moitiés inégales de la société d'autre rapport que celui de la lutte, d'autre besoin que de se faire le plus de mal possible ; c'est, en un mot, la guerre organisée. Nous savons que les loups-cerviers du monopole font cette guerre avec plus de perfidie encore que de violence ; libre à eux de protester hypocritement que c'est pour le plus grand bien des brebis qu'ils leur tondent de si près la laine sur le dos. Les artificieuses paroles de concorde et de fraternité qui déguisent une soif insatiable d'exploitation peuvent tromper quelques dupes ; mais les faits ont aussi leur éloquence, beaucoup plus persuasive en définitive, et plus féconde en résultats. Les faits démontrent qu'il y a lutte et que dans cette lutte, l'une des parties doit succomber, car il ne saurait y avoir de fusion entre deux principes contraires, entre le bien et le mal. Pour connaître qui doit succomber, il n'y a qu'à voir de quel côté est la justice.

Or, personne apparemment n'imagine qu'une société, quelle qu'elle soit, puisse exister sans le travail, ni par conséquent que les propriétaires oisifs du sol puissent vivre autrement que par les travaux de ceux qui le fécondent. Mais quel besoin les travailleurs ont-ils qu'il y ait une caste fainéante, propriétaire du sol dont elle dévore les fruits sans les créer, quelle nécessité pour eux que la terre appartienne à d'autres qu'à eux-mêmes qui lui donnent toute sa valeur ? Je suppose que toute la population qui vit à la sueur de son front s'éloigne en masse de cette terre de France qui lui est si ingrate et si dure, pour émigrer dans quelque lointain pays où elle fonde une association d'hommes libres, n'ayant droit de vivre qu'en travaillant. [Verrait-on] qu'elle soit obligée de créer une aristocratie en son sein, et de la mettre en possession de tous les instruments de la richesse sociale ? Ce nouveau peuple ne pourrait-il vivre sans cela ? Et que feraient, je le demande, nos fiers seigneurs de la terre et de la finance, abandonnés tout à coup avec leurs maisons, leurs vastes champs, leurs équipages ? Ils mourraient de faim au milieu de tout ce luxe, à moins de désertir bien vite leurs vieux salons et de mettre bas leurs beaux habits, pour se salir les mains à cultiver un coin de terre qui serait bien grand pour eux tous comme un arrondissement. Mais attendu qu'un peuple de trente-deux millions d'hommes ne se retire plus ainsi sur le Mont Aventin, supposons, par une hypothèse contraire et plus vraisemblable, que toute la caste qui se nourrit du travail du prolétaire sorte de France, n'emportant avec elle que ses bras [...] Qui s'apercevra de leur absence autrement que par le bien-être et la prospérité qui se répandra dans la population laborieuse restée maîtresse du sol et débarrassée des parasites dont elle se voyait dévorée ? Car si un pays s'appauvrit de la perte d'un seul travailleur, il s'enrichit de la perte d'un oisif :

lorsqu'un homme qui n'a que de la richesse vient à mourir, il n'y a rien de perdu. Bien au contraire, s'il n'y a pas d'héritier pour le continuer et que les biens retournent à l'État, la mort est un bienfait.

C'est facile aujourd'hui de s'apercevoir que le principe de propriété est sur son déclin. Les meilleurs esprits prophétisent sa chute prochaine, en même temps qu'ils l'appellent de tous leurs vœux. La décadence date de l'avènement du Christ qui a introduit dans la société européenne le principe mortellement destructeur du droit de propriété, je veux dire le principe d'égalité, qui depuis dix-huit siècles envahit chaque jour davantage le terrain de son ennemi. Dans cette lutte si longue, le droit de propriété s'est affaibli par l'abolition successive de tous les privilèges déjà [acquis] dont il était l'origine commune et qui faisaient sa force. Il finira par disparaître entièrement avec les derniers privilèges qui tiennent encore, et dans lesquels il s'est réfugié. C'est du moins ce qu'il est permis d'espérer en étudiant l'histoire du passé et en observant la marche du présent. Car si le droit de propriété était destiné à vaincre, c'est un triste avenir que celui qui s'ouvrirait devant nous. L'humanité n'est point stationnaire, elle avance ou elle recule. Or, la route en avant, c'est vers l'égalité, et si elle rétrograde, elle doit nécessairement remonter par tous les degrés du privilège jusqu'à l'esclavage personnel qui est la dernière expression du droit personnel, qui est la dernière expression du droit de propriété. Il faudrait, pour en retourner là, que la longue existence du christianisme fût comme non avenue, que l'Évangile fut effacé de la mémoire des hommes, la civilisation européenne ensevelie dans la nuit de quelque catastrophe universelle. Toutes ces choses heureusement ne sont point à prévoir et nous pouvons, sans illusion, nous persuader que les nations

marchent, les Français en tête, à la conquête définitive de l'égalité absolue.

Il est bien clair d'ailleurs que par égalité absolue nous n'entendons point le partage égal du sol entre tous les membres de la société. Quelque chose d'approximatif a été essayé déjà et n'a même pas pallié le mal. Ce ne serait là qu'un extrême morcellement des propriétés qui ne changerait rien, dans le fond, au droit des propriétés lui-même. La richesse provenant toujours de la possession des instruments de travail et non du travail même, l'esprit d'individualisme demeuré dans toute sa force tendrait insensiblement à reconstruire les grandes propriétés et à rétablir promptement l'inégalité des conditions sociales. L'égalité ne doit donc se réaliser que par le régime de l'association substitué au règne de la propriété individuelle. C'est pourquoi nous voyons tous les hommes d'avenir travailler avec ardeur à dégager les éléments de cette association. Nous nous proposons d'apporter plus tard notre contingent dans cette œuvre de dévouement.

La loi de 1834 interdit aux associations de constituer des sections. Dès lors, l'opposition révolutionnaire s'organise en sociétés secrètes et radicalise ses objectifs : il s'agit d'abord de renverser le pouvoir pour instaurer la république. L'influence de Buonarroti, de retour en France depuis 1830, a déjà infléchi l'une des plus grandes associations, la Société des Droits de l'homme, dont certaines sections sont organisées militairement. De plus, après la répression des canuts de Lyon en 1831, le ralliement de nombreux ouvriers a modifié le noyau plutôt bourgeois de ces sociétés.

Blanqui organise la Société des Familles en 1834 (10 à 12 000 adhérents), ce qui entraîne son inculpation au procès des poudres : c'est qu'il en fallait pour fabriquer des cartouches ! Il écope de deux ans de prison, mais ne purge que cinq mois et demi en raison de l'amnistie accordée pour le mariage du duc d'Orléans. Placé en résidence surveillée à Gency, il crée alors la Société des Saisons, qui le conduira à l'insurrection de 1839 et à l'emprisonnement jusqu'en 1848.

Les deux sociétés sont secrètes et très centralisées, le rite d'entrée est proche de celui de la Charbonnerie à laquelle Blanqui a appartenu. Les Saisons, société essentiellement ouvrière, est organisée par affinités corporatives, lui conférant ainsi une plus grande cohésion. Son cloisonnement extrême lui permet de ne pas être repérée par la police jusqu'à l'insurrection. Au bas de l'échelle se trouve la Semaine de sept membres, avec un chef, appelé Dimanche. Un Mois compte quatre Semaines, dont le chef est nommé Juillet. Trois Mois forment une Saison, son chef est appelé Printemps. La plus haute division est l'Année. Les Dimanches ne connaissent que les Juillets qui n'ont eux-mêmes à faire qu'aux Printemps. La société devait compter trois Années dirigées par un triumvirat composé de Blanqui, Barbès et Bernard, mais

Maintenant, il faut des armes

seul Blanqui est commandant en chef. Des revues de troupes fréquentes ont lieu dans les rues de Paris pour maintenir les hommes en tension permanente. Ce qui émerge d'essentiel est la notion de mise en place d'un «pouvoir révolutionnaire» nécessaire un moment pour instaurer la république. Plus tard, Blanqui parlera de «dictature du prolétariat». Cette idée de dictature révolutionnaire et parisienne reprend une conception jacobine et babouviste.

Organisation de la Société des Familles

1834

Chaque fraction de la société s'appelle famille.

La famille se compose de cinq initiés, qui se réunissent deux fois par mois sous la présidence d'un chef nommé par le centre.

Pour être admis, il faut être majeur, jouir d'une bonne réputation, mener une bonne conduite, justifier de ses moyens d'existence, être doué de la plus grande discrétion.

Les propositions se font au sein de la famille, qui discute le mérite du candidat, et peut le refuser ou l'accepter.

Les nom, état et demeure du candidat sont immédiatement envoyés au centre pour que des renseignements bien scrupuleux soient pris sur la moralité, la sobriété, la discrétion, l'énergie du proposé.

Avant que ces renseignements ne soient adressés au chef de la famille, aucune ouverture ne doit être faite.

Si les ouvertures sont acceptées, le présentateur remet au candidat une série de questions auxquelles il doit répondre avant sa réception.

Les réceptions se font les yeux bandés, par le chef de famille, en présence du proposant seulement.

Autant que possible, elles doivent avoir lieu le jour et, dans tous les cas, à la lumière.

Le chef de famille ne doit jamais oublier de dire au récipiendaire qu'aucune trace de ce qui se fait ne subsiste, qu'il est impossible à la police de rien découvrir, et que par conséquent, aucun aveu ne doit être fait en justice, sous peine de passer pour un traître et d'être puni comme tel.

L'on doit faire sentir au récipiendaire l'importance qu'il y a d'entrer dans la garde nationale.

On doit poser des questions sur les armements et les munitionnements.

Les travaux sont dirigés par le chef de famille qui, à l'ouverture des séances, fait le rapport de ce qui s'est passé à la séance précédente.

Les travaux sont terminés par les propositions, présentations et perceptions des cotisations.

Appel au peuple de Paris du comité de la Société des Saisons

12 mai 1839

Aux armes, citoyens !

L'heure fatale a sonnée pour les oppresseurs.

Le lâche tyran des Tuileries se rit de la faim qui déchire les entrailles du peuple ; mais la mesure de ses crimes est comble. Ils vont enfin recevoir leur châtimement.

La France trahie, le sang de nos frères égorgés crie vers vous et demande vengeance ; qu'elle soit terrible, car elle a trop tardé. Périssent enfin l'exploitation, et que l'égalité s'asseye triomphante sur les débris confondus de la royauté et de l'aristocratie.

Le gouvernement provisoire a choisi des chefs militaires pour diriger le combat : ces chefs sortent de vos rangs ; suivez-les, ils vous mèneront à la victoire.

Sont nommés : Auguste Blanqui. commandant en chef; Barbès, Martin Bernard, Quignot, Meillard, Nétré, commandants de divisions de l'armée républicaine.

Peuple, lève-toi! et tes ennemis disparaîtront comme la poussière devant l'ouragan. Frappe, extermine sans pitié les vils satellites, complices volontaires de la tyrannie; mais tends la main à ces soldats, sortis de ton sein, et qui ne tourneront point contre toi des armes parricides.

En avant! Vive la république!

Les membres du gouvernement provisoire : Barbès, Voyer d'Argenson, Auguste Blanqui, Lamennais, Martin Bernard, Dubosc, Laponneraye.

II. Blanqui en 1848

Le 24 février 1848, quand la monarchie de Juillet s'effondre, Blanqui est en résidence surveillée à Blois. Malgré cet isolement de la capitale, il comprend tout de suite ce qui se passe : le 25 février, il est à Paris où il retrouve très rapidement ses compagnons de lutte. La ville est en éruption, les barricades sont encore debout. Blanqui écoute et prend la température. Déjà, il harangue la foule au Palais-Royal. Lamartine, à l'Hôtel de Ville, rejette le drapeau rouge, « ce drapeau de sang », car il « n'a jamais fait que le tour du Champ-de-Mars, traîné dans le sang du peuple en 1791 et en 1793, et le drapeau tricolore à fait le tour du monde avec le nom, la gloire et la liberté de la Patrie ! »

Blanqui rédige un texte en défense du drapeau rouge le jour même où il apprend son rejet. Imprimée le soir sur papier rouge, l'affiche, qui ne porte aucun nom d'auteur, d'imprimeur ou d'organisation, est placardée dans la nuit. Rendez-vous est donné pour le lendemain soir dans la salle du Prado. Entre-temps, à la préfecture de police, Blanqui rencontre Caussidière, ancien membre de sociétés secrètes, nouvellement nommé préfet de police, et Albert, le seul ouvrier membre du gouvernement provisoire. Tous deux sont prêts à démissionner. Raspail, lui, ne veut déjà plus aller à l'Hôtel de Ville qu'il considère comme « une pétaudière ». Blanqui prend conscience de la confusion et des divisions du gouvernement provisoire. Grâce au laissez-passer délivré par Caussidière, il rejoint l'Hôtel de Ville. On ne sait qui il y rencontre, mais il reçoit un accueil glacial. Il se rend ensuite à la salle du Prado où les révolutionnaires les plus ardents sont réunis et appellent à un nouveau coup de force. Quand le petit homme grisonnant au visage fin mais marqué par les épreuves traverse l'assistance et, calmement, lève sa main gantée de noir, le silence s'impose : une voix venait rétablir la raison dans l'effervescence révolutionnaire.

Maintenant, il faut des armes

Le 26 février, place de l'Hôtel de Ville, une manifestation immense pose à nouveau la question du drapeau rouge. Le gouvernement cède : une rosette rouge sera attachée à la hampe du drapeau tricolore. Le texte de Blanqui du 26 février, adopté par le club du Collège de France, renforce les positions en faveur du drapeau rouge.

Discours du Prado

25 février 1848

[...] La France n'est pas républicaine, la révolution qui vient de s'accomplir est une surprise heureuse, rien de plus. Si nous voulons aujourd'hui porter au pouvoir des noms compromis aux yeux de la bourgeoisie par des condamnations politiques, la province aura peur ; elle se souviendra de la Terreur et de la Convention et rappellera peut-être le roi fugitif. La garde nationale elle-même n'a été qu'une complice involontaire ; elle est composée de boutiquiers peureux qui demain pourraient bien défaire ce qu'ils ont laissé faire aux cris de Vive la République !... Abandonnez les hommes de l'Hôtel de Ville à leur impuissance : leur faiblesse est le signe certain de leur chute. Ils ont entre leurs mains un pouvoir éphémère ; nous, nous avons le peuple et les clubs où nous l'organisons révolutionnairement, comme jadis les Jacobins l'organisèrent. Sachons attendre quelques jours encore, et la révolution nous appartiendra ! Si nous nous emparons du pouvoir par un audacieux coup de main, comme des voleurs au milieu des ténèbres de la nuit, qui nous répondra de la durée de notre puissance ? Au-dessous de nous, n'y aurait-il pas des hommes énergiques et ambitieux qui brûleront de nous remplacer par de semblables moyens ? Ce qu'il nous faut à nous, c'est le peuple immense, les faubourgs

insurgés, un nouveau 10 août. Nous aurons au moins le prestige de la force révolutionnaire.

Pour le drapeau rouge

26 février 1848

Nous ne sommes plus en 93 ! Nous sommes en 1848 ! Le drapeau tricolore n'est pas le drapeau de la République ; il est celui de Louis-Philippe et de la monarchie. C'est le drapeau tricolore qui présidait aux massacres de la rue Transnonain, du faubourg de Vaise, de Saint-Étienne. Il s'est baigné vingt fois dans le sang des ouvriers.

Le peuple a arboré les couleurs rouges sur les barricades de 48, comme il les avait arborées sur celles de juin 1832, d'avril 1834, de mai 1839. Elles ont reçu la double consécration de la défaite et de la victoire. Ce sont désormais les siennes. Hier encore, elles flottaient glorieusement au front de nos édifices. Aujourd'hui la réaction les renverse ignominieusement dans la boue et ose les flétrir de ses calomnies.

On dit que c'est un drapeau de sang. Il n'est rouge que du sang des martyrs qui l'ont fait étendard de la République. Sa chute est un outrage au peuple, une profanation de ses morts. Le drapeau de la garde municipale ombragera leurs tombes.

Déjà la réaction se déchaîne. On la reconnaît à ses violences. Les hommes de la faction royaliste parcourent les rues, l'insulte et la menace à la bouche, arrachant les couleurs rouges de la boutonnière des citoyens. Ouvriers ! c'est votre drapeau qui tombe. Écoutez bien ! La République ne tardera pas à le suivre.

Aux lendemains des journées de Février, dans les sociétés républicaines qui prolifèrent, les discussions sont passionnées et l'on y vote des adresses au gouvernement. Dans une adresse votée le 1^{er} mars et présentée par Blanqui à la tête d'une délégation, la Société républicaine centrale (SRC, le « club Blanqui ») propose aux nouveaux gouvernants un programme en dix points. Aussitôt après la réponse de la Lamartine, Blanqui demande oralement le report des élections fixées au 9 avril¹. Lamartine refuse, en évoquant la nécessité de sortir de la dictature établie par les circonstances et de rendre rapidement le pouvoir à la nation.

Blanqui a vite compris que le manque d'éducation des classes populaires, leur inexpérience du suffrage universel risquent de faire le jeu de la réaction dans cette France à majorité rurale, sous l'influence des notables. Il réclame l'ajournement sine die des élections et l'éloignement des troupes soldées. Mais, pour la grande manifestation du 17 mars, le comité des Trente (15 représentants des clubs et 15 délégués des corporations ouvrières) choisit le texte de Cabet; on ne demanderait l'ajournement que jusqu'au 31 mai. Finalement, le report est consenti jusqu'au 23 avril.

Deuxième pétition pour l'ajournement des élections

14 mars 1848

Citoyens, nous demandons l'ajournement des élections de l'Assemblée constituante et de la garde nationale. Ces élections seraient dérisoires.

1. Dommanget, *op. cit.*, p. 23

À Paris, un très petit nombre d'ouvriers sont inscrits sur les listes électorales. L'urne ne recevrait que les suffrages de la bourgeoisie.

Dans les villes, la classe des travailleurs, façonnée au joug par de longues années de compression et de misère, ne prendrait aucune part au scrutin, ou bien elle y serait conduite par ses maîtres, comme un bétail aveugle.

Dans les campagnes, toutes les influences sont aux mains du clergé et des aristocraties. Une tyrannie savante a étouffé par son système d'isolement individuel toute spontanéité au cœur des masses. Les malheureux paysans, réduits à la condition de serfs, deviendraient le marchepied des ennemis qui les oppriment et les exploitent.

Notre âme s'indigne à la pensée que les oppresseurs puissent ainsi recueillir le bénéfice de leur crime ; c'est un sacrilège de faire mentir à leur propre salut dix millions d'hommes, d'arracher à leur inexpérience la sanction de leur esclavage. Ce serait un défi par trop insolent aux barricades de Février.

Le peuple ne sait pas : il faut qu'il sache. Ce n'est pas l'œuvre d'un jour, ni d'un mois. Lorsque la contre-révolution a seule la parole depuis cinquante ans, est-ce donc trop de l'accorder une année peut-être à la liberté, qui ne réclame que la moitié de la tribune et ne mettra pas, elle, la main sur la bouche de son adversaire ?

Il faut que la lumière se fasse jusque dans les moindres hameaux, il faut que les travailleurs redressent leurs fronts courbés par la servitude et se relèvent de cet état de prostration et de stupeur où les castes dominantes les tiennent, le pied sur la tête.

Et ne dites pas que nos craintes sont chimériques ! Les élections, si elles s'accomplissent, seront réactionnaires. C'est le cri universel. Le parti royaliste, le seul organisé grâce à sa longue domination, va les

Maintenant, il faut des armes

maîtriser par l'intrigue, la corruption, les influences sociales ; il sortira triomphant de l'urne.

Ce triomphe, ce serait la guerre civile ! Car Paris, le cœur et le cerveau de la France, Paris ne reculera pas devant ce retour offensif du passé. Réfléchissez aux sinistres conséquences d'un conflit entre la population parisienne et une Assemblée qui croirait représenter la nation, qui ne la représenterait pas ; car le vote de demain sera une surprise et un mensonge.

Que votre prudence épargne à la France de tels périls. Laissez le peuple naître à la République. Il est encore emprisonné dans les langes étouffants de la monarchie.

Ajournement des élections, c'est le cri des Parisiens !

Le 20 avril 1848, le gouvernement provisoire organise la «fête de la Fraternité», aussi appelée fête des drapeaux, pour montrer la cohésion entre le peuple et l'organisation de sa défense. C'est le prétexte pour faire entrer cinq régiments qui resteront dans la capitale. Plusieurs milliers d'hommes armés¹ défilent de 11 h à 23 h au pied de l'arc de l'Étoile; chaque légion de la garde nationale et chaque députation de l'armée reçoivent un drapeau des mains du gouvernement.

Blanqui, dans une adresse au gouvernement provisoire rédigée au nom de la SRC, montre qu'il n'est pas dupe de la manœuvre. Pendant cette période, l'ajournement des élections, l'éloignement des troupes, l'épuration des administrations sont ses grands mots d'ordre.

Adresse au gouvernement provisoire

20 avril 1848

Des régiments s'avancent sur Paris. Leur approche répand l'alarme dans les rangs des patriotes.

L'armée n'a pas été réorganisée. Ses cadres, préparés par une tyrannie ombrageuse dans des vues meurtrières, sont aujourd'hui ce qu'ils étaient avant les barricades.

Dans Paris même, les royalistes de la veille, grimés en républicains du lendemain, ne dissimulent ni leur haine, ni leurs projets de réaction contre ce qu'ils nomment la populace.

Une coalition de ces sentiments et de ces égoïsmes pourrait coûter cher à la République.

1. 400 000 selon M. Dommanget,
200 000 selon Daniel Stern, *Histoire*

de la révolution de 1848, Paris,
Librairie internationale, 1850.

Le peuple n'a que de l'affection pour les soldats sortis de ses rangs, mais sa défiance est profonde envers cette doctrine de l'obéissance passive qui a noyé si souvent Paris dans le sang français.

Pourquoi d'ailleurs des troupes soldées dans nos murs ? Si on le veut sincèrement, dans huit jours, trois cent mille gardes nationaux en armes [veille-ront] au service d'ordre et de sûreté de la capitale.

Les républicains de vieille date doivent au gouvernement provisoire l'expression franche de leur pensée. Cette pensée est aujourd'hui bien amère.

Le choix déplorable des commissaires envoyés dans les départements ; le maintien de la magistrature et des fonctionnaires de Louis-Philippe ; l'écartement systématique des vieux patriotes, partout repoussés par les agents du pouvoir et livrés à la risée des royalistes ralliés ; le désarmement successif des combattants des barricades ; l'appel à Paris des troupes soldées dont la place est aux frontières ; la menace de former une garde urbaine, résurrection sous un troisième nom de la gendarmerie et de la garde municipale ; la convocation précipitée des comices électoraux qui, sous des influences exclusivement réactionnaires, ne pourront créer qu'une Assemblée rétrograde : tous ces actes réunis semblent annoncer une réédition de 1830.

Déjà, la voix populaire a salué le gouvernement nouveau du nom de République monarchique. La République monarchique vaudrait-elle donc moins encore que la monarchie républicaine ?

Nous faisons une fois encore appel à votre patriotisme, à votre prudence, citoyens ! Arrêtez la réaction ! Retenez les troupes loin de la capitale et faites disparaître cette menace de représailles armées contre la victoire du peuple.

Le résultat des élections donne raison à Blanqui : les modérés remportent une victoire massive, la défaite des socialistes est complète. Sur 880 représentants, environ 300 sont royalistes (dont 187 députés de la monarchie de Juillet), 500 sont des républicains modérés et les démocrates sociaux n'emportent que 80 sièges. La déception est terrible dans certaines villes comme Limoges et surtout Rouen, grande ville industrielle où le chômage est massif. Le commissaire de la République, Deschamps, très populaire pour avoir organisé des ateliers nationaux, est battu par le procureur Sénard, républicain modéré. Une manifestation ouvrière se déroule devant la mairie dès les résultats connus, le 26 avril. La garde nationale et des charges de cavalerie repoussent violemment les manifestants qui se retirent dans leurs quartiers, où ils édifient quarante et une barricades. La troupe de ligne et le canon ont raison des barricades, mais la lutte dure pourtant deux jours et le mouvement insurrectionnel s'étend jusqu'à Elbeuf. Le prix à payer est élevé : des morts, de nombreux blessés, 250 arrestations. Aucune victime parmi « les forces de l'ordre ».

Deux témoignages autorisent à penser que Blanqui est sur place dans les jours qui précèdent et qui suivent l'émeute. « Nous avons vu, plusieurs nuits de suite, Blanqui partir par le train de onze heures du soir », précise l'un d'entre eux¹ ; dans l'autre, son ami Lacambre parle de Rouen, « où Blanqui a déployé un sang-froid, un dévouement, un courage si admirables au moment des massacres² ».

C'est le premier conflit qui oppose le monde ouvrier à la République. Blanqui et la SRC réagissent par

1. *Curiosités révolutionnaires : les affiches rouges* ; cité par Dommanget, *op. cit.*, p. 152.

2. Papiers inédits de Lacambre, fonds Dommanget.

Maintenant, il faut des armes

une affiche, reproduite dans les journaux, accusant violemment le gouvernement. Les placards seront déchirés en maints endroits et il faudra deux hommes armés pour protéger l’affiche collée devant le siège de la Société.

Les massacres de Rouen.

La Société républicaine centrale au gouvernement provisoire

2 mai 1848

Citoyens, la contre-révolution vient de se baigner dans le sang du peuple. Justice, justice immédiate des assassins !

Depuis deux mois, la bourgeoisie royaliste de Rouen tramait dans l’ombre une Saint-Barthélemy contre les ouvriers. Elle avait fait de grands approvisionnements de cartouches. L’autorité le savait. Des paroles de mort éclataient çà et là, symptômes précurseurs de la catastrophe : *il faut en finir avec ces canailles !* Canailles, en effet, qui avaient en février, après trois jours de résistance, contraint la garde bourgeoise à subir la République !

Citoyens du gouvernement provisoire, d’où vient que, depuis ces deux mois, les populations ouvrières de Rouen et des vallées environnantes n’avaient pas été organisées en gardes nationales ? D’où vient que l’aristocratie possédait seule l’organisation et les armes ? D’où vient qu’au moment de l’exécution de son affreux complot elle n’a rencontré devant elle que des poitrines désarmées ? D’où vient la présence à Rouen du 28^e régiment de ligne, ce sinistre héros du faubourg de Vaise en 1834 ? D’où vient que la garnison obéissait aux ordres de généraux, ennemis déclarés de la République, d’un général Gérard, créature et âme damnée de Louis-Philippe ?

Ils avaient soif d'une sanglante revanche, ces sicaires de la dynastie déchue ! Il leur fallait un massacre d'avril pour consolation d'un second Juillet ! Leur attente n'a pas été longue. Les journées d'avril, deux mois à peine après la Révolution, c'est aller vite, citoyens du gouvernement provisoire ! Et rien n'y a manqué, à ces nouvelles recrues d'avril ! Ni la mitraille, ni les boulets, ni les maisons démolies, ni l'état de siège, ni la férocité de la soldatesque, ni l'insulte aux morts, l'insulte unanime des journaux, ces lâches adorateurs de la force ! La rue Transnonain est surpassée ! À lire l'infâme récit de ces exploits de brigands, on se retrouve au lendemain des jours néfastes qui naguère ont couvert la France de deuil et de honte.

Ce sont bien les mêmes bourreaux et les mêmes victimes ! D'un côté, des bourgeois forcenés, poussant par derrière au carnage des soldats imbéciles qu'ils ont gorgés de vin et de haine ; de l'autre, de malheureux ouvriers sans défense sous la balle et la baïonnette des assassins !

Pour dernier trait de ressemblance, voici venir la Cour royale, les juges de Louis-Philippe, se ruant comme des hyènes sur les débris du massacre et remplissant les cachots de deux cent cinquante républicains. À la tête de ces inquisiteurs est Franck Carré, l'exécrable procureur général de la Cour des Pairs, ce Laubardemont qui demandait avec rage la tête des insurgés de mai 1839. Les mandats d'amener poursuivent jusqu'à Paris les patriotes qui fuient la proscription des royalistes.

Car c'est une terreur royaliste qui règne à Rouen, l'ignorez-vous, citoyens du gouvernement provisoire ? La garde bourgeoise de Rouen a repoussé avec fureur la République au mois de février. C'est la République qu'elle blasphème et qu'elle veut renverser. Tout ce qu'il y avait de républicains de la veille a été jeté dans

les fers. Vos propres agents sont menacés de mort, destitués, gardés à vue. Les magistrats municipaux, Lemasson, Durand, ont été traînés par les rues, les baïonnettes sur la poitrine, leurs vêtements en lambeaux. Ils sont au secret de par l'autorité des rebelles ! C'est une insurrection royaliste qui a triomphé dans la vieille capitale de la Normandie, et c'est vous, gouvernement républicain, qui soutenez ces assassins révoltés ! Est-ce trahison ou lâcheté ? Êtes-vous des pleutres ou des complices ?

On ne s'est pas battu, vous le savez bien ! On a égorgé ! Et vous laissez raconter glorieusement les prouesses des égorgeurs. Serait-ce qu'à vos yeux, comme à ceux des rois, le sang du peuple n'est que de l'eau bonne à laver de temps en temps des rues trop encombrées ? Effacez donc alors, effacez de vos édifices ce détestable mensonge en trois mots que vous venez d'y inscrire : Liberté, Égalité, Fraternité !

Si vos femmes, si vos filles, ces brillantes et frêles créatures qui promènent dans de somptueux équipages leur oisiveté tissée d'or et de soie, étaient jetées tout à coup à vos pieds, la poitrine ouverte par le fer des ennemis sans pitié, quels rugissements de douleur et de vengeance vous feriez retentir jusqu'aux extrémités du monde ! Eh bien, allez ! allez voir, étendus sur les dalles de vos hôpitaux, sur la paillasse des mansardes, ces cadavres de femmes égorgées, le sein troué de balles bourgeoises, ce sein, entendez-vous, qui a porté et nourri les ouvriers dont la sueur engraisse les bourgeois ! Les femmes du peuple valent les vôtres et leur sang ne doit pas, ne peut pas rester sans vengeance !

Justice donc, justice des assassins !

Nous demandons :

1) La dissolution et le désarmement de la garde bourgeoise de Rouen.

2) L'arrestation et la mise en jugement des soi-disant membres de la cour d'appel, séides nommés par Louis-Philippe, qui, agissant au nom et pour le compte de la faction royaliste victorieuse, ont emprisonné les magistrats légitimes de la cité et rempli les cachots des républicains.

3) L'éloignement immédiat de Paris des troupes de ligne, qu'en ce moment même les réacteurs poussent, dans des banquets fratricides, à une Saint-Barthélemy des ouvriers parisiens.

Pour l'élection du président de la République, en décembre 1848, six candidats sont en présence : Cavaignac, qui a réprimé dans le sang l'insurrection de Juin, et Lamartine sont les candidats des républicains libéraux ; le général Changarnier, celui des légitimistes ; Louis-Napoléon Bonaparte, élu en septembre à l'Assemblée, est appuyé par le comité de la rue de Poitiers, composé de nostalgiques de la monarchie de Juillet tels que Thiers, Odilon Barrot, Molé ; Ledru-Rollin et Raspail représentent l'opposition de gauche. Autour de Raspail sont regroupés les mouvements socialistes et beaucoup d'anciens membres des sociétés secrètes. La position de Ledru-Rollin est plus ambiguë : il espère rallier petits bourgeois radicaux et ouvriers socialistes autour d'une république sociale basée sur un programme de réformes.

Lors d'une campagne des banquets destinée à commémorer la proclamation de la première République, quelques dizaines de représentants du mouvement qui soutient Ledru-Rollin publient un manifeste où ils se baptisent parti de « la Montagne ». Malgré sa détention, Blanqui est sollicité pour participer à cette campagne par des ouvriers qui se sont battus à ses côtés. Dans ses différents toasts, il invite les républicains révolutionnaires à se regrouper sous la bannière socialiste du drapeau rouge. Il met en garde contre l'unité d'action proposée par le programme rolliniste qui camouffle ses vraies intentions en s'appropriant les termes de république, de socialisme et de Montagne, susceptibles de jeter la confusion dans les rangs de l'extrême gauche. À travers la dénonciation de cette supercherie, Blanqui définit les contours précis du parti socialiste révolutionnaire.

L'union des vrais démocrates

Novembre 1848, donjon de Vincennes

Point d'alliance avec l'avant-garde de la réaction, avec les renégats qui ont ouvert l'écluse aux flots contre-révolutionnaires. Disons avec le psalmiste : *Discerne causam meam de gente non sancta : ab homine iniquo et doloso eripe me !* Séparons notre cause de celle des transfuges, et arrachons-nous de l'étreinte du méchant et du fourbe qui a trahi la République !

Il ne doit rien y avoir de commun entre les socialistes fidèles, les défenseurs éprouvés du peuple, et les suppôts de ce gouvernement provisoire, de cette commission exécutive, opprobre et fléau de la révolution. Ce ne serait plus de l'union mais de la confusion.

Rien de funeste comme les alliés douteux, amis aujourd'hui, ennemis demain, traîtres toujours. Rejetons ce mélange adultère, cet alliage impur. Point de Saxons dans nos rangs pour faire feu sur nous en plein champ de bataille.

Arrière ce drapeau équivoque qu'on s'efforce de planter dans notre camp ! Le drapeau du gouvernement provisoire est le drapeau des déserteurs : ce n'est pas le nôtre. Ne craignons pas de perdre encore les forces qui se groupent encore derrière cette bannière souillée. L'un après l'autre, les derniers soldats ouvriront leurs yeux et viendront se ranger derrière les seules couleurs républicaines : les couleurs socialistes. Laissons une poignée de roués s'épuiser en intrigues et manœuvres. Leur ridicule agitation va tomber tout à l'heure sous les huées et les malédictions des patriotes désabusés. Ne soyons point dupe de cet hypocrite appel à l'union que l'on fait résonner à nos oreilles. C'est la manœuvre favorite des escamoteurs. Ce cri perfide, sorti de leur bouche le lendemain de Février, endormait les républicains et assurait le tour de gibecière du provisoire.

Les gens de *La Réforme* n'ont donné qu'un bon exemple : l'ostracisme inexorable prononcé par eux contre l'opposition dynastique. Ledru-Rollin disait à Thiers : « Arrière les hommes des 45 c¹ et du *Rappel*, le vainqueur du 15 mai, le mitrailleur de juin ! » Ce n'est pas le sceptre de la présidence que le peuple lui doit ; c'est un acte d'accusation. À l'union de toutes les victimes contre tous les bourreaux !

Que nous importent vos discours, vos manifestes, vos professions de foi ! Que nous importent les inscriptions socialistes de vos enseignes repeintes, vos serments, vos protestations ! Nous ne croyons plus à rien car vous avez tout foulé aux pieds. Que faisiez-vous de ces beaux principes au 17 mars, au 16 avril, au 15 mai, au 23 juin ? Vous étiez gouvernement alors ! Vous étiez même dictature ! C'était l'heure de réaliser vos programmes de Dijon et de Lille. Que sont-ils devenus ? Des lois et des mesures contre-révolutionnaires ! Et maintenant que la réaction, victorieuse par votre concours, vous a cassés aux gages et chassés à coup de pied comme des laquais dont elle n'a plus que faire, vite vous ramassez au coin de la borne les loques de vos programmes, vous les défripez, vous les essuyez, et vous recommencez à la ronde les parades des banquets et repromenez en cérémonie les vieux oripeaux, la vieille défroque, les harangues retapées à neuf et coiffées à la socialiste !

1. Pour renflouer le Trésor, le gouvernement augmente

de 45 centimes par franc les contributions directes, le 18 mars.

**Réponse à la demande d'un toast
pour le banquet des travailleurs**
Novembre 1848

Citoyens, votre bon souvenir est venu me réchauffer le cœur au fond de ce vieux donjon ou souffle tristement le vent d'hiver. Dix ans de luttes sans trêve, quatorze ans de captivité ont prévalu à vos yeux sur l'imposture d'un jour. Hélas ! citoyens, depuis neuf mois, que d'hécatombes républicaines immolées sur l'autel de la calomnie ! N'est-il point temps enfin de renverser et l'autel et ses prêtres ?

Reformons nos colonnes dispersées par la tourmente et ne remettons pas à leur tête les capitaines qui ont passé à l'ennemi et tiré sur nous pendant la bataille. Auteurs de nos désastres, ils redemandent une place dans nos rangs parce que la réaction les a chassés des siens pendant la victoire. Faut-il nous livrer une seconde fois à la discrétion de ces renégats ? Ils nous ont conduits aux abîmes ; ils nous y conduiraient encore. Irons-nous, tout étourdis et demi brisés de notre chute, nous replacer à la traîne de ces guides sinistres ?

La cause populaire se couvrirait de ridicule et d'opprobre si elle devait donner au monde l'exemple d'une telle imbécillité. N'égayons pas l'Europe du spectacle d'un parti dont l'entêtement bestial, s'acharnant dans le sentier de la perdition, va se heurter sans cesse aux cailloux et se faire culbuter dans le même fossé. Ce qui nous a perdus, c'est le mépris ou l'absence des idées, la substitution de la politique d'expédients à la politique de principes. Afin d'éviter ce malheur, créons-nous pour l'avenir, avec des doctrines arrêtées, une boussole dont les indications servent seules à régler la marche du navire. Et d'abord, congédions les pilotes dont la maladresse et la perfidie l'ont jeté sur les écueils. Pour ressaisir et tromper encore la

confiance des naufragés, ils ne manqueront pas d'arborer bien haut le pavillon socialiste.

Arrière ! Que les dures leçons de la défaite éclairent notre parti décimé ! Il ne faut pas être trahi deux fois. Les idées ne peuvent trouver d'interprètes sincères que parmi les hommes dont les actes sont une éclatante confession. Les aventuriers politiques qui poursuivent le pouvoir à travers les fluctuations des systèmes et des masses, qui se présentent comme les exécuteurs nés de tous les programmes, ne servent jamais d'instruments aux principes. Ce sont les principes qui leur servent d'instruments.

Rallions-nous donc en phalanges homogènes et compactes sous la bannière socialiste portée par des mains fidèles. Mais que la souffrance et l'indignation n'emportent pas le peuple sous le canon de l'ennemi. Point de bataille ! Elle serait perdue et, de plus, elle est inutile. Le temps nous donnera la victoire sans combat. Devant le soleil des idées montant dans l'espace, nous verrons se replier peu à peu, et disparaître à l'horizon comme un fantôme, le rideau noir sillonné par l'éclair des baïonnettes. À la conquête par la parole !

**À la Montagne de 93. Aux socialistes purs,
ses véritables héritiers !**

28 novembre 1848

Citoyens,

La Montagne a eu des inspirations sublimes, filles de l'Évangile et de la Philosophie ; mais elle n'a jamais connu ces théories positives, qui ne surgissent que lentement d'une sévère analyse du corps social, comme l'art de guérir naît des révélations de l'anatomie.

Toutefois, si la science organisatrice lui a fait défaut, l'élan du cœur a suffi pour lui dicter l'immortelle

formule de l'avenir : Liberté, Égalité, Fraternité ! et cet admirable symbole, la *Déclaration des droits*, qui, largement interprétée, contient en germe tous les développements de la société future.

Malheureusement, c'est la destinée des œuvres de génie qui ont remué le monde de périr, asphyxiées dans les nuages d'encens où les noient leurs superstitieux adorateurs ; l'esprit vivifiant du Maître meurt étouffé par l'étroite observance du texte.

La loi de Moïse a succombé aux embrassements désespérés des pharisiens ; le Coran va s'éteindre, pétrifié dans l'immobilisme de ses sectateurs imbéciles ; et l'Évangile lui-même serait presque scellé dans la tombe par les mains idolâtres de ses disciples devenus ses fossoyeurs, si sa pensée immortelle, s'échappant de la dépouille glacée autour de laquelle ils demeurent accroupis, n'avait reparu plus éclatante sous l'incarnation nouvelle qui doit le perpétuer dans l'Humanité.

La *Déclaration des droits*, formule née d'hier, subit déjà le sort des vieux dogmes qui, dans leur période de décrépitude, se changent presque toujours en instruments de réaction contre l'œuvre rédemptrice des révélateurs. Le culte judaïque de la lettre a tué l'esprit révolutionnaire du symbole.

La vie militante de la Montagne a été courte et s'est terminée, comme celle du Christ, sur le Golgotha. Mais ses actes sont un éclatant commentaire de ses paroles et donnent le sens véritable des enseignements qu'elle a répandus sur le monde.

À l'instar de Jésus, le consolateur des pauvres, l'ennemi des puissants, elle a aimé ceux qui souffrent et haï ceux qui font souffrir. Le trait saillant de son existence, c'est son alliance intime avec les prolétaires parisiens, non point qu'elle n'eût d'entrailles que pour les douleurs d'une seule ville ; mais, parmi tant de populations également courbées par la souffrance,

elle trouva sous sa main, pour la lutte, ce groupe énergique, passionné par la conscience de ses misères, et elle en fit l'armée libératrice du genre humain.

Depuis le 10 août, chute de la monarchie, jusqu'au 4 prairial, dernière convulsion des faubourgs, le peuple et la Montagne marchent comme un seul homme au travers de la Révolution, inséparables dans la victoire et dans la défaite.

Voilà, certes, un magnifique rôle à reprendre, et d'autant plus facile que la lutte de 93 vient de recommencer en 1848, sur le même champ de bataille, entre les mêmes combattants et, chose étrange, presque avec les mêmes péripéties de chaque jour.

Que voyons-nous ?

Comme en 93, le privilège aux prises avec l'égalité et, pour champions du combat, une majorité législative rétrograde se heurtant contre les masses de la démocratie parisienne.

Allons-nous retrouver aussi la Montagne et sa fidèle confraternité d'armes avec le peuple ? Voici reparaître en effet ce grand nom ! Tous les soldats de la jeune phalange le portent avec orgueil et jurent de fouler en braves les traces glorieuses de leurs devanciers.

Silence ! La barrière s'ouvre et l'action s'engage.

Qu'entends-je ? Sous prétexte de fraternité, M. Ledru-Rollin, le chef du nouveau Mont-Sacré, demande impérieusement, contre le vœu populaire, la rentrée des troupes dans la capitale. Est-ce là, par hasard, la tradition de la Montagne ? J'ouvre l'histoire et je lis que la Gironde, palpitante de colère et d'effroi sous la pression des faubourgs, ayant demandé la formation d'un camp de vingt mille hommes aux portes de la ville, pour couvrir la représentation nationale, la Montagne se soulève tout entière contre ce projet liberticide, menace la majorité, et emporte enfin de haute lutte cette question de vie ou de mort. Paris demeure libre.

Nous avons été moins heureux, nous ! Et pourtant, éloigner les soldats de cette sanglante arène de la guerre civile, où ils n'avaient à récolter que la haine ou la mort, c'était bien, je crois, les traiter en frères ! Les Montagnards ont préféré la fraternisation dans les rues... Qu'elle leur soit légère !

Qu'est ceci maintenant ? Le peuple se rend en colonnes du Champ-de-Mars à l'Hôtel de Ville, et M. Ledru-Rollin, le chef de la Montagne, le fait passer au laminoir entre deux masses de baïonnettes ; puis il lance sur les anarchistes la contre-révolution écumante ! Je n'avais jamais vu cette manœuvre dans les campagnes de Marat ni de Danton. Est-ce que le héros du *Rappel* aurait mal lu ce jour-là sa théorie montagnarde ?

Mais voici bien une autre aventure ! Qui monte à cheval là-bas en tête de la garde nationale ? C'est M. Ledru-Rollin, le chef de la Montagne, qui conduit à l'Hôtel de Ville la réaction victorieuse, et au donjon de Vincennes les patriotes prisonniers.

Ah merveille ! Et n'est-ce pas M. Ledru-Rollin qui présente, et la Montagne qui vote, cette loi draconienne contre les attroupements ? Sans doute.

Ah ! grands dieux ! Ces Montagnards ne seraient-ils que des Girondins ? Cependant je lis bien sur leurs chapeaux le nom de Robespierre.

Patience ! Pour la fidélité du parallèle, aucune scène d'autrefois ne va manquer au drame d'aujourd'hui : comme jadis, le flot montant des hostilités entre une majorité réactionnaire et les travailleurs parisiens devait conduire fatalement à un 31 mai. Il a éclaté ! non pas le 15 mai – journée grotesque ! mais le 23 juin.

Ce jour-là, elle était debout la grande armée de la Montagne ! Et qu'a-t-on vu ? Nos singes montagnards, jetant par-dessus les moulins carmagnole et bonnet rouge, susciter des quatre points cardinaux tous les trésors de la colère fédéraliste et précipiter

sur Paris, comme une avalanche, les masses contre-révolutionnaires de la province !

L'affront du 31 mai était vengé, la Babylone rebelle châtiée ! Et par qui ? par la Montagne ! Malheur aux vaincus ! Ceux de Juin ont vidé le calice jusqu'à la lie. C'est à qui leur trouvera des crimes ! Victorieux, on leur eût demandé la place d'honneur sous leur drapeau ; ils sont morts, toutes les bouches leur crachent l'anathème. La réaction en fait des échappés du bagne, la Montagne, des stipendiés du monarchisme. À quoi bon ce dernier outrage ? Dans quel but cette fable de l'or russe, et le voyage ridicule à la découverte d'embaucheurs dynastiques ? Comme si la royauté pouvait aujourd'hui relever un seul pavé !

Pourquoi cette misérable tactique qui fait rire de pitié amis et ennemis ? Sans doute pour rejeter toute solidarité avec les vaincus ! Mais chacun sait bien qu'il n'y a rien de commun entre eux et vous : votre artillerie a suffisamment prouvé votre innocence.

Peut-être aussi, à d'autres yeux, faut-il la justifier un peu, votre artillerie. Et voilà comment vous allez cherchant des meneurs imaginaires aux dépens de l'honneur des morts.

Quoi ! ce peuple parisien, précurseur de l'avenir, le pionnier de l'humanité, ce peuple prophète et martyr, ne serait plus qu'un troupeau de brutes que Pitt et Cobourg, une poignée de sel dans la main, conduisent à l'abattoir ! et tout cela parce qu'il a plu à M. Ledru-Rollin de faire une harangue à coups de canon. Mitraillez, messieurs ; ne calomniez pas ! Le 26 juin est une de ces journées néfastes que la révolution revendique en pleurant, comme une mère réclame le cadavre de son fils !

Vous tous, grands inconnus, que dévore par milliers la fosse commune, pauvres Lazares tombés sous les balles dans la grande chasse aux guenilles, vous n'étiez que des mannequins ou des mercenaires du royalisme !

Vous aussi, monuments de la justice et de la clémence de nos maîtres, infortunées victimes des pontons, Colfavru¹, Thuillier, écrivains frappés par-derrière, nobles martyrs de la presse, pour qui la presse n'a pas eu une parole de protection ni d'adieu ! Et vous mes vieux compagnons du Mont-Saint-Michel, Jarasse, Herbulet, Petremann, vaillants soldats de Mai et de Février, trois fois coupables du crime du lèse-giberne, sachez tout là-bas, dans votre fosse aux lions, que la razzia kabyle vous a balayés comme ennemis de la République !

Et les sauveurs de la République, les Brutus, les Scévola, ce sont les généraux et les aides de camp de Louis-Philippe, les marquis du faubourg Saint-Germain, les saintes milices des congrégations ; puis aussi les glorieux décorés de Juin, tous furibonds royalistes de la veille, les princes et les ducs, intrépides conducteurs des gardes nationales rurales ; ce sont, enfin... les chouans qui se levaient en masse à la voix des prêtres pour accourir à Paris ! Quoi ! prendre leur revanche de 93, venger leurs vieilles injures sur la ville impie ? Eh non ! défendre la République contre ces brigands de Parisiens royalistes !

Ô vieilles formules ! feux follets qui faites tomber les montagnes dans les marais ! Voilà de vos coups. Vous avez changé nos sénateurs en vicaires et en marabouts, marmottant un chapelet qu'ils ne comprennent plus. Ce n'est pourtant pas votre faute ; vous êtes toujours clairs ; mais les Montagnards ont les sens bien affaiblis ! Le monde a marché depuis cinquante ans, et ils sont demeurés immobiles. La science a forgé pour le peuple des armes plus sûres, frayé devant ses pas

1. Secrétaire du club Les Hommes libres. Appuie en collaboration avec la SRC la demande du report

des élections et le retrait des troupes en mars 1848.

une route plus large et plus directe ; mais ils s'obstinent à battre les sentiers d'autrefois, sous une vieille panoplie rouillée et ils crient au sacrilège sur toute nouveauté inconnue de nos pères.

Ces Épiménides¹ se sont endormis pendant une séance de la Convention et en se réveillant ils ont pris place par mégarde sur les bancs de la droite ; puis les voici qui jouent devant le public l'année 1793, avec paroles, costumes et décors ; tout enfin, excepté le sens de la pièce, comme les Elleviou² et les Malibran³ de Quimper-Corentin qui s'imaginent trouver dans un vestiaire bien garni le gosier de leurs chefs d'emploi.

Le premier acte a ouvert par le décret des gilets à la Robespierre ; la représentation continue et on ne vous fera grâce ni d'un couplet ni d'une réplique. La moindre coupure renverrait son criminel auteur devant le tribunal révolutionnaire.

Nos Épiménides ne reconnaissent de vivants que les morts de 93 et, bon gré mal gré, ils affublent tout le monde d'un rôle dans leur comédie. En ce moment, c'est le second club des Cordeliers qui est en scène. Un député (infiniment plus neuf autrefois dans la salle Taitbout qu'aujourd'hui dans la rue Taitbout), ayant flairé le premier et dénoncé une conspiration hébertiste, les Montagnards ont aussitôt pris la piste.

Ils jurent que, pour rompre les chiens, les coupables ont changé de nom ; qu'Hébert se fait appeler Proudhon, et Chaumette, Raspail. Ils cherchent partout Ronsin, Momoro, Vincent, Anarchis Cloots, l'évêque

1. Épiménide de Cnossos, VI^e siècle avant J.-C., un des fondateurs de l'orphisme. Il affirmait que la vie éternelle dépendait de la vie menée sur terre et prônait une vie ascétique pour sauvegarder la pureté de l'âme.
2. Jean Elleviou, 1769-1842, chanteur français. Il créa de nombreux rôles de

baryton et de ténor des opéras de Beron, Cherubini, Boieldieu et Méhul. Ce dernier écrivit pour lui *Joseph* en 1807.

3. Maria de la Felicidad Garcia, 1808-1836, cantatrice célèbre (la Malibran). Épouse du banquier Malibran.

Gobel¹, déguisés. Gare au curé de Saint-Eustache, qui est socialiste ; s'il tombe entre leurs mains, je l'engage pour se tirer d'affaire, à protester qu'il n'est pas l'abbé Gobel, mais l'abbé Grégoire ; moyennant quoi on l'étouffera d'excuses et de caresses. Les Jacobins ont prié M. Buchez² d'éclairer leurs perquisitions avec sa lanterne de *l'Histoire parlementaire*. Jugez de leur surprise ! Il leur a, dit-on, répondu tout colère : « Il n'y a pas besoin de chercher ! c'est vous qui êtes hébertistes, car vous n'admirez pas la Saint-Barthélemy. »

Il paraît qu'au brusque réveil du 24 février, tous les dormeurs ont fait un échange confus de leurs têtes, si bien qu'au milieu du tohu-bohu des physionomies dépareillées, M. Buchez, désorienté, prend pour des hébertistes des Girondins, qui se croient eux-mêmes des Montagnards. On a couru aux renseignements chez Pierre Leroux, l'auteur de la *Renaissance dans l'humanité*. Mais le patriarche a dit aux questionneurs, de sa voix douce, qu'ils battaient la campagne ; que sans nul doute, les individus renaissaient indéfiniment de génération en génération, mais perfectionnés et meilleurs ; que par conséquent il n'y avait plus, il ne pouvait plus y avoir ni Girondins, ni Montagnards, ni hébertistes.

La réponse n'a pas convaincu, et les recherches se poursuivent activement. On a déjà la preuve que *Le Peuple*, journal d'Hébert-Proudhon, n'est autre que l'ancien *Père Duchêne* déguisant son style. Ces bouffonneries seraient très drôles si elles n'avaient trouvé moyen de devenir tragiques. Par malheur, dans ce drame-parade, chaque scène de fou rire en

1. Dirigeants du club des Cordeliers ou affiliés, ils sont impliqués dans le complot des hébertistes et guillotins comme Hébert, en mars pour les trois premiers et en avril 1794 pour les deux derniers.

2. Philippe Joseph Benjamin Buchez, 1796-1865, ancien carbonaro et saint-simonien. Il revient à la foi catholique, préconise « l'association ouvrière » et diffuse ses idées dans *L'Atelier* à partir de 1840. Élu à la Constituante en 1848.

engendre aussitôt une de larmes et de sang. Les acteurs sont un peu interdits eux-mêmes du dénouement imprévu de leur première représentation.

Ils se figuraient de bonne foi la donner au profit et point du tout aux dépens des travailleurs. Ils se consoleraient peut-être de la mésaventure par la réflexion qu'après tout, ils jouaient une pièce à deux queues, dans le genre Ducis, l'une gaie, l'autre triste, et que tout le mal est venu d'une erreur de variante ; mais cette foule d'incidents inattendus, de situations improvisées en dehors et au rebours du libretto, les démoralise sérieusement et les porte à rêver sur l'inconstance du public. Le romantisme politique a décidément perverti les esprits. Hors d'état de résister au torrent et de maintenir dans son intégrité la tradition classique, les académiciens de la Montagne se résignent, bien qu'avec douleur, à faire quelque sacrifice à la folie du jour et à rhabiller un peu dans le goût nouveau leur vieux répertoire.

Au frac usé de Robespierre on a cousu des lambeaux taillés au hasard sur Proudhon, Leroux, Cabet ou Fourier, et de tout ce bariolage on a bâti un costume éclectique des plus pittoresques... en style vulgaire un habit d'arlequin, appendu maintenant comme enseigne à la porte du théâtre et promené en pompe dans les rues pour l'édification de la foule.

Sur la poitrine du mannequin, brillent, étalées en trompe l'œil, toutes les étiquettes socialistes, au grand dépit des légitimes propriétaires, des novateurs qui voient leurs formules tourner en réclames pour l'hôtel des Invalides.

Ces frauduleux emprunts nous contraignent d'allonger notre devise en épithètes sans fin. N'est-il pas désastreux de s'appeler d'un nom plus interminable que celui d'un grand d'Espagne, et de mettre une demi-heure à proférer son cri de ralliement ?

Nous sommes victimes du plus abominable guet-

apens. C'est nous, socialistes, prétendus spoliateurs, que chacun dépouille à l'envi sans vergogne. On nous prit jusqu'à notre nom, bientôt on nous soufflera notre ombre. Au surplus, les Montagnards, ces cadets de la réaction, n'ont fait en nous pillant que suivre l'exemple de leurs aînés. S'ils nous escamotent aujourd'hui notre titre de socialistes, hier les autres nous avaient arraché notre titre de républicains.

Oui, ce beau nom de républicains, pros crit et bafoué jadis par la contre-révolution, elle nous l'a impudemment volé comme, avec la même audace, notre sublime devise : Liberté, Égalité, Fraternité, si longtemps outragée par elle et couverte de boue comme un symbole de sang et de mort.

Heureusement, elle a repoussé notre drapeau, c'est une faute... Il nous reste.

Citoyens, la Montagne est morte !

Au Socialisme, son unique héritier !

III. Blanqui emprisonné

avril 1849 – août 1859

Condamné à dix ans de prison par la Haute Cour de Bourges le 2 avril 1849, Blanqui est emprisonné à Doullens (Somme) d'avril 1849 à octobre 1850, puis, avec les autres détenus politiques, à Belle-Île-en-Mer. À Doullens, Blanqui lit et travaille beaucoup grâce aux livres qu'on lui envoie. Il a le droit de correspondre, mais quand, en octobre 1849, une nouvelle revue parisienne annonce sa collaboration, ordre est donné de ne plus laisser sortir aucun écrit et la cellule est fouillée de fond en comble. Les écrits de cette période n'ont pas fait l'objet d'études systématiques : elles montreraient sans doute que la réflexion théorique du prisonnier se poursuit sans faiblir. À la question « Mais que se passera-t-il après l'insurrection et la victoire sur la réaction ? », Blanqui surprend : la révolution a un pouvoir créateur auquel il faut laisser libre cours et devant lequel le révolutionnaire s'efface.

Sur la révolution 1850

Une révolution détermine dans le corps social un travail instantané de réorganisation semblable aux combinaisons tumultueuses des éléments d'un corps dissous qui tendent à se recomposer en une forme nouvelle. Ce travail ne peut commencer tant qu'un souffle de vie anime encore la vieille agrégation. Ainsi, les idées reconstitutives de la société ne prendront jamais corps aussi longtemps qu'un cataclysme, frappant de mort la vieille société décrépète, n'aura pas mis en liberté les éléments captifs dont la fermentation spontanée et rapide doit organiser le monde nouveau.

Toutes les puissances de la pensée, toutes les tensions de l'intelligence ne sauraient anticiper ce phénomène créateur qui n'éclate qu'à un moment donné. On peut

Maintenant, il faut des armes

préparer le berceau, mais non mettre au jour l'être attendu.

Jusqu'à l'instant de la mort et de la renaissance, les doctrines, bases de la société future, restent à l'état de vagues aspirations, d'aperçus lointains et vaporeux. C'est comme une silhouette indécise et flottante à l'horizon dont les efforts de la vie humaine ne peuvent arrêter ni saisir le contour.

Il vient aussi une heure, dans les temps de la rénovation, où la discussion épuisée ne saurait plus avancer d'un pas vers l'avenir. En vain elle se fatigue à lever une barrière infranchissable à la pensée, une barrière que la main seule de la révolution pourra briser. C'est le mystère de l'existence future dont le voile impénétrable aux survivants tombe de lui-même devant la mort.

Qu'on démolisse la vieille société : on trouvera la nouvelle sous les décombres ; le dernier coup de pioche l'amènera au jour triomphante.

À la prison de Belle-Île, qui regroupe 250 prisonniers politiques, la querelle entre les partisans de Blanqui et ceux de Barbès prend rapidement une tournure violente. Barbès accuse toujours son compagnon d'infortune de délation depuis la publication du document Taschereau. Pour Blanqui, Barbès fait partie de ceux qui avaient soutenu le gouvernement provisoire et ne mérite pas le titre de socialiste révolutionnaire.

Quand Barthélemy lui demande de rédiger un toast pour les réfugiés de Londres qui se sont mis d'accord pour fêter le troisième anniversaire de Février, toutes tendances confondues, Blanqui se met en colère. Il rédige une réponse sur le vif, piqué par le fait qu'on puisse faire la moindre alliance avec les anciens membres du gouvernement provisoire «qui a tué la révolution». Sa lettre, simple mise en garde pour les partisans de Londres et non destinée à être lue en public, est cependant soumise par Barthélemy au comité d'organisation qui, par 7 voix contre 6, en repousse la lecture publique le jour du banquet.

Comme les protestations s'enchaînent dans la presse réactionnaire, Blanqui écrit ensuite un article pour revendiquer ses mises en garde et confirmer la nécessité d'une rupture sans condition avec les socialistes modérés et réformistes.

Avis au peuple

Toast du 25 février 1851

Quel écueil menace la révolution de demain ? L'écueil où s'est brisée celle d'hier, la déplorable popularité de bourgeois déguisés en tribuns.

Ledru-Rollin, Louis Blanc, Crémieux, Marie, Lamartine, Garnier-Pagès, Dupont (de l'Eure), Flocon, Albert, Arago, Marrast ! Liste funèbre ! noms sinistres écrits

en caractères sanglants sur tous les pavés de l'Europe démocratique.

C'est le gouvernement provisoire qui a tué la révolution ! C'est sur sa tête que doit retomber la responsabilité de tous les désastres, le sang de tant de milliers de victimes. La réaction n'a fait que son métier en égorgeant la démocratie. Le crime est aux traîtres que le peuple confiant avait acceptés pour guides et qui ont livré le peuple à la réaction.

Misérable gouvernement ! Malgré les cris, les prières, il lance l'impôt de quarante-cinq centimes qui soulève les campagnes désespérées. Il maintient les états-majors royalistes, la magistrature royaliste, les lois royalistes. Trahison ! Il court sus aux ouvriers de Paris le 16 avril, il emprisonne ceux de Limoges, il mitraille ceux de Rouen le 27 ; il déchaîne tous leurs bourreaux, il berne et traque tous les sincères républicains. Trahison ! Trahison ! À lui, à lui seul le fardeau terrible de toutes les calamités qui ont presque anéanti la révolution !

Oh ! ce sont là de grands coupables, et entre tous, les plus coupables, ceux en qui le peuple, trompé par des phrases de tribun, voyait son épée et son bouclier, ceux qu'il proclamait avec enthousiasme arbitres de son avenir. Malheur à nous si, au jour du prochain triomphe populaire, l'indulgence oublieuse des masses laissait remonter au pouvoir un de ces hommes qui ont forfait à leur mandat ! Une seconde fois c'en sera fait de la révolution ! Que les travailleurs aient sans cesse devant les yeux cette liste de noms mandats, et si un seul, oui, un seul apparaissait jamais dans un gouvernement sorti de l'insurrection, qu'ils crient tout d'une voix : Trahison ! Discours, sermons, programmes ne seraient encore que piperies et men songes ; les mêmes jongleurs ne reviennent ici que pour exécuter le même tour avec la même gibecière ; ils formeraient le même anneau d'une nouvelle chaîne de réactions plus furieuses. Sur eux, anathème et

vengeance, s'ils osaient apparaître ! Honte et pitié sur la foule imbécile qui retomberait dans leurs filets !

Ce n'est pas assez que les escamoteurs de Février soient à jamais repoussés de l'Hôtel de Ville, il faut se prémunir contre de nouveaux traîtres.

Traîtres seraient les gouvernants qui, élevés sur le pavois prolétaire, ne feraient pas opérer à l'instant même : 1) le désarmement général des gardes bourgeoises ; 2) l'armement et l'organisation en milice nationale de tous les ouvriers. Sans doute il est bien d'autres mesures indispensables ; mais elles sortiront naturellement de ce premier acte, qui est la garantie préalable, l'unique gage de sécurité pour le peuple. Il ne doit pas rester un fusil aux mains de la bourgeoisie. Hors de là, point de salut !

Les doctrines diverses qui se disputent aujourd'hui les sympathies des masses pourront un jour réaliser leurs promesses d'amélioration et de bien-être, mais à la condition de ne pas abandonner la proie pour l'ombre. Elles n'aboutiraient qu'à un lamentable avortement si le peuple, dans un engouement exclusif pour les théories, négligeait le seul élément pratique assuré, la force ! Les armes et l'organisation, voilà l'élément décisif du progrès, le moyen sérieux d'en finir avec la misère ! Qui a du fer, a du pain. On se prosterne devant les baïonnettes, on balaie les cohues désarmées. La France hérissée de travailleurs en armes, c'est l'avènement du socialisme. En présence des prolétaires armés, obstacles, résistances, impossibilités, tout disparaîtra.

Mais pour les prolétaires qui se laissent amuser par des promenades ridicules dans les rues, par des plantations d'arbres de liberté, par des phrases sonores d'avocats, il y aura de l'eau bénite d'abord, des injures ensuite, enfin de la mitraille, de la misère toujours !

Que le peuple choisisse.

Prison de Belle-Île-en-Mer, 10 février 1851.

À propos des clameurs contre l'*Avis au peuple* Avril 1851

Oui, les journaux ont raison : c'est le langage d'avant le 15 mai, ce sont les redites du club Blanqui, les bribes de ses discours, et le hourra unanime que soulève cette simple réapparition des idées d'alors montre tout l'espace dont la révolution a reculé. Ce sont ces idées qui avaient ameuté toutes les nuances de la réaction depuis Henri V jusqu'à Louis Blanc ; ce sont ces idées qu'on poursuivait par la calomnie, par la violence, par les cris de mort, qui provoquaient la colère du gouvernement provisoire, ses intrigues de police, ses mandats d'arrêt. Elles ont succombé sous le nombre et, avec elles, la démocratie ; leur défaite a ouvert la brèche au flot de la réaction qui monte encore. Combien de fois, dans les rangs populaires, on s'est écrié : « Blanqui avait raison ! » Que d'hommes convertis par les enseignements de l'expérience ont rapporté leur souvenir sur cette justesse de prévision, sur ce don de seconde vue qui l'avait, en quelque sorte, illuminé au milieu de l'aveuglement universel ! On a répété souvent : « Il l'avait bien dit ! » et ce détrompement tardif, cette expression de regret et de repentir était une réhabilitation, une amende honorable.

Mais voici que le prophète reprend la parole. Est-ce pour montrer un horizon inconnu, pour révéler un monde nouveau ? Non, c'est pour remâcher les prédications de son club. Tous les journaux les publient. À la veille peut-être des mêmes déceptions, il vient répéter ses avertissements. Aux périls qui menacent de renaître identiques, il oppose son cri d'alarme : « Prolétaires, garde à vous ! » Et aussitôt, au sein des mêmes factions, s'élève le vieux concert d'anathèmes qui dévouent sa tête aux furies.

On veut donc recommencer 48 ! Il n'y a donc rien de changé, ni dans les intentions, ni dans les actes !

Il n'y a que des programmes, c'est-à-dire des men-songes de plus, une nouvelle mystification, prélude d'une nouvelle apostasie. Ceux qui rééditent contre la sentinelle populaire leurs imprécations de 48, ceux-là préparent une réédition des premières tromperies, et à l'instant ils retrouvent leurs vieux complices dans les intéressés de toutes couleurs, et leur dupe ordinaire dans ce peuple, toujours bafoué mais toujours crédule, parce qu'il est toujours ignorant et malheureux. La coalition se reforme et se lève comme un seul homme.

« Allons-nous revoir les scènes de Février ? – Non, non ! » répondent en chœur les fripons et les dupes. La leçon a porté ses fruits : le peuple voit clair ; il a maintenant des formules, des programmes, phares des prochaines tempêtes, faux sauveurs qui le conduisent au port.

Dites plutôt feux follets de perdition qui vont le rejeter sur les brisants.

Parlons-en un peu, de ces recettes, de ces panacées, qui s'étalent dans les colonnes de la presse, grande et petite ! Parlons un peu du gouvernement du peuple par le peuple et de toutes ces balivernes, fantaisies de la parade que le pauvre travailleur prend au sérieux et dont les acteurs pouffent de rire dans la coulisse.

À l'indifférence et au dédain qui accueillent ces beaux chefs-d'œuvre, nos seigneurs et maîtres, si jaloux de leurs privilèges, si ombrageux pour leur domination, comment le prolétaire ne voit-il pas que ces prétendus évangiles ne sont que des prospectus de charlatans ? Des programmes ? A-t-on perdu si vite la mémoire des harangues de MM. Ledru-Rollin et Louis Blanc avant Février ? Est-ce que dans les banquets de Lille, Dijon, Châlons, les journaux n'avaient pas formulé, par la bouche de ces tribuns, le code magnifique de l'Égalité que devait inaugurer le lendemain

de la révolution ? Que sont devenus ces solennels engagements ?

On ignore la comédie des programmes ; voici comment elle se joue : en montant à l'Hôtel de Ville, on les jette au coin de la borne ; et le jour où l'on redescend les escaliers sous les coups de pied du royalisme, la botte du royalisme dans les reins, on ramasse dans le ruisseau ces lambeaux souillés ; on les essuie, on les défripe, on les retape, on les rajuste, on les promène à grand orchestre devant la foule ébahie. Qu'importe à la réaction ? Elle connaît trop la valeur de ces chiffons de papier pour en prendre souci. Elle sait d'où ils viennent et où ils retournent à un moment donné. Elle laisse tranquillement les saltimbanques en faire étalage sur les champs de foire pour la mystification des badauds.

Mais qu'un homme sincère, laissant là ce mirage fantastique des programmes, ces brouillards du royaume d'Utopie, sorte du roman pour rentrer dans la réalité, qu'il prononce une parole sérieuse et pratique : « Désarmer la bourgeoisie, armer le peuple, c'est la première nécessité, le seul gage de salut de la révolution. » Oh ! alors l'indifférence s'évanouit ; un long hurlement de fureur retentit d'un bout de la France à l'autre. On crie au sacrilège, au parricide, à l'hydrophobe. On ameute, on déchaîne les colères sur cet homme, on le voue aux dieux infernaux pour avoir épelé modestement les premiers mots du sens commun.

Eh quoi ! A-t-on oublié le drame de Juin ? A-t-on oublié [Paris fouillé tout entier de la cave au grenier], Paris désarmé, garrotté, bâillonné, frémissant, se tortant sous l'outrage que lui avaient épargné les hordes étrangères, maîtresses de ses murs ! Quoi ! une once de poudre, la poignée d'un sabre, la crosse d'un pistolet trouvées dans la pauvre mansarde d'un ouvrier, envoient ce malheureux pourrir au fond des cachots !

Et, victorieux, vous hésitez ! Vous reculez devant le désarmement d'une caste implacable qui ne procède avec le peuple que par extermination !

Le prestige de sa longue puissance vous en impose, et le souvenir de ses violences assure son inviolabilité. Allez, race d'esclaves, qui n'osez lever les yeux ni la main sur vos tyrans ! Rebelles d'un jour, repentants et prosternés le lendemain, restez accroupis dans votre misère et votre servitude ! Ne tentez pas de briser vos chaînes ! Il vous faudrait les ressouder de vos propres mains. Ne faites plus de révolutions pour vous sauver du moins de la honte d'en demander pardon à genoux.

Maillard, pendant les premiers mois de la révolution de Février, avait fondé sa propre société, le Club républicain du V^e, dont la majorité des membres faisaient partie de la Société des Droits de l'homme, dirigée entre autres par Barbès, Huber et Lebon. Maillard espérait entraîner les boutiquiers et les ouvriers du quartier de la rue Saint-Denis dans la voie du socialisme. En 1848, c'était un «républicain de la veille», mais il avait surtout côtoyé les théories pacifiques de Buchez puis de Leroux. Sa participation aux journées de Juin lui avait valu d'être transporté en Afrique. Évadé, il avait gagné Barcelone où se trouvaient de nombreux proscrits républicains. De là, il fait parvenir plusieurs lettres à Blanqui sur les causes de l'échec de la révolution de Février. Devant cette insistance, Blanqui finit par répondre et sa lettre circule ensuite dans les milieux révolutionnaires.

Lettre à Maillard

Belle-Île, 6 juin 1852

Je ne me suis pas pressé pour vous répondre, mon cher citoyen, dans la crainte de blesser vos opinions qui ne sont pas toujours les miennes, du moins en apparence, mais vous insistez, vous semblez même attribuer mon silence à des motifs de mécontentement personnel. Je ne veux pas laisser votre imagination courir les champs et je vous dirai mon avis, puisque vous y tenez. Nous sommes d'accord sur le point capital, je veux dire les moyens pratiques qui, en définitive, sont toute la révolution. Mais les moyens pratiques se déduisent des principes et dépendent aussi de l'appréciation des hommes et des choses. Ici, nous différons. Vous accusez de l'avortement de Février les chefs d'école : les peureux, les philosophes, les avocats, les divisions du parti.

De toutes ces causes, je n'en admets qu'une seule, les avocats, non point en qualité d'avocats, mais comme fraction assez notable de cette tourbe d'intrigants qui ont dévoré la République et, ne pouvant la digérer, n'ont pas tardé à la rendre par haut et par bas. Les renégats, soyez-en convaincu, ne prétendaient rien changer, rien détruire ; bien au contraire, ils n'avaient qu'un but, qu'un désir, *conserver*, conserver les places. Vous les croyez plus bêtes qu'ils ne sont. C'est l'erreur générale. On accuse leur intelligence plutôt que leurs intentions, et c'est ainsi qu'on leur aplanit tout doucement la voie pour un nouveau tour de passe-passe. Comment croire que des gens rompus à toutes les roueries de la politique vont se tromper si grossièrement sur l'abc du métier ? S'ils n'ont pas fait de la révolution, c'est qu'ils n'en voulaient pas faire. Leur trahison s'est trouvée une ineptie, voilà tout. Ils tenaient enfin la queue de la poêle ; ils ont voulu frire à leur tour. Leur sottise a été d'imaginer qu'ils friraient longtemps. Mais c'est l'incurable infirmité des pouvoirs. Ils se croient tous immortels.

Rayez du catalogue des coupables les peureux – personne n'a eu peur en Février, si ce n'est de perdre sa part dans la curée ! Les philosophes – ils sont bien innocents de nos désastres et, d'ailleurs, c'est aujourd'hui plus que jamais qu'il faut être philosophe ; les chefs d'école – les accusations dirigées contre eux sont une des perfidies de la faction des intrigants. Qu'est-ce donc que les chefs d'école ? Les auteurs, ou du moins les tenants principaux des diverses théories sociales qui se proposent de reconstituer le monde sur la base de la justice et de l'égalité. Le socialisme, c'est la croyance à l'ordre nouveau qui doit sortir du creuset de ces doctrines. Elles se combattent sans doute sur bien des points, mais elles poursuivent le même but, elles ont les mêmes aspirations ; elles s'accordent sur les questions essentielles et déjà, de leurs

efforts, il est sorti une résultante qui, sans être encore bien déterminée, a cependant saisi l'esprit des masses, est devenue leur foi, leur espérance, leur étendard. Le socialisme est l'étincelle électrique qui parcourt et secoue les populations. Elles ne s'agitent, ne s'enflamment qu'au souffle brûlant de ces doctrines, aujourd'hui l'effroi des intrigants et bientôt, je l'espère, le tombeau de l'égoïsme. Les chefs d'école tant maudits sont en définitive les premiers révolutionnaires, comme propagateurs de ces idées puissantes qui ont le privilège de passionner le peuple et de le jeter dans les tempêtes. Ne vous y trompez pas, le socialisme, c'est la révolution. Elle n'est que là. Supprimez le socialisme, la flamme populaire s'éteint, le silence et les ténèbres se font sur toute l'Europe.

Vous déplorez la division de la démocratie. Si par là vous entendez les haines personnelles, les jalousies, les rivalités d'ambition, je me joins à vous pour les flétrir, elles sont un des fléaux de notre cause ; mais remarquez que ce n'est pas une plaie spéciale au parti : nos adversaires de toutes couleurs en souffrent comme nous. Elles n'éclatent plus bruyamment dans nos rangs que par suite du caractère plus expansif, des mœurs plus ouvertes du monde démocratique. Ces luttes individuelles, d'ailleurs, tiennent à l'infirmité humaine ; il faut s'y résigner et prendre les hommes tels qu'ils sont. S'emporter contre un défaut de nature, c'est de la puérilité, sinon de la sottise. Les esprits fermes savent naviguer au travers de ces obstacles qu'il n'est donné à personne de supprimer, et qu'il est possible à tous d'éviter ou de franchir. Sachons donc nous plier à la nécessité et, tout en déplorant le mal, n'en laisser ralentir notre marche. Je le répète, l'homme vraiment politique ne tient pas compte de ces entraves et va droit devant lui, sans s'inquiéter autrement des cailloux qui sèment la route. Aussi les récriminations dont vous

me parlez entre les diverses écoles, si toutefois vous n'y attachez pas trop d'importance, me paraissent aussi misérables que burlesques. Proudhoniens et communistes sont également ridicules dans leurs diatribes réciproques, et ils ne comprennent pas l'utilité immense de la diversité dans les doctrines. Chaque nuance, chaque école a sa mission à remplir, sa partie à jouer dans le grand drame révolutionnaire et si cette multiplicité des systèmes vous semblait funeste, vous méconnaîtriez la plus irrécusable des vérités : « La lumière ne jaillit que de la discussion. » Ces débats théoriques, cet antagonisme des écoles sont la plus grande force du parti républicain ; c'est ce qui constitue sa supériorité sur les autres partis, frappés d'immobilisme et pétrifiés dans leur vieille forme immuable. Nous sommes un parti vivant, nous ; nous avons le mouvement, l'âge, la vie. Les autres ne sont que des cadavres. Plaiguez-vous donc de vivre en chair et en os, au lieu d'être une statue de pierre, couchée sur un vieux tombeau !

Venons aux professions de foi : vous vous dites *républicain révolutionnaire*. Prenez garde de vous payer de mots et d'être dupe. C'est précisément ce titre de *républicain révolutionnaire* qu'affectent de prendre les hommes qui ne sont ni *révolutionnaires*, ni peut-être même *républicains*, les hommes qui ont trahi, perdu, et la révolution et la république. Ils le prennent en opposition à celui de socialiste, qu'ils excommunient, et dont ils n'hésitaient pas à s'affubler cependant lorsque le vent populaire soufflait de ce côté et que le socialisme paraissait à la veille de son triomphe. Ils l'ont renié depuis, renié et conspué, lorsque nos défaites ont abattu son drapeau. Je me rappelle le temps où Ledru-Rollin se prétendait plus socialiste que Proudhon ou Cabet, et se posait en Don Quichotte du socialisme. Ce temps est loin. Nous avons perdu une série de batailles qui ont chassé des premiers

plans de la scène les doctrines avancées. Aujourd'hui, Ledru-Rollin et ses amis lancent l'anathème au socialisme et lui imputent tous nos malheurs. C'est un mensonge et une lâcheté.

Vous me dites : je ne suis ni *bourgeois*, ni *prolétaire*, je suis un *démocrate*. Gare les mots sans définition, c'est l'instrument favori des intrigants. Je sais bien ce que vous êtes, je le vois clairement par quelques passages de votre lettre. Mais vous mettez sur votre opinion une étiquette fausse, une étiquette empruntée à la phraséologie des escamoteurs, ce qui ne m'empêche pas de démêler parfaitement que vous et moi avons les mêmes idées, les mêmes vues, forts peu conformes à celles des intrigants. Ce sont eux qui ont inventé ce bel aphorisme : ni *prolétaire*, ni *bourgeois* mais *démocrate* ! Qu'est-ce donc qu'un *démocrate*, je vous prie ? C'est là un mot vague, banal, sans acception précise, un mot en caoutchouc. Quelle opinion ne parviendrait pas à se loger sous cette enseigne ? Tout le monde se prétend *démocrate*, surtout les aristocrates. Ne savez-vous pas que M. Guizot est démocrate ? Les roués se complaisent dans ce vague qui fait leur compte ; ils ont horreur des points sur les i. Voilà pourquoi ils proscrivent les termes *prolétaires* et *bourgeois*. Ceux-là ont un sens clair et net ; ils disent catégoriquement les choses. C'est ce qui déplaît. On les repousse comme provocateurs de la guerre civile. Cette raison ne suffit-elle pas pour vous ouvrir les yeux ? Qu'est-ce donc que nous sommes contraints de faire depuis si longtemps, sinon la guerre civile ? Et contre qui ? Ah ! Voilà précisément la question qu'on s'efforce d'embrouiller par l'obscurité des mots ; car il s'agit d'empêcher que les deux drapeaux ennemis ne se posent carrément en face l'un de l'autre afin d'escroquer, après le combat, au drapeau victorieux les bénéfices de la victoire et de permettre aux vaincus de se retrouver

tout doucement les vainqueurs. On ne veut pas que les deux camps adverses s'appellent de leurs vrais noms : *prolétariat*, *bourgeoisie*. Cependant, ils n'en ont pas d'autre.

N'est-il pas vrai qu'il existe dans la nation une certaine classe, moins bien définie si l'on veut que la noblesse et le clergé, mais pourtant très distincte et parfaitement connue de tout le monde par ce nom : classe bourgeoise ? Elle comprend la plupart des individus possédant une certaine somme d'aisance et d'instruction : financiers, négociants, propriétaires, avocats, médecins, gens de loi, fonctionnaires, rentiers, tous gens vivant de leurs revenus ou de l'exploitation des travailleurs. Joignez-y un assez bon nombre de campagnards qui ont de la fortune mais point d'éducation, et vous atteindrez un chiffre maximum de quatre millions d'individus peut-être. Restent trente-deux millions de prolétaires, sans propriété, ou du moins sans propriétés sérieuses, et ne vivant que du maigre produit de leurs bras. C'est entre ces deux classes que se livre la guerre acharnée, dont les chances vous ont jeté en Espagne et moi à Belle-Île. Sous quel drapeau combattaient-nous, je vous prie, si ce n'est sous le drapeau du prolétariat ? Cependant par ma famille, par mon éducation, je suis un bourgeois et vous aussi peut-être. C'est que, grâce au ciel, il y a beaucoup de bourgeois dans le camp prolétaire. Ce sont eux qui en font même la principale force, ou du moins la plus persistante. Ils lui apportent un contingent de lumières que le peuple malheureusement ne peut encore fournir. Ce sont des bourgeois qui ont levé les premiers le drapeau du prolétariat, qui ont formulé les doctrines égalitaires, qui les propagent, qui les maintiennent, les relèvent après leur chute. Partout, ce sont les bourgeois qui conduisent le peuple dans ses batailles contre la bourgeoisie. Voilà justement ce qui a permis aux roués d'accréditer leur

astucieux axiome : ni *bourgeois* ni *prolétaire* mais *démocrate* ! Quoi ! parce que nombre d'habits figurent dans le camp des blouses et que bien plus de blouses encore combattent à la solde des habits, s'ensuit-il que la lutte ne soit pas entre la masse bourgeoise d'une part et la masse prolétaire de l'autre, c'est-à-dire entre le Revenu et le Salaire, entre le Capital et le Travail ? Mais beaucoup de nobles et de prêtres avaient pris fait et cause pour la première Révolution ; faut-il en conclure que la Révolution n'était pas dirigée contre le clergé et la noblesse ? Qui oserait soutenir une telle absurdité ? Le malheur de notre parti, c'est que l'alliance de la plupart des bourgeois avec les travailleurs n'est pas sincère. L'ambition, la cupidité les poussent dans le camp des prolétaires soulevés contre l'oppression. Ils se placent à leur tête, les mènent à l'assaut du gouvernement, s'en emparent, s'y installent, s'y retranchent et, dès ce moment transformés en conservateurs, se retournent contre ce pauvre peuple qui perd la tramontane en voyant ses généraux de la veille devenus ses fustigateurs du lendemain.

Cette mystification, toujours renouvelée avec le même succès, date de 1789. La classe moyenne lance le peuple contre la noblesse et le clergé, les met par terre et prend leur place. Tout lui a paru légitime pour emporter l'héritage des castes déchues ; tout lui parut légitime ensuite pour le conserver et maintenir son nouveau joug sur les épaules du prolétariat qui se rebiffe. À peine l'Ancien Régime abattu par l'effort commun, la lutte commence entre les deux alliés vainqueurs, la bourgeoisie et le prolétariat. Elle en est revenue aujourd'hui juste au point de 1789. Lire l'histoire de la première Révolution, c'est lire l'histoire du jour. Similitude complète ; mêmes mots, même terrain, mêmes épithètes, mêmes péripéties,

c'est un calque exact. Seulement, l'expérience a mieux profité à la bourgeoisie qu'au prolétariat. Vous retrouverez aujourd'hui les hommes d'alors, ces prétendus amis du peuple, qui entendent simplement prendre la place des exploités chassés. Nos soi-disant Montagnards, Ledru-Rollin en tête, sont des Girondins, copies fidèles de leurs devanciers. Ils ont adopté, il est vrai, la devise et la bannière de l'ancienne Montagne ; ils ne jurent que par Robespierre et les Jacobins. Mais il le faut bien. Comment tromper sans cela ? C'est la ruse habituelle des intrigants d'arborer le drapeau populaire. Les masses sont confiantes et crédules, elles se laissent prendre aux grosses paroles et aux grands gestes. On cherche aujourd'hui à leur en imposer et à les fourvoyer en même temps par des banalités ronflantes telles que : *républicains ! révolutionnaires ! démocrates !* Mais on repousse avec emportement les termes précis qui tranchent et expliquent la situation : *bourgeois ! prolétaires !* Ne vous y laissez pas prendre. Soyez de votre camp et mettez votre cocarde. Vous êtes prolétaire, parce que vous voulez l'égalité réelle entre les citoyens, le renversement de toutes les castes et de toutes les tyrannies. Que doit être la révolution ? L'anéantissement de l'ordre actuel, fondé sur l'inégalité et l'exploitation, la ruine des oppresseurs, la délivrance du peuple du joug des riches. Eh bien ! les soi-disant républicains-révolutionnaires ou démocrates ne veulent rien de cela. Ils l'ont prouvé en Février. Ne croyez pas qu'alors ils n'aient pas *su* renverser ; ils ne l'ont pas *voulu* ils ne le veulent pas davantage à présent, ils se moquent de nous, ce sont des égoïstes prêts à se jeter sur une nouvelle curée et à crier encore : ôte-toi de là que je m'y mette ! Les imbéciles ! ils perdraient une dernière fois et pour toujours la révolution. Car, vous le voyez, chaque avortement entraîne une réaction plus terrible. Au surplus, vous avez vu tout ce monde à l'œuvre depuis

quatre ans, jugez de l'avenir par le passé. Le sage ne doit pas faire autrement.

Je ne suis, dites-vous, ni Français, ni Espagnol, je suis *cosmopolite*. Ah ! très bien, moi aussi, mais gare encore la mystification ! Dans votre enthousiasme cosmopolite, vous venez précisément d'envoyer votre adhésion à l'homme le moins cosmopolite et le plus égoïstement national de toute l'Europe, à Mazzini. Connaissiez-vous Mazzini ? Non, certes ! C'est un charlatan, un arrogant, un ambitieux et même pis que tout cela, vous le voyez s'ériger en dictateur de la démocratie européenne, en champion de la révolution universelle. Eh bien ! c'est un révolutionnaire de la force de Thiers, à peu près. Savez-vous ce qu'il veut ? Une seule chose : reconstituer la nationalité italienne, faire de l'Italie une puissance de premier ordre, dont il serait le chef, bien entendu ; établir la suprématie de cette puissance, lui créer une armée permanente, une marine, un budget, en un mot tous les éléments de force ou d'oppression des gouvernements actuels, puis parler haut dans les conseils de la diplomatie et surtout abaisser la France, la poursuivre, la traquer, la mettre au banc de l'Europe, la précipiter de sa splendeur matérielle et morale. Cet homme a deux passions : la soif de l'unité italienne, la haine de la France.

Après la catastrophe de Décembre¹, certes, le moment était venu de l'union, de l'oubli, de la concorde ; le moment était venu de se serrer en faisceau contre l'ennemi commun, en faisant trêve aux vieilles dissensions. Mais non ! Mazzini hait la France, il abhorre le socialisme, il ne peut perdre une si belle occasion

1. Allusion au coup d'État du
2 décembre 1851.

d'insulter l'une, d'écraser l'autre, et d'assouvir ainsi sa propre haine. Déblayer le terrain des idées qui le gênent, amener contre la France le mépris des peuples : il n'a point failli à cette mission, il a détaché à notre partie le coup de pied de l'âne.

Comment lire sans un mélange d'indignation et de pitié ce torrent d'invectives odieuses et ridicules contre les idées sociales ? Croira-t-on qu'un homme ait pu, sans soulever des huées universelles, accuser le socialisme de la défaite de Décembre ! Quelle impudence chez le charlatan ! Quelle imbécillité chez le public ! Comment ! C'est Pierre Leroux, Louis Blanc et Cabet qui ont perdu ou fait perdre la bataille de 1851 ! Si, dans la Nièvre, l'Allier, la Saône-et-Loire, le Jura, la Drôme, l'Ardèche, le Var, l'Hérault, le Gard, le Gers, le Lot-et-Garonne, etc., des milliers d'hommes armés ont fui devant le tricorné du gendarme ou le pompon d'un Jeanjean, c'est la faute du socialisme ! Quelle moquerie ! Et cela se débite impunément au nez de l'Europe ! Le crime ici est aux accusateurs, l'honneur à l'accusé ! C'est le socialisme qui avait levé ces populations ; ce sont les chefs politiques qui n'ont pas su les mettre en œuvre. Que faisaient à Londres, en Suisse et ailleurs, MM. Ledru-Rollin et compagnie, pendant les douze mortels jours de la lutte ? Pourquoi ne sont-ils pas accourus sur le champ de bataille jeter dans la balance le poids de leur nom et de leur immense popularité ? Leur présence aurait rallié ces masses abandonnées, sans direction, raffermi les courages, démoralisé l'armée et conquis la victoire. Mais non ! ces messieurs, en vrais prétendants, attendaient majestueusement à Londres que le peuple, vainqueur sans eux, vînt humblement déposer à leurs augustes pieds son triomphe et sa puissance. Le socialisme a rempli sa mission et accompli son rôle. Les hommes ont manqué au leur. Si, par hasard, il s'était rencontré une tête vigoureuse pour maintenir ces masses,

les organiser, les conduire à l'ennemi, lui aurait-on demandé par hasard la nuance de son opinion ?

Quelles inepties que les tirades de ce Mazzini ! Le mouvement de Décembre a échoué par des raisons purement militaires. Il ne s'est trouvé ni généraux ni soldats lorsqu'il a fallu combattre, mais des troupeaux effarés. Comme vous le dites, on n'a vu partout que faiblesse, hésitation, terreur, incapacité, bêtise. Les chefs d'école n'ont rien à revendiquer dans cette déroute. Mazzini soutiendra peut-être que la piteuse figure des insurgés dans cette campagne tient à l'absence même des prédications socialistes, et qu'on ne peut pas puiser le dévouement, le courage dans la religion de l'estomac, dans les doctrines du bien-être matériel, des appétits égoïstes, etc. Mais d'abord, sans le socialisme, personne ne se serait levé du tout, ce qui simplifiait beaucoup les choses. Mazzini oublie que nulle influence au monde ne peut aujourd'hui remuer un bras au prolétaire, si ce n'est l'influence des idées sociales, que le temps du fanatisme religieux est passé, qu'on ne fait plus mouvoir les populations avec des formules creuses, des miracles et des dogmes intelligibles. On dirait vraiment qu'il regrette ces âges de superstition et d'idiotisme, où des masses abruties se levaient à la voix d'un prêtre pour égorger leurs semblables en l'honneur de Jésus et de la Sainte Vierge.

Je ne puis assez m'étonner que vous ayez aperçu la moindre analogie entre mes idées et celles de Mazzini, D'abord, Mazzini n'a aucune espèce d'idées révolutionnaires ou autres, si ce n'est l'indépendance et la prépondérance de l'Italie. Hors de là, rien. Je vous le demande, que nous importe à nous l'indépendance italienne, si elle ne doit pas fonder, en même temps, le régime d'égalité et de fraternité qui est notre seule religion ?

Cet homme veut se servir de nous contre nous-mêmes ; il n'est pas seulement l'ennemi de notre

patrie, il l'est aussi de nos convictions, de notre foi sociale. Il compte implanter dans son pays une exploitation bourgeoise semblable à celle qui soulève notre colère et nos armes depuis vingt-deux ans. Vous croyez peut-être que je le calomnie. Mais lisez donc ses [monitoires], tâchez d'y trouver autre chose que des déclamations vagues et vides, une phraséologie creuse, un langage sans idées, des espèces de lieux communs démocratiques qui ne disent rien, n'engagent à rien, de grands mots, la foi, le dévouement, la révolution, sans la moindre pensée positive. Thiers, dans l'opposition, pourrait signer ces tartines. Est-ce avec un pareil bourdonnement qu'on soulèverait les masses en France ? Elles n'en sont plus là, Dieu merci. Elles comprennent la révolution comme il faut la comprendre, et comme Maître Mazzini ne la veut pas. On ne s'insurgera plus chez nous pour des phrases creuses, quand même le mot révolution y mugirait d'un bout à l'autre. Les campagnes n'ont commencé à s'ébranler qu'après avoir attaché un sens très positif et très catégorique à ce mot de révolution. Guerre aux châteaux ! À bas les riches ! Mort aux exploiters ! Voilà le cri de ralliement des campagnes et leur traduction du mot : socialisme. Ces cris sont l'épouvante de Mazzini et de ses pareils. N'oubliez pas non plus les anathèmes de Kossuth contre le socialisme, en Angleterre, lorsqu'il a eu pris langue et connu le dernier mot des divers partis. Lui ne demande que l'indépendance de la Hongrie, avec le maintien du régime aristocratique et féodal qui la gouverne. Jugez de son goût pour nos doctrines. On nous pendrait, là-bas. La France est bien loin en avant du reste de l'Europe ; elle a franchi les phases qui restent à parcourir pour nos voisins. Le mot de révolution et de révolutionnaire n'a donc pas le même sens dans notre bouche et dans celle de la plupart des étrangers. Presque tous en sont à la guerre des bourgeois contre les rois, les nobles et les prêtres.

Quelques-uns, les Hongrois, les Polonais, ne sont que des aristocrates, en lutte pour leur nationalité, contre des conquérants étrangers. Chez nous, le clergé, la noblesse sont à peu près morts et ont dû se confondre avec la bourgeoisie pour soutenir la guerre en commun contre le prolétariat. Rois, nobles, prêtres, bourgeois sont coalisés contre le peuple des travailleurs. Dans la dernière insurrection, partout, Bonaparte a eu les bourgeois pour auxiliaires de ses troupes. Sans eux, il aurait échoué. Sans doute nombre de bourgeois étaient dans les rangs du peuple, mais ce sont là des exceptions. Elles confirment la règle. La finance, le négoce, la propriété, le barreau ont été partout en masse contre le mouvement. On dit qu'aujourd'hui la bourgeoisie fait la guerre au pouvoir ; mais ce n'est pas pour nos beaux yeux, c'est au profit des Bourbons, aînés ou cadets.

Mazzini déblatère avec fureur contre le matérialisme des doctrines socialistes, contre la préconisation des appétits, l'appel aux intérêts égoïstes ; il foudroie la théorie avilissante et démoralisatrice du bien-être matériel. Or ne voyez-vous pas que ce sont tout simplement des déclamations contre-révolutionnaires ? Qu'est-ce que la révolution, si ce n'est l'amélioration du sort des masses ? Et quelles sottises que ces invectives contre la doctrine des intérêts. Les intérêts d'un individu ne sont rien, mais les intérêts de tout un peuple s'élèvent à la hauteur d'un principe ; ceux de l'humanité entière deviennent une religion.

Est-ce que les peuples agissent jamais pour autre chose que des intérêts ? L'appel à la liberté est aussi un appel à l'égoïsme, car la liberté est un bien matériel et la servitude une souffrance. Combattre pour le pain, c'est-à-dire pour la vie de ses enfants, est une chose plus sainte encore que de combattre pour la liberté. D'ailleurs, les deux intérêts se confondent et n'en font vraiment qu'un seul. La faim, c'est l'esclavage.

Sont-ils libres, cet ouvrier, ce paysan que la misère livre en bêtes de somme à l'exploitation du fabricant et du propriétaire ? Allez donc parler à ces malheureux de liberté. Ils vous répondront : « La liberté, c'est du pain sur la planche. » Nous leur disons : « La liberté, c'est le bien-être ! » Avons-nous tort ? Nous ne parlons ni à des nègres, ni à des compagnons de Spartacus, nous autres, mais à des serfs qui ont les apparences de la liberté au milieu des douleurs de la servitude. Il faut leur faire toucher la plaie du doigt, leur montrer le nœud de l'énigme pour qu'ils le tranchent avec l'épée. Mazzini pourra nous gourmander à l'aise sur l'insurrection des appétits. Il n'y en a jamais d'autre. Mais le fanatisme religieux, dira-t-on, n'est-ce pas un mobile noble et désintéressé ? Les Croisés combattaient pour la vie éternelle, c'est le plus vorace des appétits.

Adieu, mon cher citoyen, vous vouliez mon avis, je vous l'ai donné net et franc quoiqu'un peu long. J'ai d'autant moins dissimulé que j'éprouvais plus de regrets de cette adhésion envoyée à Mazzini. Je vous le dis, en vérité, vous n'êtes pas de son bord, tant s'en faut. Vous l'avez cru ce qu'il n'est pas et vous vous donnez à vous-même des qualifications qui ne sont pas les vôtres. Vous êtes *socialiste-révolutionnaire* ; on ne peut pas être révolutionnaire sans être *socialiste*, et réciproquement. Il y a cependant des *socialistes pacifiques*, gens de cabinet, d'un caractère paisible, dépayés au milieu des armes et du tumulte et révolutionnaires seulement par les idées. En général, les chefs d'école sont de cette trempe et n'en servent pas moins pour cela la révolution. Mais on ne leur prend que leurs idées et on leur laisse leur tempérament. Quant au socialisme pratique, il n'est d'aucune secte spéciale, d'aucune église. Il prend ce qui lui convient dans chaque système, n'a point d'engouement d'école et veut renverser ce qui existe non

point au hasard ni au profit des intrigues, mais en vertu de principes bien arrêtés avec la ferme résolution de construire l'avenir sur les nouvelles bases que fournira le socialisme éclairé, développé et fixé par les événements.

Nous sommes de cette catégorie, vous et moi, avec les 999 millièmes des socialistes, avec les ouvriers et les paysans, mais pas avec les Montagnards qui se chauffent d'un tout autre bois et s'intitulent, comme Ledru-Rollin, *républicains-révolutionnaires*. Ils vous ont donné leur mesure depuis quatre ans. Je sais ce qu'ils veulent : recommencer Février, pas davantage ; amateurs de législature à vingt-cinq francs par jour, de préfecture à quarante, ou bien de l'hermine, de la grosse épaulette, mais surtout de l'émargement. Si les intrigants parvenaient à rééditer leur mystification de Février, cette fois nous serions bien perdus. Ce nouvel avortement amènerait Nicolas¹ à Paris. Il ne resterait aux survivants qu'à partir pour l'Amérique. Mais à la prochaine révolution, je compte sur les paysans pour escamoter les escamoteurs. Ceux-ci s'en doutent bien, ils ont peur. La peur, voilà la clé de leur conduite dans ces dernières années. Montagne et presse ont une sainte terreur de la canaille. La perspective d'une révolution par la rue leur a toujours donné la chair de poule. Au 31 mai², leur conduite se définit par deux mots : lâcheté et perfidie ! Ils se sentaient entre l'enclume et le marteau, noyés dans la victoire, noyés dans la défaite. Ils ont su très bien manœuvrer pour esquiver la bourrasque et garder leurs vingt-cinq francs.

Allons, il faut en finir. Adieu, encore une fois, et salut fraternel.

1. Nicolas I^{er}, tsar de 1825 à 1855.

2. La loi électorale du 31 mai 1850 limite le suffrage universel en exigeant des électeurs trois ans de résidence dans le canton.

Elle exclut aussi les condamnés politiques. C'est en partie une loi de circonstance, après que les élections complémentaires de mars avaient vu le succès des démocrates socialistes.

IV. La Critique sociale

1850-1868

La Critique sociale a été publiée en 1885, après la mort de Blanqui. En 1872, il indique dans une lettre à sa sœur comment procéder à la mise en forme d'un ouvrage publiable à partir des manuscrits. Ernest Granger et quelques disciples font paraître l'ouvrage en deux volumes. Le premier est composé de cinq chapitres, conformément aux indications de Blanqui : Prologue ; Capital et Travail ; Le Luxe, Les Apologies de l'usure ; Le Communisme, avenir de la société. Il est augmenté d'un sixième chapitre intitulé Propositions de quelques économistes. Le deuxième volume, Notes et fragments, comprend des études sur le mouvement coopératif, des questions au Parlement, enfin des notes, quelques fois très courtes, mais « il y a telle pensée détachée, tel aphorisme en une ligne qui vaut un long morceau¹ ».

Les chapitres de la Critique sociale ne sont pas systématiquement datés. Blanqui prend soin de préciser : « Ce qui suit n'est point un traité ex professo d'économie politique, mais une suite d'aperçus à propos des questions sociales. Donc, nulle nécessité de s'astreindre à un enchaînement rigoureux des matières. Peu importe l'ordre des arguments, pourvu qu'ils frappent juste². »

Blanqui est un grand lecteur ; il dévore tous les ouvrages qu'on lui envoie, n'en a jamais assez pour satisfaire sa soif de connaissance : « il absorba des bibliothèques³ », écrit un de ses biographes. Ses sujets d'études puisent à toutes les sources : la politique, la philosophie, l'économie politique, les sciences et tout particulièrement la géographie. Il prend des notes, écrit des articles, rédige des commentaires, laisse

1. *Critique sociale*, Paris, Félix Alcan, 1885, « Avant-propos », p. IX.

2. Daté du 26 mai 1869.

3. Gustave Geffroy, *L'Enfermé*, t. II, Paris, Fasquelle, 1897, p. 197.

Maintenant, il faut des armes

tomber sur le papier une pensée soudaine : les manuscrits de la Bibliothèque nationale¹ renferment des centaines de documents de ce type, témoins d'une réflexion sans repos.

À Belle-Île, les détenus organisent des cours. Commissaire enseigne l'astronomie, Lebon, les langues étrangères, Watteau, l'anatomie et la physiologie, Feuillâtre, la géographie, Combes l'histoire². Blanqui fait un cours d'économie politique deux fois par semaine. Il est certainement familier de cette discipline, enseignée par son frère Adolphe, admirateur de Jean-Baptiste Say qu'il remplaça à l'Académie des sciences morales et politiques. Très éloigné de ce frère libéral, Blanqui ne pouvait cependant ignorer ses ouvrages.

L'usure

1869-1870

Le sacrifice de l'indépendance individuelle, conséquence forcée de la division du travail, a-t-il été brusque ? Non ! Personne ne l'aurait consenti. Il y a dans le sentiment de la liberté personnelle une si âpre saveur de jouissance que pas un homme ne l'eût échangée contre le collier doré de la civilisation.

Cela se voit bien par les sauvages que le monde européen tente d'apprivoiser. Les pauvres gens s'enveloppent dans leur linceul, en pleurant la liberté perdue, et préfèrent la mort à la servitude. Les mer-

1. BN NAF 9580 à 9594, 14 volumes, nombre de ces documents ne peuvent être décryptés qu'à la loupe, l'écriture resserrée, sur du papier fin, de très petit format pour les passer quelques fois dans une couture

de vêtement, ne facilitent pas la tâche.

2. M. Dommanget, *Blanqui à Belle-Île*, Paris, La Librairie du travail, 1935, p. 137.

veilles du luxe, qui nous apparaissent si éblouissantes, ne les séduisent pas. Elles dépassent la portée de leur esprit et de leurs besoins. Elles bouleversent leur existence. Ils les sentent seulement comme des étrangetés ennemies qui enfoncent une pointe acérée dans leur chair et dans leur âme. Les peuplades infortunées que notre irruption a surprises dans les solitudes américaines ou dans les archipels perdus du Pacifique vont disparaître à ce contact mortel.

Depuis bientôt quatre siècles, notre détestable race détruit sans pitié tout ce qu'elle rencontre, hommes, animaux, végétaux, minéraux. La baleine va s'éteindre, anéantie par une poursuite aveugle. Les forêts de quinquina tombent l'une après l'autre. La hache abat, personne ne replante. On se soucie peu que l'avenir ait la fièvre. Les gisements de houille sont gaspillés avec une incurie sauvage.

Des hommes étaient apparus soudain, nous racontant par leur seul aspect les premiers temps de notre séjour sur la Terre. Il fallait conserver avec un soin filial, ne fût-ce qu'au nom de la science, ces échantillons survivants de nos ancêtres, ces précieux spécimens des âges primitifs. Nous les avons assassinés. Parmi les puissances chrétiennes, c'est à qui les achèvera.

Nous répondrons du meurtre devant l'histoire. Bientôt, elle nous reprochera ce crime avec toute la véhémence d'une moralité bien supérieure à la nôtre. Il n'y aura pas assez de haines ni de malédictions contre le christianisme qui a tué, sous prétexte de les convertir, ces créatures sans armes, contre le mercantilisme qui les massacre et les empoisonne, contre les nations qui assistent d'un œil sec à ces agonies.

Les malheureux n'ont pu s'assimiler à nous. Est-ce leur faute ? L'humanité n'a franchi que par des transitions insensibles les étapes sans nombre qui séparent son berceau de son âge viril. Des milliers de siècles dorment entre ces deux moments. Rien ne

s'est improvisé chez les hommes, pas plus que dans la nature, si ce n'est les catastrophes qui détruisent et ne fondent jamais.

Les révolutions elles-mêmes, avec leurs apparences si brusques, ne sont que la délivrance d'une chrysalide. Elles avaient grandi lentement sous l'enveloppe rompue. On ne les voit jamais qu'autonomes, bien différentes de la conquête, invasion brutale d'une force extérieure qui brise et bouleverse sans améliorer. L'évolution spontanée d'une race, d'une peuplade, n'offre rien de pareil. Elle s'accomplit par degrés, sans trouble sensible, comme le développement d'une plante.

Le régime de la division du travail n'a dû remplacer l'isolement individuel que par une série de transformations, réparties sur une période immense. Chaque pas dans cette voie était applaudi comme une victoire attendue, désirée, et le changement s'est ainsi opéré peu à peu, à travers une longue suite de générations, sans froissement de mœurs, d'habitudes, ni même de préjugés.

C'était un progrès décisif sans doute... mais le prix ? Abandon complet de l'indépendance personnelle ; esclavage réciproque sous l'apparence de solidarité ; les liens de l'association serrés jusqu'au garottement. Nul ne peut désormais pourvoir seul à ses besoins. Son existence tombe à la merci de ses semblables. Il doit en attendre son pain quotidien, presque toutes les choses de la vie. Car il ne peut se livrer qu'à une industrie unique. La qualité du produit est à cette condition qui asservit et, à mesure que la division du travail s'accroît par les perfectionnements de l'outillage, l'homme se trouve plus étroitement rivé à son métier.

On sait où en sont venues les choses aujourd'hui. Des êtres humains passent leur existence à faire des pointes d'aiguille et des têtes d'épingle.

Certes, une telle situation crée des devoirs impérieux entre les citoyens. Chacun étant voué à une occupation simple, la presque totalité de son produit lui est parfaitement inutile. Ce produit servira par quantités infinitésimales à une foule d'autres individus. L'ensemble de ces consommateurs est donc tenu de fournir aux besoins de celui qui a travaillé pour eux.

La société, dès lors, repose sur l'échange. La loi, qui en règle les conditions, doit être une loi d'assistance mutuelle, strictement conforme à la justice. Car cette aide réciproque est maintenant une question de vie ou de mort pour tous et pour chacun. Or, si le troc en nature suffisait aux temps primitifs, alors que la consommation portait sur un très petit nombre d'objets, tous de nécessité absolue, il devenait radicalement impossible entre les milliers de produits d'une industrie perfectionnée.

Un intermédiaire était donc indispensable. Les qualités spéciales des métaux précieux ont dû les désigner de bonne heure à l'attention publique. Car l'origine de la monnaie remonte à des époques inconnues. On la suppose née à peu près avec l'âge de bronze. Du reste, ceci n'a aucune importance économique et n'intéresse que l'archéologie. Ce qui nous touche, c'est l'expérience, acquise depuis trop longtemps, que les services rendus par le numéraire ont été payés bien cher. Il a créé l'usure, l'exploitation capitaliste et ses filles sinistres, l'inégalité, la misère. L'idée de Dieu seule lui dispute la palme du mal.

En pouvait-il être autrement ? Quand naquit la monnaie, deux procédés s'offraient aux hommes pour l'emploi de ce moyen d'échange : la fraternité et l'égoïsme. La droiture eût conduit rapidement à l'association intégrale. L'esprit de rapine a créé l'interminable série de calamités qui sillonne l'histoire du genre humain. Entre ces deux routes, pas même un sentier. Car, avec le maintien du régime individualiste,

l'échange honnête au pair, sans le dîmage des écus, aurait castorisé notre espèce en la figeant dans l'immobilisme. Maintenant encore, il amènerait le même résultat.

Il est permis de supposer que les hommes auraient senti la nécessité de combiner leurs efforts pour la production compliquée, qui exige une quantité considérable de matériaux de provisions et d'instruments. Tant que la simplicité de l'outillage eût permis aux producteurs d'obtenir par l'échange ce qui suffit pour travailler et pour vivre, on s'en serait tenu là. Mais l'homme est perfectionneur par nature. Bientôt, les exigences d'une industrie plus avancée auraient déterminé la coopération des activités particulières et, les travailleurs recueillant le fruit intégral de leur labeur, la prospérité générale aurait pris un rapide essor. Par suite, accroissement progressif de la population, du bien-être, des lumières, réseau de plus en plus développé des divers groupes, et enfin aboutissement prompt à l'association complète, sans despotisme, ni contrainte, ni oppression quelconque.

Le vampirisme a fait évanouir un si beau rêve. L'accumulation du capital s'est opérée non par l'association, mais par l'accaparement individuel, aux dépens de la masse, au profit du petit nombre.

En conscience, ce rêve de fraternité, au temps jadis, n'eût-il pas été une illusion, une utopie ? Entre la loyauté et la trahison, les âges de ténèbres et de sauvagerie pouvaient-ils hésiter ? Ils ne connaissaient d'autre droit que la force, d'autre morale que le succès. Le vampire s'est lancé à pleine carrière dans l'exploitation sans merci. L'usure est devenue la plaie universelle.

Son origine se perd dans la nuit du passé. Cette forme de rapine n'a pu se montrer avant l'usage de la monnaie. Le troc en nature ne la comporte pas, même avec la division du travail. L'écriture n'existait

certainement point alors. Elle eût conservé un souvenir précis de cette grande innovation. Or, la tradition est muette.

L'usure fut un mal, non pas nécessaire, ce serait du fatalisme par trop dévergondé, mais inévitable. Ah ! si l'instrument d'échange avait porté, dès le principe, ses fruits légitimes, s'il n'avait pas été faussé, détourné de sa destination !... Oui, mais *si*... est toujours une niaiserie. Faire du présent une catilinaire contre le passé n'est pas moins absurde que de faire du passé la règle, ou plutôt la routine de l'avenir.

Chaque siècle a son organisme et son existence propres, faisant partie de la vie générale de l'humanité. Ceci n'est point du fatalisme. Car la sagesse ou la débauche du siècle ont leur retentissement sur la santé de l'espèce. Seulement l'humanité, être multiple, peut toujours guérir d'une maladie. Elle en est quitte pour quelques milliers d'années d'hôpital. L'individu risque la mort.

Il serait donc oiseux et ridicule de perdre ses regrets sur l'abus lamentable qu'on a fait du moyen d'échange. Hélas ! Faut-il l'avouer ? C'était l'inconvénient d'un avantage, l'expiation, diraient les chrétiens, doctrines de la souffrance. C'était la substitution de l'escroquerie à l'assassinat... un progrès. La dynastie de sa majesté l'Empereur-Écu venait d'éclore. Elle devait pour longtemps filouter et pressurer le monde. Elle a traversé la vie presque entière de l'humanité, debout, immuable, indestructible, survivant aux monarchies, aux républiques, aux nations et mêmes aux races.

Aujourd'hui, pour la première fois, elle se heurte à la révolte de ses victimes. Mais un si antique et puissant souverain compte plus de serviteurs que d'ennemis. Les thuriféraires accourent en masse à la rescousse, avec l'encensoir et la musique, criant et chantant : « Hosannah ! Gloire au veau d'or, père de

l'abondance ! » Une sévère analyse fera justice de ces cantiques et, dépouillant le sire de ses oripeaux, le montrera nu, ce qu'il est : un pickpocket.

Le communisme, avenir de la société

1869-1870

L'étude attentive de la géologie et de l'histoire révèle que l'humanité a commencé par l'isolement, par l'individualisme absolu, et qu'à travers une longue série de perfectionnements, elle doit aboutir à la communauté. La preuve de cette vérité se fera par la méthode expérimentale, la seule valable aujourd'hui, parce qu'elle a fondé la science.

L'observation des faits et leurs déductions irréfutables établiront pied à pied cette marche constante du genre humain. On verra nettement que tout progrès est une conquête, tout recul une défaite du communisme, que son développement se confond avec celui de la civilisation, que les deux idées sont identiques ; que tous les problèmes successivement posés dans l'histoire par les besoins de notre espèce ont eu une solution communiste, que les questions aujourd'hui pendantes, si ardues, si pleines de trouble et de guerre, n'en peuvent pas davantage recevoir d'autre, à peine d'aggravation du mal et de chute dans l'absurde.

Tous les perfectionnements de l'impôt, la régie substituée à la ferme, les postes, le tabac, le sel, innovations communistes. Les compagnies industrielles, les sociétés commerciales, les assurances mutuelles de toute nature, même estampille. L'armée, les collèges, les prisons, les casernes, communisme dans les limbes, grossier, brutal, mais inévitable. Rien ne se fait hors de cette voie. L'impôt, le gouvernement lui-même sont du communisme, de la pire espèce à coup sûr, et cependant, d'une nécessité absolue. L'idée a

dit à peine son premier mot. Avant d'en être à son dernier, elle aura tout changé de face. Nous ne sommes encore que des barbares.

Voyez les effets du régime actuel ! Le bas prix et par conséquent l'abondance des denrées sont tenus pour une calamité, qui ruine les producteurs, met aux abois l'industrie et le commerce. L'économie politique consacre ouvertement ce blasphème par ses définitions. Elle dénomme *utilité* la richesse naturelle, et *valeur* la richesse sociale. Or, l'utilité c'est l'abondance, et la valeur c'est la rareté. Plus il y a de *valeur utile*, moins il y a de *valeur vénale*. Ô démente ! comment ce qui est un bienfait par soi-même peut devenir un fléau ? Par l'avidité du capital, qui exige la part du lion et se retire dès que les prix la lui refusent. Sa retraite renchérit les produits, et il revient pêcher en eau trouble.

Les Hollandais, dans leurs possessions asiatiques, interdisaient la culture du poivre, de la muscade, etc., et détruisaient par masses les épices, afin d'en maintenir le haut prix sur le marché. Dans les pays civilisés, chaque producteur désire la cherté de son produit et l'avisement de tous les autres. La baisse des farines désole l'agriculteur, et la hausse désespère l'industriel. Cette guerre sociale en permanence n'est-elle pas une accusation terrible contre l'organisation présente ?

Sous le régime communautaire, le bien profite à tout le monde et le mal ne profite à personne. Les bonnes récoltes sont une bénédiction, les mauvaises une calamité. Nul ne bénéficie de ce qui nuit aux autres et ne souffre de ce qui leur est utile. Toutes choses se règlent selon la justice et la raison. Le stock peut regorger, sans qu'il s'ensuive des crises industrielles et commerciales. Bien au contraire, l'accumulation des produits, impossible aujourd'hui sans désastres, n'aura de limite alors que leur détérioration naturelle.

Les pires plantes s'emparent souvent du terrain au détriment des meilleures. Le capitalisme, âpre au gain, l'œil aux aguets, a saisi la partie de l'association, et ce magnifique instrument de progrès est devenu entre ses mains un véritable chassepot¹. Il en use pour exterminer la petite et moyenne industrie, le moyen et le petit commerce.

Ces pauvres gens meurent, étouffés dans l'ombre, à la muette. Ni éclat, ni scandale. On ne voit, on n'entend rien. Ils disparaissent incognito. Ceci est bien autre chose que les émeutes de 1848, cause de tant de fureurs aveugles et de vengeances sans pitié. Les commerçants peuvent méditer à loisir la fable de La Fontaine, le torrent au fracas inoffensif, la rivière qui engloutit sans bruit dans ses eaux tranquilles. On passe le torrent, les pieds un peu mouillés ; on reste au fond de la rivière.

Sur les ruines du bourgeois modeste s'élève, plus savante et plus terrible que le vieux patriciat, cette triple féodalité financière, industrielle et commerciale qui tient sous ses pieds la société entière ; l'astuce au lieu de la violence, le détrousseur de grande route supplanté par le pickpocket.

Il était écrit que le passé, avant de mourir, frapperait son dernier coup avec l'arme même qui doit le tuer. En frappant, il s'est porté de sa propre main une blessure mortelle. L'association, au service du capital, devient un fléau tel qu'il ne sera pas longtemps supporté. C'est le privilège de ce glorieux principe de ne pouvoir faire que le bien. Il est pour le mal l'insecticide Vicat. Les punaises qui s'y frottent périssent empoisonnées.

Quand l'heure a sonné d'une évolution sociale, tout se précipite à sa rescousse, pour aider l'enfantement.

1. Fusil de guerre à aiguille, du nom de son inventeur, en usage jusqu'en

1874. Il avait une puissance de feu supérieure au fusil allemand Dreyse.

Les énergies épuisées qui vont s'éteindre lui apportent elles-mêmes, sans en avoir conscience, le concours de leur dernier effort. Nous assistons à un curieux spectacle. Sous nos yeux se déroulent les préliminaires de la communauté.

Qu'est-ce que l'assistance mutuelle, dont le principe reçoit à chaque instant une application nouvelle et travaille à solidariser peu à peu tous les intérêts ? Une des faces de la transformation qui s'approche. Et l'association, cette favorite du jour, panacée universelle dont les louanges retentissent en chœur, sans une seule voix discordante, qu'est-ce également sinon la grande avenue et le dernier mot du communisme ?

Point d'illusions cependant. Ce dernier mot ne se dira pas, tant que la grande majorité reste accroupie, dans l'ignorance. La lune descendrait sur notre globe, plutôt que la communauté, privée de son élément indispensable, les lumières. Il nous serait aussi facile à nous de respirer sans air qu'à elle d'exister sans l'instruction, son atmosphère et son véhicule. Entre ces deux choses, instruction et communisme, le lien est si étroit que l'une ne saurait faire sans l'autre, ni un pas en avant, ni un pas en arrière. Elles ont constamment marché de conserve et de front dans l'humanité et ne se distanceront jamais d'une ligne jusqu'à la fin de leur commun voyage.

Ignorance et communauté sont incompatibles. Généralité de l'instruction sans communisme, et communisme sans généralité de l'instruction, constituent deux impossibilités égales. L'homme de la communauté, c'est celui qu'on ne trompe, ni ne mène. Or tout ignorant est une dupe et un instrument de duperie, un serf et un instrument de servitude. Un insensé, sinon un jésuite¹, a osé dire dans une réunion publique :

1. On ne sait pas à quel personnage
Blanqui fait ici allusion.

«Si la société était composée de producteurs, de bons ouvriers, mais ignorants, elle marcherait, tombant de l'exploitation au despotisme, mais elle vivrait. Si la société était composée de savants, nullement producteurs, elle ne saurait vivre.»

Le même homme a dit aussi : «Je redoute cette anomalie de *déclassés* qu'on voit chaque jour, qui sont très instruits, très intelligents, et qui sont hors d'état de gagner leur vie.»

C'est encore ce précieux orateur qui «repousse l'enseignement gratuit, obligatoire et laïque, comme attentatoire à la liberté et aggravant la réglementation centralisatrice.»

Ce sont là tous les vœux et toutes les haines des prêtres, vœux de ténèbres, haines des lumières. La guerre aux *déclassés* était, après le coup d'État, le cri de ralliement de la chasse impitoyable faite aux instituteurs et aux collègues laïques. Il faut lire les circulaires des préfets de cette époque néfaste pour comprendre les projets de la réaction clérico-monarchique.

L'enseignement libre livrerait toute l'éducation aux jésuites. Nulle concurrence possible devant la coalition du clergé et du capital. La trahison seule osera soutenir le contraire. Enfin, l'anathème lancé à *une société toute composée de savants* révèle suffisamment l'intention de perpétuer le régime des castes, ici les parias du travail manuel, là les privilégiés de l'intelligence, une masse d'abrutis et une poignée d'abrutisseurs.

Il faut beaucoup d'audace, si ce n'est encore plus d'ineptie, pour prétendre qu'une nation de savants ne *saurait vivre* et sans doute se laisserait mourir de faim. Aucun peuple des temps actuels ne pourrait lutter de puissance productive avec une nation de savants, soit en agriculture, soit en industrie. La distance entre les deux serait plus grande qu'entre les Gaulois de César et les Français de 1870.

Que les réunions publiques, si elles durent, prennent garde aux émissaires de la compagnie de Jésus. C'est sa tactique d'en entretenir dans tous les clubs, et, pour enlever les questions qui tiennent à cœur aux révérends pères, ces limiers ont l'ordre de prendre tous les masques. Or l'intérêt clérical, c'est l'enseignement libre, la mise en suspicion de la science et des savants, et la guerre aux *déclassés*, autrement dit aux hommes instruits et pauvres.

Quiconque, sous prétexte de liberté et d'économie, rejette l'enseignement gratuit et obligatoire pour demander l'enseignement libre, est un agent du jésuitisme. Qu'il se dise d'ailleurs républicain, révolutionnaire, athée, matérialiste, socialiste, communiste, proudhoniste, tout ce qu'il voudra, peu importe la couleur de son masque, on peut sans crainte d'erreur l'appeler suppôt des jésuites. En effet, le bon sens montre que l'enseignement libre, sans intervention de l'État ni gratuité, c'est, par la toute-puissance de l'écu, le monopole de l'éducation aux mains des prêtres.

Or enseignement du prêtre signifie ténèbres et oppression. L'armée noire, forte de cent mille soldats mâles et femelles, s'en va pleine de furie, colportant la nuit et posant partout l'éteignoir. Appuyée sur l'État, elle domine, gouverne, menace, comprime. Le bras séculier est à ses ordres, le capital lui prodigue toutes ses ressources, la sachant son meilleur auxiliaire, ou plutôt sa dernière planche de salut.

Qui ne connaît aujourd'hui ce péril ? La démocratie entière, sans distinction de nuances, le proclame, en invoquant l'unique remède, l'instruction. Divisée pour tout le reste, elle est unanime sur ce point. Le même cri s'échappe de toutes les poitrines : « De la lumière ! De la lumière ! Plus d'abrutissement clérical ! »

Vaines clameurs ! Le gouvernement fait la sourde oreille et ne répond que par l'accélération fiévreuse

de l'influence jésuitique. Chaque année se ferment par centaines les écoles laïques et s'ouvrent plus nombreuses encore les écoles congréganistes. Si l'on compare 1848 à 1870, on verra que les filles, il y a vingt-cinq ans, appartenaient par moitié aux deux enseignements, et qu'il en reste à peine un sixième aujourd'hui aux laïques ; que de dix-sept pour cent, le chiffre de garçons empoisonnés par l'éducation sacerdotale s'est élevé à cinquante pour cent, et que cette effrayante progression continue avec redoublement pour les deux sexes. Le plan de crétinisation universelle se poursuit sans relâche. S'accomplira-t-il ?

Non ! Mais quel retard dans l'avènement des jours heureux ! Quelle halte désolante dans l'antagonisme et la misère ! Les années fuient, inutiles et monotones, les générations passent, dévorées l'une après l'autre par le monstre de la superstition et de l'ignorance. Il est là debout, barrant à l'humanité le chemin de la terre promise qu'elle entrevoit dans le lointain, sans pouvoir l'atteindre.

Combien de temps encore faudra-t-il lutter contre cet ennemi qui ne fait jamais quartier, lui, et qu'on pardonne toujours, après l'avoir terrassé ? Ah ! si la révolution avait fait son devoir en 1830, en 1848, ce demi-siècle si tristement perdu aurait suffi pour toucher le but. La guerre serait finie, et les nations, laissant derrière elles le passé s'enfoncer rapidement dans la nuit, s'avanceraient à grands pas vers un avenir toujours plus radieux.

La révolution sera-t-elle sage enfin à son prochain triomphe, ou fera-t-elle grâce encore une fois au génie du mal, qu'elle a laissé jusqu'ici se relever plus terrible de chacune de ses chutes ? Il y a dans nos rangs des traîtres qui le protègent aux heures de revers, avec des phrases cabalistiques dont le peuple est dupe. Le mot d'ordre de la prochaine trahison sera : « Suppression du budget des cultes ; séparation de

l'Église et de l'État. » Traduisez : victoire du catholicisme, écrasement de la révolution. Que notre devise à nous soit : « Suppression des cultes, expulsion des prêtres ! » et qu'elle ne fléchisse ni devant la prière, ni devant la menace, ni devant l'astuce.

Céder serait la mort. La république victorieuse n'aura pas de temps à gaspiller en luttes inutiles. Trop d'obstacles exigeront des années de tranchée ouverte, pour s'amuser à l'attaque en règle d'une haie qui peut se franchir à la course. L'armée, la magistrature, le christianisme, l'organisation politique, simples haies. L'ignorance, bastion formidable. Un jour pour la haie ; pour le bastion, vingt ans.

La haie gênerait le siège – rasée. Il ne sera encore que trop long, et, comme la communauté ne peut s'établir que sur l'emplacement du bastion détruit, il n'y faut pas compter pour le lendemain. Un voyage à la lune serait une chimère moins dangereuse. C'est pourtant le rêve de bien des impatiences, hélas ! trop légitimes, rêve irréalisable avant la transformation des esprits. La volonté même de la France entière resterait impuissante à devancer l'heure, et la tentative n'aboutirait qu'à un échec, signal de furieuses réactions.

Il y a des conditions d'existence pour tous les organismes. En dehors de ces conditions, ils ne sont pas viables. La communauté ne peut s'improviser, parce qu'elle sera une conséquence de l'instruction qui ne s'improvise pas davantage. N'oublions pas la race des vampires, qui est aussi celle des caméléons. Elle ne disparaîtrait pas plus, le lendemain de la révolution, que la race des naïfs et des simples, sa pâture ordinaire.

Les habits seraient tôt retournés. On verrait surgir de terre, en foule, comme les champignons après l'orage, des charlatans de communisme pour embriquer les hommes, des tartufes de communauté pour

embobeliner les femmes. À eux, prix infaillible de l'intrigue, la gérance, c'est-à-dire la disposition discrétionnaire de biens communs. La masse des ignorants deviendrait leur proie et leur armée, absolument comme aujourd'hui, avec des conséquences bien autrement terribles : une telle mêlée de tyrannie et d'anarchie que la contre-révolution arriverait foudroyante, non pour un jour, mais pour de longues années, sous les terreurs vivaces du souvenir. Un bond effroyable en arrière !

N'est-ce point d'ailleurs folie de s'imaginer que, par une simple culbute, la société va retomber sur ses pieds, reconstruite à neuf ? Non ! les choses ne se passent pas ainsi, ni chez les hommes, ni dans la nature.

La communauté s'avancera pas à pas, parallèlement à l'instruction, sa compagne et son guide, jamais en avant, jamais en arrière, toujours de front. Elle sera complète le jour où, grâce à l'universalité des lumières, pas un seul homme ne pourra être la dupe d'un autre. Ce jour-là, nul ne voudra souffrir l'inégalité de fortune. Or, le communisme seul satisfait à cette condition.

On objectera peut-être que l'égalité de l'éducation n'entraîne point du tout celle des intelligences, et qu'il restera toujours l'inégalité des cerveaux pour constituer une hiérarchie intellectuelle, depuis le génie jusqu'à la nullité.

D'accord. Mais, chez le plus pauvre cerveau, l'instruction intégrale sera une armure suffisante, à l'épreuve de la tromperie, quel qu'en soit le masque. L'expérience le prouve. L'exploiteur rencontrerait sur chaque visage ce sourire écrasant qui veut dire : « banquiste, va ! » La conviction de son impuissance lui épargnera ce déboire. D'ailleurs, l'ordre établi n'étant point une improvisation, la race des vampires aura eu le temps de s'acclimater et de se résigner au nou-

veau milieu. Qu'on ne s'y trompe pas, la fraternité, c'est l'impossibilité de tuer son frère.

La plus utile des facultés humaines, la faculté protectrice par excellence, qui nous défend à la fois contre le dedans et le dehors, contre les autres et contre nous-mêmes, le jugement, trop rare aujourd'hui, prendra, par l'instruction intégrale, un essor prodigieux qui en fera l'arme de la société nouvelle. Fruit de l'expérience et de la comparaison, il y puisera une force inconnue. C'en sera fait alors de la ruse. Une clairvoyance implacable ira la dépister sous ses derniers déguisements. Fripons et dupes cesseront de former les deux grandes divisions de l'humanité.

Déjà la crédulité est partout battue en brèche. L'armée noire garde encore sous séquestre les enfants et les femmes. Les hommes l'abandonnent. Tenir l'enfant et perdre l'adulte ! Avoir toujours à soi, par privilège, la page blanche où se gravent si aisément les impressions ineffaçables, et les voir ensuite effacer, remplacer... travail si rude ! Quelle sentence irrévocable ! Puisse-t-elle s'exécuter à bref délai !

Le génie demeurera une exception. Le jugement deviendra l'apanage commun. Il suffit pour détrôner à jamais l'hypocrisie, reine actuelle du monde. Tartufes de sentiment, tartufes de franchise, tartufes de mansuétude, tartufes de dévouement, tartufes de cordialité, tartufes de candeur, tartufes de chevalerie, tartufes de vertu, tartufes de bonhomie, tartufes de bienveillance, tartufes, mes amis, abominable peste, vous serez démasqués à la minute, sifflés, bafoués, et la tartuferie religieuse, la plus infernale de toutes, ne sera plus qu'un souvenir historique, souvenir d'étonnement et d'horreur.

Les gens auront des regards si perçants que, chez tout individu, défauts et qualités se compteront un à un, comme dans un bocal de verre. Ah ! il faudra marcher droit, sous peine des rires et des huées. Et

cependant l'indulgence sera le fond général des esprits, car le libre arbitre, par arrêt définitif de la science, aura cessé d'exister. Quant au crime : disparu avec le capital et la religion, ses père et mère.

Telles seront, d'après nous, les conséquences de l'universalité des lumières. Notez que, dans cet horoscope, le communisme figurera comme simple effet, non comme cause. Il naîtra fatalement de l'instruction généralisée et ne peut naître que de là.

Or, on lui reproche d'être le sacrifice de l'individu et la négation de la liberté. Certes, s'il venait, par forceps, avant terme, ce triste avorton ferait fuir à toutes jambes vers les oignons d'Égypte. Mais, s'il doit être fils de la science, qui osera se porter accusateur contre l'enfant d'une telle mère ? Où sont, d'ailleurs, les preuves à l'appui de l'imputation qu'on lui lance ? Elle n'est qu'une insulte gratuite, puisque l'accusé n'a jamais vécu.

Et au nom de qui cette arrogante supposition ? Au nom de l'individualisme qui, depuis des milliers d'années, assassine en permanence la liberté et l'individu. Combien sont-ils, dans notre espèce, les individus dont il n'ait pas fait des ilotes et des victimes ? Un sur dix mille peut-être. Dix mille martyrs pour un bourreau ! Dix mille esclaves pour un tyran ! Et l'on plaide de par la liberté ! Je comprends ! Quelque sinistre escobarderie, embusquée derrière une définition. L'oligarchie ne s'intitule-t-elle pas démocratie, le parjure honnêteté, l'égorgement modération ?

La liberté qui plaide contre le communisme, nous la connaissons, c'est la liberté d'asservir, la liberté d'exploiter à merci, la liberté des grandes existences, comme dit Renan, avec les multitudes pour marchepied. Cette liberté-là, le peuple l'appelle oppression et crime. Il ne veut plus la nourrir de sa chair et de son sang.

Moralistes et législateurs posent tous en principe que l'homme est tenu de faire à la société le sacrifice d'une portion de sa liberté, en d'autres termes, que la liberté de chacun a pour limite la liberté d'autrui. Cette définition est-elle obéie par l'ordre actuel, avec ses deux catégories de privilégiés et de parias ? Combien faut-il de servitudes pour faire une liberté ? 10, 20, 60, 100, 2000, 30 000, 100 000 ? Innombrables les tarifs, innombrables leurs applications. La chaîne seule ne varie pas.

Tout empiétement sur la liberté d'autrui viole la définition des moralistes, la seule légitime, quoique toujours restée un vain mot. Elle implique donc parité sociale entre les individus, d'où il suit que la liberté a pour limite l'égalité.

Seule l'association intégrale peut satisfaire cette loi souveraine. Le vieil ordre la trépigne sans pudeur et sans pitié. Le communisme est la sauvegarde de l'individu, l'individualisme en est l'extermination. Pour l'un, tout individu est sacré. L'autre n'en tient pas plus compte que d'un ver de terre, et l'immole par hécatombe à la sanglante trinité Loyola, César et Shylock ; après quoi, il dit avec flegme : « La communauté *serait* le sacrifice de l'individu. »

Elle troublerait le festin des anthropophages, cela est clair. Mais ceux qui en font les frais ne trouveront pas mauvais ce dérangement. C'est l'essentiel. Sous quel prétexte d'ailleurs nous chercher querelle ? S'agit-il d'imposer le communisme *a priori* ? Nullement. On se borne à prédire qu'il sera le résultat infaillible de l'instruction universalisée. Qui pourrait condamner le développement rapide des lumières ? S'il doit s'ensuivre l'avènement régulier de la communauté, personne n'a mot à dire.

Chacun proclame l'instruction la seule réponse possible aux énigmes du sphinx social. Il n'est pas bien sûr que cette invocation soit sincère dans toutes

les bouches. Il en est encore de ce mot comme de tous ceux qui posent un problème. Autant de partis, autant de définitions. Pour les prêtres, c'est le catéchisme et point de science ; pour les socialistes, c'est la science et plus de catéchisme.

Rien d'étonnant, dès lors, dans cette unanimité des voix. Elle n'en cache pas moins une guerre à mort. Le peuple n'a pas à s'en inquiéter. Il est sans arrière-pensée, lui, et ne prend point de fausses enseignes. Il a toujours écrit sur la sienne : *Liberté, Instruction*, avec un sens clair et précis. Le cléricisme, au contraire, après avoir longtemps chargé ces deux mots de ses anathèmes, s'est ravisé, voyant son impuissance, et les colle aujourd'hui à sa bannière pour bénéficier de leur prestige. Double et impudent mensonge. Que lui importe, pourvu qu'il fasse des dupes !

Que le conservatisme pressente où conduit la diffusion des lumières, son alliance avec l'éteignoir le dit assez haut. Plus d'ignorance, plus d'oppressions ! Il est sapé par la base et lutte pour prolonger les ténèbres, son milieu vital. Au socialisme la tâche opposée : faire émerger de la nuit présente le ciel lumineux qui éclairera sa victoire, victoire de la justice et du sens commun sur la malfaisance et l'absurdité. Sa mission alors sera remplie.

On prétend toutefois exiger de lui davantage. La doctrine capitaliste, qui a comblé et comble encore le genre humain de tant de bienfaits, se tourmente fort de voir son pupille s'acheminer vers d'autres drapeaux. Dans sa sollicitude, elle somme le communisme, son jeune rival, d'exposer par le menu les détails de l'organisation future, de résoudre toutes les difficultés qu'il lui plaît de prévoir, de servir enfin à sa curiosité un édifice complet de la cave au grenier, sans omission d'un clou ni d'une cheville.

«Comment le citoyen de la nouvelle Salente disposera-t-il de sa personne, de son temps, de ses fantaisies de voyage ou de repos ? Qui lavera la vaisselle ? Qui balaiera ? Qui videra les pots de chambre et remplira les tinettes ? Qui tirera la houille des mines, etc. ? »

À ces interrogations impertinentes, une seule réponse : « Cela ne vous regarde pas, ni moi non plus. »

Eh ! quoi ! Voici quarante à cinquante millions d'hommes, tous ferrés à glace, mieux que par un académicien, tous armés de pied en cap contre la violence et la ruse, tous susceptibles comme des sensitives, ombrageux comme des chevaux sauvages. Rien de ce quelque chose d'exécration et d'exécration qui s'appelle un gouvernement ne pourrait montrer son nez au milieu d'eux ; pas une ombre d'autorité, pas un atome de contrainte, pas un souffle d'influence ! Et ces quarante millions de capacités, à qui nul de nous n'irait à la cheville, auraient besoin, pour s'organiser, de nos conseils, de nos règlements, de notre férule ! Ils ne sauraient, sans nous, où trouver des chemises et des culottes, et ils seraient gens à mettre dans leur oreille, si nous ne les avions prévenus, ce qu'on mange par la bouche ! C'est fort. Quant à moi, s'ils venaient me relancer dans ma tombe sur la question des pots de chambre, je leur dirais tout net : « Quand on ne sait pas se boucher le nez, on se bouche le derrière. »

Nos quarante immortels eux-mêmes, si une multiplication soudaine par six zéros improvisait un million de fichiers, un million d'Ollivier¹, un million de

1. Émile Ollivier, 1825-1913, protégé de Ledru-Rollin. À 23 ans, il est nommé commissaire du gouvernement provisoire pour les Bouches-du-Rhône et le Var, puis muté comme préfet à Chaumont en juillet 1848, enfin révoqué en 1849.

Élu député de Paris en 1857, il s'impose à la tête du petit groupe des cinq républicains au Corps législatif. Il se rallie à l'Empire en 1864. Sa carrière politique s'achève avec la chute de l'Empire.

Dupanloup¹, etc., avec la France déserte à leur disposition, croyez-vous bonnement que, montés au chiffre de quarante millions, ils passeraient tout leur temps à s'adresser des harangues en vers et en prose ? Pas si fous ! *Item*, il faut déjeuner, et ils n'attendraient pas une heure pour mettre la main à la pâte.

Naturellement, le premier vote aurait pour objet la division du travail. Le système des castes, presque installé d'avance par le fait des quarante types, serait-il acclamé d'enthousiasme ? Oh ! que nenni ! Plus si écrevisses les quarante, après la multiplication ! Je me persuade que les Mérimée, par exemple, ne tiendraient pas obstinément au privilège de rincer les vases de nuit, fût-ce des vases étrusques. Tant de fortes têtes sauraient bien entourer cette besogne indispensable d'une auréole de poésie qui permît de dire de tous et de chacun :

Ce réac édenté devint, à son honneur,

D'assez triste écrivain, merveilleux vidangeur.

C'est une chose réjouissante, quand on discute communisme, comme les terreurs de l'adversaire le portent d'instinct sur ce meuble fatal ! « Qui videra le pot de chambre ? » C'est toujours le premier cri. « Qui videra *mon* pot de chambre ? » veut-il dire, au fond. Mais il est trop avisé pour user du pronom possessif et, généreusement, il consacre ses alarmes à la postérité.

Sale chose que l'égoïsme de l'heure vivante ! Un mélange de cynisme et d'hypocrisie ! Est-il question du passé ? Feuilles mortes ! on en fait litière. L'Histoire s'esquisse à grands traits, du plus beau sang-froid ;

2. Félix Dupanloup, 1802-1878, spécialiste de l'éducation des jeunes filles et catéchiste réputé, directeur du petit séminaire de Saint-Nicolas du Chardonnet. Il est un des chefs du catholicisme libéral ainsi qu'un

des promoteurs de la loi scolaire du 15 mars 1850, appelée « loi Falloux ». Il combat le journal *L'Univers* de Louis Veuillot. Député en 1871, il fait voter la loi de 1875 sur l'enseignement supérieur. Sénateur en 1876.

avec des monceaux de cadavres et de ruines. Nulle boucherie ne fait sourciller ces fronts impassibles. Le massacre d'un peuple ? évolution de l'humanité. L'invasion des barbares ? infusion de sang jeune et neuf dans les vieilles veines de l'Empire romain. La trombe des Germains et des Huns n'a passé sur le monde latin que pour en purifier l'atmosphère corrompue. Ouragan providentiel ! Quant aux populations et aux villes que le fléau a couchées sur son passage ? nécessité, marche fatale du progrès. Tout est bien qui a enfanté le présent, c'est-à-dire *nous*. Pas d'avances trop dispendieuses pour un si beau produit.

Mais s'agit-il des générations à venir ? Quel changement ! À l'insensibilité succède une passion délirante. On est pris d'une telle furie de tendresse devant ces poupards en perspective qu'on se hâte de les mettre sous clé, afin de les préserver des accidents. Leurs pas, leurs gestes sont comptés, équilibrés, crainte de chute. Tout est réglé d'avance, comme un papier de musique, pour les pauvres petits automates, et à perpétuité, s'il vous plaît. Religion perpétuelle, dynastie perpétuelle, lois perpétuelles, et surtout dette perpétuelle, en paiement légitime de tant de sollicitude et d'amour.

Hé ! bonnes gens, quand vous aurez rejoint vos ancêtres, on fera de vous le cas, et un peu moins, que vous avez fait d'eux. Après s'être mises à l'abri de l'infection de vos carcasses matérielles, les poupées à ressort de votre usine casseront tous leurs ressorts et feront, à peu près en ces termes, l'oraison funèbre de vos carcasses morales :

« Dans l'histoire de l'Humanité, vous êtes la page du choléra et de la peste. Les barbaries et les sottises de vos aïeux étaient la faute de l'ignorance, le résultat de convictions aveugles. Vous avez fait le mal, vous, sciemment, avec préméditation, par noir égoïsme. Car vous n'avez jamais cru à rien qu'à votre intérêt,

ignobles sceptiques, et à cet intérêt vous avez voulu sacrifier jusqu'à vos plus lointains neveux.

« Qui vous avait donné mandat de stipuler en notre nom, de penser et d'agir pour nous ? Avons-nous consenti la traite tirée sur notre travail ? Tartufes ! sous prétexte d'assurer notre bien-être, vous avez dévoré d'avance le fruit de nos sueurs, nous crevant de votre mieux les yeux et les oreilles pour nous empêcher de voir et d'entendre. Que ne vous borniez-vous à vos affaires, en nous laissant le soin des nôtres ? Vous aviez l'impôt annuel, pour recette et pour dépense. Il fallait rester dans cette limite et vous conduire en loyaux usufruitiers, frais et profits compensés. Nous n'acceptons l'héritage que sous bénéfice d'inventaire. Qui fait les dettes les paye.

« On dit que vos emprunts avaient pour but des travaux profitables à la postérité, et qu'elle doit prendre sa part des charges comme des bénéfices. On travaille pour elle, à elle de payer. – *Pour elle ?* Hypocrites ! Quelle entreprise a jamais été conçue dans un intérêt futur ? Non ! le présent ne songe qu'à lui. Il se moque de l'avenir aussi bien que du passé. Il exploite les débris de l'un et veut exploiter l'autre par anticipation. Il dit : « Après moi le déluge ! » ou, s'il ne le dit pas, il le pense et agit en conséquence. Ménage-t-on les trésors amassés par la nature, trésors qui ne sont point inépuisables et ne se reproduiront pas ? On fait de la houille un odieux gaspillage, sous prétexte de gisements inconnus, réserve de l'avenir. On extermine la baleine, ressource puissante, qui va disparaître, perdue pour nos descendants. Le présent saccage et détruit au hasard, pour ses besoins ou ses caprices. »

Donc, occupons-nous d'aujourd'hui. Demain ne nous appartient pas, ne nous regarde pas. Notre seul devoir est de lui préparer de bons matériaux pour son travail d'organisation. Le reste n'est plus de notre

compétence. Un bas Breton n'a point à faire la leçon à l'Institut. Si mons. Veuillot¹ soutient le contraire, comme c'est probable, disons à son intention personnelle : « Gros-Jean n'en doit pas remonter à son curé ! » Ce rôle de bas Breton ou de Gros-Jean n'est-il pas grotesque ? Et ne faut-il pas admirer la fatuité de ces Lycurgue qui se croient tenus en conscience de minuter article par article le code de l'avenir ? Ils semblent craindre que ces pauvres générations futures ne sachent pas mettre un pied devant l'autre et s'empressent de leur fabriquer, qui un bourrelet, qui des brassières, qui une petite prison roulante pour leur apprendre à marcher libres.

Il est vrai que ces générations ne seront pas en reste de charité et s'attendriront à leur tour sur la folie de ces bons ancêtres, maçonnant à l'envi des édifices sociaux pour y claquemurer la postérité. La vieille prison est encore debout, menaçante et noire, avec deux ou trois lézardes à peine qui ont permis l'évasion de quelques captifs, et déjà, comme les mères-poules à la vue de leurs petits canards descendus à l'eau, les néo-révélateurs sont dans les transes pour les malheureux évadés qui s'ébattent joyeusement au soleil :

« Eh ! mes enfants ! Quelle imprudence ! Vous allez vous enrhummer au grand air. Vite, rentrez dans le beau palais que j'ai construit en votre faveur. On n'a jamais vu, on ne verra jamais son pareil ! »

Ils sont déjà trois ou quatre Moïses qui assurent avoir bâti à chaux et à ciment pour l'éternité, et les portes de l'enfer ne prévaudront certes pas contre ces paradis neufs à l'enchère. Libre à un croyant de chercher, à travers la brume, quelque fugitive échappée

1. Louis Veuillot, 1813-1883, journaliste catholique. Collaborateur puis rédacteur en chef de *L'Univers* dont il fait un organe au service

du parti ultramontain. Il défend l'infaillibilité pontificale promulguée en 1870.

sur le monument de l'avenir. C'est un but honnête de promenade et un excellent exercice pour les yeux. Mais nous rapporter de cette excursion un dessin complet et minutieux de l'édifice, plan, coupe, hauteur et détails, avec état de lieux authentique... non, mon ami, non, rempochez votre épure.

La manie serait innocente, si ces fanatiques amants de la claustration ne prêtaient main-forte contre les démolisseurs de la vieille geôle qui refusent de travailler à la confection de la nouvelle et prétendent laisser le public en promenade, chose horrible suivant tous les messies.

Que la civilisation ait pour couronnement inévitable la communauté, il serait difficile de nier cette évidence. L'étude du passé et du présent atteste que tout progrès est un pas fait dans cette voie, et l'examen des problèmes aujourd'hui en litige ne permet pas d'y trouver une autre solution raisonnable. Tout est en pleine marche vers ce dénouement. Il ne relève que de l'instruction publique, par conséquent de notre bonne volonté. Le communisme n'est donc pas une utopie. Il est un développement normal et n'a aucune parenté avec les trois ou quatre systèmes, sortis tout épuisés de cervelles fantaisistes.

Cabet, par son Icarie et sa tentative de Nauvoo¹, a eu précisément le tort d'assimiler l'idéal régulier de l'avenir aux hypothèses en l'air des révélateurs de pacotille. Il a dû échouer plus rudement encore que ses émules, le communisme étant une résultante générale, et non point un œuf pondu et couvé dans un coin de l'espèce humaine, par un oiseau à deux pieds, sans plume ni ailes.

1. Localité des États-Unis (Illinois). Les Icarie y établissent une colonie de 1849 à 1856, où ils mettent en

pratique le communisme idéal de Cabet, décrit dans son ouvrage *Voyage en Icarie*.

Saint-simoniens, fouriéristes, positivistes ont tous déclaré la guerre à la révolution, accusée par eux de négativisme incorrigible. Pendant une trentaine d'années, leurs prêches ont annoncé à l'univers la fin de l'ère de destruction et l'avènement de la période organique, dans la personne de leurs messies respectifs. Rivaux de boutique, les trois sectes ne s'accordaient que dans leurs diatribes contre les révolutionnaires, pécheurs endurcis, refusant d'ouvrir les yeux à la lumière nouvelle et les oreilles à la parole de vie.

Chose remarquable qui suffit pour établir la distinction, les communistes n'ont cessé de former l'avant-garde la plus audacieuse de la démocratie, tandis que les poursuivants d'hypothèses ont rivalisé de platitude devant tous les gouvernements rétrogrades et mendié leurs bonnes grâces par l'insulte à la république. C'est que le communisme est l'essence, la moelle de la révolution, tandis que les nouvelles religions n'en furent jamais que les ennemies, tout comme l'ancienne.

Personne n'ignore ce que sont aujourd'hui les saint-simoniens : des piliers de l'Empire. On ne peut pas certes les accuser d'apostasie. Leurs doctrines ont triomphé : la souveraineté du capital, l'omnipotence de la banque et de la haute industrie. Ils trônent avec elles, rien de mieux. Mais dire que ces braves gens ont été pris pour de dangereux novateurs !

Les fouriéristes, après avoir fait dix-huit ans leur cour à Louis-Philippe sur le dos des républicains, ont passé à la république avec la victoire, fort étonnés bientôt et encore plus déçus de rencontrer la proscription où ils avaient cru trouver la puissance. Disparus dans la tempête avec leur burlesque utopie. Les débris restent mêlés aux rangs démocratiques. Ils n'ont plus d'espoir ailleurs.

Le positivisme, troisième chimère du siècle, a débuté par la négation de tous les cultes, et fini par

le système des castes, enté sur une caricature de catholicisme. Du reste, il s'est divisé. Les orthodoxes disent gravement la messe comtiste dans la chambre mortuaire du prophète. Les protestants passent leur vie à nier la doctrine qu'ils prêchent, ou prêcher la doctrine qu'ils nient, comme on voudra. Tous également remarquables par leur crainte des coups, leur respect de la force et leur soin de fuir le contact des vaincus.

Comte a consacré ses dernières années au panégyrique de l'empereur Nicolas et au trépignement des révolutionnaires. Il avait imaginé ses castes pour gagner le cœur de la réaction. La réaction et le tsar n'ont pas daigné tourner la tête.

Les schismatiques font un certain bruit et possèdent un simulacre d'influence, grâce aux trembleurs de l'athéisme qui sont venus s'abriter sous une équivoque. Passé le péril, cette ombre d'existence s'évanouira, et les positivistes prendront la queue du socialisme ou émigreront dans le camp conservateur.

Le communisme, qui est la révolution même, doit se garder des allures de l'utopie et ne se séparer jamais de la politique. Il en était dehors naguère. Il s'y trouve en plein cœur aujourd'hui. Elle n'est plus que sa servante. Il ne doit pas la surmener, afin de conserver ses services. Il lui est impossible de s'imposer brusquement, pas plus le lendemain que la veille d'une victoire. Autant vaudrait partir pour le soleil. Avant d'être bien haut, on se retrouverait par terre, avec membres brisés et une bonne halte à l'hôpital.

N'oublions pas notre axiome : instruction et communauté imminent de front et ne peuvent se devancer d'un pas. C'est beaucoup déjà d'avoir une sœur siamoise que tout le monde appelle à grands cris. L'une ne viendra pas sans l'autre.

Il est vrai que ces appels unanimes ont un sous-entendu : la définition. Or, nous l'avons vu, la défi-

nition est double, noire et blanche. Ne soyons pas dupes. Les pièces sont là. Le gouvernement et le conservatisme ne veulent que l'instruction donnée par les prêtres, ce qui signifie : ténèbres. Ils poussent avec frénésie à ce résultat. César, Shylock et Loyola marchent, les coudes serrés, à la conquête de la nuit. Ils n'arriveront pas, mais ils nous empêchent aussi d'arriver.

Les deux forces aux prises se tiennent mutuellement en échec. Personne n'avance, personne ne recule. Immobilité sur place. Pour nous, dans la situation, c'est un succès. La nuit tient à ses ordres cinquante mille prêtres, cinquante mille congréganistes et à peu près quarante mille instituteurs. Car presque tous aujourd'hui obéissent à la sacristie. L'Université est en pleine trahison.

On ne peut même pas compter sur la presse. Celle de l'opposition ne dépasse guère les murs des villes. La campagne appartient aux feuilles rétrogrades qui viennent appuyer de leur propagande écrite la propagande orale du curé, des ignorantins et des grands propriétaires. Tout est contre nous, rien pour nous.

Que nous reste-t-il donc ? Le souffle du progrès qui circule dans l'air, les communications d'homme à homme par les routes ferrées, la conscience publique, le spectacle de nos ennemis surtout, notre meilleur plaidoyer. Ce qui grandit peut-être, c'est la colère, force précaire. La colère d'aujourd'hui devient souvent la peur de demain. Point de base solide que l'instruction, et les efforts adverses la paralysent. Nous marquons le pas.

Mais le lendemain d'une révolution, coup de théâtre. Non pas qu'il s'opère une transformation subite. Hommes et choses sont les mêmes que la veille. Seulement l'espoir et la crainte ont changé de camp. Les chaînes sont tombées, la nation est libre, et un horizon immense s'ouvre devant elle.

Maintenant, il faut des armes

Que faire alors ? Atteler un nouveau relais au même chariot, comme en 1848, et reprendre tranquillement les mêmes ornières ? On sait où elles mènent. Si, au contraire, le sens commun a pris enfin le dessus, voici, tracées côte à côte, deux routes parallèles. L'une, d'étape en étape, aboutit à l'instruction intégrale universelle ; l'autre, par des étapes correspondantes, à la communauté.

Sur les deux routes, au début, même mesure : destruction des obstacles. Ils sont bien connus. Ici, l'armée noire ; à côté, la conspiration du capital. L'armée noire, on l'évacue au-delà des frontières, besogne simple. Le capital est moins accommodant. On sait son procédé invariable : il fuit ou se cache. Après quoi, le capitaliste se met à la fenêtre et regarde tranquillement le peuple barboter dans le ruisseau. C'est l'histoire de 1848. Le peuple a gémi, pleuré, maugréé, puis, se fâchant trop tard, a été bien battu et a repris ses fers. Ne recommençons pas.

Empêcher la disparition du numéraire, impossible ! Il n'y faut pas songer seulement. Mais les meubles, voire les immeubles ne peuvent ni se cacher ni fuir. Cela suffit. On court au plus pressé.

Dispositions immédiates

Dans l'ordre économique

Commandement à tous les chefs d'industrie et de commerce, sous peine d'expulsion du territoire, de maintenir provisoirement dans le *statu quo* leur situation présente, personnel et salaire. L'État prendrait des arrangements avec eux. Substitution d'une régie à tout patron expulsé pour cause de refus.

Convocation d'assemblées compétentes, pour régler la question des douanes, celle des mines et des grandes compagnies industrielles, celle du crédit et de l'instrument d'échange.

Assemblée chargée de jeter les bases des associations ouvrières.

Par le commandement aux patrons, le coup de Jarnac du capital serait paré. À la première heure, c'est l'essentiel. Les travailleurs pourront attendre ailleurs que dans le ruisseau les nouvelles mesures sociales.

Dans l'ordre politique

Suppression de l'armée et de la magistrature. Révocation immédiate des fonctionnaires moyens et supérieurs. Maintien provisoire des employés. Expulsion de toute l'armée noire, mâle et femelle. Réunion au domaine de l'État de tous les biens meubles et immeubles des églises, communautés et congrégations des deux sexes, ainsi que de leurs prête-noms. Répétitions à exercer contre les ennemis sérieux de la république, pour actes postérieurs au 24 février 1848. Annulation de toute vente de ces biens ou de toute hypothèque prise sur eux, depuis cette même date.

Réorganisation du personnel fonctionnaire. Plus de code pénal, ni de magistrature. Arbitres au civil, jurés au criminel. Peine proportionnelle à la faute, et toujours édictée par le jury, selon sa conscience, sans

Maintenant, il faut des armes

tarif obligatoire. Nature des diverses peines, seule formulée d'avance.

Formation d'une armée nationale sédentaire. Armement général des ouvriers et des populations républicaines.

Aucune liberté pour l'ennemi.

Ordre financier

Suppression du grand-livre de la dette publique. Commission pour le règlement de la Caisse d'épargne. Remplacement de toutes les contributions directes ou indirectes par un impôt direct, progressif, sur les successions et sur le revenu.

Instruction publique

Constitution d'un corps enseignant des trois degrés : primaire, secondaire et supérieur.

Gouvernement

Dictature parisienne.

L'appel précipité au suffrage universel en 1848 fut une trahison réfléchie. On savait que, par le bâillonnement de la presse depuis le 18 Brumaire, la province était devenue la proie du clergé, du fonctionnarisme et des aristocraties. Demander un vote à ces populations asservies, c'était le demander à leurs maîtres. Les républicains de bonne foi réclamaient l'ajournement des comices jusqu'à pleine libération des consciences par une polémique sans entraves. Grand effroi pour la réaction, aussi certaine de sa victoire immédiate que de sa défaite au bout d'un an. Le gouvernement provisoire lui a livré avec préméditation la République qu'il avait subie avec colère.

Le recours au scrutin le lendemain de la révolution ne pourrait avoir que deux buts également coupables : enlever le vote par contrainte, ou ramener

la monarchie. On dira que c'est là un aveu de minorité et de violence. Non ! la majorité acquise par la terreur et le bâillon n'est pas une majorité de citoyens, mais un troupeau d'esclaves. C'est un tribunal aveugle qui a écouté soixante-dix ans une seule des deux parties. Il se doit à lui-même d'écouter soixante-dix ans la partie adverse. Puisqu'elles n'ont pu plaider ensemble, elles plaideront l'une après l'autre.

En prévision des événements, déjà, les mielleux de la réaction brodent des homélies sentimentales sur cette antienne : « Il est bien malheureux que les partis ne cherchent dans la victoire que les représailles, au lieu d'y chercher la liberté. » L'antienne est fausse. En 1848, les républicains, oubliant cinquante années de persécutions, ont accordé liberté pleine et entière à leurs ennemis. L'heure était solennelle et décisive. Elle ne reviendra plus. Les vainqueurs, malgré de longs et cruels griefs, prenaient l'initiative, donnaient l'exemple.

Quelle fut la réponse ? L'extermination. Affaire réglée. Le jour où le bâillon sortira de la bouche du Travail, ce sera pour entrer dans celle du Capital.

Un an de dictature parisienne en 48 aurait épargné à la France et à l'histoire le quart de siècle qui touche à son terme. S'il en faut dix ans cette fois, qu'on n'hésite pas. Après tout, le gouvernement de Paris est le gouvernement du pays par le pays, donc le seul légitime. Paris n'est point une cité municipale cantonnée dans ses intérêts personnels, c'est une véritable représentation nationale.

Il importe au salut de la révolution qu'elle sache unir la prudence à l'énergie. L'attaque au principe de la propriété serait inutile autant que dangereuse. Loin de s'imposer par décret, le communisme doit attendre son avènement des libres résolutions du pays, et ces résolutions ne peuvent sortir que de la diffusion générale des lumières.

Les ténèbres ne se dissipent pas en vingt-quatre heures. De tous nos ennemis, c'est le plus tenace. Vingt années ne suffiront peut-être pas à faire le jour complet. Les ouvriers éclairés savent déjà par expérience que le principal, on peut même dire le seul obstacle au développement des associations, est l'ignorance. Les masses ne comprennent pas et se défient. Défiance trop légitime, hélas ! La race des vampires est toujours là, prête à recommencer l'exploitation sous de nouveaux masques. Les ignorants, par un instinct vague de ce danger, préfèrent encore la simplicité du salariat. Ils en savent par cœur les inconvénients et les avantages. La complication les effraie. Rien d'aussi décourageant que de ne pas voir clair dans son jeu, quand la vie en dépend.

Néanmoins, les bienfaits manifestes de l'association ne tarderont pas à éclater aux yeux de tout le prolétariat de l'industrie, dès que le pouvoir travaillera pour la lumière, et le ralliement peut s'accomplir avec une extrême rapidité.

Autrement grave est la difficulté dans les campagnes. D'abord, l'ignorance et le soupçon hantent beaucoup plus encore la chaumière que l'atelier. Puis, il n'existe pas d'aussi puissants motifs de nécessité et d'intérêt qui entraînent le paysan vers l'association. Son instrument de travail est solide et fixe. L'industrie, création artificielle du capital, est un navire battu par les flots et menacé à chaque instant du naufrage. L'agriculture a sous ses pieds le plancher des vaches qui ne sombre jamais.

Le paysan connaît son terrain, s'y cantonne, s'y retranche et ne redoute que l'empiètement. Le naufrage, pour lui, serait l'engloutissement de sa parcelle dans cet océan de terres dont il ignore les limites. Aussi *partage* et *communauté* sont-ils des mots qui sonnent le tocsin à ses oreilles. Ils ont contribué pour une bonne part aux malheurs de la République en

1848, et servent derechef contre elle, depuis la nouvelle coalition des trois monarchies.

Ce n'est pas une raison pour rayer le mot *communisme* du dictionnaire politique. Loin de là, il faut habituer les campagnards à l'entendre non comme une menace, mais comme une espérance. Il suffit de bien établir que la communauté est simplement l'association intégrale de tout le pays, formée peu à peu d'associations partielles, grossies par des fédérations successives. L'association politique du territoire français existe déjà. Pourquoi l'association économique n'en deviendrait-elle pas le complément naturel, par le progrès des idées ?

Mais il faut déclarer nettement que nul ne pourra jamais être forcé de s'adjoindre avec son champ à une association quelconque, et que s'il y entre, ce sera toujours de sa pleine et libre volonté. Les répétitions sur les biens des ennemis de la république seront exercées, à titre d'amende, par arrêt de commissions judiciaires, ce qui n'implique en rien le principe de propriété.

Il sera indispensable également d'annoncer que ces arrêts respecteront les petits et moyens propriétaires, attendu que leur hostilité, sans importance quand elle existe, ne mérite pas une représaille. Ce qu'il faut balayer du sol, sans hésitation, sans scrupule, ce sont les aristocraties et le clergé. À la frontière, marche !

Dans quels délais le communisme pourra-t-il s'installer en France ? Question difficile. À juger par la disposition présente des esprits, il ne frapperait pas précisément aux portes. Mais rien de si trompeur qu'une situation, parce que rien n'est si mobile. La grande barrière, on ne le redira jamais trop, est l'ignorance. Là-dessus, Paris se fait illusion. C'est tout simple. D'un milieu lumineux, on n'aperçoit pas la région de l'ombre. Les journaux, les voyageurs racontent la province, ils ne sauraient la peindre. Il faut plonger dans les ténèbres pour les comprendre.

Elles couvrent la France par couches si épaisses qu'il semble impossible de les soulever. Sur un point unique le soleil, sur quelques autres à peine des aubes naissantes, de faibles crépuscules, partout ailleurs la nuit.

De là, pour nous, l'impossibilité de voir clairement la solution du problème social. Entre ce qui est et ce qui veut être, il existe une distance si prodigieuse que la pensée n'arrive pas à la franchir. Une hypothèse cependant donne la clé de l'énigme. Si chaque citoyen avait l'instruction du lycée, par quel procédé s'établirait l'égalité absolue, moyen unique de concilier les impérieuses prétentions de tous ? Par le communisme, sans une ombre de doute. Le communisme est la seule organisation possible d'une société, savante à l'extrême, et dès lors violemment égalitaire.

Que la soif de l'égalité soit le premier, le plus irrésistible effet de l'instruction, il suffit, pour s'en convaincre, de jeter les yeux autour de soi et sur soi. Qui, parmi les gens éclairés, voudrait souffrir une prédominance quelconque, s'il n'y était contraint par la force ? L'habitude de cette contrainte donne l'habitude de la résignation. On n'y songe même pas, ou si l'on y songe, c'est avec ce haussement d'épaules, geste éloquent de l'impuissance.

Or qu'est-ce que la force brutale ? C'est l'ignorance, par la grâce du hasard, aux ordres du premier venu, l'ignorance embrigadée, tremblante et soumise, instrument à la fois et victime de la violence. Plus d'ignorants, plus de soldats ! Toute prépotence est anéantie. Qui pourra régenter son voisin ou vivre à ses dépens ? L'égalité sera la première loi. La fraternité et la liberté deviendront ses compagnes naturelles, toujours par nécessité. Le communisme sera certainement la forme obligée d'un tel ordre social, car, seul, il résout, d'après le sens commun, tous les problèmes économiques.

Voilà justement aussi pourquoi il ne saurait être la forme de la société présente. Il n'est compatible qu'avec l'universalité des lumières et nous n'en sommes pas là. Les tentatives prématurées pour l'implanter dans un milieu réfractaire n'enfanteraient que désastres. En 1848, la majorité des ouvriers a mal accueilli l'égalité des salaires, peu conciliable en effet avec une instruction bornée.

L'association, cette mère future du communisme, n'en est encore qu'à la première période de gestation. Elle maintient ses adhérents sous le régime de l'échange, par conséquent de l'individualisme. Nul ne la consentirait plus étroite. Rien n'est mûr pour de si profondes transformations. Jusqu'ici, la communauté n'a donné d'elle au monde qu'une manifestation hideuse, le cloître. Celle de l'avenir sera la liberté. Un chemin est sec et ferme par le froid comme par le chaud. Entre les deux, il y a le dégel.

On a osé, à Paris, en pleine réunion publique, reprendre contre les *déclassés* les diatribes du coup d'État. On a osé dire qu'une société de savants ne serait pas viable, et qu'on doit lui préférer une société d'abrutis. Se plaindre qu'il y ait trop d'hommes instruits, alors que la nation est esclave par ignorance, n'est-ce point le langage des ennemis du peuple ? Ils le sentent si bien que leur tactique s'enveloppe de gros compliments. Ils dorent la pilule avec une flagornerie, en prêchant aux prolétaires que les habiletés de la main valent les puissances du cerveau. Les travailleurs dévoués à l'émancipation des masses connaissent bien tout le poison de cet encens. Ils savent trop que ni la force, ni l'adresse ne sont l'intelligence, et que l'auteur de tel chef-d'œuvre industriel peut être en même temps une dupe aveugle.

Voyez l'Inde et la Chine. L'Europe n'a jamais pu égaler les Hindous dans le tissage du cachemire. Comme artistes, comme artisans, les Chinois sont au

moins nos rivaux. Et cependant quelle dégradation ! Pourquoi ? La pensée est absente.

Combien d'animaux même se montrent les émules, sinon les supérieurs de l'homme dans la manipulation de la matière ! Certains nids d'oiseaux sont d'imitables chefs-d'œuvre. Quels plus merveilleux ouvriers que l'abeille et l'araignée ? L'abeille juxtapose ses tubes hexagones avec une précision géométrique que nous ne pourrions jamais surpasser. L'araignée défie la science du mathématicien et tout l'art du tisseur, dans les mille calculs qui savent nouer ses fils et adapter ses toiles aux emplacements les plus divers. Deux simples insectes pourtant !

Non ! ce n'est pas la dextérité manuelle, c'est l'idée seule qui fait l'homme. L'instrument de la délivrance n'est point le bras, mais le cerveau, et le cerveau ne vit que par l'instruction. L'attaque à cette mère nourrice de la pensée est un attentat contre l'être pensant lui-même, un crime social.

L'estomac ne peut supporter l'abstinence. Le cerveau s'y habitue aisément, au contraire. Plus il pâlit, moins il ressent le besoin. L'excès de privation ne lui donne pas l'avidité, mais le dégoût et la fatigue de la nourriture. Il ne sent pas son mal, il s'y complaît même, et s'abandonne volontiers aux langueurs de cette léthargie. Si le jeûne de l'estomac cause la mort physique, celui du cerveau amène la mort intellectuelle. Il ne reste que des brutes satisfaites de croupir dans une vie purement bestiale. C'est ainsi que, par une atrophie savante des facultés de l'âme, la tyrannie sait arriver à l'extinction morale d'un peuple, et le rayer en quelque sorte de l'humanité. Une nation peut pardonner à ses oppresseurs la servitude, les prisons, les supplices, la misère, la faim, toutes les violences, toutes les calamités, toutes les douleurs, mais l'attentat sur son cerveau, mais l'étouffement de son intelligence, jamais, jamais, jamais ! Pour un tel forfait, point de pardon possible !

Laissons donc là les billevesées, les programmes fantaisistes, les querelles de mots et de formes. Le salut du peuple est dans l'instruction. C'est le cri universel.

De la lumière ! De la lumière ! L'ennemi n'en veut pas, lui. Il s'épuise en efforts désespérés pour nous refouler dans le Moyen Âge. Qui ne se rappelle ces paroles mémorables de Montalembert à la tribune législative de 1850 : « Deux armées sont en présence, l'armée du bien et l'armée du mal. L'armée du bien, 40 000 curés ; l'armée du mal, 40 000 instituteurs » ?

Eh bien ! ces deux armées aujourd'hui n'en font plus qu'une. L'appel de Montalembert a été entendu. Qu'on ouvre *Le Moniteur* après le coup d'État, on y trouvera l'exécution littérale de son programme : les collèges partout remplacés par des jésuitières ; les instituteurs traqués comme des bêtes fauves ; les anathèmes contre le *déclassement*, ce qui veut dire contre l'instruction du pauvre ; l'enseignement primaire réduit au catéchisme ; dans les lycées, la suppression de la philosophie, et la bifurcation ou plutôt l'étrangement des études ; les jeunes générations livrées au clergé ; partout une guerre à mort aux lumières, partout la race du capital appelant à grands cris le prêtre et les ténèbres au secours de son omnipotence en péril.

En ces jours néfastes, qui aurait pu retenir ses larmes devant le déchaînement de toutes les perversités contre la pensée humaine ! Quelle conscience de leur crime dans un tel acharnement ! Oh ! s'il leur eût été donné d'emporter la France loin, bien loin, au sein des plus reculés océans, avec quelle volupté de rage ils auraient anéanti tous les monuments de l'esprit humain, la lettre moulée elle-même et jusqu'au nom de l'imprimerie !

Malheureusement pour eux, si on transporte les citoyens, le sol reste en place, et comme, au milieu du monde civilisé, l'intelligence seule fait la véritable

force, nos triomphateurs allaient périr bientôt par leur propre victoire. Il a fallu s'arrêter sous peine de mort, et ne pas détruire complètement les fonctions du cerveau. Mais quelles ruines, déjà ! Et nous ne sommes pas au bout. La triade Sabre-Écu-Goupillon, toujours souveraine, ne peut se maintenir que par la violence et l'abrutissement. Le suffrage universel, son misérable esclave, marche au scrutin, tenu au collet par le gendarme et le prêtre, avec le capital qui l'escorte, le pied au derrière.

Comment s'en étonner ? L'ignorant est à peine un homme, et on peut le mener comme un cheval, avec la bride et l'éperon. Le dresser au travail et à l'obéissance, c'est l'unique préoccupation du maître. Si l'on veut connaître à fond les rêves du conservatisme, qu'on étudie son langage et ses œuvres, après le coup d'État, alors que, tenant le peuple sous ses pieds, il avait levé le masque et se croyait dispensé de ménagements. Suppression immédiate des écoles normales où se formaient de vrais instituteurs. Il faut lire les déblatérations furieuses de l'époque contre ces « pépinières de boute-feux et d'empoisonneurs de jeunesse ». Discours officiels, journaux, sermons proclament à l'envi qu'on ne doit apprendre aux enfants du peuple que le catéchisme et un métier, que tout autre enseignement est une source perpétuelle de révolte, une calamité publique. C'est par-tout un déchaînement de blasphèmes contre l'instruction qui allume l'envie des masses et les précipite sur la société ; une tempête d'imprécations à l'adresse des *déclassés*, ces ennemis de tout ordre social, ces fauteurs de bouleversements.

Quand on voit reparaître aujourd'hui, jusqu'au sein des assemblées populaires, les attaques au *déclassement*, la guerre à l'instruction gratuite et obligatoire, il n'est pas difficile de deviner, sous son faux nez socialiste, l'intrigue clérico-féodale. En creusant

le projet des écoles professionnelles, on retrouverait aisément le venin de 1852, cette idée fixe d'incarcérer le travailleur dans un métier et d'en revenir par ce chemin au système des castes.

Il faut le dire bien haut, les écoles professionnelles, telles que beaucoup de gens les préméditent, ne seraient que des séminaires de Chinois. Péril d'autant plus grave qu'il revêt une forme flatteuse. On veut conduire par la vanité à l'abâtardissement et à l'immobilisme. Gutenberg et Voltaire ont été bien autrement utiles à l'humanité que le plus habile artisan. Ce n'est point d'ailleurs le talent, c'est le capital qui opprime. La capacité, sans l'argent, n'est un danger que pour la tyrannie.

Tel ouvrier de la pensée est souvent plus besogneux que le moindre ouvrier de la matière. Qu'est-ce que les *déclassés*, sinon les parias de l'intelligence ? On ne les insulte que parce qu'ils sont pauvres. Dès qu'ils ont des écus, ils cessent d'être des déclassés et montent au premier rang. Quelle meilleure preuve que la fortune seule, et non le mérite, classe les individus dans notre ordre social ?

Une foule de savants vivent et meurent pauvres, après avoir rendu des services ignorés. Ils avaient le savoir. Ils manquaient du savoir-faire, qui seul enrichit. Le savoir-faire, ce suçoir du vampire, est le souverain maître de notre cruelle société. Malheur à ceux que la nature a oublié d'en pourvoir ! Ils serviront de pâture à la science-reine, la science de l'exploitation.

Des milliers de gens d'élite languissent dans les bas-fonds de la misère. Ils sont l'horreur et l'effroi du capital. Le capital ne se trompe pas dans sa haine. Ces *déclassés*, arme invisible du progrès, sont aujourd'hui le ferment secret qui gonfle sourdement la masse et l'empêche de s'affaïsser dans le marasme. Demain, ils seront la réserve de la révolution.

Projet de discours

Août 1867

Citoyens, je prends la parole, l'esprit obsédé de doutes pénibles que je ne puis taire. Quand il s'agit de la cause des masses, la franchise est le plus impérieux des devoirs, et la duplicité, ce vice toujours odieux, devient alors un véritable crime. Car le peuple, simple et loyal, n'a pas de défense contre l'astuce, et sa bonne foi en fait une dupe facile. Je dirai donc ici toute ma pensée, nettement, sans ambages, et j'espère qu'on ne cherchera pas à l'étouffer. Cette violence, d'ailleurs, ne profiterait pas à l'intrigue et ne ferait que démasquer ses projets.

... [La] coopération est une étrange créature, un être hybride, moitié Proudhon, moitié Malthus, ou plutôt Malthus en chair et en os, coiffé de quelques semblants de loques proudhoniennes. On colporte partout l'idole en triomphe, la larme à l'œil, avec de grands cris de joie : « Voici la bonne nouvelle ! Voici le vrai, le bon socialisme ! Le mauvais est mort. Ses forfaits l'ont tué. Le peuple lui dit : *Raca* !¹ et abjure ses vieilles erreurs. Il renie ses extravagances de 48 et pousse même le repentir jusqu'à jeter aux ordures le mot *association*, en châtimant de ses crimes. Il remplace ce mot coupable par l'humble terme de *coopération*, qui exclut toute intrusion de la pensée et ne comporte que la notion d'attelage, plus conforme à la modestie de ses aspirations. Dignes et excellentes basses classes ! »

Erreur, messieurs ! Le peuple n'a rien renié, rien abjuré, rien jeté à l'égout. Le socialisme de 48 a été proscrit, voilà tout, et ce n'est point par le peuple. La

1. Interjection d'argot marquant la colère, le mépris.

proscription n'est pas un argument, et le libéralisme, en trépignant avec tant de mépris le corps d'un supplicié politique, montre seulement toute sa joie d'avoir été débarrassé d'un ennemi par la main d'un adversaire. Hum ! il lui a bien donné un petit coup d'épaule à cet ex-allié.

Patience ! ces morts-là ressuscitent quelquefois. Mais, pour le quart d'heure, c'est vrai, le socialisme de 48 est toujours dans son sépulcre. On ne lui a jamais permis d'en soulever la pierre. Ses gardes ne s'endorment point. Depuis seize ans, il est muet comme la tombe, et il n'a pas mis un seul de ses cheveux dans la toilette du coopératif. Toute la place demeure au socialisme proudhonien qui fait beaucoup moins peur, surtout depuis qu'on voit comment l'entendent et l'appliquent ses prétendus adeptes. Pauvre Proudhon ! Eût-il jamais soupçonné qu'un enfant, son fils putatif, emmailloté de ses doctrines, serait tenu au baptême, choyé, baisé, éduqué et prôné par l'économie politique de Malthus et Cie ?

Il faut s'entendre pourtant. Oui, en 1848, il y avait en présence et aux prises deux socialismes : l'un, celui de Proudhon, fondé sur l'individualisme tempéré de mutualité gratuite ; l'autre, anonyme, basé sur l'association générale progressive. Ni l'un ni l'autre ne pouvaient triompher alors. Ces victoires-là ne sont pas l'affaire d'un jour. Ils ont succombé également. C'étaient des frères ennemis. Mais ces frères, au milieu de leurs hostilités acharnées, n'en conservaient pas moins une ressemblance essentielle qui attestait la communauté d'origine, et qui leur a toujours permis de porter le même nom. Tous deux faisaient une guerre sans quartier à la tyrannie capitaliste et proclamaient l'illégitimité de l'intérêt sous toutes ses formes, rente, loyer, fermage, primes, etc.

Ils ne reconnaissaient de droit qu'au travail. Ils n'en accordaient aucun au capital. Cette doctrine n'est pas

seulement la vérité scientifique, mais encore la plus haute morale. En effet, le travail c'est l'homme ; le capital c'est la matière. L'homme seul agit, le capital n'agit pas. Il n'est qu'un instrument inerte entre les mains du travailleur. Il n'y a donc aucune part à lui faire dans le produit.

Ce n'est point ici le lieu de réfuter les sophismes de l'économie politique en faveur de la rémunération du capital. Ce serait un hors-d'œuvre qui déborderait mon cadre. Il suffit de rappeler que les deux socialismes en lutte, le mutuellisme et l'association, malgré leur divergence radicale, s'accordaient néanmoins sur le point décisif, l'illégitimité de l'intérêt. Ce n'est pas tout sans doute. Mais qu'on demande si c'est peu aux propriétaires, aux hommes de finance, d'industrie et de négoce. Sans méconnaître les difficultés de l'organisation du travail dans les deux systèmes socialistes – et c'est précisément à propos de cette organisation qu'éclate leur antagonisme – on peut avancer hardiment que l'essence même du socialisme gît dans la formule : *illégitimité de l'intérêt du capital*.

Si donc, comme s'en vantent ses fondateurs, comme le répètent avec complaisance ses journaux, la coopération est une fille bien élevée du socialisme proudhonien, c'est bien le moins qu'elle eût dû choisir pour assise le seul point de doctrine qui fasse Proudhon socialiste. Loin de là, le *tant pour cent* est son dieu et le capital son souverain seigneur. Elle repose sur la même base que toutes les sociétés commerciales possibles, anonymes, en participation, en commandite. Qu'on lise ses statuts, ses comptes-rendus, tous ses manifestes, c'est l'argot de la finance, sans un point de plus, sans une virgule de moins. Amende honorable aux pieds du *laisser-faire* et du *laissez-passer* ; triomphe complet de cette économie politique sans entrailles qui jette les victimes par millions dans l'engrenage dévorant de la concurrence, et l'on peut bien

ajouter, de l'*offre* et de la *demande* ; car il y a des auxiliaires dans la coopération. *Auxiliaires* ! mot pudique pour déguiser *salariés*. Et qui sait si les patrons à plusieurs têtes ne seraient pas plus durs que les patrons mono-crânes ? Qu'on s'étonne, après cela, des tendresses malthusiennes pour le poupon coopératif !

Ses parrains disent aux prolétaires : « Ne vous inquiétez pas du gouvernement. Vous n'avez nul besoin de son aide. Ne lui demandez pas l'aumône de ses millions. Vous n'en avez pas le droit et, d'ailleurs, ils vous seraient plus nuisibles qu'utiles. Tirez, sou par sou, de votre pauvre bourse, pour vous créer un capital, un instrument de travail, et de ce jour vous cesserez d'être des salariés, des exploités, pour devenir des capitalistes, cumulant le double profit de l'intérêt d'abord, puis de la main-d'œuvre, sans prélibation. Voilà le vrai chemin de l'affranchissement et du bien-être ! Laissez donc là le gouvernement et, loin de solliciter son intervention, faites plutôt des vœux pour qu'il ne se mêle pas de vos affaires ! »

Et comment pourrait-il ne point s'en mêler, puisqu'il est l'État ? Certes, le conseil serait admirable s'il n'était une raillerie. On engage les ouvriers à bâtir avec leurs centimes de *petites* associations de dix, vingt, trente, cinquante, cent personnes, et à s'acoquiner dans ces recoins, pour tenir à l'œil le gérant et soigner la fructification du magot. Par cela même, en réalité, on les dissuade de fourrer le nez dans la *grande* association où vont s'engloutir les gros sous jusqu'à concurrence de deux milliards et demi de francs.

S' imagine-t-on, par hasard, que ce prélèvement de deux milliards sur la production nationale soit chose indifférente au bien-être des travailleurs, et qu'ils n'aient pas plus à s'en soucier que des montagnes de la lune ? Et l'emploi de ces milliards, est-il aussi pour eux sans intérêt ? 500 millions de dette publique, dont le capital a passé qui sait à quoi ? 500 millions servant

à empêcher six cent mille hommes de travailler, 60 millions alloués à l'Église, c'est-à-dire à la production des ténèbres, 25 millions à la soi-disant instruction publique, souvent simple succursale des sacristies, tout au plus manufacture de pénombre ; tout cela n'a-t-il aucune influence sur le sort des masses ? Comment ose-t-on leur dire de détourner leurs regards de l'État et de ne compter que sur elles-mêmes ?

Je sais bien qu'on va répondre : « Personne ne cherche à distraire les ouvriers de la chose publique, tout au contraire. On les presse vivement d'y prendre une part active. Qu'ils s'occupent de politique, c'est leur droit et leur devoir. Mais la politique est une chose, et le travail social en est une autre. Réclamer de l'État une bonne gestion des intérêts communs, c'est bien. Lui demander de l'argent pour leurs intérêts privés, comme ils l'ont fait en 48, c'est insensé. Il ne faut pas confondre deux questions distinctes et essentiellement différentes. »

« Différentes ! Distinctes ! » Mille et mille fois non ! La question est une et indivisible. J'accorde que le budget ne commande pas les associations de travailleurs... Et encore ! En supposant quelques avances faites à fonds perdus, à des sociétés ouvrières, contrairement aux axiomes sacramentels de l'économie politique officielle, qu'est-ce que ce chiffre de centaines et de mille auprès des milliers de millions semés à pleines mains sur tous les grands chemins de l'Europe, de l'Asie, de l'Afrique et de l'Amérique ? Une rivière et un verre d'eau ! On jette de hauts cris pour le verre d'eau répandu, on regarde en silence couler la rivière. Et pourtant le verre d'eau a produit quelque chose là où il est tombé, et le fleuve est allé se perdre stérile dans la mer.

Mais point de chicanes ! Supprimée la commande du budget ! Les ouvriers ne demandent point d'argent à l'État. C'est l'État, au contraire, qui leur en

demande, et beaucoup, sous prétexte des intérêts généraux. Leurs intérêts particuliers ne souffrent-ils pas de cette saignée ? Si la *grande* association prend leurs sous, avec quoi pourraient-ils constituer le capital des petites ? Et si elle use mal des sommes prélevées, plus désastreux encore sera pour eux le mauvais usage que l'excès de l'impôt. Car l'excès n'attente qu'à leur bourse. Le mauvais usage peut tuer leur intelligence, source première de toute activité.

Évidemment, la cause principale qui paralyse la coopération, qui la rend dérisoire, en la circonscrivant d'avance dans un cercle imperceptible, c'est l'ignorance. La plupart des prolétaires n'ont pas les connaissances suffisantes pour juger par eux-mêmes la gestion d'une société, à plus forte raison pour y intervenir, et ils s'abstiennent par défiance. Ils craignent, à bon droit, d'être dupes et préfèrent la sécurité du salaire. Fût-il seul, et il n'en manque pas d'autres, cet obstacle suffit pour faire du *coopératif* une mystification.

Or, d'où vient l'ignorance ? « Du défaut d'instruction », dirait M. de la Palisse. Je me permets d'ajouter : elle vient surtout de l'enseignement clérical qui a pour but et pour résultat l'extinction des lumières et l'abrutissement par la superstition. Si, au lieu de gaspiller 500 millions par an à tenir, dans une oisiveté qui les désespère, les six cent mille jeunes gens les plus robustes du pays, l'État consacrait cette somme à l'instruction publique et voulait organiser un enseignement sérieux, rationnel, basé sur la science, en moins de dix ans la transformation de la France serait complète. Tous les travailleurs, devenus, d'instruments passifs, des citoyens éclairés, associeraient spontanément leurs intelligences et leurs bras, et le problème de l'organisation du travail selon la justice se trouverait résolu.

Par malheur, nous n'en sommes point là ; et on se consume en luttes sans issue, en efforts impuissants.

Considérons par exemple le mouvement coopératif, et voyons quelle est sa portée dans la situation actuelle. Il se présente sous trois formes : sociétés de consommation, sociétés de crédit, sociétés de production.

Les sociétés de consommation sont les plus faciles et les plus simples. On y risque peu. Mais elles ne peuvent conduire qu'à des résultats insignifiants, parfois même à des déceptions. Elles ne sont praticables d'ailleurs que dans les fortes localités. En somme, ce n'est qu'une amusette, pas même un palliatif.

Les sociétés de crédit sont déjà un péril pour les ouvriers, un mirage fascinateur qui les entraîne et les embrouille dans les questions ardues de comptes courants, d'échéances, d'intérêts accumulés, dans tout le dédale des combinaisons financières, où leur inexpérience risque fort de se perdre. Elles exigent une instruction qui en rétrécit singulièrement le cercle.

Quant aux sociétés de production, je les tiens pour le piège le plus funeste où puisse tomber le prolétariat. Il est manifeste qu'un très petit nombre de travailleurs seulement possède la capacité nécessaire pour de pareilles entreprises. C'est donc l'élite intellectuelle qui s'engagerait dans cette voie. Eh bien ! dans cette voie, échec et succès seraient également un malheur. L'échec, c'est la ruine et le découragement. Le succès, pis encore ; c'est la division des ouvriers en deux classes : d'un côté, la grande masse ignorante, abandonnée, sans appui, sans espoir, dans les bas-fonds du salariat ; de l'autre, une petite minorité intelligente, pré-occupée désormais de ses seuls intérêts privés, et séparée à jamais de ses frères malheureux.

Voudrait-on, par impossible, écrémer le peuple, lui enlever ses protecteurs naturels, pour en faire une caste nouvelle, une espèce de demi-bourgeoisie, plus égoïste encore, parce qu'elle serait plus près de ses pièces, par conséquent plus ombrageuse et plus brutalement conservatrice ? Voilà donc le dernier mot

de l'expédient bâtard qu'on a baptisé à son berceau de ce grand nom : *résurrection du socialisme*, et qui en est la négation, le tombeau ! C'est une amorce pour attirer le peuple hors de sa route naturelle dans une impasse aboutissant à des fondrières, pour le fourvoyer dans je ne sais quel enfantillage de spéculations, sans autre résultat possible que de souffler aux malheureux ouvriers la fièvre continue du *profit et de la perte* qui dévorera sa vie et ne lui laissera plus une pensée pour la chose publique.

Il ne faut pas s'étonner si le congrès international vient siéger sur les bords de la Seine. À Lausanne, il eût été difficile, peut-être, de fermer encore une fois la bouche aux contradicteurs. À Paris, on n'aura pas cette peine, puisqu'il ne leur sera pas permis de l'ouvrir. Cette rubrique coopérative est sans contredit le coup le plus puissant et le plus habile frappé pour la sécurité de l'ordre actuel ; la preuve en est dans le désarroi et dans le tohu-bohu croissant de l'opinion depuis cette dérivation du courant populaire. Une telle victoire du conservatisme pourrait devenir la fin de la France. Car rien n'est fatal à une nation comme la sécurité absolue de son gouvernement. Il s'emporte alors vers les régions de la mort et rien ne l'arrête, tout le précipite.

Ah ! l'on prétend émanciper le peuple à l'encontre même de l'action gouvernementale, avec de *petites* sociétés coopératives ! Chimère ! Trahison, peut-être ! Le peuple ne peut sortir de servage que par l'impulsion de la *grande* société, de l'État, et bien osé qui soutiendrait le contraire. Car l'État n'a pas d'autre mission légitime.

Quelle est donc cette thèse nouvelle, soulevée en dépit de l'expérience et du sens commun par une prétendue science qui s'intitule économie politique ; thèse étrange, qui place toute l'activité d'un peuple en dehors de son gouvernement et l'en déclare radicalement

indépendante ? Une pareille doctrine est le plus audacieux démenti à l'évidence et à l'histoire, par conséquent une sottise. Pis que cela, elle est une immoralité et un crime.

L'histoire le proclame bien haut à la face des siècles, ce sont les gouvernements qui perdent ou qui sauvent les nations. Elles vivent et meurent par eux. Tout sort d'eux, le bien et le mal. Ils savent à merveille se faire honneur de l'un, comment n'auraient-ils pas la responsabilité de l'autre ? Ils sont responsables de tout, de l'ignorance, de la misère, de la perversion des idées et des mœurs, de la décadence et de la ruine matérielle, intellectuelle et morale. Le pain du peuple dépend d'eux aussi bien que son honneur. C'est donc en toute justice qu'il leur impute ses souffrances. On ne mange pas une bouchée sans leur permission, pas plus en Angleterre qu'ailleurs, n'en déplaît à messieurs les économistes. Ils nous tiennent par toutes les coutures. Quand une nation, affligée d'un mauvais gouvernement, n'a plus la volonté ou la force de le changer, elle tombe en agonie et glisse peu à peu dans le sépulcre. La question de gouvernement est une question de vie ou de mort.

Rien ne serait plus funeste que de détruire cette vérité dans l'esprit des masses et de leur persuader que leur bien-être matériel n'est pas de la compétence de l'État. C'est ce qu'a tenté la *coopération*, soufflée par l'économie politique du laissez-passer et du laisser-faire, qui veut, paraît-il, qu'on passe et qu'on fasse, alors même qu'il n'est permis ni de faire, ni de passer. Elle a essayé de convaincre les prolétaires qu'il serait facile de marcher, pieds et mains liés. L'illusion ne sera pas longue. Ils s'apercevront qu'on ne peut pas faire route les membres garrottés et un bandeau sur les yeux.

Dans les conditions politiques actuelles, il ne saurait y avoir d'utile aux ouvriers qu'une société d'assurance

mutuelle pour la sauvegarde des droits du Travail et de la résistance au Capital. Toute tentative organique de production serait un faux pas et un anachronisme. Une telle entreprise n'a chance de succès qu'avec la liberté et la lumière.

Les travailleurs n'ont donc en ce moment qu'une marche à suivre : réunir leurs efforts pour se garantir contre l'autocratie du capital, puis pour obtenir :

1) La liberté complète de la presse, sans entraves fiscales, sans répression draconienne ; la liberté de réunion et d'association ; la liberté du colportage.

2) L'affectation annuelle d'une somme de cinq cents millions à l'instruction publique.

C'est ici la question capitale qui décidera du sort de la nation. L'enseignement ne peut rester ce qu'il est aujourd'hui, une dérision, un éteignoir. Il doit être non pas seulement gratuit et obligatoire, mais complet. Savoir lire et écrire ou ne rien savoir, c'est presque tout un. À quoi bon un instrument dont il est impossible de se servir ? Il faut apprendre à *tous* les Français sans exception : la langue française, l'arithmétique, la cosmographie et la géométrie élémentaires, la géographie, l'histoire, le dessin, des notions suffisantes de géologie, de physique et de chimie. L'enseignement professionnel doit être organisé partout, sur une vaste échelle, pour l'agriculture, l'industrie et le commerce.

Défense absolue à tout clergé de mettre le pied dans les écoles.

De cinq à quinze ans, l'enfant acquerrait sans peine toutes ces connaissances, et, si on voulait les étendre aux adultes dans la mesure du possible, la dépense, au bout de trois années se couvrirait déjà par l'accroissement énorme de la production. Qu'on joigne à ce système d'études la liberté d'association et la liberté de la presse, avant dix ans l'exploitation aura disparu et le peuple sera son propre maître. On pourra commencer alors à parler de *self-government*.

Pour l'instant, le *self-government* est une pasquinade. Il n'existe nulle part, pas même aux États-Unis, où l'instruction des masses est beaucoup trop rudimentaire pour comporter un tel degré de civilisation.

Que si les prolétaires s'obstinent à barboter dans de vains essais de *coopération* sans avenir, ils riveront leurs chaînes au lieu de les briser. Tout ce qui tend à les distraire des améliorations gouvernementales leur est mortel, et la première, la plus importante de ces améliorations, est la diffusion des lumières. Ils ne savent pas que l'instruction, c'est le pain aussi bien que la liberté, et que l'ignorance est à la fois l'esclavage et la misère. Si, à ceux qui ont vingt ans aujourd'hui, on avait commencé en 1857 à donner un enseignement complet, au lieu de vivre à la glèbe en humbles salariés, ils marcheraient les égaux de n'importe qui. L'instruction vaut mieux pour les hommes que cinquante Californie.

Hélas ! elle est gravement menacée dans notre pauvre pays, grâce à l'insouciance du peuple qui ne songe pas à la demander de sa grande voix, parce qu'il n'en sent pas le prix. Fatal aveuglement ! Oui, l'instruction perd constamment du terrain, tout le terrain que le cléricalisme gagne pied à pied, jour par jour, dans son infatigable marche de taupe. Ses écoles s'élèvent peu à peu sur les ruines des écoles laïques. Naguère, il n'avait pas le quart de la totalité. Bientôt il en a eu le tiers, puis la moitié. La progression continue, rapide, et il poursuit fiévreusement ses conquêtes, que chaque année vient constater au milieu de l'indifférence générale. Tout ce qui est riche le sert et le pousse avec fureur. Quand il aura terminé son œuvre d'envahissement, quand l'éducation aura passé tout entière entre ses mains, alors la nuit sera faite sur la France, et le travailleur verra ce que la nuit lui apporte, ou plutôt il ne le verra pas, car on cesse de voir dans les ténèbres.

La *coopération* est venue en aide à l'ennemi et s'est mise à démolir la révolution en remplaçant son drapeau par le *droit et l'avoir*. Depuis 1789, l'idée seule est la force et le salut des prolétaires. Ils lui ont dû toutes leurs victoires. La formule : Liberté ! Égalité ! Fraternité ! renferme la vie matérielle autant que le progrès moral. Elle donnera au peuple le bien-être en même temps que la dignité. Qu'il ne sorte donc pas de l'idée pour se jeter dans la spéculation. La spéculation, c'est la voix de l'iniquité et des exploiters, ce n'est pas la sienne. Il y périrait.

V. De la liberté à la fin de l'exil

août 1859 – août 1870

À la fin des années 1850, l'Empire autoritaire est contraint de faire des concessions institutionnelles d'inspiration plus libérale. La première est l'amnistie accordée à tous les condamnés politiques. Blanqui recouvre la liberté le 16 août 1859; en septembre, il est à Paris. Traqué par la police, il s'établit à Bruxelles, voyage à Londres et s'installe à nouveau à Paris vers le mois de juin 1860 dans l'espoir de créer «un pamphlet périodique¹», distribué par courrier à un public choisi. Son ami Lacambre fournit les fonds pour l'achat de presses clandestines, mais, alors que tout semble prêt, la police arrête Blanqui et ses collaborateurs. Les quelques documents saisis permettent au parquet de fabriquer de toutes pièces un motif d'inculpation : le groupe préparerait une société secrète dite «des crocodiles²», avec pour but de renverser le gouvernement. Blanqui écope de quatre ans de prison. Mais son incarcération à Sainte-Pélagie a des effets inattendus : il voit venir à lui tout un groupe de jeunes gens comme Ville-neuve, emprisonné pour outrage au clergé, ou Tridon et Germain Casse pour outrage à la morale publique et religieuse dans les colonnes du Travail. Ceux qui rendent visite à ces étudiants élargissent bientôt ce premier cercle : Protot, Regnard, le baron de Ponnat, Arthur Ranc, Granger et même Georges Clemenceau³. Cette jeune équipe forme l'embryon du parti blanquiste et constituera l'élite révolutionnaire jusqu'à la Commune. Malgré le transfert de Blanqui à l'hôpital

1. Cité par M. Dommanget dans *Blanqui et l'opposition révolutionnaire à la fin du Second Empire*, Paris, Cahier des Annales n° 14, 1960, p. 11.

2. Ce terme désignait une bande de joyeux lurons de bonne famille à Bruxelles, souvent étudiants, noceurs et connus pour leurs excentricités.

Par extension, la police française surveillant l'émigration semble avoir désigné ainsi les proscrits bruxellois.

3. Il amène son père qui, en 1848, avait procuré un passeport à Blanqui. Geffroy, *L'Enfermé*, op. cit., p. 66.

Necker, le groupe continue à s'enrichir de nouveaux sympathisants.

L'objectif de Blanqui est de faire écrire tous ces jeunes. La « Phalange » débute ses publications avec la brochure de Tridon, Les Hébertistes, (août 1864) préfacée par Blanqui. Vendus uniquement chez l'auteur et par un seul libraire, 1500 exemplaires sur les 2000 tirés sont écoulés. La brochure n'est pas saisie, mais la police surveille Blanqui de plus près. On tente même de le remettre à Sainte-Pélagie, mais les médecins de l'hôpital Necker s'y opposent.

*Blanqui décide alors de doter la phalange d'un journal, *Candide*. La loi sur la presse interdisant les sujets politiques, la lutte contre l'Église doit donc passer avant la lutte contre le capital. Le journal connaît un succès inattendu : les 4000 exemplaires du premier numéro s'enlèvent rapidement ; le troisième numéro est tiré à 10000 exemplaires. Au huitième numéro, le journal est saisi et ses rédacteurs arrêtés. Le procès a lieu les 11 et 18 août 1865. Le 27 août, veille de sa libération légale, Blanqui s'évade de l'hôpital Necker déguisé en femme et trouve à nouveau refuge à Bruxelles.*

Candide

3 mai 1865

Candide ne veut pas être un journal futile. Ce genre est peu de son goût. Il désire encore moins être un journal ennuyeux. Instruire et plaire serait son vœu. C'est beaucoup d'ambition sans doute. Tout le monde ne sait pas mêler l'utile à l'agréable. Être à la fois sérieux et amusant, c'est un gros problème. Si *Candide* ne sait pas le résoudre, il ira rejoindre tant d'autres qui ne l'ont pas résolu, et bien d'autres, à leur tour, le rejoindront par le même chemin.

Notre morale

La morale est de toute évidence le fondement des sociétés. Mais qu'est-ce que la morale ? Une révélation divine ou un instinct humain ? La politique et l'ignorance l'ont fait descendre d'en haut, l'une par tromperie, l'autre par crédulité. Égarement funeste ! Elle a ses racines dans notre cœur. Les déplacer, c'est la détruire.

Guerre au surnaturel ! C'est l'ennemi. Il veut être l'exagération du bien, il n'en est que la grimace et la ruine. Sa tactique est le guet-apens. D'un geste séraphique, il indique le ciel, et quand l'homme, en détournant ses regards du sol vers les nues, trébuche et tombe, Tartuffe se jette sur lui, l'égorge et le dépouille.

Exagérer l'idéal au-delà des forces humaines, c'est ouvrir les portes à l'hypocrisie, mère des crimes, et déchaîner les calamités sur la terre. Ainsi ont procédé les religions, le monothéisme surtout. Le précepte chrétien « Aime ton prochain comme toi-même » est resté à l'état de chimère, et sa sanction « pour l'amour de Dieu », n'est l'idéal que du sarcasme. « Faire quelque chose pour l'amour de Dieu » est devenu le proverbe du mépris et de la dérision. On est victime de l'hypocrisie, mais pas trop dupe et le dégoût public sait parfois lui inscrire au front un sanglant stigmat.

Tout à l'opposé, la maxime philosophique, bien antérieure au christianisme, *Quod tibi fieri non vis, alteri ne feceris* (ne fais pas à autrui ce que tu ne voudrais pas qu'on te fit), cette maxime a toujours conservé son prestige. Son règne serait l'avènement de l'âge d'or. C'est que le sacrifice, privilège et vertu des grandes âmes, n'est pas la loi des hommes. Il ne s'oppose point à la conscience. La justice, au contraire, s'impose. Elle trouve sa sanction dans notre cœur. On ne la viole point sans se sentir coupable. Elle est le vrai, l'unique lien. Au fond, il n'y en a jamais eu, il ne peut y en

avoir d'autre. Le spiritualisme en fait fi comme d'une vile provenance d'ici-bas et, montrant avec orgueil sa prétendue patrie d'en haut, il se glorifie d'une essence divine. C'est au détriment de la terre que cet arrogant tourne nos pensées vers le ciel. Il dérobe la meilleure part des trésors de la conscience pour la gaspiller au profit d'abstractions, bientôt fagotées en manitous. Nous ne reconnaissons pas ces imaginaires devoirs envers Dieu, véritable bonne fortune pour l'égoïsme qui se hâte de les traduire en superstitions, heureux de leur immoler d'autres devoirs plus gênants, les devoirs envers les hommes. Ces derniers seuls sont d'observance étroite. Tout ce qu'on en distrait, sous un principe quelconque, est une perte pour l'humanité, et ce détournement un crime.

L'homme, du moins l'homme actuel, ne peut vivre isolé. L'expérience le démontre, car il n'existe nulle part qu'en société. Cette preuve suffit. Il y a donc chez lui nécessairement une double vie, la vie individuelle et la vie de relation. De là un double instinct, celui de la conservation personnelle et celui de la conservation sociale, l'un plus simple et plus énergique parce qu'il sauvegarde l'élément premier de l'espèce, l'autre plus complexe, dès lors plus faible et plus variable. Du reste, ils varient tous les deux. Car leurs manifestations se modifient selon le degré de lumière et en sont toujours la conséquence et la mesure. Ces échanges successifs marquent les étapes de l'humanité. À toute date, la conscience publique est le reflet et le thermomètre de la science publique. Ainsi la morale, fleur de l'arbre de la pensée, n'est que l'expression plus ou moins puissante de l'instinct humanitaire qui défend aux hommes de s'entrenuire et leur commande de s'entraider. C'est pourquoi le précepte, cependant vieux déjà : « Ne fais pas à autrui ce que tu ne voudrais pas qu'on te fit », loin de tomber en décrépitude, comme toutes les théodicées,

par le progrès de l'esprit humain, n'a fait que grandir de siècle en siècle, et se dégage avec une irrésistible énergie des décombres de la métaphysique religieuse. Il s'empare des âmes et va bientôt régir le monde. Une trilogie simple et claire, qui exprime le dévouement, le devoir, le droit, deviendra l'application de la morale au gouvernement de l'humanité.

– Fais à autrui ce que tu voudrais qu'on te fît... c'est l'idéal.

– Ne fais à personne ce que tu ne voudrais pas qu'on te fît... c'est la justice.

– Il te sera fait comme tu as fait aux autres... c'est la loi.

La loi n'est qu'une revendication de la justice, sous peine de n'être plus une sanction mais une représaille. Or, les représailles sont la loi de la guerre, c'est-à-dire du mal. Donc, l'expiation ne doit jamais égaler la faute. On le voit, la morale c'est la réciprocité. Cette doctrine, purement humaine, sera notre flambeau dans toute recherche, notre guide dans toute appréciation. Faire de la philosophie, c'est étudier la pensée et la conscience. Faire de l'histoire, c'est raconter le rôle de la conscience et de la pensée dans la vie des peuples. Tout ce qui entrave, tout ce qui pervertit ces deux éléments essentiels de l'humanité est justiciable de la morale. À ce titre, le surnaturel et le despotisme lui doivent des comptes sévères. Car ils en ont été la violation perpétuelle. Ainsi, il n'est pas admissible qu'une religion quelconque puisse, au nom de Dieu, détruire par la violence tout ce qui est en dehors de ses dogmes, en donnant avec audace sa prétention même pour preuve et pour fondement de son droit. Une doctrine n'a pas plus le droit du poignard contre les autres doctrines qu'un homme contre les autres hommes. L'impunité, en pareil cas, serait le renversement de la morale. Le prétendu respect pour des consciences, qui mettent leur devoir à ne respecter

Maintenant, il faut des armes

elles-mêmes aucune conscience, deviendrait un outrage au bon sens et une prime à l'extermination. À de tels attentats il faut, sans scrupules et sans hésitation, appliquer la loi légitime : « Qu'il te soit fait comme tu as fait aux autres », avec la réserve que le châtiment n'égale pas la faute, autrement dit, que le talion ne rende pas au coupable cruauté pour cruauté.

Quand un système métaphysique proclame pour son principe fondamental la proscription de tout ce qui le contredit, la morale ordonne de le supprimer lui-même comme proscripteur, et sans examen de fond. Telle sera la règle invariable de nos jugements en philosophie et en histoire.

Suzamel¹

Annales chrétiennes

« Un père de l'Église au IV^e siècle. 340-420 »

10 mai 1865

Rien n'illumine d'une lueur plus sinistre l'écroulement de la civilisation gréco-romaine que la lecture des Pères de l'Église du quatrième siècle : Basile, Chrysostome, Épiphane, Ambroise, Jérôme, Augustin, etc. Cette pléiade, c'est la torche funéraire éclairant l'entrée des catacombes où le christianisme va murer l'Occident pour douze siècles. Saint Jérôme, la moins lugubre peut-être de ces lampes sépulcrales, nous montre de façon saisissante l'irruption des ténèbres. « Qui lit aujourd'hui Aristote ? » s'écrie-t-il avec un enthousiasme sauvage. « Combien connaissent les écrits ou le nom de Platon ? Quelques vieux oisifs à

1. Blanqui use ici d'un pseudonyme formé à partir du prénom de sa femme : Suzanne Amélie.

peine, qui les réunissent dans un coin. Mais nos apôtres, ces rustres, ces pêcheurs, l'univers entier redit leur nom et leur gloire. »

La nuit ! La nuit ! Des rochers de la Palestine, le monothéisme sémitique s'est précipité sur le monde romain. Dans moins d'un siècle, il en fait un cadavre. Les sciences, les arts, toutes les cultures de l'esprit disparaissent sous ses pas. Le fanatisme chrétien, torche et marteau en main, courait à travers l'Empire, rasant les temples, brisant les statues, trépiignant avec des transports de rage les beaux livres d'Athènes et de Rome. La tombe de Simoun, sortie du désert, passait dévorant les chefs-d'œuvre de l'intelligence humaine. Cette magnifique littérature du génie et du bon sens, qui réunissait la majesté, l'élégance, la vigueur, la grâce : proscrire, maudite, anéantie. Plus rien que la frénésie religieuse et le hurlement de sa note monotone et lugubre : Dieu ! Dieu ! L'Enfer ! L'Enfer !

Le plus grand des crimes, c'est de lire les ouvrages païens. Ruffin, un docteur du temps, en querelle avec Jérôme, l'accuse avec véhémence de prédilection pour les auteurs profanes : « Oui, il a fait copier les dialogues de Cicéron. S'il le nie, je puis citer des témoins. Il ne pourra pas nier au moins que, venant me voir à Jérusalem, il apportait avec lui un dialogue de Cicéron et que, dans son paganisme grec, il me donna un dialogue de Platon. À Bethléem, il expliquait son cher Virgile et les historiens aux enfants qu'on lui confiait pour leur enseigner les craintes du Seigneur. » Jérôme lui-même, disciple de l'antiquité, créé par elle, récompensait ses bienfaits par l'ouvrage. Qu'eût-il été sans ces grands hommes, ses maîtres en éloquence ? L'étude, le bon goût le ramenaient à eux malgré lui. Il retournait désaltérer son âme à la source immortelle ; puis, dans son égarement, il demandait pardon au Dieu des chrétiens de

ce crime involontaire. Il se croyait voué aux flammes éternelles pour avoir lu Cicéron et Démosthène. On le voit, sanglotant, aux prises avec la démence qui le terrasse. Ces scènes d'épilepsie inspirent une pitié mêlée de dégoût. "Homme faible et misérable", pleure-t-il, je jeûnais avant de lire Cicéron. Après plusieurs nuits passées dans les veilles, après des larmes abondantes, je prenais Platon. Lorsqu'ensuite, revenant à moi, je m'attachais à lire les prophètes, leur discours me semblait rude et négligé. Aveugle que j'étais, j'accusais la lumière ! »

Pas si aveugle, le pauvre homme, dans ses moments lucides ! Par malheur, ils duraient peu. Bientôt, son délire tourne au grotesque. Après un accès de fièvre causé par l'effroi et le remord de ses criminelles lectures, le malade tombe en léthargie : « Alors, dit-il, je me crus transporté en esprit devant le tribunal du Juge suprême. – Qui es-tu ? demanda une voix. – Je suis chrétien. – Tu mens ! répliqua le Juge suprême. Tu n'es qu'un Cicéronien. » Pends-toi, Bobèche, tu n'aurais pas trouvé celle-là. Mais celle-là est bien triste dans sa bouffonnerie. Toute notion sérieuse du devoir s'était effacée des consciences. Sauf une charité aveugle, simple prêt à usure sur l'autre monde, il ne restait pas trace des vertus sociales. Les âmes s'abîmaient dans un tête-à-tête égoïste et idiot avec le Dieu de leurs cauchemars. Aussi les pages de Jérôme et de ses pareils allaient-elles porter l'enthousiasme de province en province et communiquer aux cerveaux la contagion de la folie. Le ramas de pauvreté et d'extravagances avait désormais remplacé Tacite, Cicéron, Démosthène. Lire Homère, c'était presque se rendre coupable d'idolâtrie. La civilisation sombrait dans la marée montante du christianisme.

Oh ! ces temps si vantés ! Pas besoin de prendre une loupe pour reconnaître ce qu'ils valent et faire justice

des légendes mensongères. Les chrétiens avaient soigneusement recueilli les crimes, les vices et les hontes de la Rome impériale, ne répudiant de la succession que la grandeur et les lumières. La nouvelle religion s'était hâtée de consacrer l'esclavage, bien loin de le détruire comme l'imposture ose le prétendre. Les dames chrétiennes se promenaient avec un cortège d'esclaves et d'eunuques. La mutilation fonctionnait sans obstacle pour les menus plaisirs de l'opulence. Telle famille, confite en Jésus-Christ, possédait trois mille esclaves, battus de verges à discrétion. Le despotisme avait redoublé de malfaisance, les mœurs de férocité. On marchait du même pas à l'abrutissement et à la barbarie. Un fléau inconnu aux païens et né du nouveau culte, la captation des fortunes, étendait rapidement ses ravages sur toutes les classes de la société. Les prêtres, devenus à peu près les maîtres, n'avaient pas tardé à distancer les pires modèles de la rapine et du vice. Leur cupidité s'affichait tellement insatiable et sans vergogne que le gouvernement, malgré sa soumission habituelle, prit l'alarme et dut recourir à des mesures sérieuses pour arrêter la spoliation des familles. « Voici une grande honte pour vous ! » s'écrie à ce propos Jérôme. « Les prêtres et les moines ne peuvent être légataires. Une loi le leur interdit et ne l'interdit qu'à eux. Cette loi, je ne me plains point qu'on l'ait faite. Je me plains que nous l'ayons méritée. Elle fut inspirée par une sage prévoyance. Mais elle n'est pas assez forte contre la cupidité. On se joue de ses défenses par de frauduleux fidéicommiss. »

Ainsi, au lendemain de la victoire chrétienne, la première pratique du clergé, c'est la captation. L'histoire est là pour nous apprendre s'il l'a fidèlement conservée. Seize siècles durant, il a vendu le ciel pour la terre. La chasse aux consciences n'est que la chasse aux héritages. Si, de loin en loin, les pouvoirs civils

n'eussent fait rendre gorge à cette race dévorante, les nations tout entières, corps et biens, seraient devenues sa propriété par la mainmorte. En dépit des entraves, on sait que 1789 l'a trouvée maîtresse d'un tiers du sol français. Nul autre culte sur le globe n'a donné le spectacle de cette ignominieuse rapacité. Elle est restée le trait distinctif et comme l'estampille du sacerdoce. Il l'apportait en naissant. C'est un vice de conformation (d'autres diraient une qualité) qui s'est développé dès le berceau avec une formidable énergie.

Certes, le mal devrait être bien profond lorsqu'il a provoqué les mesures répressives des empereurs. On ne les accusera pas sans doute de malveillance ni même de manque d'égards pour la nouvelle religion. Elle régnait en souveraine absolue. Elle dominait les lois civiles. L'État se prosternait à ses pieds. Quelle explosion de scandales n'a-t-il pas fallu pour amener un éclat si humiliant ! Il n'est pas possible de rejeter la faute sur un petit nombre de coupables, perdus dans la masse des prêtres vertueux. Eût-on fait au christianisme l'affront d'une telle loi pour quelques exceptions sérieuses ? D'ailleurs l'aveu de Jérôme est concluant. Non ! c'était un système, et contre ce système toutes les lois sont restées la précaution inutile. Le poulpe sacerdotal aux cent mille tentacules avait commencé sur le corps humain son impitoyable travail de ventouse et nulle force désormais ne pouvait plus l'arracher de sa proie.

D'exil, Blanqui continue à maintenir les liens avec la Phalange, très active en particulier parmi les étudiants du Quartier latin. La délégation française au congrès international des étudiants de Liège¹ (Lafargue en fait partie) rend visite au « Vieux » sur le chemin du retour. Les blanquistes prennent aussi contact avec l'Internationale ouvrière², entrent dans les loges maçonniques et sont très présents dans la lutte anticléricale de la fin du Second Empire et dans l'organisation de cérémonies civiles, principalement les enterrements, propices aux recrutements. Mais Blanqui juge bientôt qu'il est temps de reprendre les choses en main et multiplie les voyages à Paris où il reste parfois plusieurs mois. Il met en place des groupes de combat appelés « dizaines » et hiérarchisés sur le modèle des Saisons. En 1868, les troupes comptent 800 hommes dont 100 armés de fusils. Plus tard, l'effectif atteint 2000 membres³. Le recrutement se fait surtout parmi les ouvriers, en particulier dans la métallurgie – chez Cail, chez Gouin, à la fonderie Béchin avenue Parmentier... Des ramifications s'étendent en banlieue et même en province⁴. Blanqui peut compter sur des hommes décidés, presque tous issus du noyau initial formé à Sainte-Pélagie et à Necker : Tridon, Jaclard, Genton, Duval et Rigault, spécialisé dans le contre-espionnage politique, qui met en fiche les inspecteurs, les provocateurs et les mouchards.

1. 29 octobre-1^{er} novembre 1864, se réunit à Liège un congrès des étudiants de toutes les facultés européennes. Paris est représenté par Casse, Rey, Lafargue, Dubois, Protot, Jaclard, Tridon, Regnard. Au moins les quatre derniers sont alors blanquistes. Ils défilèrent sous le drapeau noir pour symboliser le deuil des libertés publiques en France.

2. Prêts à participer au congrès de Genève (3-9 septembre 1866), Blanqui ordonne au dernier moment de ne pas y aller.

3. Geffroy donne le chiffre de 2500, *op. cit.*, p. 268.

4. M. Dommanget, *Blanqui et l'opposition révolutionnaire à la fin du Second Empire*, *op. cit.*, p. 158.

C'est dans ce contexte que la brochure Instructions pour une prise d'armes circule sous le manteau vers le milieu de 1868. Elle ne sera jamais publiée du vivant de Blanqui. Il semble qu'il ait commencé sa rédaction dès 1861 et qu'il l'ait mise au point par étapes. Il ne manque plus à ces troupes maintenues sous pression qu'à faire leurs preuves, certains chefs piaffant d'impatience. Le jour des funérailles de Victor Noir, malgré l'agitation, il n'y a pas d'affrontement avec les forces de l'ordre; Blanqui retient ses troupes, prêtes à épauler le mouvement. Le 14 août 1870, malgré ses réticences, poussé par ses jeunes lieutenants qui lui affirment que les faubourgs n'attendent qu'un signal, il passe à l'action boulevard de la Villette: la tentative d'insurrection échoue, n'entraînant personne à sa suite.

Le 4 septembre 1870, aussitôt connue la nouvelle de la capitulation de Sedan, le peuple de Paris sort spontanément dans la rue. Les blanquistes orientent les manifestants. La veille, ils ont reçu de Blanqui l'ordre d'envahir le Corps législatif et de proclamer la république. Ils sont quelques centaines, parmi les plus résolus et les plus disciplinés, entraînés au combat et Blanqui est posté avec eux place du Palais-Bourbon. C'est un coup de feu de Pilhès qui fait reculer la police et permet à la foule de franchir le pont. Ce sont deux blanquistes, Marchand et Granger, qui prononcent la déchéance de l'Empire et proclament la République. À l'Hôtel de Ville, Jules Ferry et Ledru-Rollin usurpent la victoire et mettent en place un «gouvernement de la défense nationale» dont Blanqui est soigneusement écarté. À défaut de révolution, la République au moins est acquise.

Instructions pour une prise d'armes

Ce programme est purement militaire et laisse entièrement de côté la question politique et sociale, dont ce n'est point ici la place : il va sans dire, d'ailleurs, que la révolution doit se faire au profit du travail contre la tyrannie du capital et reconstituer la société sur la base de la justice.

Une insurrection parisienne, d'après les vieux errements, n'a plus aujourd'hui aucune chance de succès.

En 1830, le seul élan populaire a pu suffire à jeter bas un pouvoir surpris et terrifié par une prise d'armes, événement inouï, qui était à mille lieux de ses prévisions.

Cela était bon une fois. La leçon a profité au gouvernement, resté monarchique et contre-révolutionnaire, bien que sorti d'une révolution. Il s'est mis à étudier la guerre des rues, et il y a repris bientôt la supériorité naturelle de l'art et de la discipline sur l'inexpérience et la confusion.

Cependant, dira-t-on, le peuple, en 1848, a vaincu par la méthode de 1830. Soit. Mais point d'illusions ! La victoire de Février n'est qu'un raccroc. Si Louis-Philippe s'était sérieusement défendu, force serait restée aux uniformes.

À preuve les journées de Juin. C'est là qu'on a pu voir combien est funeste la tactique, ou plutôt l'absence de tactique de l'insurrection. Jamais elle n'avait eu la partie aussi belle : dix chances contre une.

D'un côté, le gouvernement en pleine anarchie, les troupes démoralisées ; de l'autre, tous les travailleurs debout et presque certains du succès. Comment ont-ils succombé ? Par défaut d'organisation. Pour rendre compte de leur défaite, il suffit d'analyser leur stratégie.

Le soulèvement éclate. Aussitôt, dans les quartiers du travail, les barricades s'élèvent çà et là, à l'aventure, sur une multitude de points.

Cinq, dix, vingt, trente, cinquante hommes, réunis par hasard, la plupart sans armes, commencent à renverser des voitures, lèvent et entassent des pavés pour barrer la voie publique, tantôt au milieu des rues, plus souvent à leur intersection. Quantité de ces barrages seraient à peine un obstacle au passage de la cavalerie.

Parfois, après une grossière ébauche de retranchement, les constructeurs s'éloignent pour aller à la recherche de fusils et de munitions.

En juin, on a compté plus de six cents barricades : une trentaine au plus ont fait à elles seules tous les frais de la bataille. Les autres, dix-neuf sur vingt, n'ont pas brûlé une amorce. De là, ces glorieux bulletins qui racontaient avec fracas l'enlèvement de cinquante barricades, où il ne se trouvait pas une âme.

Tandis qu'on dépave ainsi les rues, d'autres petites bandes vont désarmer les corps de garde ou saisir la poudre et les armes chez les arquebusiers. Tout cela se fait sans concert ni direction, au gré de la fantaisie individuelle.

Peu à peu cependant, un certain nombre de barricades, plus hautes, plus fortes, mieux construites, attirent de préférence les défenseurs qui s'y concentrent. Ce n'est point le calcul mais le hasard qui détermine l'emplacement de ces fortifications principales. Quelques-unes seulement, par une sorte d'inspiration militaire assez concevable, occupent les grands débouchés.

Durant cette première période de l'insurrection, les troupes, de leur côté, se sont réunies. Les généraux reçoivent et étudient les rapports de police. Ils se gardent bien d'aventurer leurs détachements sans données certaines, au risque d'un échec qui démoraliserait le soldat. Dès qu'ils connaissent bien les positions des insurgés, ils massent les régiments sur divers points qui constitueront désormais la base des opérations.

Les armées sont en présence. Voyons leurs manœuvres. Ici va se montrer à nu le vice de la tactique populaire, cause certaine des désastres.

Point de direction ni de commandement général, pas même de concert entre les combattants. Chaque barricade a son groupe particulier, plus ou moins nombreux, mais toujours isolé. Qu'il compte dix ou cent hommes, il n'entretient aucune communication avec les autres postes. Souvent, il n'y a pas même un chef pour diriger la défense, et s'il y en a un, son influence est à peu près nulle. Les soldats n'en font qu'à leur tête. Ils restent, ils partent, ils reviennent, suivant leur bon plaisir. Le soir, ils vont se coucher.

Par suite de ces allées et venues continuelles, on voit le nombre des citoyens présents varier rapidement, du tiers, de moitié, quelquefois des trois quarts. Personne ne peut compter sur personne. De là, défiance du succès et découragement.

De ce qui se passe ailleurs, on ne sait rien et on ne s'embarrasse pas davantage. Les canards circulent, tantôt noirs, tantôt roses. On écoute paisiblement le canon et la fusillade, en buvant sur le comptoir du marchand de vins. Quant à porter secours aux positions assaillies, on n'en a pas même l'idée. «Que chacun défende son poste, et tout ira bien», disent les plus solides. Ce singulier raisonnement tient à ce que la plupart des insurgés se battent dans leur propre quartier, faute capitale qui a des conséquences désastreuses, notamment les dénonciations des voisins après la défaite.

Car, avec un pareil système, la défaite ne peut manquer. Elle arrive à la fin dans la personne de deux ou trois régiments qui tombent sur la barricade et en écrasent les quelques défenseurs. Toute la bataille n'est que la répétition monotone de cette manœuvre invariable. Tandis que les insurgés fument leur pipe derrière les tas de pavés, l'ennemi porte successivement

toutes ses forces sur un point, puis sur un second, un troisième, un quatrième, et il extermine ainsi en détail l'insurrection.

Le populaire n'a garde de contrarier cette commode besogne. Chaque groupe attend philosophiquement son tour et ne s'aviserait pas de courir à l'aide du voisin en danger. Non : « Il défend son poste, il ne peut pas abandonner son poste. »

Et voilà comme on périt par l'absurde !

Lorsque, grâce à une si lourde faute, la grande révolte parisienne de 1848 a été brisée comme verre par le plus pitoyable des gouvernements, quelle catastrophe n'aurait-on pas à redouter si on recommençait la même sottise devant un militarisme farouche, qui a maintenant à son service les récentes conquêtes de la science et de l'art, les chemins de fer, le télégraphe électrique, les canons rayés, le fusil Chassepot ?

Par exemple, ce qu'il ne faut pas compter comme un des nouveaux avantages de l'ennemi, ce sont les voies stratégiques qui sillonnent maintenant la ville dans tous les sens. On les craint, on a tort. Il n'y a pas à s'en inquiéter. Loin d'avoir créé un danger de plus à l'insurrection, comme on se l'imagine, elles offrent au contraire un mélange d'inconvénients et d'avantages pour les deux partis. Si la troupe y circule avec plus d'aisance, par contre elle y est exposée fort à découvert.

De telles rues sont impraticables sous la fusillade. En outre, les balcons, bastions en miniature, fournissent des feux de flanc que ne comportent point les fenêtres ordinaires. Enfin, ces longues avenues en ligne droite méritent parfaitement le nom de boulevards qu'on leur a donné. Ce sont en effet de véritables boulevards qui constituent des fronts naturels d'une très grande force.

L'arme par excellence dans la guerre des rues, c'est le fusil. Le canon fait plus de bruit que de besogne.

L'artillerie ne pourrait agir sérieusement que par l'incendie. Mais une telle atrocité, employée en grand et comme système, tournerait bientôt contre ses auteurs et ferait leur perte.

La grenade, qu'on a pris la mauvaise habitude d'appeler bombe, est un moyen secondaire, sujet d'ailleurs à une foule d'inconvénients ; elle consomme beaucoup de poudre pour peu d'effet, est d'un maniement très dangereux, n'a aucune portée et ne peut agir que des fenêtres. Les pavés font presque autant de mal et ne coûtent pas si cher. Les ouvriers n'ont pas d'argent à perdre.

Pour l'intérieur des maisons, le revolver et l'arme blanche, baïonnette, épée, sabre et poignard. Dans un abordage, la pique ou la pertuisane de huit pieds triompherait de la baïonnette.

L'armée n'a sur le peuple que deux grands avantages : le fusil Chassepot et l'organisation. Ce dernier surtout est immense, irrésistible. Heureusement, on peut le lui ôter, et dans ce cas, l'ascendant passe du côté de l'insurrection.

Dans les luttes civiles, les soldats, sauf de rares exceptions, ne marchent qu'avec répugnance, par contrainte et par eau-de-vie. Ils voudraient bien être ailleurs et regardent plus volontiers derrière que devant eux. Mais une main de fer les retient esclaves et victimes d'une discipline impitoyable ; sans affection pour le pouvoir, ils n'obéissent qu'à la crainte et sont incapables de la moindre initiative. Un détachement coupé est un détachement perdu. Les chefs ne l'ignorent pas, s'inquiètent avant tout de maintenir les communications entre tous leurs corps. Cette nécessité annule une partie de leur effectif.

Dans les rangs populaires, rien de semblable. Là, on se bat pour une idée. Là, on ne trouve que des volontaires, et leur mobile est l'enthousiasme, non la peur. Supérieurs à l'adversaire par le dévouement, ils

le sont bien plus encore par l'intelligence. Ils l'emportent sur lui dans l'ordre moral et même physique, par la conviction, la vigueur, la fertilité des ressources, la vivacité de corps et d'esprit; ils ont la tête et le cœur. Nulle troupe au monde n'égale ces hommes d'élite.

Que leur manque-t-il donc pour vaincre? Il leur manque l'unité et l'ensemble qui fécondent, en les faisant concourir au même but, toutes ces qualités que l'isolement frappe d'impuissance. Il leur manque l'organisation. Sans elle, aucune chance. L'organisation, c'est la victoire; l'éparpillement, c'est la mort.

Juin 1848 a mis cette vérité hors de conteste. Que serait-ce donc aujourd'hui? Avec les vieux procédés, le peuple tout entier succomberait si la troupe voulait tenir, et elle tiendra tant qu'elle ne verra devant elle que des forces irrégulières, sans direction. Au contraire, l'aspect d'une armée parisienne en bon ordre, manœuvrant selon les règles de la tactique, frappera les soldats de stupeur et fera tomber leur résistance.

Une organisation militaire, surtout quand il faut l'improviser sur le champ de bataille, n'est pas une petite affaire pour notre parti. Elle suppose un commandement en chef et, jusqu'à un certain point, la série habituelle des officiers de tous grades. Où prendre ce personnel? Les bourgeois révolutionnaires et socialistes sont rares et le peu qu'il y a ne fait que la guerre de plume. Ces messieurs s'imaginent bouleverser le monde avec leurs livres et leurs journaux, et depuis seize ans, ils barbouillent du papier à perte de vue sans se fatiguer de leurs déboires, ils souffrent avec une patience chevaline le mors, la selle, la cravache, et ne lâcheraient pas une ruade. Fi donc! Rendre les coups! C'est bon pour des goujats.

Ces héros de l'écritoire professent pour l'épée le même dédain que l'épauletier pour leurs tartines. Ils ne semblent pas se douter que la force est la seule

garantie de la liberté, qu'un pays est esclave où les citoyens ignorent le métier des armes et en abandonnent le privilège à une caste ou à une corporation.

Dans les républiques de l'antiquité, chez les Grecs et les Romains, tout le monde savait et pratiquait l'art de la guerre. Le militaire de profession était une espèce inconnue. Cicéron était général, César avocat. En quittant la toge pour l'uniforme, le premier venu se trouvait colonel ou capitaine et ferré à glace sur l'article. Tant qu'il n'en sera pas de même en France, nous resterons les pékins taillés à merci par les traîneurs de sabre.

Des milliers de jeunes gens instruits, ouvriers et bourgeois, frémissent sous un joug abhorré. Pour le briser, songent-ils à prendre l'épée ? Non ! la plume, toujours la plume, rien que la plume. Pourquoi donc pas l'une et l'autre, comme l'exige le devoir d'un républicain ? En temps de tyrannie, écrire est bien, combattre est mieux, quand la plume esclave demeure impuissante. Eh ! bien, point ! On fait un journal, on va en prison, et nul ne songe à ouvrir un livre de manœuvres, pour y apprendre en vingt-quatre heures le métier qui fait toute la force de nos oppresseurs, et qui nous mettrait dans la main notre revanche et leur châtimement.

Mais à quoi bon ces plaintes ? C'est la sotte habitude de notre temps de se lamenter au lieu de réagir. La mode est aux jérémiades. Jérémie pose dans toutes les attitudes, il pleure, il flagelle, il dogmatise, il régent, il tonne, fléau lui-même entre tous les fléaux. Laissons ces bobèches de l'élégie, fossoyeurs de la liberté ! Le devoir d'un révolutionnaire, c'est la lutte toujours, la lutte quand même, la lutte jusqu'à extinction.

Les cadres manquent pour former une armée ? Eh bien ! il faut en improviser sur le terrain même, pendant l'action. Le peuple de Paris fournira les éléments, anciens soldats, ex-gardes nationaux. Leur rareté

Maintenant, il faut des armes

obligera de réduire à un minimum le chiffre des officiers et sous-officiers. Il n'importe. Le zèle, l'ardeur, l'intelligence des volontaires, compenseront ce déficit.

L'essentiel, c'est de s'organiser. Plus de ces soulèvements tumultueux, à dix mille têtes isolées, agissant au hasard, en désordre, sans nulle pensée d'ensemble, chacun dans son coin et selon sa fantaisie ! Plus de ces barricades à tort et à travers, qui gaspillent le temps, encombrent les rues et entravent la circulation, nécessaire à un parti comme à l'autre. Le républicain doit avoir la liberté de ses mouvements aussi bien que les troupes.

Point de courses inutiles, de tohu-bohu, de clameurs ! Les minutes et les pas sont également précieux. Surtout ne pas se claquemurer dans son quartier ainsi que les insurgés n'ont jamais manqué de le faire, à leur grand dommage. Cette manie, après avoir causé la défaite, a facilité les proscriptions. Il faut s'en guérir, sous peine de catastrophe.

Ces préliminaires posés, indiquons le mode d'organisation.

L'unité principale est le bataillon. Il se compose de 8 compagnies ou pelotons.

Chaque compagnie compte 1 lieutenant, 4 sergents, 56 soldats ; en tout 61 hommes.

Deux compagnies forment une division commandée par un capitaine. Le bataillon présente par conséquent 13 officiers, savoir : un commandant, 4 capitaines, 8 lieutenants, plus 32 sergents, 448 soldats et le portedrapeau. Total : 494 hommes. Les tambours sont en sus, si on en trouve.

La rareté prévue de l'élément qui forme les cadres oblige de supprimer dans chaque compagnie 2 officiers, le capitaine et le sous-lieutenant, 2 sous-officiers, le sergent-major et le fourrier, enfin les 8 caporaux. L'état-major de la compagnie se trouve ainsi réduit

de 16 à 5 individus. Il est vrai qu'elle est moins nombreuse que dans l'armée, où elle compte 90 hommes sur pied de guerre. Proportion gardée, c'est une différence d'état-major de 5 à 11.

Le chiffre de la compagnie est faible, afin de faciliter les manœuvres tant du peloton que du bataillon.

Le capitaine, au lieu de commander un peloton comme dans la troupe, en commande deux, c'est-à-dire une division. Cependant les manœuvres par division n'auront presque jamais lieu. À peu près impraticables dans Paris, elles ne peuvent servir qu'à plier le bataillon en masse par divisions, sur une place ou une grande voie. Mais il importe de donner un chef spécial à la division, soit qu'elle occupe une, deux ou quatre barricades. Dans le premier cas, la barricade est importante par le nombre de ses défenseurs. Dans les deux autres, il est essentiel de ne pas laisser sans une direction supérieure les deux ou quatre petits postes.

Organisation du peloton

Le peloton se divise en 2 sections, chacune de 28 soldats et de 2 sous-officiers. La section se subdivise en 2 demi-sections, chacune de 14 soldats et 1 sous-officier.

Place des officiers et sous-officiers dans le peloton en bataille.

Le lieutenant à la droite de son peloton, au premier rang.

Le premier sergent derrière le lieutenant, au second rang.

Le deuxième sergent, à la gauche de la section de droite, au premier rang.

Le troisième sergent, derrière le deuxième, à la droite de la section de gauche, au second rang.

Le quatrième sergent, à la gauche de la section de gauche et du peloton, au premier rang.

Des guides.

Le premier sergent est guide de droite du peloton et de la section de droite. Il est guide de droite et de gauche de la première demi-section de droite.

Le deuxième sergent est guide de gauche de la section de droite. Il est guide de droite et de gauche de la seconde demi-section de droite. Il est porte-fanion du peloton.

Le troisième sergent est guide de droite de la section de gauche. Il est guide de droite et de gauche de la première demi-section de gauche.

Le quatrième sergent est guide de gauche du peloton et de la section de gauche. Il est guide de droite et de gauche de la seconde demi-section de gauche.

Place des officiers et sous-officiers quand le bataillon est en colonne, la droite ou la gauche en tête.

1) En colonne par pelotons, le lieutenant se tient à droite du peloton. Les premier, deuxième et quatrième sergents au premier rang, le troisième au second rang, derrière le deuxième.

2) En colonne par sections, le lieutenant se tient à droite de la section de tête. Les quatre sergents à droite et à gauche de leurs sections respectives au premier rang.

3) En colonne par demi-sections, le lieutenant se tient à la droite de la demi-section de tête. Les quatre sergents, étant guides de droite et de gauche de leurs demi-sections, sont tantôt à droite, tantôt à gauche, selon le commandement, toujours au premier rang.

Les deux sergents qui se trouvent aux extrémités du bataillon en bataille, en sont guides de droite et de gauche et se tiennent au premier rang. Le lieutenant du peloton de droite, s'écarte à droite, pour faire place au guide.

Place des capitaines en bataille et en colonne.

Le bataillon étant en bataille, les capitaines se tiennent à quelques pas en arrière du centre de leurs divisions respectives. Le bataillon étant en colonne, chaque capitaine se tient sur le flanc gauche de sa division.

Le chef de bataillon n'a point de place fixe.

Nota : les quatre sous-officiers restent constamment dans les rangs qu'ils encadrent. Ils ne sont jamais en serre-file comme dans la troupe. Les ouvriers parisiens, volontaires au service de la liberté, n'ont pas besoin de sergents pousse-culs.

Place du porte-drapeau, en bataille et en colonne.

1) En bataille, le porte-drapeau est à la gauche du quatrième peloton, au premier rang.

2) En colonne par divisions, le porte-drapeau est au centre, à égale distance entre la seconde et la troisième division.

3) En colonne par pelotons, le porte-drapeau est à gauche, dans l'alignement des guides, à égale distance entre le quatrième et le cinquième peloton.

4) En colonne par sections ou par demi-sections, le porte-drapeau est au centre, à égale distance entre le quatrième et le cinquième peloton.

Le drapeau est rouge ; chaque compagnie a son fanion ou guidon de couleur particulière : 1) peloton-fanion rouge ; 2) peloton-fanion violet ; 3) peloton-fanion vert ; 4) peloton-fanion jaune ; 5) peloton-fanion bleu ; 6) peloton-fanion rose ; 7) peloton-fanion orange ; 8) peloton-fanion noir.

Les officiers et sous-officiers porteront comme insigne un ruban de couleur du guidon de leur compagnie, les lieutenants au bras gauche, entre l'épaule et le coude, les sergents au poignet gauche. Le ruban de la 8^e compagnie sera noir à double liseré rouge.

Les capitaines porteront entre l'épaule et le coude un ruban de la couleur de chacune des deux compa-

Maintenant, il faut des armes

gnies formant leur division, au bras droit celui du peloton impair, au bras gauche celui du peloton pair. Le ruban noir du 4^e capitaine aura double liseré rouge.

Le chef de bataillon porte au bras gauche, entre l'épaule et le coude, un large ruban rouge, à frange pendante.

Le numéro de chaque bataillon sera inscrit au haut de la hampe du fanion de ses huit compagnies.

Les diverses couleurs, tant des fanions que des officiers et sous-officiers, ont pour but de faire reconnaître à première vue dans la mêlée les différentes compagnies et d'opérer un prompt ralliement.

Chaque homme occupant deux pieds dans le rang, la demi-section a cinq mètres de front, la section dix, le peloton vingt, la division quarante, le bataillon cent soixante.

Il faut toujours manœuvrer avec 70 ou 75 centimètres de distance entre les deux rangs, afin que le second rang ne soit pas obligé d'emboîter le pas, chose très incommode pour des novices. Si on doit faire feu, le deuxième rang serre le premier, afin de passer les fusils entre les têtes des hommes du premier rang.

Des manœuvres

Tous les officiers doivent connaître parfaitement l'école de peloton et l'école de bataillon. Pour savoir le moins, il est bon de savoir le plus. Néanmoins, il est évident qu'il n'y aura lieu d'employer qu'un petit nombre des mouvements décrits dans l'une et l'autre école. Il est donc essentiel d'étudier ceux-là de préférence. Ils ont surtout pour but de régulariser la formation en bataille.

Voici les principaux :

1) Le bataillon étant en bataille, rompre à droite ou à gauche soit par pelotons, soit par sections, soit par demi-sections.

2) Le bataillon étant en bataille, rompre en arrière à droite ou à gauche, soit par pelotons, soit par sections, soit par demi-sections.

Nota bene : dans ce dernier mouvement, faire par le flanc sans dédoubler. Du reste, l'autre manière de rompre est préférable.

3) Le bataillon marchant en colonne par pelotons, rompre les pelotons.

4) Le bataillon marchant en colonne par sections, rompre les sections.

Nota bene : ces deux derniers mouvements doivent s'exécuter au pas de gymnastique, afin de ne pas perdre de temps ni de terrain.

5) Le bataillon marchant en colonne par demi-sections, former les sections.

6) Le bataillon marchant en colonne par sections, former les pelotons.

Nota bene : les pelotons ayant 20 mètres de front, le bataillon ne pourra marcher en colonne par pelotons que sur les plus larges chaussées. La marche la plus habituelle sera en colonne par sections, qui n'occupe que 11 mètres de front. On rompra les sections, avant d'entrer dans une rue ayant moins de 12 mètres de large.

7) Le bataillon marchant en colonne par pelotons, ou par sections, ou par demi-sections, le former à droite ou à gauche en bataille.

Nota bene : cette formation en bataille, étant la plus prompte, est la meilleure. Mais elle présente des difficultés. On ne peut former régulièrement la colonne à droite ou à gauche en bataille que si les pelotons, ou les sections ou les demi-sections ont exactement conservé leurs distances, c'est-à-dire si la distance qui les sépare est égale à leur front. Si elle est plus grande, il reste des vides dans le bataillon formé en bataille. Si, au contraire, la distance est moindre que le front, les fractions du bataillon, en arrivant à

l'alignement, se heurtent et s'entassent les unes sur les autres, faute de place.

8) La colonne étant en marche par pelotons, par sections ou par demi-sections, la former sur la droite ou sur la gauche en bataille.

Nota bene : Ce mouvement n'a pas les inconvénients du précédent, et devant l'ennemi, il a l'avantage d'ouvrir le feu dès le début de la formation. Mais, pour mettre simplement la colonne en bataille, il est d'une extrême lenteur.

Le mouvement de flanc, par dédoublement, a le très grand avantage de former instantanément le bataillon en colonne s'il est en bataille, ou en bataille s'il est en colonne. Mais il a cet inconvénient qu'il est impossible de serrer la colonne. En outre, les deux mouvements : faire par le flanc, et faire front, sont difficiles pour des hommes qui n'ont jamais été exercés. Néanmoins il sera utile d'enseigner cette manœuvre au bataillon, aussitôt qu'il sera organisé. L'intelligence des ouvriers parisiens leur en fera comprendre le mécanisme en quelques minutes.

Lorsqu'un bataillon en marche doit faire tête de colonne à droite ou à gauche, pour entrer dans une rue latérale, il faut employer le mouvement « tournez à droite », ou « tournez à gauche », préférable à la conversion régulière qui est plus lente et plus difficile.

Tous les changements de direction de la colonne doivent se faire par ce même mouvement « tournez à droite ou à gauche ».

Le bataillon devra toujours marcher et manœuvrer au pas de route, c'est-à-dire les deux rangs à distance de soixante-dix ou soixante-quinze centimètres, afin que le second rang ne soit pas obligé d'emboîter le pas et marche en liberté.

Tous les mouvements devront être exécutés avec rapidité, sans se piquer de précision ni d'élégance. La promptitude avant tout.

Le port d'armes en sous-officier, le fusil dans la main droite, le bras allongé le long de la cuisse, la sous-garde tournée en avant.

Il faudra faire appel aux hommes qui savent battre la caisse. Les tambours sont de première nécessité pour les commandements.

Manœuvres par divisions

Les manœuvres par divisions ne peuvent être que fort rares dans Paris. Il importe néanmoins d'étudier les suivantes :

1) Le bataillon étant en colonne par pelotons, serrés en masse ou à demi-distance ou à distance entière, former les divisions.

2) Le bataillon étant en bataille, le ployer en colonne serrée par division sur l'une quelconque des quatre divisions, la droite ou la gauche en tête.

3) Le bataillon étant en colonne serrée par divisions, en marche ou de pied ferme, le déployer sur l'une quelconque des quatre divisions.

Esquisse de la marche à suivre dans une prise d'armes à Paris

Les hommes qui prennent l'initiative du mouvement ont choisi d'avance un commandant en chef et un certain nombre d'officiers, dont les fonctions commencent avec l'insurrection elle-même.

Manière d'organiser

Aussitôt que des citoyens accourent à la vue du soulèvement, les faire mettre en bataille sur deux rangs.

Les engager au silence et au calme, leur adresser une brève allocution. Leur annoncer ensuite que tout citoyen marchant sous le drapeau de la République recevra des vivres et cinq francs par jour, en indemnité de salaire, pendant la durée de la lutte.

Maintenant, il faut des armes

Inviter tous ceux qui ont servi dans l'armée ou fait partie de la garde nationale à sortir des rangs et à se présenter sur le front de la ligne.

Les classer en officiers, sous-officiers et simples soldats. Mettre en réserve les premiers comme officiers supérieurs, choisir les sous-officiers pour lieutenants, chefs de pelotons, les simples soldats pour sergents.

Distribuer aux lieutenants et aux sergents un imprimé qui leur explique l'organisation de l'armée populaire et les diverses mesures à prendre.

Les caser à leurs places respectives comme officiers et sous-officiers et encadrer entre eux les soldats de chaque peloton, et former ainsi les compagnies jusqu'à épuisement du personnel présent.

S'il n'y a pas assez d'hommes pour compléter un bataillon, ranger, à la suite des pelotons constitués, les cadres de ceux qui restent à former, cadres prêts à recevoir les volontaires nouveaux.

Si, au contraire, c'est le personnel des cadres qui est insuffisant, faire appel aux hommes qui se sentent assez d'intelligence pour commander, leur assigner les fonctions de lieutenants et de sergents et leur donner l'imprimé qui les mettra au courant de l'organisation.

Le nombre des pelotons ainsi formés restant inférieur à huit, déclarer néanmoins le bataillon constitué.

S'il est supérieur à huit, constituer avec l'excédent un deuxième bataillon, qui se complètera par l'adjonction de nouveaux volontaires.

Distribuer aux lieutenants et aux sergents les rubans de diverses couleurs qu'ils doivent porter comme insignes ; déployer le drapeau du bataillon, ainsi que les fanions des compagnies qui seront confiés aux deuxièmes sergents.

Aussitôt le drapeau déployé, faire prêter aux officiers, sous-officiers et soldats le serment ci-après : « Je jure de combattre jusqu'à la mort pour la République,

d'obéir aux ordres des chefs, et de ne pas m'écarter un seul instant du drapeau, ni de jour ni de nuit, avant que la bataille soit terminée. »

Distribuer les armes disponibles aux compagnons et aux bataillons, dans l'ordre chronologique de leur formation : premiers organisés, premiers armés.

S'il n'existe que quelques fusils, les donner aux sergents porte-fanions.

Les officiers et sous-officiers feront constamment aux soldats les recommandations suivantes : ne jamais perdre une seconde ; rester en ordre ; observer le silence (sauf le cri de « Vive la République ! » poussé seulement à un signal donné) ; marcher d'un pas rapide ; dans le cas d'un engagement, n'agir que d'après le commandement ; si on a le dessous, se rallier vite et sans tumulte au drapeau et aux fanions ; si on a le dessus, garder les rangs, sans bruit, ni cri, prêts à marcher ; exécuter tous les ordres avec rapidité et si on doit s'éloigner du drapeau pour les remplir, le rallier vivement, aussitôt l'ordre accompli.

Le cri de « Vive la République ! » ne doit être poussé qu'au signal des chefs, parce qu'une marche silencieuse est souvent de la plus impérieuse nécessité.

Qu'on soit en marche ou en halte, organiser aussitôt tous les ouvriers qui se rencontreront sur le passage de la colonne.

S'il y a des cadres en excédent, ils marcheront à la queue de la colonne, dans l'ordre des numéros de leurs compagnies, incorporant en chemin, sans s'arrêter, tous les hommes de bonne volonté trouvés sur la route.

Les officiers et sous-officiers des pelotons ainsi formés pendant la marche demandent immédiatement aux citoyens incorporés s'ils ont servi dans l'armée ou appartenu à la garde nationale ; et ils font sortir sur le flanc de la colonne ceux qui se trouvent dans ce cas.

Maintenant, il faut des armes

Des officiers d'état-major accompagnent la colonne afin de constituer avec ces nouveaux éléments des cadres de compagnies et de bataillons, en assignant les grades d'après la règle indiquée plus haut. Ils distribuent les rubans servant d'insignes, font déployer les fanions et les drapeaux des nouveaux corps qui se mettent à la suite.

L'organisation des nouveaux bataillons continuera ainsi sans interruption, pendant la durée de la lutte. Toute colonne en marche ralliera les ouvriers rencontrés sur son chemin et les formera en compagnies en bataillons d'après les procédés ci-dessus.

Aussitôt que le nombre des bataillons dépassera neuf, ils pourront être réunis par régiments et par brigades.

Dès le début de l'insurrection, des citoyens dévoués seront chargés de couper les fils télégraphiques et de détruire les communications du gouvernement avec la province.

Mesures insurrectionnelles

Aussitôt que la chose sera possible, le commandant en chef établira des commissions d'armement, de vivres et de sûreté publique.

Commission d'armement.

La commission d'armement fera rechercher, soit dans les magasins et fabriques d'arquebuserie, soit chez les particuliers, toutes les armes disponibles, fusils de guerre et de chasse, pistolets, revolvers, sabres et épées, ainsi que les poudres entreposées chez les débitants ou réunies en dépôt, notamment chez les artificiers.

Elle requerra le plomb en existence chez les plombiers, les moules à balles de tous calibres chez les quincailliers, fera fabriquer des mandrins par les tourneurs, des mesures à poudre, installera des ateliers où les femmes et les enfants seront employés

moyennant salaire à la fonte des balles et à la confection des cartouches.

Elle fera préparer des fanions, des drapeaux et des rubans pour insignes.

Elle requerra chez les fabricants de produits chimiques les matières qui entrent dans les diverses sortes de poudres, notamment l'acide sulfurique et l'acide nitrique anhydres ou concentrés, éléments du fulmicoton. On mettra en réquisition pour ces travaux les élèves en pharmacie.

Commission des vivres.

La commission des vivres requerra chez les boulangers, bouchers et dans les entrepôts de liquides, le pain, la viande, les vins et liqueurs nécessaires à la consommation de l'armée républicaine. Elle mettra en réquisition les traiteurs, restaurateurs et autres établissements de ce genre pour la préparation des vivres.

Il y aura, pour chaque bataillon, un commissaire des vivres chargé de veiller à la distribution et de faire connaître à la commission les besoins du bataillon.

Commission de sûreté publique.

La commission de sûreté publique a pour mission de déjouer les trames de la police et les manœuvres des contre-révolutionnaires, de faire imprimer, distribuer et afficher les proclamations ou arrêtés du commandant en chef, de surveiller les télégraphes, les chemins de fer, les établissements impériaux, en un mot, de dissoudre les moyens d'action de l'ennemi, d'organiser et d'assurer ceux de la République.

Les fonds nécessaires pour le service de ces trois commissions et pour le paiement de l'indemnité quotidienne de cinq francs allouée aux citoyens présents sous les drapeaux seront prélevés sur les caisses publiques.

Il sera délivré aux marchands et industriels un récépissé régulier des livraisons de marchandises

quelconques par eux fournies, sur réquisition. Ces fournitures seront soldées par le gouvernement républicain.

Les trois commissions rendront compte de leurs travaux, d'heure en heure, au commandant en chef et exécuteront ses ordres.

Il sera formé un service spécial pour les ambulances.

Des barricades

Aucun mouvement militaire ne devant avoir lieu que d'après l'ordre du commandant en chef, il ne sera élevé de barricades que sur les emplacements désignés par lui.

Sous peine d'une prompte débâcle, les barricades ne peuvent plus être aujourd'hui une œuvre comme en 1830 et 1848, confuse et désordonnée. Elles doivent faire partie d'un plan d'opération arrêté d'avance.

Dans ce système, chaque retranchement est occupé par une garnison qu'on n'abandonne point à elle-même, qui reste en communication suivie avec les réserves et en reçoit constamment des renforts proportionnés aux dangers de l'attaque.

Le tohu-bohu et l'éparpillement ne constituaient pas le seul vice des anciennes barricades. Leur construction n'était pas moins défectueuse.

Amas informe de pavés, entremêlés de voitures sur le flanc, de poutres et de planches, ce mauvais barrage n'était pas un obstacle pour l'infanterie qui l'enlevait au pas de course. Quelques gros retranchements, peut-être, faisaient exception. Encore pas un seul n'était à l'abri de l'escalade. Ils servaient eux-mêmes d'échelle.

Arrêter les troupes, les contraindre à un siège, résister même assez longtemps au canon, telle est la destination d'une barricade. Il faut donc la construire d'après ces données, pour qu'elle atteigne son triple but. Jusqu'ici, elle n'y a pas satisfait le moins du monde.

Dans l'état actuel de Paris, malgré l'invasion du macadam, le pavé reste toujours le véritable élément

de la fortification passagère, à condition toutefois d'en faire un usage plus sérieux que par le passé. C'est une affaire de bon sens et de calcul.

L'ancien pavé, qui tapisse encore la majeure partie de la voie publique, est un cube de 25 cm de côté. On peut, dès lors, supputer par avance le nombre de ces blocs qui sera mis en œuvre pour bâtir un mur, dont les trois dimensions, longueur, largeur et hauteur sont déterminées.

Barricade régulière

La barricade complète consiste dans un rempart et sa contre-garde ou couvre-face.

Le rempart est en pavés maçonnes au plâtre, large d'un mètre, haut de trois, encastré par des extrémités dans les murs de façade des maisons.

La contre-garde, placée à six mètres en avant du rempart, se compose de deux parties attenantes l'une à l'autre, savoir un mur interne de mêmes dimensions et constructions que le rempart, et un glacis en pavés secs amoncelés s'étendant sur une longueur de quatre mètres jusqu'à l'entrée de la rue.

Un mètre cube contient 64 pavés de 25 centimètres de côté. Le rempart ainsi que le mur interne de la contre-garde ont toujours deux facteurs fixes, la hauteur (3 mètres), la largeur ou épaisseur (un mètre). La longueur seule varie. Elle dépend de la largeur de la rue.

En supposant ici la rue de 12 mètres, et par conséquent le chiffre 12, facteur commun pour le rempart, le mur interne maçonné du glacis, et le glacis lui-même, on aura :

$$\text{Le rempart} = 3 \times 1 \times 12 = 36$$

$$\text{Le mur interne du glacis} = 3 \times 1 \times 12 = 36$$

$$\text{Le glacis} = 3 \times 4 \times 12 = 144$$

Le cube total de la barricade et de sa contre-garde sera de 144 mètres qui, à 64 pavés par mètre cube,

donnent 9186 pavés, représentant 192 rangées à 4×12 ou 48 par rangées. Ces 192 rangées occupent 48 mètres de long. Ainsi, la rue serait dépavée dans une longueur de 48 mètres pour fournir les matériaux du retranchement complet. Le calcul n'ayant pas tenu compte de la place occupée par le plâtre dans le rempart et le mur interne de la contre-garde, le nombre de pavés serait diminué d'autant. Il serait moindre encore dans le glacis par suite des vides existant entre les pavés entassés en désordre.

Les petits pavés rectangulaires qui ont remplacé en partie le macadam des grandes voies pourraient servir également à l'érection des barricades. Mais le travail des parties maçonnées serait plus long et consommerait plus de plâtre. Dans tous les cas, il est bien évident qu'un pareil retranchement ne serait pas bâclé dans une heure. Or, il importe de se mettre en défense le plus promptement possible. On peut parer à cette difficulté : le détachement chargé de construire et d'occuper la barricade doit se rendre sur le terrain avec une voiture de sacs de plâtre, plus des brouettes, des voitures à bras, des leviers, des pics, des pelles, des pioches, des marteaux, des ciseaux à froid, des truelles, des seaux, des auges. Les réquisitions de tous ces objets seront faites chez les marchands respectifs dont les adresses se trouvent dans l'almanach du commerce. On choisira les plus voisins du point de départ.

Une fois sur le terrain, le chef du poste fait commencer le rempart à quinze mètres environ du débouché de la rue, et au lieu de trois mètres de hauteur, ne lui en donne que la moitié. Ce mur de quatre pieds et demi a précisément la hauteur normale pour le tir d'un fantassin debout. On peut l'escalader sans doute, mais l'opération n'est pas commode. C'est déjà un obstacle respectable. Or, ce massif n'a que dix-huit mètres cubes ou 1152 pavés, qui représentent

vingt-quatre rangées ou six mètres de longueur à dépaver. Cela peut se faire assez rapidement.

On achève ensuite le rempart jusqu'à trois mètres. À mi-hauteur, c'est-à-dire à un mètre et demi, on laisse de distance en distance des trous destinés à recevoir des solives, sur lesquelles on posera des planches formant banquette pour le tir.

Le dessus du mur interne de la contre-garde doit être plan, sans inclinaison ni en dedans ni en dehors afin de ne pas donner prise au boulet qui écrêterait la partie la plus haute amincie.

Le dessus du rempart peut être incliné légèrement, afin de ménager au tir une certaine plongée. Il sera crépi et lissé à la truelle, ainsi que la paroi faisant face à la contre-garde.

Les trous pratiqués à mi-hauteur pour l'échafaudage de construction, tant au mur de la contre-garde qu'au rempart seront bouchés avec soin. Les parois du rempart et de la contre-garde qui se font face, devront être lissées à la truelle, et n'offrir aucune aspérité favorisant l'escalade.

Les rangées de pavés de chaque assise des deux murs seront posées en échiquier, ainsi que les assises elles-mêmes, l'une par rapport à l'autre.

Si le rempart dépassait en hauteur le mur de la contre-garde, les boulets démoliraient la partie saillante. Dans le cas cependant où du rempart on voudrait tirer au loin sur l'ennemi, il suffirait d'y placer des sacs à plâtre remplis de terre. Les combattants se hausseraient eux-mêmes au moyen de pavés.

Du reste, le retranchement est plutôt une barrière qu'un champ d'action. C'est aux fenêtres que se trouve le véritable poste de combat. De là, des centaines de tirailleurs peuvent diriger dans tous les sens un feu meurtrier.

L'officier chargé de défendre le débouché d'une rue fait occuper, en arrivant, les maisons des deux angles

par le tiers de son monde – les hommes les mieux armés. Il détache en avant quelques vedettes pour éclairer les rues et prévenir une surprise, et commence les travaux du retranchement avec les précautions et dans l'ordre indiqués plus haut.

Si une attaque survient avant l'achèvement du mur simple d'un mètre et demi de haut, l'officier se retire avec tout son monde dans les maisons des deux angles, après avoir mis en sûreté dans une cour intérieure voiture, chevaux, matériel de toute espèce. Il se défend par les feux des fenêtres et les pavés lancés des étages supérieurs. Les petits pavés rectangulaires des grandes voies macadamisées sont excellents pour cet usage.

L'attaque repoussée, il reprend et presse sans relâche la construction de la barricade en dépit des interruptions. Au besoin, des renforts arrivent.

Cette besogne terminée, on se met en communication avec les deux barricades latérales, en perçant les gros murs qui séparent les maisons situées sur le front de défense. La même opération s'exécute simultanément, dans les maisons des deux côtés de la rue barricadée jusqu'à son extrémité, puis en retour, à droite et à gauche, le long de la rue parallèle au front de défense, en arrière.

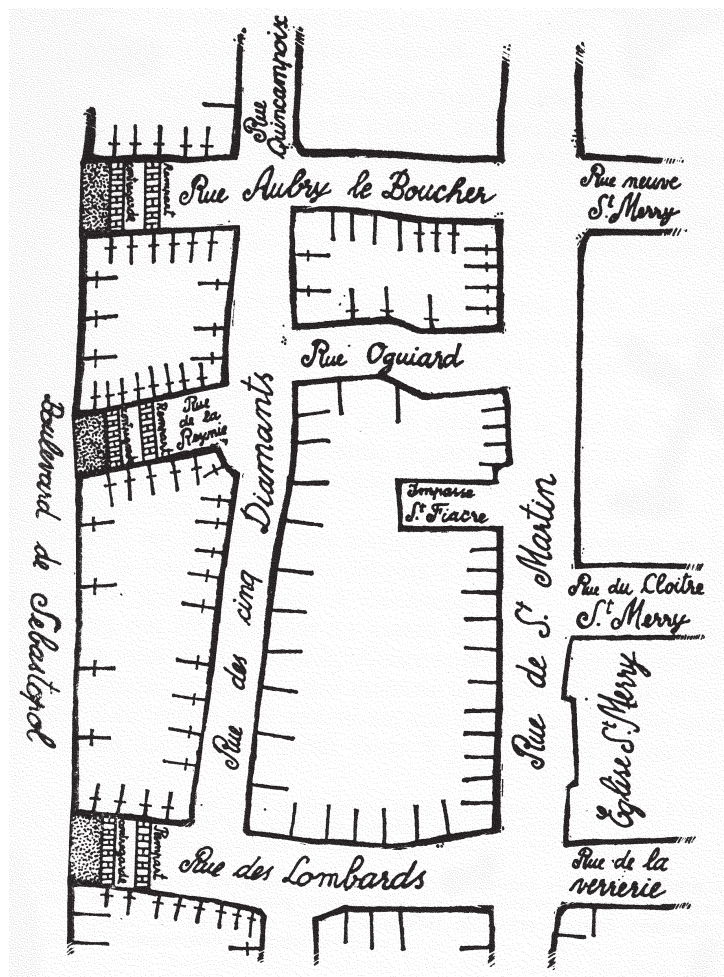
Les ouvertures sont pratiquées au premier et au dernier étage, afin d'avoir deux routes ; le travail se poursuit à la fois dans quatre directions.

Tous les îlots ou pâtés de maisons appartenant aux rues barricadées doivent être percés dans leur pourtour, de manière que les combattants puissent entrer et sortir par la rue parallèle de derrière, hors de la vue et de la portée de l'ennemi.

Dans ce travail, la garnison de chaque barricade doit se rencontrer à mi-chemin, tant sur le front de défense que dans la rue de derrière, avec les deux garnisons des deux barricades voisines, de droite et de gauche.

Exemple de barricades sur un front de défense, reliées entre elles par le percement des maisons des îlots adjacents

Le boulevard Sébastopol étant supposé front de défense, on a pris sur ce front une étendue d'environ 140 mètres, qui comprend les débouchés de trois rues et un peu au-delà, savoir les rues Aubry-le-Boucher, de La Reynie et des Lombards.



Les trois rues sont fermées à leur issue sur le boulevard par des barricades avec contre-gardes. Les dimensions et les distances sont rigoureusement exactes sur le plan.

La garnison du retranchement La Reynie, après avoir complété les constructions de la rue, et simultanément même, perce des maisons le long du boulevard, vers la rue Aubry-le-Boucher à droite, et vers la rue des Lombards à gauche.

Elle fait la même opération des deux côtés de la rue de La Reynie, en gagnant la rue des Cinq-Diamants, et parvenue à l'extrémité, tourne à gauche, vers la rue Aubry-le-Boucher, à droite vers la rue des Lombards, en continuant son travail.

De leur côté, les garnisons des barricades Aubry-le-Boucher et Lombards vont à la rencontre des travailleurs La Reynie d'après la même méthode, et la jonction s'opère à mi-chemin.

Les maisons ont été indiquées au hasard sur le boulevard Sébastopol, mais dans les rues de La Reynie, Aubry-le-Boucher, des Lombards et des Cinq-Diamants, le nombre des maisons, ou plutôt des gros murs qui les séparent, a été relevé avec exactitude sur un ancien plan très détaillé.

La garnison La Reynie aurait donc à percer la moitié des maisons du boulevard, entre les deux rues latérales, douze murs dans la rue de La Reynie – cinq d'un côté, sept de l'autre – plus sept autres dans la rue des Cinq-Diamants, cinq à droite, deux à gauche.

En admettant dix maisons sur le front Sébastopol, ce qui ne donne à chacune que neuf mètres de façade, il y aurait donc en tout vingt-quatre murs à percer, six pour chaque escouade de travailleurs, puisqu'on procéderait dans quatre directions à la fois.

Du reste, si on est en nombre, on peut percer en même temps toutes les maisons de la rue barricadée et de la rue de derrière, puisqu'on a ses communications libres, en arrière du retranchement.

L'intérieur des îlots consiste généralement en cours et jardins. On pourrait ouvrir des communications à travers ces espaces, séparés d'ordinaire par de faibles murs. La chose sera même indispensable sur les points que leur importance ou leur situation spéciale exposent aux attaques les plus sérieuses.

Il sera donc utile d'organiser des compagnies d'ouvriers non-combattants, maçons, charpentiers, etc., pour exécuter les travaux conjointement avec l'infanterie.

Lorsque, sur le front de défense, une maison est plus particulièrement menacée, on démolit l'escalier du rez-de-chaussée, et l'on pratique des ouvertures dans les planchers des diverses chambres du premier étage afin de tirer sur les soldats qui envahiraient le rez-de-chaussée pour y attacher des pétards. L'eau bouillante jouerait aussi un rôle utile dans cette circonstance.

Si l'attaque embrasse une grande étendue de front, on coupe les escaliers et on perce les planchers dans toutes les maisons exposées. En règle générale, lorsque le temps et les autres travaux de défense plus urgents le permettent, il faut détruire l'escalier du rez-de-chaussée dans toutes les maisons de l'îlot sauf une, à l'endroit de la rue le moins exposé.

La troupe enlève toujours assez facilement les barricades, à cause du petit nombre de leurs défenseurs, de l'isolement où on les abandonne, et du défaut de confiance mutuelle dû à l'absence d'organisation et de commandement. Les choses prendraient une tout autre face avec une direction énergique et l'envoi successif de puissants renforts.

Jusqu'ici, dans les luttes parisiennes, les insurgés sont toujours demeurés inactifs derrière leur semblant de barricades, oisiveté fatale chez des combattants très mal armés, sans artillerie, presque sans munitions. La bravoure seule ne suffit pas à compenser tous les désavantages matériels.

Les ouvriers parisiens semblent ignorer leur principale force, la supériorité de l'intelligence et de l'adresse. Inépuisables en ressources, ingénieux, tenaces, initiés à toutes les puissances de l'industrie, il leur serait facile d'improviser en peu d'heures tout un matériel de guerre. Charpentiers, menuisiers, mécaniciens, fondeurs, tourneurs, maçons, ils peuvent suffire à tout, et opposer à l'ennemi cent sapeurs du génie pour un.

Mais il faut pour cela une activité incessante. Pas un seul homme ne doit rester inoccupé. Quand une besogne est finie, on en commence une autre : il y a toujours quelque chose à faire. En voici quelques-unes qui ont leur importance :

Emmancher, droites sur des hampes de sept pieds, des lames de faux dont on a redressé au feu le crochet de la base et coupé le bourrelet formant dos. On fait tourner les hampes chez le tourneur le plus proche. Les lames de faux se trouvent en quantité chez les quincailliers.

Enlever les portes des appartements ou prendre des planches dans les magasins, les percer d'étroites meurtrières, longues de dix centimètres, les doubler d'épaisses feuilles de tôles percées de la même façon, et garnir de ces volets mobiles l'ouverture des fenêtres, le devant et les côtés des balcons pour diriger des feux de flanc dans la longueur des rues.

Amonceler des pavés à tous les étages, les plus petits au quatrième, au cinquième, aux mansardes, les plus gros au second et au troisième. En munir surtout les chambres situées au-dessus du retranchement.

Tout chef de barricade fera prendre chez les marchands les plus proches les matériaux ou engins utiles à la défense. Il mettra en réquisition les industriels tels que tourneurs, menuisiers, serruriers, etc., pour le confectionnement des objets que les soldats de la garnison ne seraient pas en mesure de fabriquer

eux-mêmes. Il délivrera en échange des récépissés réguliers, valant factures.

Les commandants de barricade ne retiendront pas auprès d'eux les recrues qui viendraient les rejoindre. Ils les adresseront à leur supérieur immédiat – les lieutenants au capitaine, les capitaines au chef de bataillon – afin que ces hommes soient dirigés sur la réserve où s'opère l'organisation des nouveaux corps.

Cette règle est dictée par des motifs impérieux : 1) l'indemnité ne peut être allouée aux volontaires que sur constatation officielle de leur présence sous le drapeau, avec date précise ; 2) le commandant en chef doit toujours connaître le chiffre exact des forces de chaque retranchement ; 3) le bon ordre exige que l'effectif des compagnies et des bataillons demeure à peu près uniforme.

Les commandants de barricade adresseront des rapports fréquents à leurs supérieurs qui les feront tenir au quartier général.

Défense des barricades

En supposant que l'armée tienne pied et s'acharne à la lutte, il est aisé de pressentir sa méthode d'attaque contre les positions républicaines.

D'abord, des détachements plus ou moins nombreux, tirant aux fenêtres pendant leur marche, s'avanceront pour enlever une barricade. S'ils sont repoussés, et peut-être même sans avoir couru cette chance, ils perceront les maisons des îlots qui font face aux insurgés, et arriveront ainsi par l'intérieur sur le front de défense.

Les deux parties n'étant plus alors séparées que par la largeur de la rue, les soldats dirigeront un feu violent sur les fenêtres en face pour chasser les défenseurs. Il faut s'attendre aussi que la troupe, en cas de résistance un peu longue, amènera du canon à travers l'îlot qu'elle occupe.

Elle le mettra en batterie sous une porte cochère, vis-à-vis une des maisons du front de défense, puis ouvrant soudainement la porte, canonnera les murs à bout portant, pour jeter bas l'édifice. Il ne tombera pas aux premiers coups, il faut un certain temps.

Dès que le canon sera démasqué, les républicains tireront sur les artilleurs par les ouvertures du rez-de-chaussée – soupiraux, portes et balcons – ayant vue sur l'allée de la porte cochère. On percera rapidement des meurtrières vis-à-vis, afin de multiplier les feux.

Règle générale : il est inutile de riposter aux soldats qui fusillent des fenêtres. C'est perdre sa poudre. L'ennemi en a de reste. Elle est rare chez les insurgés. Il est donc indispensable de la ménager. On se garantira des balles au moyen des volets doublés de tôle qui garnissent les fenêtres des balcons.

La garnison, dédaignant le feu des croisées, surveillera la rue pour empêcher l'ennemi de la traverser. Dès qu'il tentera le passage, il faut le fusiller à outrance, l'accabler de pierres et de pavés du haut des maisons. En même temps, on se tiendra prêt à le fusiller, à l'arroser d'eau bouillante par le plancher du premier étage, s'il pénètre dans le rez-de-chaussée malgré le barricadement des portes et des fenêtres. Durant le combat, veiller avec soin à ce qu'il ne puisse attacher des pétards. Ne pas ménager les pavés, les bouteilles pleines d'eau, même les meubles, à défaut d'autres projectiles. Ôter les volets en tôle des hauts étages pour lancer les pierres, en évitant les balles d'en face.

Quant au retranchement, il ne sera pas facile d'en avoir raison. Le boulet ne pourrait atteindre le rempart que par le tir à ricochet, et le faible intervalle de six mètres, qui le sépare de la contre-garde, rendrait ce tir inefficace.

L'obus sera également impuissant. Il viendra faire explosion en avant ou en arrière ou dans l'intervalle des deux ouvrages, et ses éclats écorcheront le plâtre

des murailles, rien de plus. Car il ne trouvera là personne. La barricade sera défendue par les fenêtres.

L'assaut serait très meurtrier pour les assaillants. Il faudrait essayer la fusillade jusqu'au pied du glacis et, à partir de ce point, braver un péril plus redoutable encore : il ne serait possible de descendre du mur interne, puis de franchir le rempart qu'avec des échelles de huit pieds, bagage incommode, et sous une grêle de pavés et de balles.

Si en construisant la barricade on a pu enfermer une ou deux portes cochères, dans l'intervalle de six mètres, entre le rempart et sa contre-garde, des pelotons de faucheurs massés derrière les battants de la porte, qui s'ouvrira tout à coup, se jetteront sur les soldats qui seraient descendus de la contre-garde et les mettront en pièces dans cette souricière, car leurs baïonnettes ne seront pas de longueur contre leurs pertuisanes.

S'il n'existe point de porte cochère, les faucheurs se masseront au rez-de-chaussée afin de s'élancer par les portes d'allées ainsi que par les fenêtres basses. Au préalable, le commandant aura fait cesser la pluie de balles et de pavés, ce que la troupe pourra prendre pour un signe de défaite, méprise qui lui deviendrait fatale.

Si l'ennemi est rebuté par la longue résistance d'une ou de plusieurs barricades, il recourra peut-être à l'incendie des maisons par les obus. Éteindre le feu sera difficile. Si on n'y réussit pas, la retraite deviendra inévitable. Il faudra se replier de maison en maison sur une deuxième ligne de défense. Les troupes ne joueraient pas longtemps ce jeu-là. On ne fera pas de Paris une seconde Saragosse.

La lutte des barricades fournira au commandant en chef l'occasion de prendre à son tour l'offensive et de jeter des colonnes d'attaque sur les flancs et les derrières des assaillants.

Les blessés seront évacués sur les ambulances, désignées aux chefs de corps ; les morts seront transportés aux hôpitaux.

Des mines

Les troupes pourraient avoir recours à la mine pour forcer un front de défense trop tenace. C'est un moyen puissant, mais assez peu probable. L'ennemi n'en usera certainement pas au début. Ce moyen est long et dénote d'ailleurs une certaine timidité qui ébranlerait l'esprit du soldat en lui montrant l'insurrection très redoutable.

Cependant, il se peut que la nécessité fasse passer par-dessus cet inconvénient. Dans ce cas, le système d'égouts prend une grande importance. Dans toutes les rues où il s'en trouve, ils deviendraient le point de départ des galeries de mines.

L'ennemi a un plan détaillé des égouts de Paris. Ils sont de plusieurs dimensions. La carte des plus grands, dits égouts collecteurs, est connue de tout le monde. On la trouve dans le second volume de *Paris-Guide*. Mais ceux-là ne forment que le très petit nombre. La masse des canaux moyens et des rigoles demeure inconnue. Il serait utile de s'en enquérir auprès des ouvriers égoutiers.

Pendant le combat, il sera indispensable de faire reconnaître ces voies souterraines par de nombreux détachements, auxquels on tracera un itinéraire. Ils seront munis d'échelles pour remonter à volonté par tous les regards.

On barricadera les embranchements qui aboutissent aux collecteurs eux-mêmes, d'après un plan réglé sur celui des opérations à ciel ouvert.

Toute rue servant de défense peut être traversée par une galerie de mine, il faudra donc s'assurer si elle recouvre un égout, et dans ce cas, occuper l'égout par des barricades, lorsque le front de défense sera attaqué avec vigueur par l'ennemi.

Des sentinelles le parcourront à pas de loup, posant l'oreille contre la paroi du côté des troupes, afin d'entendre le bruit de la sape et avertir aussitôt. Du reste, l'ennemi ne tenterait de pénétrer dans l'égout par la sape que s'il ne pouvait y arriver par la voie naturelle des embranchements. Sa rencontre dans ses détours souterrains serait donc l'indice de ses projets de mine. Ces rencontres viendraient accroître les difficultés de l'opération et la rendre moins probable.

Dans les rues sans égouts, s'il en existe, la galerie serait creusée directement, à partir d'une cave, pour traverser la rue jusqu'à la maison vis-à-vis. Ce travail serait plus difficile à découvrir et à surprendre que celui des égouts. Des sentinelles devront coller l'oreille au mur de la cave bordant la rue, afin d'écouter le bruit des mineurs. La garnison, prévenue, les attendrait à l'issue pour leur faire un mauvais parti.

Somme toute, la guerre de mine est peu probable ; celle d'égout l'est davantage.

Des habitants des maisons occupées

Les habitants des maisons occupées par les républicains seront invités, dans leur propre intérêt, à se retirer avec leur numéraire, leurs valeurs quelconques et leur argenterie, après avoir fermé tous les meubles. On leur rappellera, d'après l'exemple du 2 Décembre, que les soldats de Bonaparte, en pénétrant dans toute maison d'où il est parti un coup de feu, égorgent sans distinction hommes et femmes, vieillards au lit et enfants à la mamelle.

Si les vieillards, les femmes et les enfants se retirent, les hommes devront les suivre. On ne les laissera pas demeurer seuls au logis.

Lorsqu'on aura percé les murs de toutes les maisons d'un îlot, on pourra faire retirer les familles qui habitent le front de défense dans la partie de derrière de l'îlot.

Maintenant, il faut des armes

Dans le cas où, par suite de communications interceptées, les vivres viendraient à leur manquer, les républicains leur en donneront, en prévenant du fait les commissaires de bataillon pour qu'ils approvisionnent en conséquence.

Il faut encore le répéter : la condition *sine qua non* de la victoire, c'est l'organisation, l'ensemble, l'ordre et la discipline. Il est douteux que les troupes résistent longtemps à une insurrection organisée et agissant avec tout l'appareil d'une force gouvernementale. L'hésitation les gagnera, puis le trouble, puis le découragement, enfin la débâcle.

Proclamations à l'armée

Soldats ! le peuple de Paris prend les armes. Serez-vous contre lui ? En délivrant la France, c'est vous surtout qu'il délivre. N'êtes-vous pas esclaves, comme nous, plus que nous ?

Sous prétexte de discipline, d'arrogants épauletiers vous écrasent du talon de leurs bottes. Pour un mot, pour un geste, la salle de police, le cachot, le conseil de guerre. Humbles, muets, il vous faut courber le front sous la terreur.

Vous n'êtes plus des citoyens, pas même des hommes. Les chevaux d'escadron sont mieux traités que vous. C'est qu'il en coûte de les remplacer lorsqu'ils meurent, et vous autres, vous ne coûtez rien. Quand il n'y en a plus, il y en a encore, il y en a toujours. Les mères sont là pour fournir de la chair à cachot, de la chair à canon.

L'habit qu'on vous met sur le dos peut-il vous faire oublier ce que vous étiez hier, ce que vous allez redevenir demain, des pékins, voués ainsi que nous à l'insulte et à la mitraille ?

Cet habit, il est l'enseigne de votre servitude, et il sert de linceul à vos ossements sur tous les lointains rivages où il plaît au maître de vous envoyer mourir. Combien des vôtres dorment là-bas sous cette terre du

Mexique, d'où les survivants n'ont rapporté qu'une santé détruite et la honte de la défaite !

Au-dedans, on fait de vous des sbires, des gardes-chiourmes, au-dehors les satellites d'un tyran qui partout veut anéantir la liberté, tout ce qui est libre, et le monde entier rend la France responsable du servilisme de l'armée.

Tous les peuples nous haïssent, et pourtant ils ne demanderaient qu'à nous aimer. Que veulent-ils ? Ce que vous voulez aussi, gagner leur vie aux champs et dans l'atelier. Les travailleurs de toutes les nations sont frères, et ils n'ont qu'un seul ennemi, l'oppresseur qui les force à s'entr'égorger sur les champs de bataille.

Tous, ouvriers et paysans de France, d'Allemagne ou d'Angleterre, d'Europe, d'Asie ou d'Amérique, tous, nous avons mêmes labeurs, mêmes souffrances, mêmes intérêts. Qu'y a-t-il de commun entre nous et cette race de fainéants dorés qui ne se contentent pas de vivre de nos sueurs, et qui veulent encore boire notre sang ?

Soldats, ne soyez point leurs dupes et leurs victimes et leurs instruments ! Ne faites pas de nous et de vous aussi les victimes de ces barbares ! Pour eux, pour ces insolents, un homme du peuple qui tombe, ouvrier ou soldat, c'est une canaille de moins, voilà tout. S'ils vous commandent : feu ! Eh bien ! Feu sur ces misérables eux-mêmes ! Voici venir l'heure de punir leurs forfaits et de venger vos injures. Vous n'avez plus à craindre les conseils de guerre. Le peuple est là. Joignez ses rangs, votre cause est la même.

Voudriez-vous donner aux Parisiens le mortel regret de tirer sur vous, de vous tuer, vous leurs camarades, quand ils vous tendent les mains et qu'ils vous crient : « Venez, allons boire ensemble à notre délivrance, puis vous retournerez à vos chaumières où vos mères et vos fiancées vous attendent. Plus de sangsues dévorantes ; l'aisance et le bonheur par le travail et la liberté. Si les rois nous menacent, ils nous trouveront devant

eux debout et terribles, tandis que se levant par derrière, les prolétaires de tous les pays écraseront entre leurs rangs et les nôtres ces ennemis du genre humain.

Soldats ! la main ! Soldats ! Vive la liberté ! Vive la république universelle !

Officiers ! Vous ne servez pas la patrie, vous servez un tyran, son fléau. Qui en doute parmi vous ? Personne. Vous n'êtes ni des ignorants, ni des imbéciles. Vous savez parfaitement ce que vous faites.

Pour des grades et des croix, vous avez vendu la liberté, la vie même de la France. Car Bonaparte ne peut maintenir son joug que par les ténèbres et la violence. Les prêtres pour abrutir, l'armée pour garrotter. Or, l'armée, c'est vous. Le soldat n'est que votre esclave et votre souffre-douleur.

Le régime du sabre ne pouvait avoir qu'un prétexte, la gloire et la grandeur extérieure du pays. Qu'a-t-il apporté ? Le déshonneur, la misère et la décadence.

Le Mexique et Mentana nous ont couverts d'opprobres, et par Sadowa, l'ouvrage de votre maître, nous sommes tombés plus bas qu'après 1815.

Le militarisme ne nous a apporté que le déshonneur, la ruine et la décadence. Le sabre et le goupillon se coalisent pour anéantir la pensée et nous refouler jusqu'au Moyen-Âge.

Point de ménagements envers des coupables qui ne prétendent pas seulement à opprimer la France, mais qui visent, par l'abrutissement, à la rayer de la liste des nations !

Ainsi, prenez garde ! Si l'honneur et le patriotisme parlent encore à votre cœur, si vous abandonnez la cause du crime pour celle de la justice, la patrie n'est point ingrate, elle reconnaîtra magnifiquement le service rendu.

Mais si vous persistez dans la voie de la trahison, le peuple sera sans pitié pour vous, comme vous êtes sans pitié pour le peuple.

VI. Du retour d'exil à la Commune

août 1870 – 17 mars 1871

Le 12 février 1871, dans la guerre contre la Prusse, la situation politique et militaire est devenue dramatique. L'armistice négocié par Jules Favre prévoit l'élection d'une Assemblée nationale, seule autorité avec laquelle Bismarck accepte de négocier. Gambetta, partisan de la guerre à outrance, est remplacé à l'Intérieur par Jules Simon. Le 8 février, les élections amènent une forte majorité royaliste. Thiers est nommé « chef du pouvoir exécutif de la République française ».

Depuis l'échec de l'insurrection de La Villette, Blanqui est dans la ligne de mire de la presse réactionnaire : le 169^e bataillon de la garde nationale, dont il a été élu commandant en septembre, est dissous par Trochu, qui commande l'armée de Paris.

Sous le coup de poursuites pour sa participation à la journée du 31 octobre 1870, Blanqui n'accepte pas la capitulation et compose « Un dernier mot », comme un prolongement à ses articles dans La Patrie en danger. Dans ce placard, il pose le problème de la responsabilité du gouvernement, décrit les mesures qui auraient dû être prises pour gagner, accuse un pouvoir plus occupé à réprimer la révolution qu'à défendre le territoire, et termine par une accusation de haute trahison. Le jour même de la publication, il se rend à Bordeaux avec Vaillant et Tridon, mais le compte-rendu de Ranc lui fait comprendre que toute résistance est inutile.

Le 9 mars, tandis que Blanqui se trouve chez sa sœur dans le Lot, le IV^e conseil de guerre juge les accusés du 31 octobre. Blanqui et trois de ses compagnons sont condamnés à la peine capitale pour attentat dans le but de provoquer la guerre civile et complicité de séquestration sur la personne du gouvernement. Il est arrêté le 17 mars, le jour même où l'ordre, donné par Thiers, de désarmer les Parisiens marque le début de la Commune.

Un dernier mot

Disons un dernier mot sur le drame, avant le dénouement définitif.

La France vient de tomber dans le gouffre où l'emportait une course éperdue. Et chacun de lever les mains au ciel, accusant l'ignorance, la corruption, la fatalité... que sais-je encore. Vaine rhétorique ! La fatalité est la loi de l'univers matériel et n'est point celle de l'humanité, qui ne relève que d'elle-même. L'ignorance, la corruption infectent beaucoup plus les autres pays que la France. Nos vainqueurs nous dépassent en égoïsme et en cupidité. Faut-il moins d'ignorance pour attrouper les bestiaux humains derrière un Guillaume que derrière un Bonaparte ? Les Allemands nous ont vaincus, dit-on, parce qu'ils savent tous lire et écrire. Singulier raisonnement ! L'instruction gît dans l'idée seule. La lettre moulée n'est que simple instrument. Un lecteur nourri de sottises devient un sot. Quelle meilleure preuve que ces Teutons ? Le plus illettré de nos soldats ne se fût pas laissé dire que l'ennemi égorge à froid ses prisonniers, leur arrache méthodiquement la langue et les yeux. Les Allemands, eux, l'ont cru d'emblée. Cette stupidité les juge. C'est un peuple de laquais, qui a tout juste l'intelligence d'un cheval d'escadron.

Ne cherchons pas à nos infortunes des causes imaginaires. Laissons la métaphysique. Paris ne doit accuser que lui-même, sa crédulité, sa faiblesse. Jamais le monde n'avait vu pareil spectacle : toute une population courant à sa perte sous prétexte de l'éviter, et buvant jusqu'à la lie, au nom de son salut, le breuvage empoisonné dont on sait qu'elle va mourir ! La presse toujours est la grande coupable, le vrai foyer de la gangrène publique. Parmi ces journaux qui hurlent à l'envi contre le « gouvernement

de la déroute», les uns, avec un machiavélisme infernal, l'ont poussé de tous leurs efforts vers l'abîme, criant : «Au Prussica !» pour nous mieux livrer aux Prussiens. D'autres, plus discrets, ont aidé de leur complaisance, en haine de la république. Quelques-uns ont laissé faire et laissé passer, par respect de la force. Les moins mauvais ont tonné, pleuré, supplié, mais n'ont eu garde d'agir et de barrer le passage. Exceptons *Le Combat*, qui a gardé sa ligne droite. Tous, enfin, à divers degrés, ont été complices. Ils fulminent aujourd'hui, dans l'espoir de dégager leur responsabilité, à grands renforts d'anathèmes. Clameurs inutiles ! Ils n'y parviendront pas. Elle pèse sur eux tout entière.

Non ! La fatalité n'est pour rien dans cette immense catastrophe ! Non ! La chute de l'Empire à Sedan ne nous léguait pas fatalement la chute de la république et de la France à Paris. Il ne faut pas laisser dire aux auteurs de nos maux que l'issue inévitable de la guerre leur était apparue dès le premier jour, et que dans cette prévision même, leurs promptes démarches de paix avaient eu pour but, et auraient obtenu comme résultat l'adoucissement de notre sort. Il ne faut pas, surtout, leur permettre d'invoquer à l'appui de cette fausseté le fait accompli, qui est l'œuvre de leur trahison et point du tout la conséquence inéluctable des arrêts du destin. Loin de nous servir, ces démarches éplorées nous ont porté un coup terrible. Elles ont rassuré, encouragé l'ennemi, et lui ont donné la certitude de vaincre, en montrant à Bismarck, dans ces trembleurs, des auxiliaires de l'invasion, par cela seulement qu'ils avaient peur du peuple. Quand ils se sont intitulés «gouvernement de la défense nationale», ces fourbes, présidés par un jésuite, entendaient sans doute par le mot *défense*, celui de capitulation. Ils n'ont eu garde de le dire alors, ni longtemps après. Ils le confessent aujourd'hui par cette parole : «Nous devons succomber.» Ils se réfugient dans leur fatalité.

Arrachons-les de cet asile, où ils voudraient abriter leur crime.

Laissant l'Empire derrière nous, prenons la situation au 4 septembre. L'attitude publique, ce jour-là, était-elle l'abattement ou la fermeté ? Sans doute la joie de la délivrance intérieure éclatait par-dessus toute chose. Mais à travers cette joie, la tristesse n'eût-elle pas jeté son ombre, si le sentiment de l'impuissance contre l'ennemi eût dominé au fond des cœurs ? Cette allégresse devant un sursis de quelques jours n'aurait été que de la folie. Or, on avait son plein de bon sens, et l'espoir contre le dehors ne se séparait pas de l'espoir au-dedans. Seuls les hommes de la déroute nationale voyaient en noir, et n'imaginaient de ressource que le prosternement aux pieds de Guillaume. Ils ont agi en conséquence. Que maintenant ils aient la prétention d'être les organes de l'opinion publique ; qu'après avoir tenu Paris au secret cinq mois entiers, et fait leur coup dans l'ombre et le mystère, ils viennent substituer Paris à leurs propres personnes et dire : « La *cit*é a fait ceci, la *cit*é a voulu cela ; la *cit*é a perdu tout espoir, la *cit*é a conclu un armistice, etc. », c'est beaucoup d'audace, par trop d'audace. Mais cette audace dans l'imposture est toute leur politique depuis le 4 septembre. Bonaparte, l'homme de la tromperie, ne leur va pas à la cheville. Quoi d'étonnant ? un jésuite les commande.

Le public, d'ailleurs, a facilité leur besogne. Car il a dépassé, à leur égard, les bornes de la crédulité, de la patience et de la soumission. Nulle dictature dans l'histoire n'a jamais enfourché bidet si commode. Mais à la fin, bidet et cavalier ont culbuté ensemble et la monture, brisée, pousse les hauts cris contre l'écuyer. L'écuyer répond : « Ce n'est pas moi, c'est ma monture. Elle me portait, donc elle dirigeait. J'ai été où elle m'a conduit. » Soyez donc l'âne le mieux bâti et le plus docile de l'univers, pour recevoir de ces remerciements.

L'heure des impudences est passée. La commission de l'Hôtel de Ville apparaît désormais ce qu'elle n'a cessé d'être : une délégation du roi de Prusse ; la capitulation lui a donné l'estampille officielle. Bismarck règne et gouverne à Paris. Et ce n'est pas d'hier. C'était se déclarer l'agent de l'ennemi que de prendre la direction de la défense nationale, en disant tout haut, comme Trochu : « La résistance n'est qu'une folie héroïque » et, comme Ernest Picard : « On se défendra pour l'honneur, mais tout espoir serait chimérique. » Croire une chose impossible et l'entreprendre, c'est, en effet, de la démente. Mais cette démente s'appelle trahison quand l'entreprise est la défense *in extremis* de la patrie, et qu'on est libre de décliner ce fardeau. L'action de Trochu et de Picard était un crime, leur propos était une sottise. Nous allons démontrer ici qu'à la date du 4 septembre, malgré vingt-deux ans de décadence morale, malgré les revers foudroyants du mois d'août et la destruction presque totale des troupes françaises, la partie n'était nullement désespérée. Bien loin que l'espoir fût une chimère, toutes les chances étaient de notre côté. Une mesure bien simple, indiquée par le bon sens et par les circonstances, aurait eu pour résultat infaillible la défaite, sinon l'anéantissement de l'armée allemande.

Nous n'aurons pas péri par les raisons transcendantes que nous débite la presse, mais tout bonnement par une faute militaire. Il est vrai que cette faute a une cause toute politique qui la transforme en attentat contre l'indépendance de la nation. Seize jours se sont écoulés entre la proclamation de la République et l'arrivée des Prussiens sous nos murs. L'avenir de la guerre était tout entier dans l'emploi de cette quinzaine. Le 4 septembre, il ne nous restait à peu près ni armes, ni soldats, et 3 à 400 000 hommes s'avançaient à marche forcée contre Paris. L'Europe était convaincue qu'ils allaient y entrer sans coup férir et

y dicter leurs conditions. Mais Paris a son enceinte et ses forts et il est la tête de tous les chemins de fer français. Ici se passe le problème. Du 4 au 20 septembre, la médaille pouvait être retournée et les rôles intervertis entre Français et Allemands. La victoire et la défaite changeaient de camp, simple question de statistique et de transport facile à résoudre. La capitale, par l'arrivée de 200 000 fugitifs, avait deux millions d'âmes. Il fallait envoyer en province un million de femmes et d'enfants et les remplacer par un million de jeunes hommes. Il fallait en outre compléter l'approvisionnement en vivres jusqu'à six mois. On croyait n'en posséder que pour deux. L'événement a prouvé qu'il y en avait pour quatre. Un supplément de quatre mois portait le stock à deux tiers d'année. La certitude du succès était alors absolue.

Si Paris s'est trouvé en mesure de soutenir un siège, ce n'est pas la faute des gouvernants de l'Hôtel de Ville, et c'est à coup sûr leur regret. Ils ne s'inquiétaient ni de vivres, ni d'hommes, ni de canons, ni de fusils. Les seize jours qui auraient pu retourner la situation et perdre l'armée allemande ont passé au milieu d'une inaction absolue. Par suite des achats faits pour Paris, le prix des céréales avait haussé un peu sur les marchés. C'est, dans le commerce, le résultat ordinaire des démarches actives. Mais les greniers où puise la capitale étaient peu entamés. La récolte de la Beauce n'était pas battue en majeure partie. Par le chemin de fer de Chartres, on pouvait l'amener rapidement, grain et paille. Les Prussiens l'ont enlevée un mois plus tard.

Un ordre des préfets aurait également fait transporter à Paris les céréales en gerbe, dans un rayon de 30 lieues, sauf la quantité nécessaire pour la subsistance des habitants et pour les semailles. La Beauce est comprise dans ce périmètre. Elle a été beaucoup plus maltraitée que les autres provinces. C'est un pays

plein d'énergie et de patriotisme. Les départements de l'Ouest et du Centre auraient fourni des quantités considérables de bœufs et de moutons. La bonne volonté se montrait partout pour cette œuvre de salut. Faire tuer dans les départements 40 à 60 000 porcs, qui seraient salés et aussitôt expédiés, était encore une mesure très réalisable. Œufs, beurre, légumes et poissons secs, fromages de Hollande et de gruyère, huile, volailles et lapins vivants pouvaient affluer de province, par l'activité d'agents spéciaux, munis des recommandations préfectorales. L'argent abondait et n'aurait pas trouvé de rebelles. Le ministre Duvernois¹ n'avait pas employé seize jours pour ses approvisionnements. On pouvait faire aussi bien que lui. Afin de réduire en farine les céréales introduites en grains, il fallait transporter à Paris les meules des moulins d'Étampes, Corbeil et Pontoise. Naturellement, l'Hôtel de Ville n'avait pas daigné s'occuper de ces détails, et l'on se souvient que le pain a manqué en décembre, tandis que les magasins regorgeaient de blé. Les avocats ne sont pas tenus de savoir que le pain se fait avec de la farine et la farine avec du blé.

L'échange de la population entre Paris et la province n'aurait pas présenté d'obstacles, malgré l'immensité du mouvement. Inutile tout d'abord de retenir les personnes partant à leurs frais. Ces fuyards sont des poltrons, plus dangereux qu'utiles en présence de l'ennemi. Nous voici au point capital : les émigrations obligatoires. Certes, la séparation de la famille, l'abandon du foyer, le départ si brusque pour une destination inconnue jetteront le trouble et la tristesse dans bien des cœurs, des larmes amères accompagneront les

1. Clément Aimé Duvernois, ministre de l'Agriculture et du Commerce du 10 août au 4 septembre 1870 : pendant ces trois semaines,

il s'employa à préparer l'approvisionnement de Paris en vue du siège de l'on prévoyait.

adieux, mais Paris n'aurait pas refusé ce sacrifice au salut de la France. Il l'a prouvé par cinq mois d'héroïsme. Et au fond, cette multitude fugitive aurait moins souffert de son odyssée à travers la province que des épreuves du siège. Partout attendus d'avance et accueillis avec sollicitude, combien d'entre ces enfants et ces femmes auraient vu, au contraire, leur santé rétablie et fortifiée par l'air vivifiant des campagnes ? Loin d'être une charge pour les populations, elle leur aurait apporté un supplément de bien-être, grâce à la pension servie par l'État à leurs hôtes.

Cette invasion paisible n'aurait du reste causé aucun dérangement dans la consommation locale. C'eût été un simple chassé-croisé de la capitale aux départements. Autant d'arrivées que de départs. On compte à Paris (sur deux millions d'âmes) 600 000 enfants des deux sexes au-dessous de seize ans. Il s'agit de les distribuer entre les départements libres, ainsi que leurs mères, une pour trois enfants environ. Les orphelins de mère seraient confiés aux soins de personnes spéciales. 130 000 femmes au-dessus de cinquante-cinq ans, et 70 000 hommes au-dessus de soixante-sept partiraient également. Total des émigrés, un million. Les demeurants se composent de 60 000 femmes entre cinquante et cinquante-cinq ans, de 120 000 hommes, entre seize et cinquante ans. Total, un million d'individus, 630 000 du sexe masculin, 370 000 du sexe féminin.

Aux 510 000 hommes de seize à cinquante ans en état de porter les armes, on peut adjoindre 45 000 sur les 120 000 de cinquante ans et au-dessus, restés à Paris ; en tout, 555 000 gardes nationaux. Voilà l'armée particulière de la capitale. La levée des deux classes de dix-huit et dix-neuf ans donne 665 000 jeunes gens. Il en faut retrancher 95 000 pour les douze départements du Nord-Est occupés par l'ennemi au 4 septembre, et dont les habitants sont au nombre de

5 millions. Restent 570 000. Les exemptions étant supprimées, sauf pour les infirmes et les fils uniques de veuves, on peut admettre que les réfractaires et les exemptés ne dépasseraient pas 170 000, soit 30 %. Les deux classes fourniraient donc 400 000 conscrits. La garde mobile s'élevait, pour la France entière, à 525 000 hommes. 70 000 à retrancher pour les 12 départements envahis, 160 000 comme réfractaires ou empêchés, 30 %. Restent 300 000 répondant à l'appel.

Comptons maintenant 100 000 anciens soldats de vingt-cinq à trente-cinq ans, célibataires, veufs et mariés sans enfants. Les débris de Sedan, Metz, etc., ralliés à Paris, représentent environ 50 000 hommes. En y joignant toute l'infanterie de marine amenée des ports de mer, les matelots-canonnières et une forte proportion de gabiers, on arrive au chiffre de 100 000. Enfin, un ordre aurait mandé les soldats de toutes armes, infanterie, cavalerie, artillerie et génie, éparpillés sur tous les points du territoire. Inutile de laisser un seul soldat hors de la capitale. Dans la situation, ils étaient une proie assurée pour l'ennemi. Sauf Besançon et quelques forts de montagne à peu près hors d'atteinte, il fallait évacuer toutes les places fortes, et diriger sur Paris hommes, canons, fusils et munitions.

Mieux valait conserver pour la lutte sérieuse les garnisons et le matériel de guerre, plutôt que de les perdre au bout de quelques jours de siège. Quelle est la compensation de ces pertes ? Un instant de retard apporté à la marche des détachements prussiens. C'est du gaspillage sans profit. Partout les gardes nationaux ont été désarmés. Que pouvaient-ils faire ? On ne combat pas sans espoir. L'héroïsme du suicide est une exception. Que les habitants ouvrent pacifiquement leur porte aux envahisseurs. De cette façon, ni tueries, ni dégâts. Quand la population a fourni un large contingent de ses enfants, ne lui demandez pas l'impossible, surtout quand les calculs de la tyrannie

l'ont complètement déshabituée des armes. Cette concentration générale des restes de l'armée aurait certainement produit 100 000 hommes. Voilà donc un million de gens de guerre, remplaçant dans la grande ville un million d'enfants, de vieillards et de femmes ! En défalquant des 555 000 gardes nationaux 35 000 jeunes gens des deux classes de dix-huit et dix-neuf ans et les 20 000 mobiles de la Seine, il reste une garde nationale sédentaire de 500 000 citoyens. Ajouté au million de mobiles et de soldats, ce chiffre porte à 1 500 000 hommes l'armée rassemblée dans Paris. Sur ce nombre, 300 000 soldats et marins aguerris, prêts à entrer en ligne.

Ce mouvement d'échange d'une population contre une autre pouvait s'opérer avec promptitude et sans encombre. Paris conservait libres les lignes de fer de l'Ouest, d'Orléans, de Lyon et partie de celle du Nord. Celle de l'Est seule était aux mains des Prussiens. Celle de Lyon n'a été envahie que le 18 et aurait fonctionné quatorze jours. Un décret avertit la population de la nécessité du départ, en règle la date et les détails. Répartition des émigrants dans les provinces, d'après le nombre des habitants et les moyens d'existence. Transport gratuit pour la classe ouvrière et pour les autres citoyens qui réclament la gratuité. Amende contre les fraudes. Vingt-cinq kilogrammes de bagages par personne. Dans les départements, indemnités aux hôtes des émigrants, un franc et cinquante centimes par jour pour un homme et une femme ; cinquante centimes pour un enfant. À ce prix, les paysans auraient trouvé un bénéfice dans leur hospitalité. Les départs échelonnés à vingt minutes d'intervalle. Sur chaque ligne, toutes les vingt-quatre heures, soixante-douze convois de 1 500 personnes. 108 000 âmes, 324 000 pour les trois lignes. En trois jours, évacuation complète du million d'émigrants. La partie disponible de la ligne du Nord abrège encore

plus le délai. En s'éloignant de la capitale, ces chemins se subdivisent et par conséquent se multiplient, de manière à diminuer l'encombrement des trains. Partout, les autorités, prévenues par le télégraphe, auraient l'ordre de recevoir aux gares les émigrants, de les diriger vers leur destination, de les répartir avec soin dans les villes et les campagnes. Partout aussi, personne n'en doute, les habitants auraient accueilli ces hôtes avec les plus vives sympathies.

Le décret appelant sous les drapeaux les deux classes de dix-huit et dix-neuf ans, les mobiles et les anciens soldats aurait mis en mouvement tout ce personnel pour faire la contrepartie de l'émigration. Les compagnies de chemin de fer, requises par l'État, suspendent tout autre service. Ordre aux préfets, sous-préfets et maires, de concert avec l'intendance, d'expédier à l'instant pour la capitale les soldats, les mobiles, les rappelés, les cavaliers et fantassins avec armes et bagages, les mobiles organisés ou non, armés ou non, isolés ou en corps. La cavalerie et l'artillerie, dans un rayon de soixante lieues autour de Paris, doivent marcher par les routes ordinaires, avec leurs chevaux et leurs canons. Dans tous les départements, les stations respectives de départ sont indiquées aux hommes de chaque commune, et les vivres leur sont alloués pour le voyage, selon les distances. Ainsi, la France entière est en mouvement, ici pour quitter Paris, là pour s'y rendre, les autorités, les bons citoyens, pour organiser et diriger ces convois.

Maintenant, il faut des armes. La grande ville, au 4 septembre, en était presque dépourvue. Le ministre de la Guerre, Dejean, avait déclaré à la tribune que l'État possédait plus de deux millions de chassepots. Il mentait sans doute. Le public n'a jamais rien su de précis sur cette question. L'Hôtel de Ville ne l'a pas mieux renseigné que les Tuileries. Le plus simple, en

tout cas, était d'aviser. Donc, ordre aux divers arsenaux d'expédier incontinent, par chemin de fer, tous les chassepots, fusils à tabatière, fusils à piston en magasin, ainsi que les poudres et munitions de guerre. Envoi, par les arsenaux maritimes, de tous les gros canons de marine, jusqu'à concurrence de trois mille, avec les munitions pour les servir. Ordre aux préfets de faire partir les ouvriers armuriers de vingt à cinquante ans, leurs femmes et enfants restant à la charge de l'État durant l'absence du chef de famille. Ordre d'envoyer les ouvriers de toutes les fabriques d'armes et fonderies de l'État, Saint-Étienne, Châtellerault, Ruelle, Indret, etc., ainsi que les outillages pour la fabrication des chassepots. Les ouvriers des forges de la Nièvre, les mécaniciens du Creusot, dirigés sur Paris. Les fers, aciers, bronzes, cuivres, étains, plombs, salpêtres et soufres expédiés sans délai par les chemins de fer. Tous les canons également. Des trains de houille se succèdent sans relâche, venant des mines de la Loire, de l'Aveyron, du Gard, d'Anzin (avec détour par Lille). On demande même la houille à Mons et à Charleroi, pour Lille et Paris, à Newcastle pour le Havre, si elle peut arriver à temps. Achat de pétrole, d'huile à brûler. Des bateaux de charbon et des trains de bois descendent en grand nombre du Morvan par l'Yonne et la Seine. Tous ces matériaux étaient indispensables pour fabriquer des chassepots. Il n'en existait probablement pas alors plus de trois cent mille disponibles. Le reste avait été la proie de l'ennemi. Il fallait donc en créer rapidement des quantités énormes. De là, nécessité impérieuse d'avoir les métaux, les charbons, les outillages déjà construits et enfin des ouvriers mécaniciens par milliers.

D'Angleterre, on aurait pu tirer, par d'actives démarches, des quantités considérables de fusils Smider et Remington, supérieurs aux chassepots pour la promptitude de tir mais d'une portée moindre. On

avait peu de temps. En revanche, les distances sont courtes et les traversées rapides. Bien entendu, le gouvernement de la déroute nationale ne se souciait pas plus de fusils anglais que de fusils français. Il mendiait la paix à toutes les portes, et pleurait dans les antichambres royales. Notre artillerie de campagne avait passé tout entière aux mains des Prussiens. Il fallait la reconstituer. Les 300 canons de sept à longue portée, obtenus ici en deux mois par l'industrie privée malgré la mauvaise volonté des gouvernants et la pauvreté des ressources, montrent qu'on aurait pu en fondre 6000 en trois mois, avec de l'activité, des hommes et des matériaux. Il fallait également demander aux localités productrices les étoffes et cuirs propres à l'habillement et à l'équipement de l'armée. Une commande faite aux cordonniers, tous autres travaux cessants, et répartie entre les provinces, aurait produit aisément 1 500 000 paires de souliers solides, confectionnées en dix jours, assez à temps pour arriver à destination.

Voilà certes de grosses dépenses. Nous avons cessé de les évaluer, en portant, pour ces quatre mois, le chiffre de ces approvisionnements beaucoup plus haut que la consommation ordinaire de Paris. Les soldats mangent plus que les femmes et les enfants mais même avec cette différence, les quantités restent exagérées. Les magasins ainsi formés auraient fourni l'armée, d'ailleurs, à la reprise de l'offensive, et permis de mener avec rapidité les opérations, pendant la poursuite des Prussiens.

Pain: 80 000; vin: 60 000; eau-de-vie: 10 000; bœuf et mouton 160 000; porc salé: 12 000; beurre: 12 000; œufs: 6000; fromages: 6000; poisson sec: 6000; sucre: 16 000; café: 4000; huile d'olive: 2000; huile à brûler: 9000; vinaigre de sel: 2000; légumes secs: 20 000; draps: 60 000; souliers: 15 000; foin: 10 000; paille: 10 000; avoine: 20 000; déplacement de deux millions

de personnes : 40 000 ; transport de vivres et de matériel : 40 000 ; un million de fusils à tir rapide avec cartouches : 200 000 ; six mille canons de campagne avec munitions : 100 000 ; indemnité aux hôtes des émigrés (1,5 franc pour les adultes, 0,5 franc pour les enfants) : 96. Total : 996 000 000 francs-or

Disons un milliard, disons même deux. Valait-il mieux acheter à ce prix la victoire, ou payer dix milliards la besogne que nous a faite le gouvernement de défense nationale ?

En même temps que cet immense monceau d'hommes et de choses s'emmagasinait dans Paris, les travaux divers auraient marché vigoureusement sur toute la ligne : mise en train des fabriques de chassepots, des fonderies de canons, fortification par la pioche et la pelle, classement et organisation des troupes, formation des cadres au moyen des anciens soldats, des sous-officiers, des jeunes gens d'intelligence et de cœur. Les ressources sont grandes chez nous pour l'improvisation de bons officiers. Il s'agit seulement de mettre la routine sous les pieds et de s'en tenir au simple bon sens. Dix jours d'étude suffisent pour faire d'un jeune homme quelque peu instruit un officier capable. 1792 l'a prouvé. Quand les bataillons de volontaires se sont trouvés debout, les petits bourgeois, élus par les soldats, ont compris aussitôt la nécessité de la discipline et de l'instruction militaire. La levée en masse est une folie lorsqu'elle ne se transforme pas immédiatement en corps réguliers. Or, l'instruction militaire est condensée dans les manuels qui résument les enseignements de l'expérience et les appliquent dans les manœuvres. Les nouveaux officiers, animés par l'enthousiasme de la liberté, se mirent à étudier nuit et jour leur théorie. Ce n'est point une besogne qui demande du génie. Un écolier suffit. Pas n'est besoin d'avoir traîné ses guêtres dans les casernes durant des années, comme

le prétend la routine. C'est l'affaire de huit jours pour un piocheur, quand il suit la théorie sur le terrain.

On eût fait à Paris, par milliers, d'excellents chefs, en acceptant le concours de la jeunesse intelligente. Il est vrai qu'une pareille méthode jette à la mer la loi sur l'avancement, cet évangile des armées permanentes. Elle a porté de si beaux fruits, cette précieuse loi ! Demandez-en des nouvelles à Sedan, à Metz et à Paris. Aujourd'hui, les officiers ne sont pas faits pour l'armée, l'armée est faite pour les officiers. C'est leur chose personnelle, leur patrimoine. Y toucher, n'importe à quel titre et par nécessité, c'est un attentat à la propriété, un sacrilège. Le plus grand homme de guerre, un Hannibal, sorti de la garde nationale, ne pourrait pas entrer caporal dans l'armée. La terre de France en tremblerait dans ses fondements. C'est la stupidité élevée à la plus haute puissance. S'il est au monde une institution née du salut commun et n'ayant point d'autre raison d'être, c'est à coup sûr l'armée. Comme tout ce qui relève de l'autorité et de la corruption et ne sert plus que de proie aux intérêts particuliers. Qu'on se délivre de ce scandale, on trouvera à discrétion des officiers de mérite. Paris, entre des mains républicaines et sensées, eût improvisé en septembre les meilleurs cadres pour ses 1 500 000 hommes. On ne se doute pas de ce qu'il est possible de faire, le jour où l'on a mis dehors la routine, cet ulcère moral des nations.

Hélas ! rien de tout cela n'a pu se faire jour. Le Corps législatif a vomi sur la France un gouvernement bien digne de son origine. Né d'une assemblée impériale, il a contaminé l'Empire, étouffé la révolution et livré le pays aux envahisseurs.

Et cependant quelle plus évidente certitude de victoire s'il s'était confié à l'énergie de la nation ! Toute la jeunesse des provinces se serait précipitée vers la

capitale pour y concentrer l'armée vengeresse. On aurait vu 200 000 hommes, avec une ardeur fiévreuse, construire des redoutes à Garches, Meudon, Clamart, Thiais, Montmesly, Chelles, Montfermeil, Livry, Choisy, Villeneuve-Saint-Georges. La Butte Pinson, les hauteurs de Sannois, la plaine de Gonesse se seraient hérissées de retranchements, tout prêts à repousser au loin les attaques prussiennes. L'ennemi aurait-il même persisté dans cet insolent projet d'investissement qui a rencontré de si machiavéliques auxiliaires dans le gouvernement de la débâcle nationale ? Du moins, il n'eût pas trouvé à Châtillon les 45 000 démoralisés de Sedan, las d'être conduits à la boucherie par l'incapacité. Il ne serait pas venu à Châtillon. Il n'aurait passé la Seine, ni à Choisy, ni à Villeneuve-Saint-Georges, ni même à Corbeil. Il n'eût pas investi la ville, ni à une lieue de distance, ni à dix, ni même à vingt. Car son cercle, en s'élargissant, n'eût fait qu'aggraver son danger. On ne traite pas de même un gouvernement qui allonge la griffe et celui qui tend la joue. Paris, gardé par un pouvoir énergique et par 1 500 000 hommes dont 300 000 vétérans, n'était pas abordable. Bismarck et De Moltke auraient compris. La prudence leur eût crié : « N'approchez pas, le volcan prépare son éruption. » Qu'auraient pu faire alors les Prussiens ? Parcourir la France vide de soldats, l'accabler de réquisitions, violenter des villes ouvertes, des populations sans armes, s'installer dans nos places fortes, veuves de garnisons et d'artillerie ? Après ?

Pendant ces promenades sans but et sans résultat, l'orage aurait grossi dans Paris. Canons, fusils, discipline, tactique, expérience, devaient bientôt constituer une armée d'un million d'hommes, appuyés sur une réserve de 500 000 gardes nationaux. Non point cette cohue de bataillons disloqués, d'invention Trochu, mais un ensemble de légions solidement reliées. Il eût bien fallu alors compter avec cette France en

armes, soutenue par la vengeance et par une bonne artillerie. Ce n'est pas sous les murs de Paris qu'on aurait réglé les comptes. Au fond, qu'aurait été cette armée ? Celle-là précisément que Gambetta a levée un mois trop tard ! Mêmes hommes, mais quelles conditions différentes ?

Il a manqué à Gambetta une vaste place d'armes pour abriter ses troupes pendant leur organisation. Le territoire ne lui offrait plus de refuge. Lyon, le plus grand centre après Paris, eût été bloqué, bombardé, sans possibilité de résistance. Que faire ? Morceler les recrues par petits groupes ? Les Prussiens, l'œil au guet sur ces noyaux en formation, les auraient relancés, dispersés, l'un après l'autre. Les réunir par masses assez fortes pour tenir la campagne ? C'est ce qu'on a tenté, mais avec des résultats désastreux, et vraiment inévitables.

Paris, d'ailleurs, pressait l'arrivée des secours. Au lieu de compter sur lui-même, il comptait sur les autres. Il a fallu marcher à son aide, en présence d'un ennemi habile et aguerri, avec des bandes sans instruction et sans solidarité. Puis, la difficulté des vivres, le froid, les fatigues, le défaut de cohésion, toutes causes de ruine qui se résument dans un seul mot : « jeunes levées ». Les instances perfides de Trochu ont porté le dernier coup. Pour lui donner la main, on s'est éparpillé, et l'ennemi, se jetant sur cette armée décousue, l'a coupée par tronçons et dispersée. Trochu a perdu toutes nos armées, celles de province comme celle de Paris, également sacrifiées au simulacre de défense qui devait masquer la trahison et la conduire avec art jusqu'au dénouement par la famine. Ces troupes, que ne les convoquait-il lui-même dans nos murs, l'illustre dictateur, quand les routes étaient libres, quand sur un mot, sur un signe, elles seraient accourues, et que vivres, armes et munitions les auraient accompagnées par chemin de fer ?

On n'aurait pas eu ce lamentable spectacle de Chanzy culbuté après Palatines, Faidherbe après Chanzy, Bourbaki après Faidherbe. Tous ont succombé par une cause semblable. C'est la même pièce, en plusieurs actes, avec des personnages identiques. Rassemblé un mois plus tôt derrière les remparts inexpugnables de la capitale, ce million de soldats, si cruellement victime de l'ineptie ou de la trahison, aurait eu une tout autre destinée. Là, point de marches par le froid et la pluie, point de bivouacs glacés, point d'alertes ni de paniques soudaines, point de jours sans pain et de nuits sans sommeil ; le vivre et le couvert à demeure, sans inquiétudes ni courses harassées ; le repos du corps et la paix de l'âme, l'espérance et la joie au lieu du découragement et de l'angoisse. Et puis tout le temps de s'exercer, de s'instruire en sécurité, d'acquérir discipline, expérience, habitude des armes et de la manœuvre. On est tranquille comme en pleine paix. Nul souci de l'ennemi. Il est là, sous les yeux, à portée de fusil, et on s'en moque, on le nargue. On peut perdre contre lui vingt batailles pour se faire la main. On lui ferme la porte au nez, et on rentre chez soi, pour recommencer à son heure.

Bismarck était assez vexé de ce jeu. Il s'en plaint avec une naïveté grotesque dans sa réponse aux réclamations des diplomates contre le bombardement. « Notre intention, dit-il, n'est nullement de détruire la ville, mais de rendre intenable la position centrale et fortifiée, où l'armée française prépare ses attaques contre les troupes allemandes, et qui lui sert de refuge après leur exécution. » Et là-dessus, Bismarck s'est mis à massacrer les femmes et les enfants, afin de réduire les hommes. À la bonne heure. C'est un article nouveau ajouté aux aimables lois de la guerre. Il est acquis maintenant qu'on a le droit d'égorger les

enfants et les femmes d'un peuple, pour le contraindre à la soumission. Il a un bonheur insolent, ce Bismarck. Tout lui profite, même ses sottises. Sur la foi des docteurs d'Allemagne, il a su saisir l'instant psychologique pour l'administration de ses pilules volantes. Elles ont manqué leur coup, la diète nous ôtait les forces. Quel malheur que les canons Krupp aient tant lanterné en chemin ! Que n'ont-ils bombardé en octobre ! C'était le vrai moment psychologique. Malgré tous les Trochu et tous les Favre de la terre, on cassait les reins à Guillaume et à sa bande de che-napans. Mais hélas ! Nous n'avons pas de chance. Rien ne nous arrive à temps.

Comme les obus teutons, les levées de Gambetta sont venues six semaines trop tard. Elles se sont fondues aux pluies d'automne. Deux mois de Paris les auraient mises à l'épreuve du pôle et du Sahara. On entre conscrit à Paris, on en sort vétéran quand l'heure est venue de sortir. On n'est plus alors un quasi-troupeau mal rassuré, on est une armée solide, bien nouée, comptant sur soi et impatiente de la revanche. Tels auraient été nos soldats si, durant les seize jours de grâce forcée que nous laissait l'ennemi, on les avait réunis dans la capitale. Quelle magnifique base d'opération, qui délivre un général en chef des neufs dixièmes de ses soucis, et lui permet de laisser dormir son génie s'il en a, ou de s'en passer s'il n'en a pas. C'était pour nous l'unique moyen d'échapper à la violente surprise d'une invasion qui saisis-sait son adversaire en flagrant délit de stupidité. Ce moyen était sûr, facile, et ne demandait qu'un peu de bon sens et de patriotisme.

J'ai parlé d'un million d'hommes, il n'en fallait même pas tant. Six cent mille auraient suffi. On pouvait supprimer les deux levées de dix-huit et de dix-neuf ans. Seulement, la revanche aurait été moins complète et n'eût ramené les Teutons qu'à la frontière au lieu de

les reconduire à Berlin. Mais une levée générale d'un seul coup tenait les populations quittes de nouveaux sacrifices. Désormais, spectatrices résignées du drame de Paris, il ne leur restait qu'à subir en silence les outrages et les réquisitions de l'envahisseur, jusqu'au jour de représailles. La victoire était sûre et prochaine, et notre sang n'aurait pas coulé à flots avec notre honneur, dans ces cruelles batailles où l'instruction militaire et la longue discipline ont balayé, malgré tout leur courage, nos levées sans expérience. Après Sedan, après Metz, après Paris, l'Europe n'aurait pas vu avec stupeur le quatrième acte de cette lugubre tragédie, 80 000 Français refoulés en Suisse, sans pain, sans souliers et demi-morts de froid. L'ennemi nous eût fait grâce de son insolente pitié, car il aurait eu à la garder pour lui-même.

Dans la guerre sauvage que nous fait l'Allemagne, le gouvernement de l'Hôtel de Ville avait le choix du dénouement par le triomphe ou par le désastre. C'est le désastre qu'il a préféré. Dans l'intervalle du 15 au 20 septembre, au lieu d'amonceler à la hâte dans Paris armes, vivres et soldats, il a négligé toute espèce de préparatifs et n'a songé qu'à remporter la miséricorde de Guillaume, aggravant ainsi le péril par le déshonneur. Il a systématiquement désorganisé la garde nationale, devenue, dans l'insuffisance des troupes, notre seule ressource sérieuse. Ne poursuivant qu'un but : la reddition, il paralysait tous les moyens de lutte, afin de contraindre les Parisiens à la soumission par l'impuissance. Sans fusils et sans canons, loin d'accueillir les offres de l'industrie privée qui s'engageait à la fabrication rapide de ces armes, il est resté à cet égard dans l'inertie la plus absolue. La journée du 31 octobre l'a seule tiré de cette torpeur et contraint à quelques simulacres de préparatifs. Il a commencé le 30 novembre son système de grandes sorties terminées par une déroute.

La tentative de Montretout est le dernier acte de cette funèbre comédie.

Et cependant Paris, tel que l'avait fait ce triste gouvernement, Paris pouvait encore vaincre. Il avait 300 000 hommes, gardes nationaux et soldats, armés de fusils rapides, 150 000 gardes nationaux munis de fusils à piston, 300 canons de 7 à longue portée, et la soif de la vengeance. Aux mains d'un pouvoir loyal et d'un chef dévoué, cette armée serait sortie victorieuse de la lutte. Elle avait la supériorité du nombre, le choix des points d'attaque, la liberté entière de ses mouvements. Elle n'avait à craindre ni surprise, ni dispersion par la défaite, ni tentative sérieuse de l'ennemi.

On a parlé des retranchements formidables de l'assiégeant. Mais une défense sérieuse n'eût pas permis ces travaux. On a laissé faire les Prussiens à discrétion. C'est là le principal crime de l'Hôtel de Ville. On aurait pu forcer dix fois les lignes allemandes, contraindre l'ennemi à lever le siège, mais non tenir contre eux la campagne. L'abandon du blocus aurait entraîné leur retraite sur Metz. Paris reprenait alors la direction de la guerre, et nul doute qu'elle ne finît par l'expulsion des envahisseurs. Mais telles n'étaient point les visées de ce gouvernement perfide. Pour lui, l'ennemi, c'était la révolution. Il n'en connaissait point d'autre. Appuyé sur la terreur de ce nouveau 2 Décembre, il a livré Paris à l'ennemi par un soi-disant armistice qui est la plus ignominieuse des capitulations. Il était enfermé dans Paris et, en vertu des lois de la guerre, il ne pouvait stipuler que pour la place assiégée. Il a osé cependant étendre le prétendu armistice à la France, libre de l'invasion et, pour combler la mesure, il a passé sous silence la clause qui prolongeait les hostilités de l'Est. Les Français se sont arrêtés, les Allemands ont continué leurs mouvements au terme de la clause exceptionnelle, et toute l'armée de l'Est a succombé sous cette trahison. Le plan Trochu n'est

que le plan Bazaine¹. Il a suivi les mêmes phases, pour aboutir au même succès.

Enfin, chose monstrueuse, inouïe dans les fastes du genre humain ! Le gouvernement de Paris, prisonnier des Prussiens par la convention du 28 janvier, et n'étant plus, à ce titre, que leur instrument, a osé intimer des ordres au gouvernement provincial entouré des armées françaises, et seul représentant de la France depuis la capture de ses collègues de Paris, capture qui les frappait de déchéance. Il a osé, sur l'intimidation de Bismarck, convoquer une Assemblée nationale dans des conditions impossibles qui achèvent de nous rendre la risée et le mépris du monde. Et, douleur plus poignante, le gouvernement libre, protégé par les baïonnettes nationales, a dû obéir au gouvernement captif et agent de l'ennemi.

En attendant le jour de la vindicte publique, tout ce qui conserve dans sa poitrine un cœur de citoyen, doit protester avec énergie contre la paix infâme que la lâcheté et la trahison prétendent nous imposer, une paix tramée comme un complot et qui sera notre honte éternelle. Car la France n'est pas abattue par la chute de Paris et peut encore exterminer les hordes de l'invasion. Pas un militaire sérieux n'oserait contester cette vérité. Car le plan à suivre saute aux yeux et ne laisse aucun doute sur le résultat. Les Allemands devraient partir ou succomber. En conséquence, la dictature de l'Hôtel de Ville est accusée de haute trahison et d'attentat contre l'existence même de la nation.

1. Commandant en chef de l'armée de Lorraine en 1870, il se replia sur Metz sans tenter d'établir la jonction comme prévu avec l'armée de Châlons commandée par Mac Mahon.

Puis, voulant exploiter la chute de l'Empire, il tenta de négocier avec Bismarck mais fut contraint de capituler le 27 octobre 1870.

Le 20 mars 1871, Blanqui est transféré à la prison de Cahors, puis le 22 mai au fort du Taureau, sur un îlot de la baie de Morlaix. Il est coupé de tout contact avec l'extérieur, au secret total. C'est seulement vers la mi-juin qu'il peut reprendre des relations épistolaires, limitées toutefois aux parents, tout courrier entrant et sortant étant lu. La cellule, qu'il décrit comme une cave voûtée, humide et froide est pavée; sa table d'écriture y est constamment bancal. La nourriture insuffisante, le bruit continu d'une garnison tapageuse affaiblissent sa santé. Dans cette séquestration, il est dans l'ignorance totale des événements de la Commune.

Mais dans la prison des mers – au Mont-Saint-Michel, à Belle-Île, au fort du Taureau – la coupole du ciel prend un nouvel éclat... Dans les conditions sordides où il se trouve, il écrit en quelques mois un superbe poème en prose, L'Éternité par les astres, qui fait comme un écho à l'athéisme professé dans Candide : la science doit faire éclater les constructions mystiques et rétrogrades. Blanqui s'interroge depuis longtemps sur l'énigme de l'univers. À Belle-Île, il note sur un cahier l'observation d'un météore, phénomène qui dure quelques secondes : une telle observation ne saurait être le fait d'un novice. À Corte, le 11 avril 1851, il écrit : «Le fini n'existe pas. L'infini seul existe. Tout est infini. L'individu : homme, plante, caillou est infini¹.» Au fort du Taureau, il se fait envoyer les écrits de Laplace ainsi que d'autres ouvrages d'astronomie.

Par un courrier du 31 janvier 1872 – il est alors incarcéré à Versailles – il envoie son manuscrit à sa sœur pour publication. Il demande qu'un exemplaire en soit remis à chaque député et à chaque membre de l'Institut, ainsi qu'à tous les journaux. Il espère ainsi influencer sur l'issue de son procès. Le 17 février,

1. *Ibid.*, p. 147.

le IV^e conseil de guerre le condamne à la déportation dans une enceinte fortifiée et à la dégradation civique. Blanqui n'échappe à la Nouvelle-Calédonie qu'en raison de son état de santé. Le 16 septembre, le ministère de l'Intérieur décide de l'envoyer à la centrale de Clairvaux (Aube).

L'œuvre, en librairie le 20 février 1872¹, reçoit d'importants hommages pour son originalité et sa qualité, même si sa théorie est déjà, par certains aspects, dépassée par les connaissances du moment. En mars, Camille Flammarion écrit : « Un souffle de grandeur circule dans cette œuvre, à travers laquelle se laissent voir, dans leur beauté, les principes dominants de l'astronomie officielle, qui ne sont pas aussi solides qu'ils le paraissent². » Dans son livre sur Friedrich Nietzsche³, Mazzimo Montinari souligne la parenté du texte de Blanqui avec l'expression de l'éternel retour.

L'Éternité par les astres

I. L'univers. L'infini

L'univers est infini dans le temps et dans l'espace, éternel, sans bornes et indivisible. Tous les corps, animés et inanimés, solides, liquides et gazeux, sont reliés l'un à l'autre par les choses mêmes qui les séparent. Tout se tient. Supprimât-on les astres, il resterait l'espace, absolument vide sans doute, mais ayant les trois dimensions, longueur, largeur et profondeur, espace indivisible et illimité.

Pascal a dit avec sa magnificence de langage :
« L'univers est un cercle dont le centre est partout et

1. In-8, 78 p., chez Germer-Baillière.

2. *Blanqui*, Paris, Éditions de la Tête de Feuilles, 1972, p. 181.

3. M. Montinari, *Friedrich Nietzsche*, Paris, Presses universitaires de France (coll. « Philosophies »), 2001.

la circonférence nulle part.» Quelle image plus saisissante de l'infini ? Disons d'après lui, et en précisant encore : l'univers est une sphère dont le centre est partout et la surface nulle part.

Le voici devant nous, s'offrant à l'observation et au raisonnement. Des astres sans nombre brillent dans ses profondeurs. Supposons-nous à l'un de ces centres de sphère, qui sont partout et dont la surface n'est nulle part, et admettons un instant l'existence de cette surface, qui se trouve dès lors la limite du monde.

Cette limite sera-t-elle solide, liquide ou gazeuse ? Quelle que soit sa nature, elle devient aussitôt la prolongation de ce qu'elle borne ou prétend borner. Prenons qu'il n'existe sur ce point ni solide, ni liquide, ni gaz, pas même l'éther. Rien que l'espace, vide et noir. Cet espace n'en possède pas moins les trois dimensions, et il aura nécessairement pour limite, ce qui veut dire continuation, une nouvelle portion d'espace de même nature, et puis après une autre, puis une autre encore, et ainsi de suite, *indéfiniment*.

L'infini ne peut se présenter à nous que sous l'aspect de l'*indéfini*. L'un conduit à l'autre par l'impossibilité manifeste de trouver ou même de concevoir une limitation à l'espace. Certes, l'univers infini est incompréhensible, mais l'univers limité est absurde. Cette certitude absolue de l'infinité du monde, jointe à son incompréhensibilité, constitue une des plus crispantes agaceries qui tourmentent l'esprit humain. Il existe sans doute quelque part, dans les globes errants, des cerveaux assez vigoureux pour comprendre l'énigme impénétrable au nôtre. Il faut que notre jalousie en fasse son deuil.

Cette énigme se pose la même pour l'infini dans le temps que pour l'infini dans l'espace. L'éternité du monde saisit l'intelligence plus vivement encore que son immensité. Si l'on ne peut consentir de bornes à l'univers, comment supporter la pensée de

sa non-existence ? La matière n'est pas sortie du néant. Elle n'y rentrera point. Elle est éternelle, impérissable. Bien qu'en voie perpétuelle de transformation, elle ne peut ni diminuer, ni s'accroître d'un atome.

Infinie dans le temps, pourquoi ne le serait-elle pas dans l'étendue ? Les deux infinis sont inséparables. L'un implique l'autre à peine de contradiction et d'absurdité. La science n'a pas constaté encore une loi de solidarité entre l'espace et les globes qui le sillonnent. La chaleur, le mouvement, la lumière, l'électricité sont une nécessité pour toute l'étendue. Les hommes compétents pensent qu'aucune de ses parties ne saurait demeurer veuve de ces grands foyers lumineux, par qui vivent les mondes. Notre opusculé repose en entier sur cette opinion, qui peuple de l'infinité des globes l'infinité de l'espace, et ne laisse nulle part un coin de ténèbres, de solitude et d'immobilité.

II. L'indéfini

On ne peut emprunter une idée, même bien faible, de l'infini [qu'à l'indéfini], et cependant cette idée si faible revêt déjà des apparences formidables. Soixante-deux chiffres, occupant une longueur de 15 centimètres environ, donnent 20 octo-décillions de lieues, ou en termes plus habituels, des milliards de milliards de milliards de milliards de milliards de fois le chemin du Soleil à la Terre.

Qu'on imagine encore une ligne de chiffres, allant d'ici au Soleil, c'est-à-dire longue, non plus de 15 centimètres, mais de 37 millions de lieues. L'étendue qu'embrasse cette énumération n'est-elle pas effrayante ? Prenez maintenant cette étendue même pour unité dans un nouveau nombre que voici : la ligne de chiffres qui le composent part de la Terre et aboutit à cette étoile là-bas, dont la lumière met plus

de mille ans pour arriver jusqu'à nous, en faisant 75 000 lieues par seconde. Quelle distance sortirait d'un pareil calcul, si la langue trouvait des mots et du temps pour l'énoncer !

On peut ainsi prolonger l'*indéfini* à discrétion, sans dépasser les bornes de l'intelligence, mais aussi sans même entamer l'infini. Chaque parole fût-elle l'indication des plus effroyables éloignements, on parlerait des milliards de milliards de siècles, à un mot par seconde, pour n'exprimer en somme qu'une insignifiance dès qu'il s'agit de l'infini.

III. Distances prodigieuses des étoiles.

L'univers semble se dérouler immense à nos regards. Il ne nous montre pourtant qu'un bien petit coin. Le Soleil est une des étoiles de la voie lactée, ce grand rassemblement stellaire qui envahit la moitié du ciel, et dont les constellations ne sont que des membres détachés, épars sur la voûte de la nuit. Au-delà, quelques points imperceptibles, piqués au firmament, signalent les astres demi-éteints par la distance, et là-bas, dans les profondeurs qui déjà se dérobent, le télescope entrevoit des nébuleuses, petits amas de poussière blanchâtre, voies lactées des derniers plans.

L'éloignement de ces corps est prodigieux. Il échappe à tous les calculs des astronomes, qui ont essayé en vain de trouver une parallaxe à quelques-uns des plus brillants : Sirius, Altaïr, Vega (de la Lyre). Leurs résultats n'ont point obtenu créance et demeurent très problématiques. Ce sont des à peu près, ou plutôt un minimum, qui rejette les étoiles les plus proches au-delà de 7000 milliards de lieues. La mieux observée, la 61^e du Cygne, a donné 23 000 milliards de lieues, 658 700 fois la distance de la Terre au Soleil.

La lumière, marchant à raison de 75 000 lieues par seconde, ne franchit cet espace qu'en dix ans

et trois mois. Le voyage en chemin de fer, à dix lieues par heure, sans une minute d'arrêt ni de ralentissement, durerait 250 millions d'années. De ce même train, on irait au Soleil en 400 ans. La Terre, qui fait 233 millions de lieues chaque année, n'arriverait à la 61^e du Cygne qu'en plus de cent mille ans.

Les étoiles sont des soleils semblables au nôtre. On dit Sirius cent cinquante fois plus gros. La chose est possible, mais peu vérifiable. Sans contredit, ces foyers lumineux doivent offrir de fortes inégalités de volume. Seulement, la comparaison est hors de portée, et les différences de grandeur et d'éclat ne peuvent guère être pour nous que des questions d'éloignement, ou plutôt des questions de doute. Car, sans données suffisantes, toute appréciation est une témérité.

IV. Constitution physique des astres.

La nature est merveilleuse dans l'art d'adapter les organismes aux milieux, sans s'écarter jamais d'un plan général qui domine toutes ses œuvres. C'est avec de simples modifications qu'elle multiplie ses types jusqu'à l'impossible. On a supposé, bien à tort, dans les corps célestes, des situations et des êtres également fantastiques, sans aucune analogie avec les hôtes de notre planète. Qu'il existe des myriades de formes et de mécanismes, nul doute. Mais le plan et les matériaux restent invariables. On peut affirmer sans hésitation qu'aux extrémités les plus opposées de l'univers, les centres nerveux sont la base, et l'électricité l'agent-principe de toute existence animale. Les autres appareils se subordonnent à celui-là, suivant mille modes dociles aux milieux. Il en est certainement ainsi dans notre groupe planétaire, qui doit présenter d'innombrables séries d'organisations diverses. Il est même pas besoin de quitter la Terre pour voir cette diversité presque sans limites.

Nous avons toujours considéré notre globe comme la planète-reine, vanité bien souvent humiliée. Nous sommes presque des intrus dans le groupe que notre gloriole prétend agenouiller autour de sa suprématie. C'est la densité qui décide de la constitution physique d'un astre. Or, notre densité n'est point celle du système solaire. Elle n'y forme qu'une infime exception qui nous met à peu près en dehors de la véritable famille, composée du Soleil et des grosses planètes. Dans l'ensemble du cortège, Mercure, Vénus, la Terre, Mars, comptent, comme volume, pour 2 sur 2417, et en y joignant le Soleil, pour 2 sur 1 281 684. Autant compter pour zéro !

Devant un tel contraste, il y a quelques années seulement, le champ était ouvert à la fantaisie sur la structure des corps célestes. La seule chose qui ne parût point douteuse, c'est qu'ils ne devaient en rien ressembler au nôtre. On se trompait. L'analyse spectrale est venue dissiper cette erreur et démontrer, malgré tant d'apparences contraires, l'identité de composition de l'univers. Les formes sont innombrables, les éléments sont les mêmes. Nous touchons ici à la question capitale, celle qui domine de bien haut et annihile presque toutes les autres ; il faut donc l'aborder en détail et procéder du connu à l'inconnu.

Sur notre globe, jusqu'à nouvel ordre, la nature a pour éléments uniques à sa disposition les 64 *corps simples*, dont les noms viennent ci-après. Nous disons « jusqu'à nouvel ordre », parce que le nombre de ces corps n'était que 53 il y a peu d'années. De temps à autre, leur nomenclature s'enrichit de la découverte de quelque métal, dégagé à grand-peine, par la chimie, des liens tenaces de ses combinaisons avec l'oxygène. Les 64 arriveront à la centaine, c'est probable. Mais les acteurs sérieux ne vont guère au-delà de 25. Le reste ne figure qu'à titre de comparses. On les dénomme *corps simples*, parce qu'on les a trouvés

Maintenant, il faut des armes

jusqu'à présent irréductibles. Nous les rangeons à peu près dans l'ordre de leur importance :

1. Hydrogène 2. Oxygène 3. Azote 4. Carbone 5. Phosphore 6. Soufre 7. Calcium 8. Silicium 9. Potassium 10. Sodium 11. Aluminium 12. Chlore 13. Iode 14. Fer 15. Magnésium 16. Cuivre 17. Argent 18. Plomb 19. Mercure 20. Antimoine 21. Baryum 22. Chrome 23. Brome 24. Bismuth 25. Zinc 26. Arsenic 27. Platine 28. Étain 29. Or 30. Nickel 31. Glucinium 32. Fluor 33. Manganèse 34. Zirconium 35. Cobalt 36. Iridium 37. Bore 38. Strontium 39. Molybdène 40. Palladium 41. Titane 42. Cadmium 43. Sélénium 44. Osmium 45. Rubidium 46. Lantane 47. Tellure 48. Tungstène 49. Uranium 50. Tantale 51. Lithium 52. Niobium 53. Rhodium 54. Didyme 55. Indium 56. Terbiu 57. Thallium 58. Thorium 59. Vanadium 60. Yttrium 61. Cæsium 62. Ruthénium 63. Erbium 64. Cérium

Les quatre premiers – hydrogène, oxygène, azote, carbone – sont les grands agents de la nature. On ne sait auquel d'entre eux donner la préséance, tant leur action est universelle. L'hydrogène tient la tête, car il est la lumière de tous les soleils. Ces quatre gaz constituent presque à eux seuls la matière organique, flore et faune, en y joignant le calcium, le phosphore, le soufre, le sodium, le potassium, etc.

L'hydrogène et l'oxygène forment l'eau, avec adjonction de chlore, de sodium, d'iode pour les mers. Le silicium, le calcium, l'aluminium, le magnésium, combinés avec l'oxygène, le carbone, etc., composent les grandes masses des terrains géologiques, les couches superposées de l'écorce terrestre. Les métaux précieux ont plus d'importance chez les hommes que dans la nature.

Naguère encore, ces éléments étaient tenus pour spécialités de notre globe. Que de polémiques, par

exemple, sur le Soleil, sa composition, l'origine et la nature de la lumière ! La grande querelle de l'*émission* et des *ondulations* est à peine terminée. Les dernières escarmouches d'arrière-garde retentissent encore. Les *ondulations* victorieuses avaient échafaudé sur leur succès une théorie assez fantastique que voici : « Le Soleil, simple corps opaque comme la première planète venue, est enveloppé de deux atmosphères, l'une, semblable à la nôtre, servant de parasol aux indigènes contre la seconde, dite photosphère, source éternelle et inépuisable de lumière et de chaleur. »

Cette doctrine, universellement acceptée, a longtemps régné dans la science, en dépit de toutes les analogies. Le feu central qui gronde sous nos pieds atteste suffisamment que la Terre a été autrefois ce qu'est aujourd'hui le Soleil, et la Terre n'a jamais endossé de photosphère électrique, gratifiée du don de pérennité.

L'analyse spectrale a dissipé ces erreurs. Il ne s'agit plus d'électricité inusable et perpétuelle, mais tout prosaïquement d'hydrogène brûlant, là comme ailleurs, avec le concours de l'oxygène. Les protubérances roses sont des jets prodigieux de ce gaz enflammé, qui débordent le disque de la lune pendant les éclipses totales de Soleil. Quant aux taches solaires, on avait eu raison de les représenter comme de vastes entonnoirs ouverts dans des masses gazeuses. C'est la flamme de l'hydrogène, balayée par les tempêtes sur d'immenses surfaces, et qui laisse apercevoir, non pas comme une opacité noire mais comme une obscurité relative, le noyau de l'astre, soit à l'état liquide, soit à l'état gazeux fortement comprimé.

Donc, plus de chimères. Voici deux éléments terrestres qui éclairent l'univers, comme ils éclairent les rues de Paris et de Londres. C'est leur combinaison qui répand la lumière et la chaleur. C'est le produit de cette combinaison, l'eau, qui crée et entretient la vie

organique. Point d'eau, point d'atmosphère, point de flore ni de faune. Rien que le cadavre de la lune.

Océan de flammes dans les étoiles pour vivifier, océan d'eau sur les planètes pour organiser, l'association de l'hydrogène et de l'oxygène est le gouvernement de la matière, et le sodium est leur compagnon inséparable dans leurs deux formes opposées, le feu et l'eau. Au spectre solaire, il brille en première ligne ; il est l'élément principal du sel des mers.

Ces mers, aujourd'hui si paisibles, malgré leurs rides légères, ont connu de tout autres tempêtes, quand elles tourbillonnaient en flammes dévorantes sur les laves de notre globe. C'est cependant bien la même masse d'hydrogène et d'oxygène ; mais quelle métamorphose ! L'évolution est accomplie. Elle s'accomplira également sur le Soleil. Déjà, ses taches révèlent, dans la combustion de l'hydrogène, des lacunes passagères, que le temps ne cessera d'agrandir et de tourner à la permanence. Ce temps se comptera par siècles, sans doute, mais la pente descend.

Le Soleil est une étoile sur son déclin. Un jour viendra où le produit de la combinaison de l'hydrogène avec l'oxygène, cessant de se décomposer à nouveau pour reconstituer à part les deux éléments, restera ce qu'il doit être, de l'eau. Ce jour verra finir le règne des flammes et commencer celui des vapeurs aqueuses, dont le dernier mot est la mer. Ces vapeurs, enveloppant de leurs masses épaisses l'astre déchu, notre monde planétaire tombera dans la nuit éternelle.

Avant ce terme fatal, l'humanité aura le temps d'apprendre bien des choses. Elle sait déjà, de par la spectrométrie, que la moitié des 64 corps simples composant notre planète fait également partie du Soleil, des étoiles et de leurs cortèges. Elle sait que l'univers entier reçoit la lumière, la chaleur et la vie organique de l'hydrogène et de l'oxygène associés, flammes ou eau.

Tous les corps simples ne se montrent pas dans le spectre solaire, et réciproquement les spectres du Soleil et des étoiles accusent l'existence d'éléments à nous inconnus. Mais cette science est neuve encore et inexpérimentée. Elle dit à peine son premier mot et il est décisif. Les éléments des corps célestes sont partout identiques. L'avenir ne fera que dérouler chaque jour les preuves de cette identité. Les écarts de densité, qui semblaient de prime abord un obstacle insurmontable à toute similitude entre les planètes de notre système, perdent beaucoup de leur signification isolante, quand on voit le Soleil, dont la densité est le quart de la nôtre, renfermer des métaux tels que le fer (densité : 7,80), le nickel (8,67), le cuivre (9,95), le zinc (7,19), le cobalt (7,81), le cadmium (8,69), le chrome (5,90).

Que les corps simples existent sur les divers globes en proportions inégales, d'où résultent des divergences de densité, rien de plus naturel. Évidemment, les matériaux d'une nébuleuse doivent se classer sur les planètes selon les lois de la pesanteur, mais ce classement n'empêche pas les corps simples de coexister dans l'ensemble de la nébuleuse, sauf à se répartir ensuite selon un certain ordre, en vertu de ces lois. C'est précisément le cas de notre système et, selon toute apparence, celui des autres groupes stellaires. Nous verrons plus loin quelles conditions ressortent de ce fait.

V. Observations sur la cosmogonie de Laplace. Les comètes

Laplace a puisé son hypothèse dans Herschell qui l'avait tirée de son télescope. Tout entier aux mathématiques, l'illustre géomètre s'occupe beaucoup du mouvement des astres et fort peu de leur nature. Il ne touche à la question physique qu'avec nonchalance, par de simples affirmations, et se hâte de retourner aux calculs de la gravitation, son objectif permanent. Il est visible que

sa théorie est aux prises avec deux difficultés capitales : l'origine ainsi que la haute température des nébuleuses, et les comètes. Ajournons pour un instant les nébuleuses et voyons les comètes. Ne pouvant à aucun titre les loger dans son système, l'auteur, pour s'en défaire, les envoie promener d'étoile en étoile. Suivons-les, afin de nous en débarrasser nous-mêmes.

Tout le monde aujourd'hui en est arrivé à un profond mépris des comètes, ces misérables jouets des planètes supérieures qui les bousculent, les tiraillent en cent façons, les gonflent aux feux solaires, et finissent par les jeter dehors en lambeaux. Déchéance complète ! Quel humble respect jadis, quand on saluait en elles des messagères de mort ! Que de huées et de sifflets depuis qu'on les sait inoffensives ! On reconnaît bien là les hommes.

Toutefois, l'impertinence n'est pas sans une légère nuance d'inquiétude. Les oracles ne se privent pas de contradictions. Ainsi Arago, après avoir proclamé vingt fois la nullité absolue des comètes, après avoir assuré que le vide le plus parfait d'une machine pneumatique est encore beaucoup plus dense que la substance cométaire, n'en déclare pas moins, dans un chapitre de ses œuvres, que « la transformation de la Terre en satellite de comète est un événement qui ne sort pas du cercle des probabilités ».

Laplace, savant si grave, si sérieux, professe également le pour et le contre sur cette question. Il dit quelque part : « La rencontre d'une comète ne peut produire sur la Terre aucun effet sensible. Il est très probable que les comètes *l'ont plusieurs fois enveloppée sans avoir été aperçues.* » Et ailleurs : « Il est facile de se représenter les effets de ce choc (d'une comète) sur la Terre : l'axe et le mouvement de rotation changés ; les mers abandonnant leurs anciennes positions pour se précipiter vers le nouvel équateur ; une grande partie des hommes et des animaux noyés

dans ce déluge universel, ou détruits par la violente secousse imprimée au globe, des espèces entières anéanties », etc.

Des *oui* et *non* si catégoriques sont singuliers sous la plume de mathématiciens. L'attraction, ce dogme fondamental de l'astronomie, est parfois tout aussi maltraitée. Nous l'allons voir en disant un mot de la lumière zodiacale.

Ce phénomène a déjà reçu bien des explications différentes. On l'a d'abord attribué à l'atmosphère du Soleil, opinion combattue par Laplace. Suivant lui, « L'atmosphère solaire n'arrive pas à mi-chemin de l'orbe de Mercure. Les lueurs zodiacales proviennent de molécules trop volatiles pour s'être unies aux planètes, à l'époque de la grande formation primitive, et qui circulent aujourd'hui autour de l'astre central. Leur extrême ténuité n'oppose point de résistance à la marche des corps célestes, et nous donne cette clarté perméable aux étoiles. »

Une telle hypothèse est peu vraisemblable. Des molécules planétaires, volatilisées par une haute température, ne conservent pas éternellement leur chaleur, ni par conséquent la forme gazeuse, dans les déserts glacés de l'étendue. De plus, quoi qu'en dise Laplace, cette matière, si ténue qu'on la suppose, serait un obstacle sérieux aux mouvements des corps célestes et amènerait avec le temps de graves désordres.

La même objection réfute une idée récente, qui fait honneur de la lumière zodiacale aux débris des comètes naufragées dans les tempêtes du périhélie. Ces restes formeraient un vaste océan qui englobe et dépasse même les orbites de Mercure, Vénus et la Terre. C'est pousser un peu loin le dédain des comètes que de confondre leur nullité avec celle de l'éther, voire même du vide. Non, les planètes ne feraient pas bonne route au travers de ces nébulosités et la gravitation ne tarderait pas à s'en mal trouver.

Il semble encore moins rationnel de chercher l'origine des lueurs mystérieuses de la région zodiacale dans un anneau de météorites circulant autour du Soleil. Les météorites, de leur nature, ne sont pas très perméables à la clarté des étoiles.

En remontant un peu haut, peut-être trouverait-on le chemin de la vérité. Arago a dit je ne sais où : « La matière cométaire a pu assez fréquemment entrer dans notre atmosphère. Cet événement est sans danger. Nous pouvons, sans nous en apercevoir, traverser la queue d'une comète... » Laplace n'est pas moins explicite : « Il est très probable, dit-il, que les comètes ont plusieurs fois enveloppé la Terre sans être aperçues... »

Tout le monde sera de cet avis. Mais on peut demander aux deux astronomes ce que sont devenues ces comètes. Ont-elles continué leur voyage ? Leur est-il possible de s'arracher aux étreintes de la Terre et de passer outre ? L'attraction est donc confisquée ? Quoi ! Ce vague effluve cométaire, qui fatigue la langue à définir son néant, braverait la force qui maîtrise l'univers !

On conçoit que deux globes massifs, lancés à fond de train, se croisent par la tangente et continuent de fuir, après une double secousse. Mais que des inanités errantes viennent se coller contre notre atmosphère, puis s'en détachent paisiblement pour suivre leur route, c'est d'un sans-gêne peu acceptable. Pourquoi ces vapeurs diffuses ne demeurent-elles pas clouées à notre planète par la pesanteur ?

« Justement ! Parce qu'elles ne pèsent pas, dira-t-on. Leur inconsistance même les dérobe. Point de masse, point d'attraction. » Mauvais raisonnement. Si elles se déparent de nous pour rallier leur corps d'armée, c'est que le corps d'armée les attire et nous les enlève. À quel titre ? La Terre leur est bien supérieure en puissance. Les comètes, on le sait, ne dérangent personne, et tout le monde les dérange, parce qu'elles sont les

humbles esclaves de l'attraction. Comment cesseraient-elles de lui obéir, précisément quand notre globe les saisit au corps et ne devrait plus lâcher prise ? Le Soleil est trop loin pour les disputer à qui les tient de si près, et dût-il entraîner la tête de ces cohues, l'arrière-garde, rompue et disloquée, resterait au pouvoir de la Terre.

Cependant on parle, comme d'une chose toute simple, de comètes qui entourent, puis abandonnent notre globe. Personne n'a fait à cet égard la moindre observation. La marche rapide de ces astres suffit-elle pour les soustraire à l'action terrestre, et poursuivent-ils leur course par l'impulsion acquise ?

Une pareille atteinte à la gravitation est impossible et nous devons être sur la voie des lueurs zodiacales. Les détachements cométaires, faits prisonniers dans ces rencontres sidérales et refoulés vers l'équateur par la rotation, vont former ces renflements lenticulaires qui s'illuminent aux rayons du Soleil, avant l'aurore, et surtout après le crépuscule du soir. La chaleur du jour les a dilatés et rend leur luminosité plus sensible qu'elle ne l'est le matin, après le refroidissement de la nuit.

Ces masses diaphanes, d'apparence toute cométaire, perméables aux plus petites étoiles, occupent une étendue immense, depuis l'équateur, leur centre et leur point culminant comme altitude et comme éclat, jusque bien au-delà des tropiques, et probablement jusqu'aux deux pôles, où elles s'abaissent, se contractent et s'éteignent.

On avait toujours logé jusqu'ici la lumière zodiacale hors de la Terre et il était difficile de lui assigner une place ainsi qu'une nature conciliables à la fois avec sa permanence et ses variations. Mais c'est la Terre elle-même qui en porte la cause, enroulée autour de son atmosphère, sans que le poids de la colonne atmosphérique en reçoive un atome d'augmentation. Cette pauvre substance ne pouvait donner une preuve plus décisive de son inanité.

Les comètes, dans leurs visites, renouvellent peut-être plus souvent qu'on ne le pense les contingents prisonniers. Ces contingents, du reste, ne sauraient dépasser une certaine hauteur sans être écumés par la force centrifuge, qui emporte son butin dans l'espace. L'atmosphère terrestre se trouve ainsi doublée d'une enveloppe cométaire, à peu près impondérable, siège et source de la lumière zodiacale. Cette version s'accorde bien avec la diaphanéité des comètes et, de plus, elle tient compte des lois de la pesanteur qui n'autorisent pas l'évasion des détachements capturés par les planètes.

Reprenons l'histoire de ces nihilités chevelues. Si elles évitent Saturne, c'est pour tomber sous la coupe de Jupiter, le policier du système. En faction dans l'ombre, il les flaire, avant même qu'un rayon solaire les rende visibles, et les rabat éperdues vers les gorges périlleuses. Là, saisies par la chaleur et dilatées jusqu'à la monstruosité, elles perdent leur forme, s'allongent, se désagrègent et franchissent à la débandade la passe terrible, abandonnant partout des traînards, et ne parvenant qu'à grand-peine, sous la protection du froid, à regagner leurs solitudes inconnues.

Celles-là seules échappent, qui n'ont pas donné dans les traquenards de la zone planétaire. Ainsi, évitant de funestes défilés et laissant au loin, dans les plaines zodiacales, les grosses araignées se promener au bord de leurs toiles, la comète de 1811 fond des hauteurs polaires sur l'écliptique, déborde et tourne rapidement le Soleil, puis rallie et reforme ses immenses colonnes dispersées par le feu de l'ennemi. Alors seulement, après le succès de la manœuvre, elle déploie aux regards stupéfaits les splendeurs de son armée, et continue majestueusement sa retraite victorieuse dans les profondeurs de l'espace.

Ces triomphes sont rares. Les pauvres comètes viennent par milliers, se brûler à la chandelle. Comme

les papillons, elles accourent légères, du fond de la nuit, précipiter leur volte autour de la flamme qui les attire, et ne se dérobent point sans joncher de leurs épaves les champs de l'écliptique. S'il faut en croire quelques chroniqueurs des cieux, depuis le Soleil jusque par-delà l'orbe terrestre, s'étend un vaste cimetière de comètes, aux lueurs mystérieuses, apparaissant les soirs et matins des jours purs. On reconnaît les mortes à ces clartés-fantômes qui se laissent traverser par la lumière vivante des étoiles.

Ne seraient-ce pas plutôt les captives suppliantes, enchaînées depuis des siècles aux barrières de notre atmosphère et demandant en vain ou la liberté ou l'hospitalité? De son premier et de son dernier rayon, le soleil intertropical nous montre ces pâles Bohémiennes, qui expient si durement leur visite indis-crète à des gens établis.

Les comètes sont véritablement des êtres fantastiques. Depuis l'installation du système solaire, c'est par millions qu'elles ont passé au périhélie. Notre monde particulier en regorge, et cependant, plus de la moitié échappent à la vue, et même au télescope. Combien de ces nomades ont élu domicile chez nous?... Trois..., et encore peut-on dire qu'elles vivent sous la tente. Un de ces jours, elles lèveront le pied et s'en iront rejoindre leurs innombrables tribus dans les espaces imaginaires. Il importe peu, en vérité, que ce soit par des ellipses, des paraboles ou des hyperboles.

Après tout, ce sont des créatures inoffensives et gracieuses, qui tiennent souvent la première place dans les plus belles nuits d'étoiles. Si elles viennent se prendre comme des folles dans la souricière, l'astronomie y est prise avec elles et s'en tire encore plus mal. Ce sont de vrais cauchemars scientifiques. Quel contraste avec les corps célestes! Les deux extrêmes de l'antagonisme, des masses écrasantes et des impondérabilités, l'excès du gigantesque et l'excès du rien.

Et cependant, à propos de ce rien, Laplace parle de condensation, de vaporisation, comme s'il s'agissait du premier gaz venu. Il assure que, par les chaleurs du périhélie, les comètes, à la longue, se dissipent entièrement dans l'espace. Que deviennent-elles après cette volatilisation ? L'auteur ne le dit pas, et probablement ne s'en inquiète guère. Dès qu'il ne s'agit plus de géométrie, il procède sommairement, sans beaucoup de scrupules. Or, si éthérée que puisse et doive être la sublimation des astres chevelus, elle demeure pourtant matière. Quelle sera sa destinée ? Sans doute, de reprendre plus tard, par le froid, sa forme primitive. Soit. C'est de l'essence de comète qui reproduit des diaphanéités ambulatoires. Mais ces diaphanéités, suivant Laplace et d'autres auteurs, sont identiques avec les nébuleuses fixes.

Oh ! par exemple, halte là ! il faut arrêter les mots au passage pour vérifier leur contenu. *Nébuleuse* est suspect. C'est un nom trop bien mérité car il a trois sens différents. On désigne ainsi : 1° une lueur blanchâtre, qui est décomposée par de forts télescopes en innombrables petites étoiles très serrées ; 2° une clarté pâle, d'aspect semblable, piquetée d'un ou plusieurs petits points brillants, et qui ne se laisse pas résoudre en étoiles ; 3° les comètes.

La confrontation minutieuse de ces trois individualités est indispensable. Pour la première, les amas de petites étoiles, point de difficulté. On est d'accord. La contestation porte tout entière sur les deux autres.

Suivant Laplace, des nébulosités, répandues à profusion dans l'univers, forment par un premier degré de condensation soit des comètes, soit des nébuleuses à points brillants, irréductibles en étoiles, et qui se transforment en systèmes solaires. Il explique et décrit en détail cette transformation.

Quant aux comètes, il se borne à les représenter comme de petites nébuleuses errantes qu'il ne définit

pas et ne cherche nullement à différencier des nébuleuses en voie d'enfantement stellaire. Il insiste, au contraire, sur leur ressemblance intime, qui ne permet de distinguer entre elles que par le déplacement des comètes devenu visible aux rayons du Soleil. En un mot, il prend dans le télescope de Herschell des nébuleuses irréductibles et en fait indifféremment des systèmes planétaires ou des comètes. Ce n'est qu'une question d'orbites et de fixité ou d'irrégularité dans la gravitation. Du reste, même origine : « les nébulosités éparses dans l'univers », partant même constitution.

Comment un si grand physicien a-t-il pu assimiler des lueurs d'emprunt, glaciales et vides, aux immenses gerbes de vapeurs ardentes qui seront un jour des soleils ? Passe, si les comètes étaient de l'hydrogène. On pourrait supposer que de grandes masses de ce gaz, restées en dehors des nébuleuses-étoiles, errent en liberté à travers l'étendue, où elles jouent la petite pièce de la gravitation. Encore serait-ce du gaz froid et obscur, tandis que les berceaux stello-planétaires sont des incandescences, si bien que l'assimilation entre ces deux sortes de nébuleuses resterait encore impossible. Mais ce pis-aller même fait défaut. Comparé aux comètes, l'hydrogène est du granit. Entre la matière nébuleuse des systèmes stellaires et celle des comètes, il ne peut rien y avoir de commun. L'une est force, lumière, poids et chaleur ; l'autre, nullité, glace, vide et ténèbres.

Laplace parle d'une similitude si parfaite entre les deux genres de nébuleuses qu'on a beaucoup de peine à les distinguer. Quoi ! Les nébuleuses volatilisées sont à des distances incommensurables, les comètes sont presque à portée de la main, et d'une vaine ressemblance entre deux corps séparés par de tels abîmes, on conclut à l'identité de composition ! Mais la comète est un infiniment petit, et la nébuleuse est presque

un univers. Une comparaison quelconque entre de telles données est une aberration.

Répétons encore que si, pendant l'état volatil des nébuleuses, une partie de l'hydrogène se dérobaient en même temps à l'attraction et à la combustion pour s'échapper libre dans l'espace et devenir comète, ces astres rentreraient ainsi dans la constitution générale de l'univers, et pourraient d'ailleurs jouer un rôle redoutable. Impuissants comme masse dans une rencontre planétaire, mais embrasés au choc de l'air et au contact de son oxygène, ils feraient périr par le feu tous les corps organisés, plantes et animaux. Seulement, de l'avis unanime, l'hydrogène est à la substance cométaire ce que serait un bloc de marbre pour l'hydrogène lui-même.

Qu'on suppose maintenant des lambeaux de nébulosités stellaires, errant de système en système, à l'instar des comètes. Ces amas volatils, au maximum de température, passeraient autour de nous, non pas brouillard subtil, terne et transi, mais trombe effroyable de lumière et de chaleur, qui aurait bientôt coupé court à nos polémiques sur leur compte. L'incertitude s'éternise au sujet des comètes. Discussions et conjectures ne terminent rien. Quelques points toutefois semblent éclaircis. Ainsi, l'unité de la substance cométaire ne fait pas doute. C'est un corps simple, qui n'a jamais présenté de variante dans ses apparitions, déjà si nombreuses. On retrouve constamment cette même ténuité élastique et dilatable jusqu'au vide, cette translucidité absolue qui ne gêne en rien le passage des moindres lueurs.

Les comètes ne sont ni de l'éther, ni du gaz, ni un liquide, ni un solide, ni rien de semblable à ce qui constitue les corps célestes, mais une substance indéfinissable, ne paraissant avoir aucune des propriétés de la matière connue, et n'existant pas en dehors du rayon solaire qui les tire une minute du néant pour

les y laisser retomber. Entre cette énigme sidérale et les systèmes stellaires qui sont l'univers, radicale séparation. Ce sont deux modes d'existence isolés, deux catégories de la matière totalement distinctes, et sans autre lien qu'une gravitation désordonnée, presque folle. Dans la description du monde, il n'y a nul compte à en tenir. Elles ne sont rien, ne font rien, n'ont qu'un rôle, celui d'énigme.

Avec ses dilatations à outrance du périhélie, et ses contractions glacées de l'aphélie, cet astre follet représente certain géant des *Mille et une nuits*, mis en bouteille par Salomon et, l'occasion offerte, s'épandant peu à peu hors de sa prison en immense nuage, pour prendre figure humaine, puis revaporisé et reprenant le chemin du goulot, pour disparaître au fond de son bocal. Une comète, c'est une once de brouillard, remplissant d'abord un milliard de lieues cubes, puis une carafe.

C'est fini de ces joujoux, ils laissent le débat ouvert sur cette question : « Les nébuleuses sont-elles toutes des amas d'étoiles adultes, ou bien faut-il voir dans quelques-unes d'entre elles des fœtus d'étoiles, soit simples, soit multiples ? » Cette question n'a que deux juges, le télescope et l'analyse spectrale. Demandons-leur une stricte impartialité, qui se garde surtout contre l'influence occulte des grands noms. Il semble, en effet, que la spectrométrie incline un peu à trouver des résultats conformes à la théorie de Laplace.

La complaisance pour les erreurs possibles de l'illustre mathématicien est d'autant moins utile que sa théorie puise dans la connaissance actuelle du système solaire une force capable de tenir tête même au télescope et à l'analyse spectrale, ce qui n'est pas peu dire. Elle est la seule explication rationnelle et raisonnable de la mécanique planétaire et ne succomberait certainement que sous des arguments irrésistibles...

VI. Origine des mondes

Cette théorie a un côté faible, pourtant, le même toujours : la question d'origine, esquivée cette fois par une réticence. Malheureusement, omettre n'est pas résoudre. Laplace a tourné avec adresse la difficulté, la légua à d'autres. Quant à lui, il en avait dégagé son hypothèse, qui a pu faire son chemin débarrassée de cette pierre d'achoppement.

La gravitation n'explique qu'à moitié l'univers. Les corps célestes, dans leurs mouvements, obéissent à deux forces, la force centripète ou pesanteur, qui les fait tomber ou les attire l'un vers l'autre, et la force centrifuge qui les pousse en avant par la ligne droite. De la combinaison de ces deux forces résulte la circulation plus ou moins elliptique de tous les astres. Par la suppression de la force centrifuge, la Terre tomberait dans le Soleil. Par la suppression de la force centripète, elle s'échapperait de son orbite en suivant la tangente, et fuirait droit devant elle.

La source de la force centripète est connue, c'est l'attraction ou gravitation. L'origine de la force centrifuge reste un mystère. Laplace a laissé de côté cet écueil. Dans sa théorie, le mouvement de translation – autrement dit la force centrifuge – a pour origine la rotation de la nébuleuse. Cette hypothèse est sans aucun doute la vérité, car il est impossible de rendre un compte plus satisfaisant des phénomènes que présente notre groupe planétaire. Seulement, il est permis de demander à l'illustre géomètre : « D'où venait la rotation de la nébuleuse ? D'où venait la chaleur qui avait volatilisé cette masse gigantesque, condensée plus tard en soleil entouré de planètes ? »

La chaleur ! on dirait qu'il n'y a qu'à se baisser et en prendre dans l'espace. Oui, de la chaleur à 270 degrés au-dessous de zéro. Laplace veut-il parler de celle-là, quand il dit qu'« en vertu d'une chaleur excessive,

l'atmosphère du Soleil s'étendait primitivement au-delà des orbites de toutes les planètes » ? Il constate, d'après Herschell, l'existence en grand nombre de nébulosités, d'abord diffuses, au point d'être à peine visibles, et qui arrivent, par une suite de condensations, à l'état d'étoiles. Or, ces étoiles sont des globes gigantesques en pleine incandescence comme le Soleil, ce qui accuse une chaleur déjà fort respectable. Quelle ne devait pas être leur température lorsque, entièrement réduites en vapeurs, ces masses énormes s'étaient dilatées jusqu'à un tel degré de volatilisation qu'elles n'offraient plus à l'œil qu'une nébulosité à peine perceptible !

Ce sont précisément ces nébulosités que Laplace représente comme répandues à profusion dans l'univers et comme donnant naissance aux comètes ainsi qu'aux systèmes stellaires. Assertion inadmissible, comme nous l'avons démontré à propos de la substance cométaire, qui ne peut rien avoir de commun avec celle des nébuleuses-étoiles. Si ces substances étaient semblables, les comètes se seraient, partout et toujours, mêlées aux matières stellaires pour en partager l'existence, et ne feraient pas constamment bande à part, étrangères à tous les autres astres, et par leur inconsistance, et par leurs habitudes vagabondes, et par l'unité absolue de substance qui les caractérise.

Laplace a parfaitement raison de dire : « Ainsi, on descend, par les progrès de la condensation de la matière nébuleuse, à la considération du Soleil environné autrefois d'une vaste atmosphère, considération à laquelle on remonte, comme nous l'avons vu, par l'examen des phénomènes du système solaire. Une rencontre aussi remarquable donne à l'existence de cet état antérieur du Soleil une probabilité fort approchante de la certitude. »

En revanche, rien de plus faux que l'assimilation des comètes, inanités impondérables et glacées, aux

nébuleuses stellaires qui représentent les parties massives de la nature, portées par la volatilisation au *maximum* de température et de lumière. Assurément, les comètes sont une énigme désespérante, car, demeurant inexplicables quand tout le reste s'explique, elles deviennent un obstacle presque insurmontable à la connaissance de l'univers. Mais on ne triomphe pas d'un obstacle par une absurdité. Mieux vaut faire la part du feu en accordant à ces impalpabilités une existence spéciale en dehors de la matière proprement dite, qui peut bien agir sur elles par la gravitation, mais sans s'y mêler ni subir leur influence. Bien que fugaces, instables, toujours sans lendemain, on les connaît pour une substance simple, une, invariable, inaccessible à toute modification, pouvant se séparer, se réunir, former des masses ou se déchirer en lambeaux, sans jamais changer. Donc, elles n'interviennent pas dans le perpétuel devenir de la nature. Consolons-nous de ce logogriphe par la nullité de son rôle.

La question des origines est beaucoup plus sérieuse. Laplace en a fait bon marché, ou plutôt il n'en tient nul compte et ne daigne ou n'ose même pas en parler. Herschell, au moyen de son télescope, a constaté dans l'espace de nombreux amas de matière nébuleuse, à différents degrés de diffusion, amas qui, par refroidissements progressifs, aboutissent en étoiles. L'illustre géomètre raconte et explique fort bien les transformations. Mais de l'origine de ces nébulosités, pas un mot. On se demande naturellement: «Ces nébuleuses, qu'un froid relatif amène à l'état de soleils et de planètes, d'où viennent-elles?»

D'après certaines théories, il existerait dans l'étendue une matière chaotique, laquelle, grâce au concours de la chaleur et de l'attraction, s'agglomérerait pour former les nébuleuses planétaires. Pourquoi et depuis quand cette matière chaotique? D'où sort cette cha-

leur extraordinaire qui vient aider à la besogne ? Autant de questions qu'on ne se pose pas, ce qui dispense d'y répondre.

Pas n'est besoin de dire que la matière chaotique constituant les étoiles modernes a aussi constitué les anciennes, d'où il suit que l'univers ne remonte pas au-delà des plus vieilles étoiles sur pied. On accorde volontiers des durées immenses à ces astres ; mais de leur commencement, point d'autres nouvelles que l'agglomération de la matière chaotique, et sur leur fin, silence. La plaisanterie commune à ces théories, c'est l'établissement d'une fabrique de chaleur à discrétion dans les espaces imaginaires, pour fournir à la volatilisation indéfinie de toutes les nébuleuses et de toutes les matières chaotiques possibles.

Laplace, si scrupuleux géomètre, est un physicien peu rigoriste. Il vaporise sans façon, *en vertu d'une chaleur excessive*. Étant donnée une fois la nébuleuse qui se condense, on le suit avec admiration dans son tableau de la naissance successive des planètes et de leurs satellites par les progrès du refroidissement. Mais cette matière nébuleuse sans origine, attirée de partout, on ne sait ni comment ni pourquoi, est aussi un singulier réfrigérant de l'enthousiasme. Il n'est vraiment pas convenable d'asseoir son lecteur sur une hypothèse posée dans le vide et de le planter là.

La chaleur, la lumière, ne s'accumulent point dans l'espace, elles s'y dissipent. Elles ont une source qui s'épuise. Tous les corps célestes se refroidissent par le rayonnement. Les étoiles, incandescences formidables à leur début, aboutissent à une congélation noire. Nos mers étaient jadis un océan de flammes. Elles ne sont plus que de l'eau. Le Soleil éteint, elles seront un bloc de glace. Les cosmogonies qui prétendent le monde d'hier peuvent croire que les astres en sont encore à brûler leur première huile. Après ? Ces millions d'étoiles, illumination de nos nuits, n'ont

qu'une existence limitée. Elles ont commencé dans l'incendie, elles finiront dans le froid et les ténèbres.

Suffit-il de dire : « Cela durera toujours plus que nous ? Prenons ce qui est. *Carpe diem*. Qu'importe ce qui a précédé ! Qu'importe ce qui suivra ? Avant et après nous le déluge ! » Non, l'énigme de l'univers est en permanence devant chaque pensée. L'esprit humain veut la déchiffrer à tout prix. Laplace était sur la voie, en écrivant ces mots : « Vue du Soleil, la Lune paraît décrire une suite d'épicycloïdes, dont les centres sont sur la circonférence de l'orbe terrestre. Pareillement, la Terre décrit une suite d'épicycloïdes, dont les centres sont sur la courbe que le Soleil décrit autour du centre de gravité du groupe d'étoiles dont il fait partie. Enfin, le Soleil lui-même décrit une suite d'épicycloïdes dont les centres sont sur la courbe décrite par le centre de gravité de ce groupe autour de celui de l'univers. »

« De l'univers ! » c'est beaucoup dire. Ce prétendu centre de l'univers, avec l'immense cortège qui gravite autour de lui, n'est qu'un point imperceptible dans l'étendue. Laplace était cependant bien sûr le chemin de la vérité, et touchait presque la clef de l'énigme. Seulement, ce mot « De l'univers » prouve qu'il la touchait sans la voir, ou du moins sans la regarder. C'était un ultra-mathématicien. Il avait jusqu'à la moelle des os la conviction d'une harmonie et d'une solidité inaltérable de la mécanique céleste. Solide, très solide, soit. Il faut cependant distinguer entre l'univers et une horloge.

Quand une horloge se déränge, on la règle. Quand elle se détériore, on la raccommode. Quand elle est usée, on la remplace. Mais les corps célestes, qui les sépare ou les renouvelle ? Ces globes de flammes, si splendides représentants de la matière, jouissent-ils du privilège de la pérennité ? Non, la matière n'est éternelle que dans ses éléments et son ensemble. Toutes ses formes, humbles ou sublimes, sont transitoires et

périssables. Les astres naissent, brillent, s'éteignent et, survivant des milliers de siècles peut-être à leur splendeur évanouie, ne livrent plus aux lois de la gravitation que des tombes flottantes. Combien de milliards de ces cadavres glacés rampent ainsi dans la nuit de l'espace ! En attendant l'heure de la destruction, qui sera du même coup celle de la résurrection !

Car les trépassés de la matière rentrent tous dans la vie, quelle que soit leur condition. Si la nuit du tombeau est longue pour les astres finis, le moment vient où leur flamme se rallume comme la foudre. À la surface des planètes, sous les rayons solaires, la forme qui meurt se désagrège vite, pour restituer ses éléments à une forme nouvelle. Les métamorphoses se succèdent sans interruption. Mais quand un soleil s'éteint, glacé, qui lui rendra la chaleur et la lumière ? Il ne peut renaître que soleil. Il donne la vie en détail à des myriades d'êtres divers. Il ne peut la transmettre à ses fils que par mariage. Quelles peuvent être les noces et les enfantements de ces géants de la lumière ?

Lorsqu'après des millions de siècles, un de ces immenses tourbillons d'étoiles, nées, gravitant, mortes ensemble, achève de parcourir les régions de l'espace ouvertes devant lui, il se heurte sur ses frontières avec d'autres tourbillons éteints, arrivant à sa rencontre. Une mêlée furieuse s'engage durant d'innombrables années, sur un champ de bataille de milliards de milliards de lieues d'étendue. Cette partie de l'univers n'est plus qu'une vaste atmosphère de flammes, sillonnées sans relâche par la foudre des conflagrations qui volatilisent instantanément étoiles et planètes.

Ce pandémonium ne suspend pas un instant son obéissance aux lois de la nature. Les chocs successifs réduisent les masses solides à l'état de vapeurs, ressaisies aussitôt par la gravitation qui les groupe en nébuleuses tournant sur elles-mêmes par l'impulsion du choc, et les lance dans une circulation régulière

autour de nouveaux centres. Les observateurs lointains peuvent alors, à travers leurs télescopes, apercevoir le théâtre de ces grandes révolutions, sous l'aspect d'une lueur pâle, mêlée de points plus lumineux. La lueur n'est qu'une tache, mais cette tache est un peuple de globes qui ressuscitent.

Chacun des nouveau-nés vivra d'abord son enfance solitaire, nuée embrasée et tumultueuse. Plus calme avec le temps, le jeune astre détachera peu à peu de son sein une nombreuse famille bientôt refroidie par l'isolement et ne vivant plus que de la chaleur paternelle. Il en sera l'unique représentant dans le monde qui ne connaîtra que lui, et n'apercevra jamais ses enfants. Voilà notre système planétaire, et nous habitons l'une des plus jeunes filles, suivie seulement d'une sœur, Vénus, et d'un tout petit frère, Mercure, le dernier éclos du nid.

Est-ce bien exactement ainsi que renaissent les mondes ? Je ne sais. Peut-être les légions mortes qui se heurtent pour ressaisir la vie sont-elles moins nombreuses, le champ de la résurrection moins vaste. Mais certainement, ce n'est qu'une question de chiffres et d'étendue, non de moyen. Que la rencontre ait lieu, soit entre deux groupes stellaires simplement, soit entre deux systèmes où chaque étoile, avec son cortège, ne joue déjà que le rôle de planète, soit encore entre deux centres où elle n'est plus qu'un modeste satellite, soit enfin entre deux foyers qui représentent un coin de l'univers, c'est ce qu'il n'est permis à personne de décider en connaissance de cause. La seule affirmation légitime, la voici :

La matière ne saurait diminuer ni s'accroître d'un atome. Les étoiles ne sont que des flambeaux éphémères. Donc, une fois éteints, s'ils ne se rallument, la nuit et la mort, dans un temps donné, se saisissent de l'univers. Or, comment pourraient-ils se rallumer, sinon par le mouvement transformé en chaleur dans

des proportions gigantesques, c'est-à-dire par un entre-choc qui les volatilise et les appelle à une nouvelle existence? Qu'on n'objecte pas que, par sa transformation en chaleur, le mouvement serait anéanti, et dès lors les globes immobilisés. Le mouvement n'est que le résultat de l'attraction et l'attraction est impérissable comme propriété permanente de tous les corps. Le mouvement renaît soudain du choc lui-même, dans de nouvelles directions peut-être, mais toujours effet de la même cause, la pesanteur.

Direz-vous que ces bouleversements sont une atteinte aux lois de la gravitation? Vous n'en savez rien, ni moi non plus : notre unique ressource est de consulter l'analogie. Elle nous répond : « Depuis des siècles, les météorites tombent par millions sur notre globe et, sans nul doute, sur les planètes de tous les systèmes stellaires. C'est un manquement grave à l'attraction telle que vous l'entendez. En fait, c'est une forme de l'attraction que vous ne connaissez pas, ou plutôt que vous dédaignez, parce qu'elle s'applique aux astéroïdes, non aux astres. Après avoir gravité des milliers d'années selon toutes les règles, un beau jour, [ils] ont pénétré dans l'atmosphère, en violation de la règle, et y ont transformé le mouvement en chaleur, par leur fusion ou leur volatilisation, au frottement de l'air. Ce qui arrive aux petits peut et doit arriver aux grands. Traduisez la gravitation au tribunal de l'Observatoire, comme prévenue d'avoir malicieusement et illégitimement précipité ou laissé choir sur la Terre des aérolithes qu'on lui avait confiés pour les maintenir en promenade dans le vide. »

Oui, la gravitation les a laissés, les laisse et les laissera choir, comme elle a cogné, cogne et cognera les unes contre les autres de vieilles planètes, de vieilles étoiles, de vieilles défunes enfin, cheminant lugubrement dans un vieux cimetière, et alors les trépassés éclatent comme un bouquet d'artifice et des

flambeaux resplendissent pour illuminer le monde. Si le moyen ne vous convient pas, trouvez-en un meilleur. Mais prenez garde. Les étoiles n'ont qu'un temps et, en y joignant leurs planètes, elles sont toute la matière. Si vous ne les ressuscitez pas, l'univers est fini. Du reste, nous poursuivrons notre démonstration sur tous les modes, majeur et mineur, sans crainte des redites. Le sujet en vaut la peine. Il n'est pas indifférent de savoir ou d'ignorer comment l'univers subsiste.

Ainsi, jusqu'à preuve contraire, les astres s'éteignent de vieillesse et se rallument par un choc. Tel est le mode de transformation de la matière chez les individualités sidérales. Par quel autre procédé pourraient-elles obéir à la loi commune du changement, et se dérober à l'immobilisation éternelle ? Laplace dit : « Il existe dans l'espace des corps obscurs aussi considérables, et peut-être aussi nombreux que les étoiles. » Ces corps sont tout simplement les étoiles éteintes. Sont-elles condamnées à la perpétuité cadavérique ? Et toutes les vivantes, sans exception, iront-elles les rejoindre pour toujours ? Comment pourvoir à ces vacances ?

L'origine donnée, très vaguement du reste, par Laplace aux nébuleuses stellaires est sans vraisemblance. Ce serait une agrégation de nébulosités, de nuages cosmiques volatilisés, agrégation formée incessamment dans l'espace. Mais comment ? L'espace est partout ce que nous le voyons, [froideur] et ténèbres. Les systèmes stellaires sont des masses énormes de matière. D'où sortent-ils ? du vide ? Ces improvisations de nébulosités ne sont pas acceptables.

Quant à la matière chaotique, elle n'aurait pas dû reparaitre au ^{xix}^e siècle. Il n'a jamais existé, il n'existera jamais l'ombre d'un chaos nulle part. L'organisation de l'univers est de toute éternité. Elle n'a jamais varié d'un cheveu, ni fait relâche d'une seconde. Il n'y a point de chaos, même sur ces champs de bataille

où des milliards d'étoiles se heurtent et s'embrasent durant une série de siècles, pour refaire des vivants avec les morts. La loi de l'attraction préside à ces refontes foudroyantes, avec autant de rigueur qu'aux plus paisibles évolutions de la lune.

Ces cataclysmes sont rares dans tous les cantons de l'univers, car les naissances ne sauraient excéder les décès dans l'état civil de l'infini, et ses habitants jouissent d'une très belle longévité. L'étendue, libre sur leur route, est plus que suffisante pour leur existence et l'heure de la mort arrive longtemps avant la fin de la traversée. L'infini n'est pauvre ni de temps ni d'espace. Il en distribue à ses peuples une juste et large proportion. Nous ignorons le temps accordé, mais on peut se former quelque idée de l'espace par la distance des étoiles, nos voisines.

L'intervalle minimum qui nous en sépare est de dix mille milliards de lieues, un abîme. N'est-ce point là une voie magnifique, et assez spacieuse pour y cheminer en toute sécurité ? Notre soleil a ses flancs assurés. Sa sphère d'activité doit toucher sans doute celle des attractions les plus proches. Il n'y a point de champs neutres pour la gravitation. Ici, les données nous manquent. Nous connaissons notre entourage. Il serait intéressant de déterminer ceux de ces foyers lumineux dont les sphères d'attraction sont limitrophes de la nôtre et de les ranger autour d'elle, comme on enferme un boulet entre d'autres boulets. Notre domaine dans l'univers se trouverait ainsi cadastré. La chose est impossible, sinon elle serait déjà faite. Malheureusement, on ne va pas mesurer de parallaxes à bord de Jupiter ou de Saturne.

Notre soleil marche, c'est incontestable d'après son mouvement de rotation. Il circule de conserve avec des milliers, et peut-être des millions d'étoiles qui nous enveloppent et sont de notre armée. Il voyage depuis des siècles et nous ignorons son itinéraire

passé, présent et futur. La période historique de l'humanité date déjà de six mille ans. On observait en Égypte dès ces temps reculés. Sauf un déplacement des constellations zodiacales, dû à la précession des équinoxes, aucun changement n'a été constaté dans l'aspect du ciel. En six mille ans, notre système aurait pu faire du chemin dans une direction quelconque.

Six mille ans, c'est pour un marcheur médiocre comme notre globe, le cinquième de la route jusqu'à Sirius. Pas un indice, rien. Le rapprochement vers la constellation d'Hercule reste une hypothèse. Nous sommes figés sur place, les étoiles aussi. Et cependant, nous sommes en route avec elles vers le même but. Elles sont nos contemporaines, nos compagnes de voyage, et de là vient peut-être leur apparente immobilité : nous avançons ensemble. Le chemin sera long, le temps aussi, jusqu'à l'heure des vieillesse, puis des morts, et enfin des résurrections. Mais ce temps et ce chemin devant l'infini, c'est un tout petit point, et pas un millièm de seconde. Entre l'étoile et l'éphémère, l'éternité ne distingue pas. Que sont ces milliards de soleils se succédant à travers les siècles et l'espace ? Une pluie d'étincelles. Cette pluie féconde l'univers.

C'est pourquoi le renouvellement des mondes par le choc et la volatilisation des étoiles trépassées s'accomplit à toute minute dans les champs de l'infini. Innombrables et rares à la fois sont ces conflagrations gigantesques, selon que l'on considère l'univers ou une seule de ses régions. Quel autre moyen pourrait y suppléer pour le maintien de la vie générale ? Les nébuleuses-comètes sont des fantômes, les nébulosités stellaires, colligées on ne sait comment, sont des chimères. Il n'y a rien dans l'étendue que les astres, petits et gros, enfants, adultes ou morts, et toute leur existence est à jour. Enfants, ce sont les nébuleuses volatilisées ; adultes, ce sont les étoiles et leurs planètes ; morts ce sont leurs cadavres ténébreux.

La chaleur, la lumière, le mouvement sont des forces de la matière et non la matière elle-même. L'attraction qui précipite dans une course incessante tant de milliards de globes n'y pourrait ajouter un atome. Mais elle est la grande force fécondatrice, la force inépuisable que nulle prodigalité n'entame, puisqu'elle est la propriété commune et permanente des corps. C'est elle qui met en branle toute la mécanique céleste et lance les mondes dans leurs pérégrinations sans fin. Elle est assez riche pour fournir à la revivification des astres le mouvement que le choc transforme en chaleur.

Ces rencontres de cadavres sidéraux qui se heurtent jusqu'à résurrection sembleraient volontiers un trouble de l'ordre. Un trouble ! Mais qu'adviendrait-il si les vieux soleils morts, avec leurs chapelets de planètes défuntes, continuaient indéfiniment leur procession funèbre, allongée chaque nuit par de nouvelles funérailles ? Toutes ces sources de lumière et de vie qui brillent au firmament s'éteindraient l'une après l'autre, comme les lampions d'une illumination. La nuit éternelle se ferait sur l'univers.

Les hautes températures initiales de la matière ne peuvent avoir d'autre source que le mouvement, force permanente, dont proviennent toutes les autres. Cette œuvre sublime, l'épanouissement d'un soleil, n'appartient qu'à la force-reine. Toute autre origine est impossible. Seule, la gravitation renouvelle les mondes, comme elle les dirige et les maintient, par le mouvement. C'est presque une vérité d'instinct, aussi bien que de raisonnement et d'expérience.

L'expérience, nous l'avons chaque jour sous les yeux, c'est à nous de regarder et de conclure. Qu'est-ce qu'un aérolithe qui s'enflamme et se volatilise en sillonnant l'air, si ce n'est l'image en petit de la création d'un soleil par le mouvement transformé en chaleur ? N'est-ce point aussi un désordre, ce corpuscule détourné de sa course pour envahir l'atmosphère ? Qu'avait-il

à y faire de normal ? Et parmi ces nuées d'astéroïdes, fuyant avec une vitesse planétaire sur la voie de leur orbite, pourquoi l'écart d'un seul plutôt que de tous ? Où est en tout cela la bonne gouverne ?

Pas un point où n'éclate incessamment le trouble de cette harmonie prétendue, qui serait le marasme et bientôt la décomposition. Les lois de la pesanteur ont, par millions, de ces corollaires inattendus, d'où jaillissent, ici une étoile filante, là une étoile-soleil. Pourquoi les mettre au ban de l'harmonie générale ? Ces accidents déplaisent, et nous en sommes nés ! Ils sont les antagonistes de la mort, les sources toujours ouvertes de la vie universelle. C'est par un échec permanent à son bon ordre que la gravitation reconstruit et repeuple les globes. Le bon ordre qu'on vante les laisserait disparaître dans le néant.

L'univers est éternel, les astres sont périssables et, comme ils forment toute la matière, chacun d'eux a passé par des milliards d'existences. La gravitation, par ses chocs résurrecteurs, les divise, les mêle, les pétrit incessamment, si bien qu'il n'en est pas un seul qui ne soit un composé de la poussière de tous les autres. Chaque pouce du terrain que nous foulons a fait partie de l'univers entier. Mais ce n'est qu'un témoin muet, qui ne raconte pas ce qu'il a vu dans l'Éternité.

L'analyse spectrale, en révélant la présence de plusieurs corps simples dans les étoiles, n'a dit qu'une partie de la vérité. Elle dit le reste peu à peu, avec les progrès de l'expérimentation. Deux remarques importantes. Les densités de nos planètes diffèrent. Mais celle du Soleil en est le résumé proportionnel très précis et, par là, il demeure le représentant fidèle de la nébuleuse primitive. Même phénomène sans doute dans toutes les étoiles. Quand les astres sont volatilisés par une rencontre sidérale, toutes les substances se confondent en une masse gazeuse qui jaillit du choc. Puis elles se classent lentement, d'après les

lois de la pesanteur, par le travail d'organisation de la nébuleuse.

Dans chaque système stellaire, les densités doivent donc s'échelonner selon le même ordre, de sorte que les planètes se ressemblent, non point si elles appartiennent au même soleil, mais si leur rang correspond chez tous les groupes. En effet, elles possèdent alors des conditions identiques de chaleur, de lumière et de densité. Quant aux étoiles, leur constitution est assurément pareille, car elles reproduisent les mélanges issus, des milliards de fois, du choc et de la volatilisation. Les planètes, au contraire, représentent le triage accompli par la différence et le classement des densités. Certes, le mélange des éléments stello-planétaires, préparé par l'infini, est autrement complet et intime que celui de drogues qui seraient soumises, cent ans, au pilon continu de trois générations de pharmaciens.

Mais j'entends des voix s'écrier : « Où prend-on le droit de supposer dans les cieux cette tourmente perpétuelle qui dévore les astres sous prétexte de refonte, et qui inflige un si étrange démenti à la régularité de la gravitation ? Où sont les preuves de ces chocs, de ces conflagrations résurrectionnelles ? Les hommes ont toujours admiré la majesté imposante des mouvements célestes et l'on voudrait remplacer un si bel ordre par le désordre en permanence ! Qui a jamais aperçu nulle part le moindre symptôme d'un pareil tohu-bohu ?

Les astronomes sont unanimes à proclamer l'invariabilité des phénomènes de l'attraction. De l'aveu de tous, elle est un gage absolu de stabilité, de sécurité, et voici surgir des théories qui prétendent l'ériger en instrument de cataclysmes. L'expérience des siècles et le témoignage universel repoussent avec énergie de telles hallucinations.

Les changements observés jusqu'ici dans les étoiles ne sont que des irrégularités presque toutes périodiques.

diques, dès lors exclusives de l'idée de catastrophe. L'étoile de la constellation de Cassiopée en 1572, celle de Kepler en 1604 n'ont brillé que d'un éclat temporaire, circonstance inconciliable avec l'hypothèse d'une volatilisation. L'univers paraît fort tranquille et suit son chemin à petit bruit. Depuis 5 à 6000 ans, l'humanité a le spectacle du ciel. Elle n'y a constaté aucun trouble sérieux. Les comètes n'ont jamais fait que peur sans mal. 6000 ans, c'est quelque chose ! C'est quelque chose aussi que le champ du télescope. Ni le temps, ni l'étendue n'ont rien montré. Ces bouleversements gigantesques sont des rêves. »

On n'a rien vu, c'est vrai, mais parce qu'on ne peut rien voir. Bien que fréquentes dans l'étendue, ces scènes-là n'ont de public nulle part. Les observations faites sur les astres lumineux ne concernent que les étoiles de notre province céleste, contemporaines et compagnes du Soleil, associées par conséquent à sa destinée. On ne peut conclure du calme de nos parages à la monotone tranquillité de l'univers. Les conflagrations rénovatrices n'ont jamais de témoins. Si on les aperçoit, c'est au bout d'une lunette qui les montre sous l'aspect d'une lueur presque imperceptible. Le télescope en révèle ainsi des milliers. Lorsqu'à son tour notre province redeviendra le théâtre de ces drames, les populations auront déménagé depuis longtemps.

Les incidents de Cassiopée en 1572, de l'étoile de Kepler en 1604 ne sont que des phénomènes secondaires. On est [libre de] les attribuer à une éruption d'hydrogène, [ou à] la chute d'une comète, qui sera tombée sur l'étoile comme un verre d'huile ou d'alcool dans un brasier, en y provoquant une explosion de flammes éphémères. Dans ce dernier cas, les comètes seraient un gaz combustible. Qui le sait et qu'importe ? Newton croyait qu'elles alimentent le Soleil. Veut-on généraliser l'hypothèse, et considérer ces perruques

vagabondes comme la nourriture réglementaire des étoiles ? Maigre ordinaire ! bien incapable d'allumer ni de rallumer ces flambeaux du monde.

Reste donc toujours le problème de la naissance et de la mort des astres lumineux. Qui a pu les enflammer ? Et quand ils cessent de briller, qui les remplace ? Il ne peut se créer un atome de matière, et si les étoiles trépassées ne se rallument pas, l'univers s'éteint. Je défie qu'on sorte de ce dilemme : « Ou la résurrection des étoiles, ou la mort universelle... » C'est la troisième fois que je le répète. Or, le monde sidéral est vivant, bien vivant, et comme chaque étoile n'a dans la vie générale que la durée d'un éclair, tous les astres ont déjà fini et recommencé des milliards de fois. J'ai dit comment. Eh bien, on trouve extraordinaire l'idée de collision entre des globes parcourant l'espace avec la violence de la foudre. Il n'y a d'extraordinaire que cet étonnement. Car enfin, ces globes se courent dessus et n'évitent le choc que par des biais. On ne peut pas toujours biaiser. Qui se cherche se trouve.

De tout ce qui précède, on est en droit de conclure à l'unité de composition de l'univers, ce qui ne veut pas dire « à l'unité de substance ». Les soixante-quatre... disons les 100 corps simples, qui forment notre Terre, constituent également tous les globes sans distinction, moins les comètes qui demeurent un mythe indéchiffrable et indifférent, et qui d'ailleurs ne sont pas des globes. La nature a donc peu de variété dans ses matériaux. Il est vrai qu'elle sait en tirer parti, et quand on la voit, de deux corps simples, l'hydrogène et l'oxygène, faire tour à tour le feu, l'eau, la vapeur, la glace, on demeure quelque peu abasourdi. La chimie en sait long sur cet article, bien qu'elle soit loin de tout savoir. Malgré tant de puissance néanmoins, cent éléments sont une marge bien étroite, quand le chantier est l'infini. Venons au fait.

Tous les corps célestes, sans exception, ont une même origine, l'embrasement par entre-choc. Chaque étoile est un système solaire, issu d'une nébuleuse volatilisée dans la rencontre. Elle est le centre d'un groupe de planètes déjà formées, ou en voie de formation. Le rôle de l'étoile est simple : foyer de lumière et de chaleur qui s'allume, brille et s'éteint. Consolidées par le refroidissement, les planètes possèdent seules le privilège de la vie organique qui puise sa source dans la chaleur et la lumière du foyer et s'éteint avec lui. La composition et le mécanisme de tous les astres sont identiques. Seuls le volume, la forme et la densité varient. L'univers entier est installé, marche et vit sur ce plan. Rien de plus uniforme.

VII. Analyse et synthèse de l'univers

Ici, nous entrons de droit dans l'obscurité du langage, parce que voici s'ouvrir la question obscure. On ne pelote pas l'infini avec la parole. Il sera donc permis de se reprendre plusieurs fois à sa pensée. La nécessité est l'excuse des redites.

Le premier désagrément est de se trouver en tête-à-tête avec une arithmétique riche, très riche en noms de nombre, richesse malheureusement assez ridicule dans ses formes. Les trillions, quadrillions, sextillions, etc., sont grotesques et, en outre, ils disent moins à la plupart des lecteurs qu'un mot vulgaire dont on a l'habitude et qui est l'expression par excellence des grosses quantités : milliard. En astronomie, il est cependant peu de chose, ce mot, et en fait d'infini il est zéro à peu près. Par malheur, c'est précisément à propos d'infini qu'il vient d'autorité sous la plume ; il ment alors au-delà du possible, il ment encore lorsqu'il s'agit simplement d'*indéfini*. Dans les pages suivantes, les chiffres, seul langage disponible, manquent tous de justesse, ou sont vides de sens. Ce n'est pas

leur faute ni la mienne, c'est la faute du sujet. L'arithmétique ne lui va pas.

La nature a donc sous la main cent corps simples pour forger toutes ses œuvres et les couler dans un moule uniforme: «le système stello-planétaire». Rien à construire que des systèmes stellaires et cent *corps simples* pour tous matériaux, c'est beaucoup de besogne et peu d'outils. Certes, avec un plan si monotone et des éléments si peu variés, il n'est pas facile d'enfanter des combinaisons *différentes*, qui suffisent à peupler l'infini. Le recours aux *répétitions* devient indispensable.

On prétend que la nature ne se répète jamais et qu'il n'existe pas deux hommes ni deux feuilles semblables. Cela est possible à la rigueur chez les hommes de notre terre dont le chiffre total, assez restreint, est réparti entre plusieurs races. Mais il est, par milliers, des feuilles de chêne exactement pareilles, et des grains de sable, par milliards.

À coup sûr, les cent *corps simples* peuvent fournir un nombre effrayant de combinaisons stello-planétaires *différentes*. Les *x* et les *y* se tireraient avec peine de ce calcul. En somme, ce nombre n'est pas même indéfini, il est fini. Il a une limite fixe. Une fois atteinte, défense d'aller plus loin. Cette limite devient celle de l'univers qui, dès lors, n'est pas infini. Les corps célestes, malgré leur inénarrable multitude, n'occuperaient qu'un point dans l'espace. Est-ce admissible? La matière est éternelle. On ne peut concevoir un seul instant où elle n'ait pas été constituée en globes réguliers, soumis aux lois de la gravitation et ce privilège serait l'attribut de quelques ébauches perdues au milieu du vide! Une mesure dans l'infini! C'est absurde. Nous posons en principe l'infinité de l'univers, conséquence de l'infinité de l'espace.

Or, la nature n'est pas tenue à l'impossible. L'uniformité de sa méthode, partout visible, dément l'hypothèse

de créations *infinies*, exclusivement *originales*. Le chiffre en est borné de droit par le nombre très fini des corps simples. Ce sont en quelque sorte des *combinaisons-types*, dont les *répétitions* sans fin remplissent l'étendue. *Différentes, différenciées, distinctes, primordiales, originales, spéciales*, tous ces mots, exprimant la même idée, sont pour nous synonymes de *combinaisons-types*. La fixation de leur nombre appartiendrait à l'algèbre si, dans l'espèce, le problème ne restait indéterminé, autrement dit insoluble, par défaut de données. Cette indétermination, d'ailleurs, ne saurait équivaloir ni conclure à l'infini. Chacun des *corps simples* est sans doute une quantité infinie, puisqu'ils forment à eux seuls toute la matière. Mais ce qui ne l'est pas, infini, c'est la variété de ces éléments qui ne dépassent pas cent. Fussent-ils mille, et cela n'est pas, le nombre des *combinaisons-types* s'accroîtrait jusqu'au fabuleux, mais ne pouvant atteindre à l'infini, resterait insignifiant en sa présence. On peut donc tenir pour démontrée leur impuissance à peupler l'étendue de *types originaux*.

Reste ce point acquis : l'univers a pour unité organique le groupe *stello-planétaire*, ou simplement *stellaire*, ou *planétaire*, ou bien encore *solaire*, quatre noms également convenables et de même signification. Il est formé en entier d'une série infinie de ces systèmes, provenant tous d'une nébuleuse volatilisée, qui s'est condensée en soleil et en planètes. Ces derniers corps, successivement refroidis, circulent autour du foyer central que l'énormité de son volume maintient en combustion. Ils doivent donc se mouvoir dans la limite d'attraction de leur soleil et ne sauraient d'ailleurs dépasser la circonférence de la nébuleuse primitive qui les a engendrés. Leur nombre se trouve ainsi fort restreint. Il dépend de la grandeur originelle de la nébuleuse. Chez nous, on en compte neuf : Mercure, Vénus, la Terre, Mars – la planète

avortée, représentée par ses bribes –, Jupiter, Saturne, Uranus, Neptune. Allons jusqu'à la douzaine par l'admission de trois inconnues. Leur écart s'accroît dans une telle progression qu'il devient difficile d'étendre plus loin les limites de notre groupe.

Les autres systèmes stellaires varient sans doute de grandeur, mais dans des proportions fort circonscrites par les lois de l'équilibre. On suppose Sirius cent cinquante fois plus gros que notre soleil. Qu'en sait-on ? Il n'a jusqu'ici que des parallaxes problématiques, sans valeur. De plus, le télescope ne grossissant pas les étoiles, l'œil seul les apprécie et ne peut estimer que des apparences dépendant de causes diverses. On ne voit donc pas à quel titre il serait permis de leur assigner des grandeurs variées et même des grandeurs quelconques. Ce sont des soleils, voilà tout. Si le nôtre gouverne douze astres au maximum, pourquoi ses confrères auraient-ils de beaucoup plus grands royaumes ? – « Pourquoi non » ? peut-on répondre. Et au fait, la réponse vaut la demande. Accordons-le, soit. Les causes de diversité restent toujours assez faibles. En quoi consistent-elles ? La principale gît dans les inégalités de volume des nébuleuses, qui entraînent des inégalités correspondantes dans la grosseur et le nombre des planètes de leur fabrique. Viennent ensuite les inégalités de choc qui modifient les vitesses de rotation et de translation, l'aplatissement des pôles, les inclinaisons de l'axe sur l'écliptique, etc., etc.

Disons aussi les causes de similitude. Identité de formation et de mécanisme : une étoile, condensation d'une nébuleuse et centre de plusieurs orbites planétaires, échelonnées à certains intervalles, tel est le fond commun. En outre, l'analyse spectrale révèle l'unité de composition des corps célestes. Mêmes éléments intimes partout ; l'univers n'est qu'un ensemble de familles unies en quelque sorte par la chair et par

le sang. Même matière, classée et organisée par la même méthode, dans le même ordre. Fond et gouvernement identiques. Voilà qui semble limiter singulièrement les dissemblances et ouvrir bien large la porte aux ménechmes. Néanmoins, répétons-le, de ces données il peut sortir, en nombres inimaginables, des combinaisons *différentes* de systèmes planétaires. Ces nombres vont-ils à l'infini ? Non, parce qu'ils sont tous formés avec 100 *corps simples*, chiffre imperceptible.

L'infini relève de la géométrie et n'a rien à voir avec l'algèbre. L'algèbre est quelquefois un jeu, la géométrie jamais. L'algèbre fouille à l'aveuglette, comme la taupe. Elle ne trouve qu'au bout de cette course à tâtons un résultat qui est souvent une belle formule, parfois une mystification. La géométrie n'entre jamais dans l'ombre, elle tient nos yeux fixés sur les trois dimensions qui n'admettent pas les sophismes et les tours de passe-passe. Elle nous dit : regardez ces milliers de globes, faible coin de l'univers, et rappelez-vous leur histoire. Une conflagration les a tirés du sein de la mort et les a lancés dans l'espace, nébuleuses immenses, origine d'une nouvelle voie lactée. Par une, nous saurons la destinée de toutes.

Le choc résurrecteur a confondu en les volatilissant tous les *corps simples* de la nébuleuse. La condensation les a séparés de nouveau, puis classés selon les lois de la pesanteur, et dans chaque planète et dans l'ensemble du groupe. Les parties légères prédominent chez les planètes excentriques, les parties denses chez les centrales. De là, pour la proportion des *corps simples*, et même pour le volume total des globes, tendance nécessaire à la similitude entre les planètes de même rang de tous les systèmes stellaires ; grandeur et légèreté progressives, de la capitale aux frontières ; petitesse et densité de plus en plus prononcées, des frontières à la capitale. La conclusion s'entrevoit.

Déjà l'uniformité du mode de création des astres et la communauté de leurs éléments impliquaient entre eux des ressemblances plus que fraternelles. Ces parités croissantes de constitution doivent évidemment aboutir à la fréquence de l'identité. Les ménechmes deviennent sosies.

Tel est notre point de départ pour affirmer la limitation des combinaisons *différenciées* de la matière et, par conséquent, leur insuffisance à semer de corps célestes les champs de l'étendue. Ces combinaisons, malgré leur multitude, ont un terme et, dès lors, doivent se *répéter*, pour atteindre à l'infini. La nature tire chacun de ses ouvrages à milliards d'exemplaires. Dans la texture des astres, la similitude et la répétition forment la règle, la dissemblance et la variété, l'exception.

Aux prises avec ces idées de nombre, comment les formuler sinon par des chiffres, leurs uniques interprètes ? Or, ces interprètes obligés sont ici infidèles ou impuissants : infidèles, quand il s'agit des *combinaisons-types* de la matière dont le nombre est limité ; impuissants et vides, dès qu'on parle des *répétitions infinies* de ces combinaisons. Dans le premier cas, celui des combinaisons originales ou types, les chiffres seront arbitraires, vagues, pris au hasard, sans valeur même approximative. Mille, cent mille, un million, un trillion, etc., erreur toujours, mais erreur en plus ou en moins, simplement. Dans le second cas, au contraire, celui des *répétitions infinies*, tout chiffre devient un non-sens absolu, puisqu'il veut exprimer ce qui est inexprimable.

À vrai dire, il ne peut être question de chiffres réels : ils ne sont pour nous qu'une locution. Deux éléments seuls se trouvent en présence, le *fini* et l'*infini*. Notre thèse soutient que les 100 *corps simples* ne sauraient se prêter à la formation de combinaisons *originales infinies*. Il n'y aura donc en lutte, au fond, que le *fini*

représenté par des chiffres indéterminés et *l'infini* par un chiffre conventionnel.

Les corps célestes sont ainsi classés par *originaux* et par *copies*. Les *originaux*, c'est l'ensemble des globes qui forment chacun un *type spécial*. Les *copies*, ce sont les *répétitions*, *exemplaires* ou *épreuves* de ce type. Le nombre des *types originaux* est borné, celui des *copies* ou répétitions, infini. C'est par lui que l'infini se constitue. Chaque type a derrière lui une armée de sosies dont le nombre est sans limites.

Pour la première classe ou catégorie, celle des *types*, les chiffres divers, pris à volonté, ne peuvent avoir et n'auront aucune exactitude ; ils signifient purement *beaucoup*. Pour la seconde classe, savoir les *copies*, *répétitions*, *exemplaires*, *épreuves* (mots tous synonymes), le terme *milliard* sera seul mis en usage ; il voudra dire *infini*.

On conçoit que les astres pourraient être en nombre infini et reproduire tous un seul et même *type*. Admettons un instant que tous les systèmes stellaires, matériel et personnel, soient un calque absolu du nôtre, planète par planète, sans un iota de différence. Cette collection de *copies* formerait à elle seule l'infini. Il n'y aurait qu'un type pour l'univers entier. Il n'en est point ainsi, bien entendu. Le nombre des *combinaisons-types* est incalculable quoique *fini*.

Appuyée sur les faits et les raisonnements qui précèdent, notre thèse affirme que la matière ne saurait atteindre à *l'infini*, dans la *diversité* des combinaisons sidérales. Oh ! si les éléments dont elle dispose étaient eux-mêmes d'une variété infinie, si l'on avait pu se convaincre que les astres lointains n'ont rien de commun avec notre Terre dans leur composition, que partout la nature travaille avec de l'inconnu, on aurait pu lui concéder l'infini à discrétion. Encore pensions-nous déjà, il y a trente ans, que par le fait de l'in-

finité des corps célestes, notre planète devait exister à milliers d'exemplaires. Seulement, cette opinion n'était qu'une affaire d'instinct et ne s'appuyait absolument que sur la donnée de *l'infini*. L'analyse spectrale a complètement changé la situation et ouvert les portes à la réalité qui s'y précipite.

L'illusion sur les structures fantastiques est tombée. Point d'autres matériaux nulle part que la centaine de corps simples, dont nous avons les deux tiers sous les yeux. C'est avec ce maigre assortiment qu'il faut faire et refaire sans trêve l'univers. M. Haussmann en avait autant pour rebâtir Paris. Il avait les mêmes. Ce n'est pas la variété qui brille dans ses bâtisses. La nature, qui démolit aussi pour reconstruire, réussit un peu mieux ses architectures. Elle sait tirer de son indigence un si riche parti qu'on hésite avant d'assigner un terme à l'originalité de ses œuvres.

Serrons le problème. Supposant tous les systèmes stellaires d'égale durée, mille billions d'années, par exemple ; imaginons aussi par hypothèse qu'ils commencent et finissent ensemble, à la même minute. On sait que tous ces groupes, en quelque sorte de même sang, de même chair, de même ossature, se développent aussi par la même méthode. Dans les divers systèmes, les planètes se rangent symétriquement, selon l'intimité de leur ressemblance, et ces similitudes les poussent de concert à l'identité. Cent corps simples, matériaux uniques et communs d'un ensemble foncièrement solidaire, seront-ils capables de fournir une combinaison *différente* et *spéciale* pour chaque globe, c'est-à-dire un nombre infini *d'originaux distincts* ? Non certes, car les diversités de toute espèce qui font varier les combinaisons, dépendent d'un nombre bien restreint, 100. Les astres *différenciés* ou *types* sont dès lors réduits à un chiffre limité, et l'infinité des globes ne peut surgir que de l'infinité des *répétitions*.

Ainsi, voilà les combinaisons originales épuisées sans avoir pu atteindre à l'infini. Des myriades de systèmes stello-planétaires différents circulent dans une province de l'étendue, car ils ne sauraient peupler qu'une province. La matière va-t-elle en rester là et faire figure d'un point dans le ciel ? ou se contenter de mille, dix mille, cent mille points qui élargiraient d'une insignifiante son maigre domaine ? Non, sa vocation, sa loi, c'est l'infini. Elle ne se laissera point déborder par le vide. L'espace ne deviendra pas son cachot. Elle saura l'envahir pour le vivifier. Pourquoi, d'ailleurs, l'infini ne serait-il pas l'universel apanage ? la propriété du brin et du ciron aussi bien que du grand Tout ?

Telle est en effet la vérité qui ressort de ces vastes problèmes. Écartons maintenant l'hypothèse qui a fait jaillir la démonstration. Les systèmes planétaires ne fournissent nullement, on le pense bien, une carrière contemporaine. Loin de là : leurs âges s'enchevêtrent et s'entrecroisent dans tous les sens et à tous les instants, depuis la naissance embrasée de la nébuleuse jusqu'au trépasement de l'étoile, jusqu'au choc qui la ressuscite.

Laissons un moment de côté les systèmes stellaires *originaux* pour nous occuper plus spécialement de la Terre. Nous la rattacherons tout à l'heure à l'un d'eux, à notre système solaire, dont elle fait partie et qui règle sa destinée. On comprend que, dans notre thèse, *l'homme*, pas plus que les animaux et les choses, n'a de titres personnels à l'infini. Par lui-même, il n'est qu'un éphémère. C'est le globe dont il est l'enfant qui le fait participer à son brevet d'infinité dans le temps et dans l'espace. Chacun de nos sosies est le fils d'une terre, sosie elle-même de la Terre actuelle. Nous faisons partie du calque. La Terre-sosie reproduit exactement tout ce qui se trouve sur la nôtre et, par suite, chaque individu, avec sa famille, sa maison quand il en

a, tous les événements de sa vie. C'est un duplicata de notre globe, contenant et contenu. Rien n'y manque.

Les systèmes stellaires échelonnent leurs planètes autour du soleil, dans un ordre réglé par les lois de la pesanteur, qui assignent ainsi, dans chaque groupe, une place symétrique aux créations analogues. La Terre est la troisième planète à partir du Soleil et ce rang tient sans doute à des conditions particulières de grandeur, de densité, d'atmosphère, etc. Des millions de systèmes stellaires se rapprochent certainement du nôtre, pour le chiffre et la disposition de leurs astres. Car le cortège est strictement disposé selon les lois de la gravitation. Dans tous les groupes de huit à douze planètes, la troisième a de fortes chances pour ne pas différer beaucoup de la Terre ; d'abord, la distance du Soleil, condition essentielle qui donne identité de chaleur et de lumière. Le volume et la masse, l'inclinaison de l'axe sur l'écliptique peuvent varier. Encore, si la nébuleuse équivalait à peu près à la nôtre, il y a toute raison pour que le développement suive pas à pas la même marche.

Supposons néanmoins des diversités qui bornent le rapprochement à une simple analogie. On comptera par milliards des terres de cette espèce, avant de rencontrer une ressemblance entière. Tous ces globes auront, comme nous, des terrains étagés, une flore, une faune, des mers, une atmosphère, des hommes. Mais la durée des périodes géologiques, la répartition des eaux, des continents, des îles, des races animales et humaines offriront des variétés innombrables. Passons.

Une terre naît enfin avec notre humanité, qui déroule ses races, ses migrations, ses luttes, ses empires, ses catastrophes. Toutes ces péripéties vont changer ses destinées, la lancer sur des voies qui ne sont point celles de notre globe. À toute minute, à toute seconde, les milliers de directions différentes s'offrent à ce

genre humain. Il en choisit une, abandonne à jamais les autres. Que d'écarts à droite et à gauche modifient les individus, l'histoire ! Ce n'est point encore là notre passé. Mettons de côté ces épreuves confuses. Elles ne feront pas moins leur chemin et seront des mondes.

Nous arrivons cependant. Voici un exemplaire complet, choses et personnes. Pas un caillou, pas un arbre, pas un ruisseau, pas un animal, pas un homme, pas un incident qui n'ait trouvé sa place et sa minute dans le duplicata. C'est une véritable Terre-sosie... jusqu'aujourd'hui du moins. Car demain, les événements et les hommes poursuivront leur marche. Désormais, c'est pour nous l'inconnu. L'avenir de notre Terre, comme son passé, changera des millions de fois de route. Le passé est un fait accompli ; c'est le nôtre. L'avenir sera clos seulement à la mort du globe. D'ici là, chaque seconde amènera sa bifurcation, le chemin qu'on prendra, celui qu'on aurait pu prendre. Quel qu'il soit, celui qui doit compléter l'existence propre de la planète jusqu'à son dernier jour a été parcouru déjà des milliards de fois. Il ne sera qu'une copie imprimée d'avance par les siècles.

Les événements ne créent pas seuls des variantes humaines. Quel homme ne se trouve parfois en présence de deux carrières ? Celle dont il se détourne lui ferait une vie bien différente, tout en le laissant la même individualité. L'une conduit à la misère, à la honte, à la servitude. L'autre menait à la gloire, à la liberté. Ici une femme charmante et le bonheur ; là une furie et la désolation. Je parle pour les deux sexes. On prend au hasard ou au choix, n'importe, on n'échappe pas à la fatalité. Mais la fatalité ne trouve pas pied dans l'infini, qui ne connaît point l'alternative et a place pour tout. Une terre existe où l'homme suit la route dédaignée dans l'autre par le sosie. Son existence se dédouble, un globe pour chacune, puis se bifurque une seconde, une troisième fois,

des milliers de fois. Il possède ainsi des sosies complets et des variantes innombrables de sosies, qui multiplient et représentent toujours sa personne, mais ne prennent que des lambeaux de sa destinée. Tout ce qu'on aurait pu être ici-bas, on l'est quelque part ailleurs. Outre son entière vie, de la naissance à la mort, que l'on vit sur une foule de terres, on en vit sur d'autres dix mille éditions différentes.

Les grands événements de notre globe ont leur contrepartie, surtout quand la fatalité y a joué un rôle. Les Anglais ont perdu peut-être bien des fois la bataille de Waterloo sur les globes où leur adversaire n'a pas commis la bétise de Grouchy. Elle a tenu à peu. En revanche, Bonaparte ne remporte pas toujours ailleurs la victoire de Marengo qui a été ici un raccroc.

J'entends des clameurs « Hé ! quelle folie nous arrive là en droite ligne de Bedlam ! Quoi, des milliards d'exemplaires de terres analogues ! D'autres milliards pour des commencements de ressemblance ! Des centaines de millions pour les sottises et les crimes de l'humanité ! Puis des milliers de millions pour les fantaisies individuelles ! Chacune de nos bonnes ou de nos mauvaises humeurs aura un échantillon spécial de globe à ses ordres ! Tous les carrefours du ciel sont encombrés de nos doublures ! »

Non, non, ces doublures ne font foule nulle part. Elles sont même fort rares, quoique comptant par milliards, c'est-à-dire ne comptant plus. Nos télescopes, qui ont un assez beau champ à parcourir, n'y découvriraient pas, fût-elle visible, une seule édition de notre planète. C'est mille ou cent mille fois peut-être cet intervalle qui serait à franchir, avant d'avoir la chance d'une de ces rencontres. Parmi mille millions de systèmes stellaires, qui peut dire si l'on trouverait une seule reproduction de notre groupe ou de l'un de ses membres ? Et pourtant, le nombre en est

infini. Nous disions au début : « Chaque parole fût-elle l'énoncé des plus effroyables distances, on parlerait ainsi des milliards de milliards de siècles, à un mot par seconde, pour n'exprimer en somme qu'une insignifiance, dès qu'il s'agit de l'infini. »

Cette pensée trouve ici son application. Comme *types spéciaux*, chacun à un seul exemplaire, les myriades de terres à *différence* quelconque ne seraient qu'un point dans l'espace. Chacune d'elles doit être répétée à *l'infini*, avant de compter pour quelque chose. La terre, sosie exact de la nôtre, du jour de sa naissance au jour de sa mort, puis de sa résurrection, cette terre existe à milliards de *copies*, pour chacune des secondes de sa durée. C'est sa destinée comme *répétition* d'une combinaison originale, et toutes les *répétitions* des autres *types* la partagent.

L'annonce d'un duplicata de notre résidence terrestre, avec tous ses hôtes sans distinction, depuis le grain de sable jusqu'à l'empereur d'Allemagne, peut paraître une hardiesse légèrement fantastique, surtout quand il s'agit de duplicatas tirés à milliards. L'auteur, naturellement, trouve ses raisons excellentes, puisqu'il les a rééditées déjà cinq à six fois, sans préjudice de l'avenir. Il lui semble difficile que la nature, exécutant la même besogne avec les mêmes matériaux et sur le même patron, ne soit pas contrainte de couler souvent sa fonte dans le même moule. Il faudrait plutôt s'étonner du contraire.

Quant aux profusions du tirage, il n'y a pas à se gêner avec l'infini, il est riche. Si insatiable qu'on puisse être, il possède plus que toutes les demandes, plus que tous les rêves. D'ailleurs, cette pluie d'*épreuves* ne tombe pas en averse sur une localité. Elle s'éparpille à travers des champs incommensurables. Il nous importe assez peu que nos sosies soient nos voisins. Fussent-ils dans la Lune, la conversation n'en serait pas plus commode, ni la connaissance plus aisée à faire.

Il est même flatteur de se savoir là-bas, bien loin, plus loin que le diable Vauvert, lisant en pantoufles son journal, ou assistant à la bataille de Valmy, qui se livre en ce moment dans des milliers de Républiques françaises.

Pensez-vous qu'à l'autre bout de l'infini, dans quelque terre compatissante, le prince royal, arrivant trop tard sur Sadowa, ait permis au malheureux Benedek de gagner sa bataille?... Mais voici Pompée qui vient de perdre celle de Pharsale. Pauvre homme ! Il s'en va chercher des consolations à Alexandrie, auprès de son bon ami le roi Ptolémée... César rira bien... Eh ! tout juste, il est en train de recevoir en plein Sénat ses vingt-deux coups de poignard... Bah ! c'est sa ration quotidienne depuis le non-commencement du monde, et il les emmagasine avec une philosophie imperturbable. Il est vrai que ses sosies ne lui donnent pas l'alarme. Voilà le terrible ! On ne peut pas s'avertir. S'il était permis de faire passer l'histoire de sa vie, avec quelques bons conseils, aux doubles qu'on possède dans l'espace, on leur épargnerait bien des sottises et des chagrins.

Ceci, au fond, malgré la plaisanterie, est très sérieux. Il ne s'agit nullement d'anti-lions, d'anti-tigres, ni d'yeux au bout de la queue ; il s'agit de mathématiques et de faits positifs. Je défie la nature de ne pas fabriquer à la journée, depuis que le monde est monde, des milliards de systèmes solaires, calques serviles du nôtre, matériel et personnel. Je lui permets d'épuiser le calcul des probabilités, sans en manquer une. Dès qu'elle sera au bout de son rouleau, je la rabats sur l'infini, et je la somme de s'exécuter, c'est-à-dire d'exécuter sans fin des duplicatas. Je n'ai garde d'alléguer pour motif la beauté d'échantillons qu'il serait grand dommage de ne pas multiplier à satiété. Il me semble au contraire malsain et barbare d'empoisonner l'espace d'un tas de pays fétides.

Observations inutiles, d'ailleurs. La nature ne connaît ni ne pratique la morale en action, Ce qu'elle fait, elle ne le fait pas exprès. Elle travaille à colin-maillard, détruit, crée, transforme. Le reste ne la regarde pas. Les yeux fermés, elle applique le calcul des probabilités mieux que tous les mathématiciens ne l'expliquent, les yeux très ouverts. Pas une variante ne l'esquive, pas une chance ne demeure [au fond de] l'urne. Elle tire tous les numéros. Quand [il ne reste rien au fond du sac], elle ouvre la boîte aux répétitions, tonneau sans fond celui-là aussi, qui ne se vide jamais, à l'inverse du tonneau des Danaïdes qui ne pouvait se remplir.

Ainsi procède la matière, depuis qu'elle est la matière, ce qui ne date pas de huitaine. Travaillant sur un plan uniforme, avec cent corps simples, qui ne diminuent ni n'augmentent jamais d'un atome, elle ne peut que *répéter* sans fin une certaine quantité de combinaisons *différentes*, qu'à ce titre on appelle *primordiales*, *originales*, etc. ; il ne sort de son chantier que des systèmes stellaires.

Par cela seul qu'il existe, tout astre a toujours existé, existera toujours, non pas dans sa personnalité actuelle, temporaire et périssable, mais dans une série infinie de personnalités semblables qui se reproduisent à travers les siècles. Il appartient à une des combinaisons *originales*, permises par les arrangements divers des cent corps simples. Identique à ses incarnations précédentes, placé dans les mêmes conditions, il vit et vivra exactement la même vie d'ensemble et de détails que durant ses avatars antérieurs.

Tous les astres sont des répétitions d'une combinaison *originale* ou *type*. Il ne saurait se former de nouveaux *types*. Le nombre en est nécessairement épuisé dès l'origine des choses, quoique les choses n'aient point eu d'origine. Cela signifie qu'un nombre fixe de combinaisons *originales* existe de toute éternité, et n'est pas plus susceptible d'augmenter ni de

diminuer que la matière. Il est et restera le même jusqu'à la fin des choses qui ne peuvent pas plus finir que commencer. Éternité des *types* actuels dans le passé comme dans le futur, et pas un astre qui ne soit un *type* répété à l'infini, dans le temps et dans l'espace, telle est la réalité.

Notre Terre, ainsi que les autres corps célestes, est la *répétition* d'une combinaison *primordiale*, qui se reproduit toujours la même, et qui existe simultanément en milliards d'exemplaires identiques. Chaque exemplaire naît, vit et meurt à son tour. Il en naît, il en meurt par milliards à chaque seconde qui s'écoule. Sur chacun d'eux se succèdent toutes les choses matérielles, tous les êtres organisés, dans le même ordre, au même lieu, à la même minute où ils se succèdent sur les autres terres, ses sosies. Par conséquent, tous les faits accomplis ou à accomplir sur notre globe, avant sa mort, s'accomplissent exactement les mêmes dans les milliards de ses pareils. Et comme il en est ainsi pour tous les systèmes stellaires, l'univers entier est la reproduction permanente, sans fin, d'un matériel et d'un personnel toujours renouvelé et toujours le même.

L'identité de deux planètes exige-t-elle l'identité de leurs systèmes solaires ? À coup sûr, celle des deux soleils est de nécessité absolue, à peine d'un changement dans les conditions d'existence, qui entraînerait les deux astres vers des destinées différentes, malgré leur identité originelle, du reste peu probable. Mais dans les deux groupes stellaires, la similitude complète est-elle aussi de rigueur entre tous les globes correspondants par leur numéro d'ordre ? Faut-il double Mercure, double Mars, double Neptune, etc. ? Question insoluble par insuffisance de données.

Sans doute ces corps subissent leur influence réciproque, et l'absence de Jupiter, par exemple, ou sa réduction des neuf dixièmes seraient pour ses voisins une cause sensible de modification. Toutefois,

l'éloignement atténue ces causes et peut même les annuler. En outre, le Soleil règne seul, comme lumière et comme chaleur, et quand on songe que sa masse est à celle de son cortège planétaire comme 741 est à 1, il semble que cette puissance énorme d'attraction doit anéantir toute rivalité. Cela n'est pas cependant. Les planètes exercent sur la Terre une action bien avérée.

La question, du reste, est assez indifférente et n'engage pas notre thèse. S'il est possible que l'identité existe entre deux terres, sans se reproduire aussi entre les autres planètes corrélatives, c'est chose faite d'emblée, car la nature ne rate pas une combinaison. Dans le cas contraire, peu importe. Que les terres sosies exigent, pour condition *sine qua non*, des systèmes solaires sosies, soit. Il en résulte simplement, pour conséquence, des millions de groupes stellaires, où notre globe, au lieu de sosies, possède des ménechmes à divers degrés, combinaisons *originales*, répétées à l'infini, ainsi que toutes les autres.

Des systèmes solaires, parfaitement identiques et en nombre infini, satisfont d'ailleurs sans peine au programme obligé. Ils constituent un *type original*. Là, toutes les planètes correspondantes par échelon, offrent la plus irréprochable identité. Mercure y est le sosie de Mercure, Vénus de Vénus, la Terre de la Terre, etc. C'est par milliards que ces systèmes sont répandus dans l'espace, comme *répétitions* d'un *type*.

Parmi les combinaisons *différenciées*, en est-il dont les différences surviennent dans des globes identiques d'abord à l'heure de leur naissance ? Il faut distinguer. Ces mutations ne sont guère admissibles comme œuvres spontanées de la matière elle-même. La minute initiale d'un astre détermine toute la série de ses transformations matérielles. La nature n'a que des lois inflexibles, immuables. Tant qu'elles gouvernent seules, tout suit une marche fixe et fatale. Mais les variations commencent avec les êtres ani-

més qui ont des volontés, autrement dit des caprices. Dès que les hommes interviennent, surtout, la fantaisie intervient avec eux. Ce n'est pas qu'ils puissent toucher beaucoup à la planète. Leurs plus gigantesques efforts ne remuent pas une taupinière, ce qui ne les empêche pas de poser en conquérants et de tomber en extase devant leur génie et leur puissance. La matière a bientôt balayé ces travaux de myrmidons, dès qu'ils cessent de les défendre contre elle. Cherchez ces villes fameuses, Ninive, Babylone, Thèbes, Memphis, Persépolis, Palmyre, où pullulaient des millions d'habitants avec leur activité fiévreuse. Qu'en reste-t-il ? Pas même les décombres. L'herbe ou le sable recouvre leurs tombeaux. Que les œuvres humaines soient négligées un instant, la nature commence paisiblement à les démolir, et pour peu qu'on tarde, on la trouve réinstallée florissante sur leurs débris.

Si les hommes dérangent peu la matière, en revanche, ils se dérangent beaucoup eux-mêmes. Leur turbulence ne trouble jamais sérieusement la marche naturelle des phénomènes physiques, mais elle bouleverse l'humanité. Il faut donc prévoir cette influence subversive qui change le cours des destinées individuelles, détruit ou modifie les races animales, déchire les nations et culbute les empires. Certes, ces brutalités s'accomplissent sans même égratigner l'épiderme terrestre. La disparition des perturbateurs ne laisserait pas trace de leur présence soi-disant souveraine et suffirait pour rendre à la nature sa virginité à peine effleurée.

C'est parmi eux-mêmes que les hommes font des victimes et amènent d'immenses changements. Au souffle des passions et des intérêts en lutte, leur espèce s'agite avec plus de violence que l'océan sous l'effort de la tempête. Que de différences entre la marche d'humanités qui ont cependant commencé

leur carrière avec le même personnel, dû à l'identité des conditions matérielles de leurs planètes ! Si l'on considère la mobilité des individus, les mille troubles qui viennent sans cesse dévoyer leur existence, on arrivera facilement à des sextillions de sextillions de variantes dans le genre humain. Mais une seule combinaison *originale* de la matière, celle de notre système planétaire, fournit, par *répétitions*, des milliards de terres, qui assurent des sosies aux sextillions d'humanités diverses, sorties des effervescences de l'homme. La première année de la route ne donnera que dix variantes, la seconde dix mille, la troisième des millions, et ainsi de suite, avec un *crescendo* proportionnel au progrès qui se manifeste, comme on sait, par des procédés extraordinaires.

Ces différentes collectivités humaines n'ont qu'une chose de commun, la durée. Puisque nées sur des *copies* du même *type originel*, chacune en écrit son exemplaire à sa façon. Le nombre de ces histoires particulières, si grand qu'on le fasse, est toujours un nombre *fini*, et nous savons que la combinaison *primordiale* est infinie par *répétitions*. Chacune des histoires particulières, représentant une même collectivité, se tire à milliards *d'épreuves* pareilles, et chaque individu, partie intégrante de cette collectivité, possède en conséquence des sosies par milliards. On sait que tout homme peut figurer à la fois sur plusieurs variantes, par suite de changements dans la route que suivent ses sosies sur leurs terres respectives, changements qui dédoublent la vie, sans toucher à la personnalité.

Condensons : la matière, obligée de ne construire que des nébuleuses, transformées plus tard en groupes stello-planétaires, ne peut, malgré sa fécondité, dépasser un certain nombre de combinaisons *spéciales*. Chacun de ces *types* est un système stellaire qui se répète sans fin, seul moyen de pourvoir au

peuplement de l'étendue. Notre soleil, avec son cortège de planètes, est une des combinaisons *originales*, et celle-là, comme toutes les autres, est tirée à des milliards d'épreuves. De chacune de ces épreuves fait partie naturellement une terre identique avec la nôtre, une terre-sosie quant à sa constitution matérielle, et par suite engendrant les mêmes espèces végétales et animales qui naissent à la surface terrestre.

Toutes les humanités, identiques à l'heure de l'éclosion, suivent, chacune sur sa planète, la route tracée par les passions, et les individus contribuent à la modification de cette route par leur influence particulière. Il résulte de là que, malgré l'identité constante de son début, l'Humanité n'a pas le même personnel sur tous les globes semblables, et que chacun de ces globes, en quelque sorte, a son Humanité spéciale, sortie de la même source, et partie du même point que les autres, mais dérivée en chemin par mille sentiers, pour aboutir en fin de compte à une vie et à une histoire différentes.

Mais le chiffre restreint des habitants de chaque terre ne permet pas à ces variantes de l'Humanité de dépasser un nombre déterminé. Donc, si prodigieux qu'il puisse être, ce nombre des collectivités humaines *particulières* est *fini*. Dès lors il n'est rien, comparé à la quantité infinie des terres identiques, domaine de la combinaison solaire type, et qui possédaient toutes, à leur origine, des Humanités naissantes pareilles, bien que modifiées ensuite sans relâche. Il s'ensuit que chaque terre, contenant une de ces collectivités humaines *particulières*, résultat de modifications incessantes, doit se répéter des milliards de fois, pour faire face aux nécessités de l'infini. De là, des milliards de terres, absolument sosies, personnel et matériel, où pas un fétu ne varie, soit en temps, soit en lieu, ni d'un millième de seconde, ni d'un fil d'araignée. Il en est de ces variantes terrestres

ou collectivités humaines, comme des systèmes stellaires *originaux*. Leur chiffre est limité, parce qu'il a pour éléments des nombres *finis*, les hommes d'une terre, de même que les systèmes stellaires *originaux* ont pour éléments un nombre *fini*, les cent corps simples. Mais chaque variante tire ses épreuves par milliards.

Telle est la destinée commune de nos planètes, Mercure, Vénus, la Terre, etc., et des planètes de tous les systèmes stellaires *primordiaux* ou *types*. Ajoutons que parmi ces systèmes, des millions se rapprochent du nôtre, sans en être les *duplicatas*, et comptent d'innombrables terres, non plus identiques avec celle où nous vivons, mais ayant avec elle tous les degrés possibles de ressemblance ou d'analogie.

Tous ces systèmes, toutes ces variantes et leurs *répétitions* forment d'innombrables séries d'infinis partiels, qui vont s'engouffrer dans le grand infini, comme les fleuves dans l'océan. Qu'on ne se récrie point contre ces globes tombant de la plume par milliards. Il ne faut pas dire ici : où trouver de la place pour tant de monde ? Mais où trouver des mondes pour tant de place ? On peut milliarder sans scrupule avec l'infini, il demandera toujours son reste.

Les doctrines, qui ont parfois le mot pour rire aussi bien que pour pleurer, railleront peut-être nos infinis partiels, en nous félicitant de faire tant de monnaie avec une pièce fausse. En effet, quand un infini unique est dénié à l'étendue, lui en adjuger des millions, le procédé semble sans gêne. Rien de plus cependant. L'espace étant sans limites, on peut lui prêter toutes les figures, précisément parce qu'il n'en a aucune. Tout à l'heure sphère, le voici maintenant cylindre.

Que neuf traits de scie partagent en dix planches, perpendiculairement à son axe, un bloc de bois cylindrique. Que, par la pensée, on étende à *l'infini* le périmètre circulaire de chacune de ces planches. Qu'on

les écarte aussi, par la pensée, les unes des autres de quelques quadrillions de quadrillions de lieues. Voilà dix infinis partiels irréprochables quoique un peu maigres. Tous les astres, issus de nos calculs, tiendraient à l'aise, avec leurs domaines respectifs, dans chacun de ces compartiments. De plus, rien n'empêche d'en juxtaposer d'autres et d'ajouter ainsi de l'infini à discrétion.

Il est bien entendu que ces astres ne restent point parqués en catégories par identités. Les conflagrations rénovatrices les fusionnent et les mêlent sans cesse. Un système solaire ne renaît point, comme le phénix, de sa propre combustion, qui contribue au contraire à former de combinaisons différentes. Il prend sa revanche ailleurs, réenfanté par d'autres volatilisations. Les matériaux se trouvant partout les mêmes, cent corps simples, et la donnée étant l'infini, les probabilités s'égalisent. Le résultat est la permanence invariable de l'ensemble par la transformation perpétuelle des parties.

Que si la chicane, à cheval sur l'*indéfini*, nous cherche des querelles d'Allemand pour nous [contraindre à] comprendre et [à] lui expliquer l'*infini*, nous la renverrons aux Jupitériens, pourvus sans doute d'une plus grosse cervelle. Non, nous ne pouvons dépasser l'indéfini. C'est connu et l'on ne tente que sous cette forme de concevoir l'*infini*. On ajoute l'espace à l'espace et la pensée arrive fort bien à cette conclusion qui est sans limites. Assurément, on additionnerait durant des myriades de siècles que le total serait toujours en nombre fini. Qu'est-ce que cela prouve ? L'*infini* d'abord par l'impossibilité d'aboutir, puis la faiblesse de notre cerveau.

Oui, après avoir semé des chiffres à soulever les rires et les épaules, on demeure essoufflé aux premiers pas sur la route de l'infini. Il est cependant aussi clair qu'impénétrable et se démontre merveilleusement

en deux mots : l'espace plein de corps célestes, toujours, sans fin. C'est fort simple, bien qu'incompréhensible.

Notre analyse de l'univers a surtout mis en scène les planètes, seul théâtre de la vie organique. Les étoiles sont restées à l'arrière-plan. C'est que là, point de formes changeantes, point de métamorphoses. Rien que le tumulte de l'incendie colossal, source de la chaleur et de la lumière, puis sa décroissance progressive, et enfin les ténèbres glacées. L'étoile n'en est pas moins le foyer vital des groupes constitués par la condensation des nébuleuses. C'est elle qui classe et règle le système dont elle forme centre. Dans chaque *combinaison-type*, elle est différente de grandeur et de mouvement. Elle demeure immuable pour toutes les répétitions de ce *type*, y compris les variantes planétaires qui sont [le] fait de l'humanité.

Il ne faut pas s'imaginer, en effet, que ces reproductions de globes se fassent pour les beaux yeux des sosies qui les habitent. Le préjugé d'égoïsme et d'éducation qui rapporte tout à nous, est une sottise. La nature ne s'occupe pas de nous. Elle fabrique des groupes stellaires dans la mesure des matériaux à sa disposition. Les uns sont des *originaux*, les autres des duplicatas, édités à milliards. Il n'y a même pas proprement *d'originaux*, c'est-à-dire des premiers en date, mais des *types* divers, derrière lesquels se rangent les systèmes stellaires.

Que les planètes de ces groupes produisent ou non des hommes, ce n'est pas le souci de la nature, qui n'a aucune espèce de soucis, qui fait sa besogne, sans s'inquiéter des conséquences. Elle applique 998 millièmes de la matière aux étoiles, où ne poussent ni un brin d'herbe ni un ciron, et le reste, « deux millièmes ! », aux planètes, dont la moitié, sinon plus, se dispense également de loger et de nourrir des bipèdes de notre module. En somme, pourtant, elle fait assez

bien les choses. Il ne faut pas murmurer. Plus modeste, la lampe qui nous éclaire et qui nous chauffe nous abandonnerait vite à la nuit éternelle, ou plutôt nous ne serions jamais entrés dans la lumière.

Les étoiles seules auraient à se plaindre, mais elles ne se plaignent pas. Pauvres étoiles ! Leur rôle de splendeur n'est qu'un rôle de sacrifice. Créatrices et servantes de la puissance [productrice] des planètes, elles ne la possèdent point elles-mêmes et doivent se résigner à leur carrière ingrate et monotone de flambeaux. Elles ont l'éclat sans la jouissance ; derrière elles se cachent invisibles les réalités vivantes. Ces reines esclaves sont cependant de la même pâte que leurs heureuses sujettes. Les cent corps simples en font tous les frais. Mais ceux-là ne retrouveront la fécondité qu'en dépouillant la grandeur. Maintenant flammes éblouissantes, ils seront un jour ténèbres et glaces et ne pourront renaître à la vie que planètes, après le choc qui volatiliserait le cor-tège et sa reine en nébuleuse.

En attendant le bonheur de cette déchéance, les souveraines sans le savoir gouvernent leurs royaumes par les bienfaits. Elles font les moissons, jamais la récolte. Elles ont toutes les charges, sans bénéfice. Seules maîtresses de la force, elles n'en usent qu'au profit de la faiblesse. Chères étoiles ! Vous trouvez peu d'imitateurs.

Concluons enfin à l'immanence des moindres parcelles de la matière. Si leur durée n'est qu'une seconde, leur renaissance n'a point de limites. L'infinité dans le temps et dans l'espace n'est point l'apanage exclusif de l'univers entier. Elle appartient aussi à toutes les formes de la matière, même à l'infusoire et au grain de sable.

Ainsi, par la grâce de sa planète, chaque homme possède dans l'étendue un nombre sans fin de doubles qui vivent sa vie, absolument telle qu'il la vit lui-même. Il est infini et éternel dans la personne

d'autres lui-même, non seulement de son âge actuel, mais de tous ses âges. Il a simultanément, par milliards, à chaque seconde présente, des sosies qui naissent, d'autres qui meurent, d'autres dont l'âge s'échelonne, de seconde en seconde, depuis sa naissance jusqu'à sa mort.

Si quelqu'un interroge les régions célestes pour leur demander leur secret, des milliards de ses sosies lèvent en même temps les yeux, avec la même question dans la même pensée, et tous ces regards se croisent, invisibles. Et ce n'est pas seulement une fois que ces muettes interrogations traversent l'espace, mais toujours. Chaque seconde de l'éternité a vu et verra la situation d'aujourd'hui, c'est-à-dire des milliards de terres sosies de la nôtre et portant nos sosies personnels.

Ainsi chacun de nous a vécu, vit et vivra sans fin, sous la forme de milliards d'*alter ego*. Tel on est à chaque seconde de sa vie, tel on est stéréotypé à milliards d'épreuves dans l'éternité. Nous partageons la destinée des planètes, nos mères nourricières, au sein desquelles s'accomplit cette inépuisable existence. Les systèmes stellaires nous entraînent dans leur pérennité. Unique organisation de la matière, ils ont en même temps sa fixité et sa mobilité. Chacun d'eux n'est qu'un éclair, mais ces éclairs illuminent [éternellement] l'espace.

L'univers est [infini] dans son ensemble et dans chacune de ses fractions, étoile ou grain de poussière. Tel il est à la minute qui sonne, tel il fut, tel il sera toujours, sans un atome ni une seconde de variation. Il n'y a rien de nouveau sous les soleils. Tout ce qui se fait, s'est fait et se fera. Et cependant, quoique le même, l'univers de tout à l'heure [n'est plus celui] d'à présent, et celui d'à présent ne sera pas davantage celui de tantôt ; car il ne demeure point immuable et immobile. Bien au contraire, il se modifie sans cesse.

Toutes ses parties sont dans un mouvement indiscontinu. Détruites ici, elles se reproduisent simultanément ailleurs, comme individualités nouvelles.

Les systèmes stellaires finissent, puis recommencent avec des éléments semblables associés par d'autres alliances, reproduction infatigable d'exemplaires pareils puisés dans des débris différents. C'est une alternance, un échange perpétuel de renaissances par transformation.

L'univers est à la fois la vie et la mort, la destruction et la création, le changement et la stabilité, le tumulte et le repos. Il se noue et se dénoue sans fin, toujours le même, avec des êtres toujours renouvelés. Malgré son perpétuel devenir, il est cliché en bronze et tire incessamment la même page. Ensemble et détails, il est éternellement la transformation et l'immanence.

L'homme est un de ces détails. Il partage la mobilité de la permanence du grand Tout. Pas un être humain qui n'ait figuré sur des milliards de globes, rentrés depuis longtemps dans le creuset des refontes. On remonterait en vain le torrent des siècles pour trouver un moment où l'on n'ait pas vécu. Car l'univers n'a point commencé, par conséquent l'homme non plus. Il serait impossible de refluer jusqu'à une époque où tous les astres n'aient pas déjà été détruits et remplacés, donc nous aussi, habitants de ces astres ; et jamais, dans l'avenir, un instant ne s'écoulera sans que des milliards d'autres nous-mêmes ne soient en train de naître de vivre et de mourir. L'homme est, à l'égal de l'univers, l'énigme de l'infini et de l'éternité, et le grain de sable l'est à l'égal de l'homme.

VIII. Résumé

L'univers tout entier est composé de systèmes stellaires. Pour les créer, la nature n'a que cent corps simples à sa disposition. Malgré le parti prodigieux

qu'elle sait tirer de ces ressources et le chiffre incalculable de combinaisons qu'elles permettent à sa fécondité, le résultat est nécessairement un nombre *fini*, comme celui des éléments eux-mêmes et, pour remplir l'étendue, la nature doit répéter à l'infini chacune de ses combinaisons *originales* ou *types*.

Tout astre, quel qu'il soit, existe donc en nombre infini dans le temps et dans l'espace, non pas seulement sous l'un de ses aspects, mais tel qu'il se trouve à chacune des secondes de sa durée, depuis la naissance jusqu'à la mort. Tous les êtres répartis à sa surface, grands ou petits, vivants ou inanimés, partagent le privilège de cette pérennité.

La Terre est l'un de ces astres. Tout être humain est donc éternel dans chacune des secondes de son existence. Ce que j'écris en ce moment dans un cachot du fort du Taureau, je l'ai écrit et je l'écrirai pendant l'éternité, sur une table, avec une plume, sous des habits, dans des circonstances toutes semblables. Ainsi de chacun.

Toutes ces terres s'abîment, l'une après l'autre, dans les flammes rénovatrices, pour en renaître et y retomber encore, écoulement monotone d'un sablier qui se retourne et se vide éternellement lui-même. C'est du nouveau toujours vieux, et du vieux toujours nouveau.

Les curieux de vie ultra-terrestre pourront cependant sourire à une conclusion mathématique qui leur octroie non pas seulement l'immortalité, mais l'éternité. Le nombre de nos sosies est infini dans le temps et dans l'espace. En conscience, on ne peut guère exiger davantage. Ces sosies sont en chair et en os, voire en pantalon et paletot, en crinoline et en chignon. Ce ne sont point là des fantômes, c'est de l'actualité éternisée.

Voici néanmoins un grand défaut : il n'y a pas progrès. Hélas ! non, ce sont des rééditions vulgaires, des redites. Tels les exemplaires des mondes passés, tels

ceux des mondes futurs. Seul le chapitre des bifurcations reste ouvert à l'espérance. N'oublions pas que *tout ce qu'on aurait pu être ici-bas, on l'est quelque part ailleurs*.

[Le progrès n'est ici-bas que] pour nos neveux. Ils ont plus de chance que nous. Toutes les belles choses que verra notre globe, nos futurs descendants les ont déjà vues, les voient en ce moment et les verront toujours, bien entendu sous la forme de sosies qui les ont précédés et qui les suivront. Fils d'une humanité meilleure, ils nous ont déjà bien bafoués et bien conspués sur les terres mortes, en y passant après nous. Ils continuent à nous fustiger sur les terres vivantes d'où nous avons disparu et nous poursuivront à jamais de leur mépris sur les terres à naître.

Eux et nous, et tous les hôtes de notre planète, nous renaissions prisonniers du moment et du lieu que les destins nous assignent dans la série de ses avatars. Notre pérennité est un appendice de la sienne. Nous ne sommes que des phénomènes partiels de ses résurrections. Hommes du XIX^e siècle, l'heure de nos apparitions est fixée à jamais et nous ramène toujours les mêmes, tout au plus avec la perspective de variantes heureuses. Rien là pour flatter beaucoup la soif du mieux. Qu'y faire ? Je n'ai point cherché mon plaisir, j'ai cherché la vérité. Il n'y a ici ni révélation, ni prophétie, mais une simple déduction de l'analyse spectrale et de la cosmogonie de Laplace. Ces deux découvertes nous font éternels. Est-ce une aubaine ? Profitons-en. Est-ce une mystification ? Résignons-nous.

Mais n'est-ce point une consolation de se savoir constamment, sur des milliards de terres, en compagnies de personnes aimées qui ne sont plus aujourd'hui pour nous qu'un souvenir ? En est-ce une autre, en revanche, de penser qu'on a goûté et qu'on goûtera éternellement ce bonheur, sous la figure d'un sosie, de milliards de sosies ? C'est pourtant bien nous. Pour

beaucoup de petits esprits, ces félicités par substitution manquent un peu d'ivresse. Ils préféreraient à tous les duplicatas de l'infini trois ou quatre années de supplément dans l'édition courante. On est âpre au cramponnement, dans notre siècle de désillusions et de scepticisme.

Au fond, elle est mélancolique, cette éternité de l'homme par les astres et plus triste encore cette séquestration des mondes-frères par l'inexorable barrière de l'espace. Tant de populations identiques qui passent sans avoir soupçonné leur mutuelle existence ! Si, bien. On la découvre enfin au XIX^e siècle. Mais qui voudra y croire ?

Et puis, jusqu'ici, le passé pour nous représentait la barbarie et l'avenir signifiait progrès, science, bonheur. Illusions ! Ce passé a vu sur tous nos globes-sosies les plus brillantes civilisations disparaître sans laisser une trace et elles disparaîtront encore sans en laisser davantage. L'avenir reverra sur des milliards de terres les ignorances, les sottises, les cruautés de nos vieux âges !

À l'heure présente, la vie entière de notre planète, depuis la naissance jusqu'à la mort, se détaille, jour par jour, sur des myriades d'astres-frères, avec tous ses crimes et ses malheurs. Ce que nous appelons le progrès est claquemuré sur chaque terre et s'évanouit avec elle. Toujours et partout, dans le camp terrestre, le même drame, le même décor sur la même scène étroite, une humanité bruyante, infa-tuée de sa grandeur, se croyant l'univers et vivant dans sa prison comme dans une immensité, pour sombrer bientôt avec le globe qui a porté dans le plus profond dédain le fardeau de son orgueil. Même monotonie, même immobilisme dans les astres étrangers. L'univers se répète sans fin et piaffe sur place. L'éternité joue imperturbablement dans l'infini les mêmes représentations.

VII. Des dernières prisons à la fin

17 mars 1871 – janvier 1881

La terrible répression exercée par Thiers porte un coup d'arrêt au mouvement ouvrier socialiste et révolutionnaire. Outre les quelque 30 000 morts, les tribunaux militaires prononcent 13 450 condamnations dont beaucoup sont des déportations en Nouvelle-Calédonie. Exilés, arrêtés ou en fuite, les représentants des partis socialistes sont neutralisés. Il faut attendre 1877 pour voir paraître L'Égalité, le journal de Jules Guesde, et 1879 pour que soit créée la Fédération du Parti des travailleurs socialistes, premier parti socialiste constitué en France.

Les élections des 20 février et 5 mars 1876 voient entrer à la Chambre un grand nombre de députés qui ont inscrit à leur programme l'amnistie des prisonniers politiques. Deux propositions en ce sens sont déposées, l'une au Palais-Bourbon, défendue par Victor Hugo, l'autre au Luxembourg, portée par Georges Clemenceau¹ : rien n'y fait. Dans les colonnes de L'Égalité puis dans celles de La Révolution française, G. Deville lance l'idée de la candidature de Blanqui aux élections à Marseille en mars 1878, dans le Vaucluse en avril. Des campagnes de pétition sont organisées au début de 1879. En février 1879, le Conseil des ministres élabore un projet d'amnistie partielle excluant « des personnalités qui se proclament elles-mêmes les ennemis de la société au milieu de laquelle elles prétendent vivre et qu'elles veulent détruire ». Clemenceau, le 22 février, argumente contre ce projet qui écarte Blanqui et prend sa défense ouvertement et avec éloquence. Le projet du gouvernement est cependant accepté. Blanqui, qui se tient informé, rédige alors une lettre à Clemenceau qui ne la reçoit pas. Il est probable que Blanqui ne l'a même jamais envoyée. Lorsque, plus

1. Voir la présentation de *Candide*.

tard, Clemenceau en prend connaissance, « son émotion est vive¹ ».

L'active campagne autour de Blanqui réussit à le faire élire à Bordeaux en avril 1879, mais la Chambre invalide l'élection, malgré un virulent plaidoyer de Clemenceau. L'injustice est tellement flagrante que le gouvernement se sent contraint, le 10 juin 1879, de gracier le révolutionnaire. Dès le retour de Blanqui à Paris, Clemenceau lui rend visite et soutient le vieux révolutionnaire dans sa dernière tentative d'élection, à Lyon. Le député de Paris sera encore présent au chevet de Blanqui à la veille de sa mort.

Lettre à Clemenceau

1^{er} mars 1879²

Mon cher Clemenceau, je trouve l'occasion de parler avec vous et j'en profite. Tout d'abord, je vous serre énergiquement les deux mains, à votre descente de la tribune le 21 février, l'un de vos plus beaux jours de triomphe et l'un aussi de mes meilleurs jours de chance, chance peut-être sans lendemain, qui ne m'en laisse pas moins votre débiteur. Croyez bien, mon cher Clemenceau, que cette dette-là ne sera jamais oubliée.

Maintenant qu'advindra-t-il ? Non seulement de moi, mais de tout le monde ? On s'estimait arrivé, soudain l'horizon s'ouvre indéfini et fort brumeux, ce me semble. J'ignore ce que vous pouvez apercevoir, vous, de haut. De mon creux, moi, je ne vois que la brume. M'est avis cependant que l'opportunisme ne dételle pas au relais et entend poursuivre sa route.

1. G. Geffroy, *L'Enfermé*, op. cit., p. 242.

2. Cette lettre est datée du 18 mars dans l'ouvrage de G. Geffroy, *L'Enfermé*, op. cit., p. 242.

Gambetta vient de rendre cet oukase devant témoins : « Nous continuons à être des hommes sages, des hommes de bon sens et d'opportunité. »

C'est pas mal d'outrecuidance. L'opportunisme paraissait avoir une certaine raison d'être, rien qu'une, mais grave, le danger du sabre. Cette terreur s'est évanouie, emportant avec elle l'opportunisme. Gambetta compte peut-être nous replacer à la fois sur la poitrine ce double cauchemar.

Laisserez-vous faire, mon cher Clemenceau ? Cela dépend absolument de vous. Huit années durant, un homme a pu disposer seul de la France par la toute puissance de sa parole. Une autre force, il est vrai, lui venait en aide, une force néfaste, la duplicité, pour un but néfaste, l'opportunisme. Car l'opportunisme n'a jamais été un bienfait, comme il s'en vanta, mais un fléau, né d'un autre fléau, le prétorianisme, dont il se proclamait l'antidote. Le prétorianisme a succombé, non par la vertu, mais en dépit de l'antidote, et le pays reste aujourd'hui malade du remède qui prétendait le guérir. Il le sera longtemps si une parole éloquente et sincère ne vient pas faire justice de la parole empoisonnée.

Cette voix sévère et loyale, c'est la vôtre, mon cher ami. Voilà les avantages et les inconvénients du parlementarisme ! Un grand orateur est tout puissant pour le bien comme pour le mal. Vous serez le bon génie ; vous connaissez le mauvais. N'allez pas au moins vous effrayer des devoirs que la nature vous a créés en faisant de vous le *vir bonus dicendi peritus*, armé de toutes pièces au physique – la voix, le geste, le port, l'attitude. De tels dons ne sauraient être gratuits, et se paient même comme un assez haut prix. Autour de vous surgiront sans nul doute, surgissent déjà peut-être, les jalousies, les rivalités, les rancunes, voire les calomnies. Contre ces ennemis-là, ce n'est plus le talent qui sera votre bouclier, c'est

le dévouement, la loyauté. Noble but, nobles armes. Chez vos ennemis, buts et moyens méchants. Le public ne s'y trompera pas, surtout si vous lui tenez les yeux ouverts.

La lutte est commencée, ne rentrez pas sous votre tente. Le tollé universel de la presse réactionnaire est un hommage plus qu'une gêne. Il fait partie de votre triomphe et en est la révélation la plus éclatante. Ne vous laissez pas troubler par des bouderies d'entourage. Les amis, les égaux de la veille peuvent devenir les chagrinés injustes du lendemain. Il ne faut pas se soumettre à une injustice. À la fermeté de votre langage, les ennemis politiques ont reconnu et proclamé un caractère. Ne les démentez pas, soyez un caractère.

Autre ennui, auquel je prends part. Si on soupçonne entre nous la moindre relation, même indirecte, même éphémère, on criera : « Prenez garde à ce fou, il vous entraînera dans quelque fondrière ! » Vous n'êtes pas sans savoir ce qu'est une fondrière. Vous êtes majeur, député et inviolable. Ayant la tribune pour piédestal, vous n'aurez probablement pas la moindre envie d'écrire un seul mot dans les journaux. Vous êtes sur un roc à Montmartre pour la réélection. Donc point de fondrière ni de péril pour un seul de vos cheveux.

Si – pardonnez-moi cette indiscretion – quelque influence féminine, bien intentionnée ou non, essaie d'exciter les alarmes de votre intérieur, il vous est facile de veiller et de rassurer. Je parle ainsi, prévoyant bien que l'effroi, vu le défi causé par votre parole si vous prenez l'offensive, provoquera des efforts inouïs pour vous fermer la bouche – dans votre intérêt. Enfin, prenez garde, en ce qui me concerne, que je suis très vieux et malade, et que même libre, même député, je ne compte plus, ayant perdu la voix. Quoique hors de combat, cependant, je ne m'en occupe pas moins de vous, parce que je suis encore de

ce monde et que je vous tiens pour l'unique ressource de la situation présente. Seule votre voix a retenti jusqu'au bout de l'Europe. Une immense clameur y a répondu, témoignage suffisant d'inquiétude à votre égard et d'indifférence à l'égard des autres, parce que vous seul possédez l'arme du combat. Ne vous laissez donc désarmer par aucune main d'homme ni de femme. Surtout ne vous désarmez pas vous-même pour être tranquille. Ce serait sacrifier la République, vous n'en avez pas le droit.

Notez que vous avez une partie admirable à diriger. Le talent, même réuni au courage, peut rester impuissant, vous le savez bien, si l'heure et les circonstances ne sont pas propices. Sous Mac-Mahon par exemple, vous auriez pu faire quelque chose certainement pour la lutte, mais rien pour résultat – aujourd'hui le champ de bataille est libre, et tout préparé. Le gouvernement vous y appelle par trois attaques mêlées de violence et de ruse contre la République : 1) le refus de l'amnistie ; 2) l'impunité des criminels du 16 mai ; 3) les poursuites de presse, par l'application du 17 février¹.

De l'aveu des ministres et de leurs adhérents, la France entière, après la chute de Mac-Mahon, s'attendait à une amnistie générale, le parti républicain l'appelait de tous ses vœux.

Au nom de l'apaisement et de la concorde, le gouvernement fulmine, sous le titre d'amnistie, un programme de proscription, ruisselant de haine et d'injures contre les vaincus. Ce prétendu projet de loi viole la constitution en mettant l'amnistie entre

1. Décret du 17 février 1852 : sans rétablir la censure, il élève le cautionnement, maintient l'autorisation et le droit de timbre, soumet les journaux au régime

des avertissements administratifs pour la publication de nouvelles fausses ou tendancieuses entraînant suspension puis suppression.

les mains du pouvoir exécutif, l'amnistie traînée, souillée et déshonorée à la queue de la grâce fantaisiste. Le président transformé en monarque d'Orient obtient des législateurs une lettre de cachet générale l'autorisant à tirer de la géhenne qui lui plaît, à y plonger pour toujours qui lui déplaît, tout cela sans bruit ni public, dans le silence et les ténèbres. Nulle trace, nul souvenir des sauvés ou des damnés.

De l'aveu encore du gouvernement, la nation demandait à grands cris l'accusation et le jugement des criminels ministres du 16 mai, qui avaient tramé la restauration de la monarchie et l'asservissement de la France par un coup d'État.

Au nom de l'apaisement et de la concorde, gouvernement et Chambre témoignent [traitent] avec des paroles de dédain les réclamations du pays en prenant avec ostentation le contre-pied de ses vœux formels. Il demandait avec insistance l'amnistie pour les républicains présents ou captifs, le châtiment pour les ministres conspirateurs. On amnistie les conspirateurs, on écrase les proscrits.

Au nom de l'apaisement et de la concorde, une fois de plus, le parti républicain, sauveur des Chambres, est immolé sans miséricorde au parti conservateur qui n'a cessé de machiner la destruction des Chambres.

On a bien flétri encore le crime du 2 Décembre et la tyrannie qu'il a fondée. Le gouvernement, issu hier d'une victoire républicaine, livre aujourd'hui un journal républicain aux magistrats bonapartistes qui le ruinent par des amendes de 6000 francs.

Toujours au nom de l'apaisement et de la concorde, Chambres et gouvernement n'ont que des gantelets d'acier pour les républicains et des gants de velours pour les monarchistes.

Par le refus de l'amnistie, par la proscription sauvage qui la remplace, par l'impunité des ministres du 16 mai, par l'odieuse condamnation d'un journal

républicain en vertu du décret du 17 février 1852, le gouvernement et les Chambres ont déclaré une guerre ouverte à la France républicaine dont ils ne sont que les enfants ingrats et indignes.

Ainsi trahie, la nation ne peut que subir, sans courber la tête, l'outrage de la force, et attendre avec calme la revanche du scrutin aux comices de 1881, si toutefois la révision de la perfide constitution de 1875 n'amène pas un prompt recours au suffrage universel.

Dès aujourd'hui, toute la presse radicale, tous les citoyens sérieux doivent préparer sans relâche, pour 1881, l'exclusion des 350 proscripteurs qui ont voté contre l'amnistie plénière. Ils appartiennent tous aux trois factions monarchiques, les bonapartistes et les légitimistes ouvertement, les autres, orléanistes honteux, déguisés en républicains pour escamoter les suffrages patriotes.

Depuis quatre ans, le public croit bonnement à une majorité républicaine de 363 voix dans la Chambre dissoute, puis de 380 dans la Chambre actuelle. Illusion naïve ! S'il y a 100 républicains, c'est beaucoup. On peut admettre seulement comme tels les 99 votants de l'amnistie complète. Le reste, 433, n'est qu'un ramas confus de toutes les mannes de l'arc-en-ciel politique, moins le rouge. Dehors en bloc, cette cohue omnicolore et rétrograde, émaillée de renégats !

Voici le ministre qui entoure la série des projets de loi mystificateurs, destinés à faire prendre en matière de formes, l'ombre pour la réalité. Il s'agit pour le début de rendre à l'État la collation des grades que lui avait enlevée la loi du 12 juillet 1875¹. Quelle audace

1. L'enseignement supérieur restait un monopole d'État jusqu'à cette loi créant un enseignement supérieur libre. La lutte fut particulièrement vive sur la question de la collation des

grades, les républicains libéraux désirant que seul l'État en ait le contrôle. La solution de jury mixtes (professeurs du public et du privé) l'emporta.

impie ! Les hurlements du cléricalisme vont commencer à la Chambre et dans la presse. Persécution de Dioclétien ! C'est plus qu'il n'en faut pour étouffer à gauche toute idée de réclamer l'abrogation de cette loi contre-révolutionnaire du 12 juillet. Ce serait pourtant aussi simple que juste. Ah ! bien oui ! Reprendre ce que la réaction avait arraché ! Empêcher la division de la France en deux camps ennemis et la préparation de la guerre civile ! Le clergé n'est-il pas en train d'obvier à ce péril par l'unité de l'enseignement, lorsqu'il gouverne les deux universités, la sienne et la nôtre ?

Réclamer l'abrogation de la loi du 12 juillet, il faudrait voir ! Et l'argent dépensé, sous la garantie de cette loi, pour fonder les établissements catholiques ! Spoliation ! Vol, etc., etc. ! Cela revient à dire que le clergé a le droit de détruire toute législation qui le gêne et que ses privilèges à lui sont inviolables. On se gardera de répondre que le mal fait par une assemblée est toujours réparable par une autre, et que c'est tant pis pour ceux qui dépensent leur argent à faire le mal.

L'extrême gauche a toujours été d'une mollesse désespérante. Toutes nos pertes lui sont imputables. Son éternel mot d'excuse – le petit nombre – n'est pas sérieux. Un homme peut tout seul faire face à une Assemblée, en parlant par-dessus les têtes. Il faut rendre justice même à ses ennemis. Cassagnac¹ est admirable d'énergie, de vigueur, de ténacité. Insolent, mais indomptable. Du reste, la droite seule est révolutionnaire. Ils sont là une demi-douzaine qui valent une armée. L'extrême gauche, en revanche, est un

1. Bernard Granier de Cassagnac, 1806-1880 : député de 1825 jusqu'à la fin du Second Empire, député sous

la III^e République, un des chefs du parti bonapartiste.

modèle de gentilhommerie, cirée, brossée, boutonnée, tenue et langage de salon, mais de besogne, point.

Oh ! un homme ! un homme ! S'il y avait un homme ! Hé, là, mon pauvre cher Clemenceau, vous êtes un homme, trois de vos discours l'ont prouvé : Alfred Leroux, l'amnistie, Marcère¹. Mais j'ai bien peur qu'on ne vous empêche d'être un homme, qu'on vous rationne vos discours, qu'on vous aligne dans les rouges, qu'on vous nomme peut-être sergent ou caporal, mais qu'on ne vous permette pas d'être Renaud ou Tancrède. La Chambre, voyez-vous, c'est le poème épique, Homère, Le Tasse, L'Arioste. Il y a la foule obscure et anonyme des soldats, les chefs secondaires ayant un nom, puis les héros : Achille, Hector, Renaud, Tancrède, Roland, Roger ! De même, dans votre poème en Chambre, les muets, les parleurs médiocres, les grands orateurs.

Vous êtes le grand orateur de l'extrême gauche, voyez ! D'autres ont parlé, avant et après vous, avec talent, avec des talents multiformes. Ces discours se sont évanouis à diverses, mais toujours petites distances. Le vôtre seul a retenti bien loin au-delà des frontières et a partout éveillé des craintes ennemies. On le conçoit en vous lisant. C'est meurtrier. Soyez donc meurtrier le plus souvent possible. Ne souffrez pas qu'on règle ni la charge de votre arme ni le nombre de ses coups. Vous n'êtes pas dans le rang, comme les soldats, dont l'action n'est efficace que par la discipline. Restez maître absolu de votre rôle, sinon les amours-propres, les rivalités s'en mêlent et bonsoir

1. Louis Émile Gustave Deshayes de Marcère, 1828-1918 : un des pères de la loi constitutionnelle et des lois organiques de la III^e République. Il est à l'origine de la loi sur les libertés communales en 1876 mais son projet de loi permettant que les honneurs

militaires soient rendus lors des enterrements civils l'oblige à démissionner devant l'opposition de droite. Il réintègre son poste de ministre en 1877 et lutte pour une application très large des lois sur la presse et le colportage.

le succès ! Quand j'y pense, cela me désespère. Remarquez bien qu'il n'y a point ici de flatterie. Vous seul savez porter coup, vous seul êtes redoutable. Toute ma vie je n'ai tenu compte que de cela. Être jaloux de son compagnon de combat, c'est un crime. Devenez chef de la gauche, non pas comme Agamemnon, mais comme Achille. Au diable les Agamemnon sur ce terrain-là. Surtout, point d'Achille à l'ancienneté.

La Chambre, au surplus, ne peut pas rester comme elle est. Les multiples n'ont jamais été bien utiles. Ils deviendraient désastreux. La gauche ne serait jamais en serre-file. Passe, quand on avait en tête Mac-Mahon avec ses jésuites et ses généraux. Il fallait bien, devant ce danger, serrer les rangs, sans distinction de nuances. Aujourd'hui, les conditions sont bien changées. La tactique ne peut rester la même sous peine d'absurdité. L'ancienne majorité des 380 se scindera probablement en deux parties très inégales, l'extrême gauche, accrue peut-être de l'Union républicaine, et tous les autres comme ils l'entendront. Peu importe. Votre groupe alors compterait au plus 100 républicains, les seuls de la Chambre. Ce serait une séparation bien salubre. Le mélange d'éléments aussi disparates ne pourrait qu'être dangereux pour la cause. On voudrait toujours vous absorber ; au nom de l'union, on perdrait la république. Ainsi est-il arrivé en 1848. C'est ce mot perfide : union, qui a été notre ruine.

Je suppose que dans votre camp on n'a pas l'ambition ni la prétention d'être jamais la majorité de l'Assemblée actuelle. Cette Assemblée n'appartient pas à l'opinion républicaine, mais au parti conservateur. Les trois quarts de l'ex-majorité des 380 sont des monarchistes masqués en républicains, c'est-à-dire une collection de fourbes et d'hommes sans foi.

Je conclus de tout ce fatras que vous n'avez pas à tenir compte des remontrances de vos collègues, si

elles gênent vos inspirations. Cette contrainte disciplinaire serait funeste aux supériorités oratoires, funeste dès lors à la cause que ces supériorités défendent. Je le répète, un homme seul peut tenir tête à une Assemblée, et vous êtes de ces hommes-là. Ne vous laissez pas enchaîner par aucun règlement, ni bride, ni éperon, c'est une bonne devise pour un orateur.

Ce n'est pas seulement la fêrule présidentielle, ce sont aussi ces règles interindividuelles qui pâlisent et atrophient nos assemblées délibérantes. Les plaintes sont amères contre les députés depuis trois ou quatre ans. On les accuse d'inertie et d'indifférence. Ils ont laissé tuer, sans mot dire, par l'emprisonnement et par les amendes, des journaux très avancés : les *Droits de l'homme*, le *Radical*, d'autres encore. Ce n'est pas généreux. La position des journalistes est cruelle, sous le feu de l'ennemi, et sans défense. Les députés ont une existence de triomphateurs. Les ministres tremblent devant eux. Je ne sais pourquoi les journaux trouvent si peu d'appui dans les Chambres. La presse a bien son utilité, surtout la presse avancée, sentinelle perdue, fusillée souvent à l'improviste.

Vous serez puissant, mon cher Clemenceau, si vous prenez l'habit de guerre, et pourquoi ne le prendriez-vous pas ? La tactique Gambetta n'est plus possible que comme politique réactionnaire. L'opportunité, désormais, est dans l'immédiate et rapide réalisation de tous les programmes dont l'opportunisme prêchait sans relâche l'ajournement. La litanie en est longue, de ces programmes : liberté illimitée de la presse sans entraves fiscales ni pénales, droit de réunion et d'association, suppression absolue des conseils de guerre, le jury pour tous les délits ou crimes politiques, tous les électeurs membres du jury, les jurés désignés par le sort, séparation des Églises et de l'État, suppression du budget des cultes, enseignement laïque à tous les degrés, suppression des congrégations religieuses des

deux sexes, libertés municipales, liberté du mariage pour les prêtres, droit de suffrage législatif restitué aux troupes, rétablissement du divorce, etc., etc.

Le gouvernement accueillera au mieux ces projets de réformes et, avec l'aide des Chambres, les gratifiera de la même magnifique toilette dont il a fait cadeau de l'amnistie. Vous pourrez bien vous mêler un peu à toutes toilettes, mon cher Clemenceau, sans vous croire obligé de limiter votre intervention. Chacun est libre d'y mettre du sien. On s'est étonné avec raison, et beaucoup, de votre abstraction dans l'affaire des ministres du 16 mai. C'est désormais votre devoir comme votre droit d'intervenir dans toutes les grandes questions. En Angleterre et ailleurs, on vous tient maintenant pour le leader de la gauche. Impossible de vous soustraire à cette mission. Ce serait une bien grande faute et un manquement à votre destinée. Ne laissez pas tomber la République en péril pour les pointilleries qui ne peuvent plus trouver place dans la situation.

Bismarck gouverne la France, mon cher Clemenceau. Je n'en sais rien, mais j'en suis sûr. Mac-Mahon avait envoyé Waddington¹ à Berlin pour tenir la chandelle ou le bougeoir aux diplomates européens. Il s'est acquitté de cette noble besogne à la satisfaction du chancelier qui l'a renvoyé à Paris pour y remplir une fonction non moins digne, celle de sous-gouverneur pour la Prusse. Mac-Mahon parti, Bismarck a saisi le moment favorable pour installer son féal, en qualité de gouverneur général de la République française. Comme tel, il devra ne permettre ni aux ministres ni aux Chambres les sottises révolutionnaires, autrement

1. William Henry Waddington, 1826-1894 : ministre des Affaires étrangères de 1873 à 1879, il représente la France au Congrès

de Berlin (1878) avant d'assurer la présidence du Conseil de février à décembre 1879.

dit, les mesures extravagantes rêvées par les anarchistes et les communards.

La France devra être monarchisée petit à petit par une main prudente et ferme qui saura ménager ainsi, pour l'heure propice, l'avènement d'un roi docile aux ordres de l'Allemagne. Vous verrez que le pot-aux-roses sera découvert.

Si parva licet componere magnis, je crois bien que l'aimable Bismarck, qui n'oublie rien ni personne, me fait retenir pour son compte sous les verrous, à cause de *La Patrie en danger*, mon journal de 1870. Du reste il n'est probablement pas le seul à commander mon écrou.

Voilà bien des paroles mon cher Clemenceau. Je les résume en une seule. Devenez à la Chambre l'homme de l'avenir, le chef de la révolution. Elle n'a su ni pu en trouver depuis 1830. La chance lui en donne un, ne le lui enlevez pas. Quant à moi, je resterai toujours l'homme des premières lignes de ma lettre.

Je vous serre les mains.

Blanqui

Après l'échec de Lyon, Blanqui se rend à Milan où il est l'hôte de Garibaldi. Il est de retour à Paris lorsque paraît, le 20 novembre 1880, le premier numéro du journal sur lequel il travaille depuis quelque temps : Ni Dieu ni maître. Eudes, Granger, Rogeard, Vaillant sont parmi ses collaborateurs. Parallèlement il continue sa campagne des banquets, fort de ses 75 ans. Le contenu de son journal est le même que celui de ses discours : déclaration de guerre au gouvernement, condamnation d'un système social fondé sur l'exploitation (rubrique « Iniquités sociales »), critiques de l'Église et du divin. Mais il s'y ajoute un élément nouveau : l'attaque contre les armées permanentes, qui s'exprime avec force dans L'Armée esclave et opprimée¹. C'est le sujet principal de toutes ses interventions. Le 24 novembre, à Lille, accompagné de Granger et d'Hubertine Auclerc qui doit traiter du droit des femmes, Blanqui, trop fatigué pour prendre la parole, laisse le citoyen Cambier commenter sa brochure devant 6000 personnes. Le 17 décembre, accompagné cette fois de Louise Michel et de Paule Minck, une assistance de 1800 personnes l'écoute, à la salle Rivoli, rue Saint-Antoine, dénoncer l'armée permanente « si dangereuse entre les mains du pouvoir ».

1. Blanqui a probablement commencé cet ouvrage en prison comme l'indiquent quelques manuscrits de la BN. La loi concernant les militaires date du 27 juillet 1872. Elle dissout la garde nationale, établit le principe du service obligatoire pour tous de 20 à 40 ans, sauf pour les membres de l'enseignement, du clergé, les étudiants en théologie, les soutiens de famille. La moitié du contingent

annuel, tiré au sort, sera astreinte à cinq ans d'active, l'autre moitié à six mois. L'ensemble restera ensuite quatre ans dans la réserve, cinq ans dans la territoriale, six ans dans la réserve de la territoriale. 2,5 millions d'hommes sont ainsi mobilisables. Rappelons aussi que la constitution de la III^e République, en 1875, n'accorde pas le droit de vote aux militaires.

L'Armée esclave et opprimée

31 octobre 1880

Après les hideuses découvertes qui provoquent en ce moment l'indignation publique, les coupables, soutenus par les traîtres habituels, ont pris impudemment l'offensive et crient de toutes leurs forces : « À l'armée outragée ! » Traduisez : « Au manque de respect pour les grosses épaulettes. »

L'armée !... Il y a huit ans que ces mêmes traîtres la tiennent en permanence clouée au pilori ; depuis huit ans, tous les Français sont électeurs, exceptés les forçats et les soldats. La voilà l'insulte à l'armée !

La république avait octroyé le droit de suffrage aux citoyens purs de notes judiciaires. Pouvait-elle le refuser aux braves gens qui donnent à la patrie leur sang et leur liberté ? Pouvait-elle, en récompense d'un tel sacrifice, les rayer de la liste des citoyens ? La République n'a pas eu cette belle idée d'assimiler aux mal-fauteurs les hommes sous le drapeau. Les militaires sont électeurs.

Mais voici. Depuis la semaine sanglante où les états-majors, qui sont des jésuites, ont fait massacrer les Parisiens par les chouans, la plupart des sous-officiers et soldats donnaient leurs voix aux candidats républicains. Chaque élection nouvelle était une conquête patriotique. Dans certaines garnisons, la différence entre le nombre des votes des deux partis militaires allait jusqu'à dix ou onze contre un. Si les électeurs civils avaient fait de même, en peu de temps la république emportait la victoire. Les officiers étaient furieux, les réactionnaires consternés. Adieu leur espoir à tous de relever le trône avec l'aide de l'armée ; adieu ce refrain perpétuel des conservateurs : « Il ne nous reste de ressource que dans la troupe ! »

Ce beau rêve allait s'évanouir par la grâce du bulletin de vote qui se retournait contre eux dans la

giberne des soldats. Mais les dignes gens y préféreraient des cartouches, dans ce magasin de meurtres : et d'un geste de haute trahison, l'Assemblée, dite nationale, improvisa la néfaste métamorphose. L'homme à la pensée libre et saine s'affaissa sous la pensée esclave.

Elle en répondra devant les futurs comices de la France, cette prétendue Assemblée nationale, elle en répondra de son pouvoir usurpé pour enlever à l'armée le suffrage universel dans les intentions les plus perverses, alors qu'elle le voyait entièrement favorable à la cause du progrès et de la liberté.

Oui, certes, elle rendra des comptes sévères, à moins qu'exécutif et législatif ne se coalisent pour couronner d'un coup d'État final toutes les tromperies, les violences et les méfaits, dont la série se déroule de main en main depuis dix ans.

Dans ce cas, sans doute, la nation avisera, car le crime est éclatant. Il date du mois de juillet 1872 et il s'est accompli avec un mélange d'hypocrisie et d'impudeur qui a comblé la mesure.

Les Français se souviendront que, soldats ou citoyens, ils ont constamment fait preuve d'une loyauté, d'une patience, d'une modération qui forment un contraste douloureux avec la perfidie et la férocité de leurs gouvernants.

L'exposé ci-après de la création d'une armée nationale sédentaire prouvera jusqu'à l'évidence qu'elle doit être et qu'elle sera la plus sûre sauvegarde contre les agressions du dehors et les détestables machiavélismes du dedans.

LES DEUX MASSUES DU PARTI DESTRUCTEUR
dit conservateur par antiphrase

LA DETTE PUBLIQUE :
PLUS D'EMPRUNT !

LE BUDGET DE LA GUERRE :
PLUS D'ARMÉE PERMANENTE !

Naguère, un long cri d'angoisse : « La France se dépeuple ! » a réveillé en sursaut le pays bercé par les hâbleries optimistes. C'en serait fait de lui si d'indignes flagorneries parvenaient à l'endormir dans les illusions de la vanité.

« La France se dépeuple. » Pourquoi ? Répéter à ce sujet toutes les explications erronées ou décevantes, tous les radotages saugrenus qui courent le monde serait perdre son temps ; mieux vaut aller droit au but.

La dépopulation chronique ne peut procéder que de deux causes : la conquête étrangère ou un mauvais gouvernement. Nous avons sous les yeux les deux exemples : l'Algérie, que notre conquête dépeuple rapidement de ses indigènes ; la France, qui est mal gouvernée. Chez nous, le dépopulateur, c'est l'impôt.

Abîmé de taxes par la faction dite conservatrice qui se cramponne convulsivement au pouvoir quel qu'il soit, empire, république ou royauté, notre pays ne peut plus nourrir tous ses enfants et tombe en défaillance. Les bénéficiaires, eux, tombent en extase devant la marée montante des budgets et des emprunts.

« Ô terre des prodiges ! clame la bonne presse ; terre inépuisable dans sa fécondité ! Voyez ! Les rendements de l'impôt dépassent de cent pour cent, aujourd'hui, ceux d'hier ; ils dépasseront de cent pour cent, demain, ceux d'aujourd'hui ! Et l'emprunt ! Sublime épreuve ! Pour un milliard demandé, douze d'offerts ! Généreux pays !

« Épuisé d'hommes et d'argent, il ne lui reste pas un écu pour solder la guerre. Il achète la paix cinq milliards, rubis sur l'ongle ! Le vainqueur était vaincu ! L'Europe en pleure encore d'admiration ! C'est la plus immortelle de nos gloires ! Honneur à qui en a couronné la France ! »

Ce lyrisme, naturellement, met la nation sur la paille, et l'envoie peu à peu au champ du repos. Le parti conservateur, cela va sans dire, n'est pas du voyage. Il enterre, on ne l'enterre pas. Petite minorité complètement battue, de son propre aveu, dans les élections, il n'en rend pas moins fièrement ce bel arrêt: «La république sera conservatrice, ou ne sera pas.» Traduction: «République, ma bonne, la bourse ou la vie.» L'arrêt est en voie d'exécution.

Le *conservatisme* (destructisme), maître immanent du pouvoir sous tous les régimes, assomme incensamment le pays avec deux massues: la dette publique et le budget de la guerre. Le budget général de 1876 montait à deux milliards et demi, dont 1200 millions pour la dette et 500 pour le ministère de la Guerre; ensemble 1700 millions: les deux tiers des revenus de l'État.

Depuis cette époque, le budget général s'est accru d'environ cinq milliards, employés à la reconstitution de l'armée et de son matériel, ainsi qu'à des travaux de défense. Il va s'accroître d'un emprunt de cinq milliards, ou bien près, que le Parlement a voté pour les travaux publics. La dette sera donc de trois milliards annuels, jusqu'à de nouveaux accroissements qui ne se feront pas attendre si le parti conservateur (destructeur) reste le maître.

Cette dette publique n'est autre chose que l'intérêt annuel des emprunts successifs, engloutis par les divers gouvernements conservateurs (destructeurs), en sus des impôts ordinaires de chaque année. L'Angleterre, sortie de la grande guerre de la révolution avec une dette de vingt milliards, en a éteint la moitié depuis 1815. Depuis 1814, la France a vu quintupler la sienne par l'administration conservatrice.

C'est très commode, un emprunt. La contribution de l'année est presque dévorée. «Cela ne suffit pas», disent les ministres, vite, un emprunt! Les prêteurs

accourent et remplissent la caisse. Le gouvernement avale ce capital pour le bonheur de la nation. La nation en paie la rente, par reconnaissance envers le gouvernement. Affaire conclue.

Un gouvernement, sous des prétextes quelconques, a-t-il le droit de grever le présent et l'avenir de charges accablantes ? La justice et le bon sens disent non. Dans la vie privée, un père de famille qui emprunte est un fou qui perd sa famille. De même, pour l'État, ne pas régler les dépenses sur les recettes régulières, c'est détruire en détail la nation. L'emploi prétendu productif des emprunts est une moquerie. Productif de ruines, voilà tout.

Le pays se priverait volontiers des églises, casernes, prisons, hôtels de préfectures et autres bâtisses aussi coûteuses qu'inutiles, dont on lui fait cadeau sans le consulter, à la condition d'en rembourser le prix tous les vingt ans à perpétuité. Encore n'est-ce là qu'une amusette.

La véritable mère aux emprunts, c'est la guerre. Dix milliards rien que pour les trois campagnes de Crimée, d'Italie et de Prusse, tel est l'œuvre principale de Napoléon III qui chantait à Bordeaux la fameuse antienne : « L'Empire, c'est la paix ! » Les douze ou treize cents millions que la France s'épuise à jeter chaque année dans ce tonneau des Danaïdes qu'on appelle la dette publique sont les frais perpétuels de l'enterrement des millions de citoyens qu'on lui a tués dans les guerres d'ambition, d'orgueil et de calculs dynastiques. Ces frais dévorants coûtent aujourd'hui et coûteront dans l'avenir vingt fois plus d'existences que la guerre qui nous les lègue n'en a coûté dans le passé. Les emprunts sont de véritables meurtres. Pas d'accusation plus terrible contre les gouvernements.

Voilà l'une des deux massues qui frappent sur nous sans relâche par la main du parti conservateur. Voici,

dans les mêmes mains, l'autre massue, non moins homicide : le budget de la guerre.

Pourquoi tant de soldats sur pied, et à si grands frais, alors que la voix unanime de la France demande l'économie et la paix ? 500 000 hommes, 500 millions, c'est le prix. Ajoutez, par tête, mille francs de travail supprimé : perte totale un milliard ; la ruine en permanence.

Ne parlons ni des milliers de conscrits moissonnés par la vie de caserne – deuil si cruel aux familles, sans profit pour l'État –, ni des habitudes de travail changées en habitudes d'oisiveté : on ne s'inquiète guère de ces vétilles. Mais comment taire les contre-coups funestes qui ricochent de l'armée permanente sur la nation ? 500 000 soldats célibataires condamnent au célibat 500 000 jeunes filles. C'est la fleur des deux sexes enlevée à son impérieuse destination. C'est en outre l'avenir compromis par des unions tardives. Depuis les gros budgets et les gros contingents de Bonaparte, la population n'a cessé de décroître. Nous sommes, sous ce rapport, à la queue de l'Europe. Triste rôle.

Ainsi, aggravation progressive des charges publiques, perte annuelle d'un milliard, mortalité de la jeunesse, célibat forcé, dépeuplement continu, abâtardissement de la race, voilà les résultats d'une armée permanente. Contre de tels maux, les palliatifs resteraient impuissants : il faut attaquer le mal à sa racine. Les effets ne peuvent être détruits qu'avec la cause. Ceci est l'affaire des électeurs.

Que le cri de ralliement : « Plus de conscription ! Plus d'armée permanente ! » poussé avec énergie, brise ce joug néfaste, instrument de misère et d'immoralité. Le jour de sa disparition sera un grand jour de délivrance. Ne soyons pas dupes des sophismes qui s'acharneront à défendre une si pernicieuse institution. La routine n'en manque jamais, de ces

sophismes. Arrière les affirmations tranchantes comme celles-ci : 1) Une armée permanente est l'unique sauvegarde de l'indépendance nationale. Sa suppression laisserait la patrie à la merci de l'étranger ; 2) L'instruction militaire et la discipline ne se peuvent acquérir que par un apprentissage d'au moins trois ans dans une caserne ; 3) Tout ce qui n'est pas ou n'a pas été armée permanente n'est qu'une cohue indisciplinée incapable de tenir devant des troupes régulières.

Ces arrêts hautains, acceptés comme des axiomes, supposent et signifient qu'il n'a jamais existé des forces militaires sérieuses autres que les armées permanentes, ce qui est absurde. Les armées permanentes, ce fléau de l'Europe moderne, funeste au monde entier, ne datent que de Charles VII, vers le milieu du ^{xv}^e siècle. Nées de la guerre de Cent ans entre la France et l'Angleterre, elles ont paru d'abord un bienfait par la suppression du brigandage féodal, bienfait trop cher, qui guérissait d'une fièvre éphémère – l'anarchie – par une maladie organique – le despotisme. Les luttes d'ambition, facilitées en Europe par l'institution nouvelle, l'ont développée de siècle en siècle. Elle atteint aujourd'hui les proportions d'une calamité.

Chose bizarre ! Les nations civilisées et comparativement libres du vieux monde supportent avec une humble résignation cette servitude qui frappe à sa source l'espèce humaine. Elle est énergiquement repoussée, au contraire, par la plupart des peuplades noires, courbées cependant sous la plus abrutissante tyrannie. Pour l'établir, il en coûterait la vie aux bouchers qui les gouvernent. Ces noirs tolèrent les supplices arbitraires qui déciment les individus en respectant la masse ; ils se révoltent justement contre un système destructif de la famille et du travail, cette double base de l'humanité.

Les plus mauvaises causes trouvent des défenseurs sincères ou intéressés. Les champions de la caserne disent : « Sans armée permanente, point de salut. » Ils oublient que les deux grandes nations guerrières de l'Antiquité, Rome et la Grèce, ne connaissaient ni armées permanentes, ni casernes, ni grandes manœuvres d'automne, rien enfin de tous ces étalages gonflés de vide et de menace. Et cependant leurs immortelles armées restent et resteront éternellement, dans l'histoire, des merveilles incomparables d'intrépidité, de science et de discipline. Hélas ! un jour, l'armée romaine est devenue permanente et, ce jour – le premier du prétorianisme –, l'agonie de Rome a commencé.

Dans ces deux pays qui savaient si bien se battre, les armes ne constituaient pas, comme chez nous, une carrière. Tous les jeunes gens, sans exception, apprenaient à combattre et à vaincre, sans quitter le toit paternel. On n'en faisait pas des esclaves casernés, sous prétexte d'en faire des guerriers.

Ces vaillants hommes étaient des citoyens, vivant tranquilles dans leurs foyers, et appelés par circonstance à défendre la patrie. La guerre venue, ils étaient enrôlés, *conscripti*. Notre mot *conscrits* est une traduction du leur, mais qu'il est loin de représenter la même idée ! La guerre terminée, les *conscripti*, c'est-à-dire les levées, déposaient le harnais et retournaient aux travaux de leur profession. Nos conscrits reviennent peu ou reviennent tard, s'ils reviennent. La caserne les engloutit pour en fabriquer des militaires.

Il n'y avait pas de militaires en Grèce, ni à Rome. On n'y connaissait donc pas les démoralisantes compétitions de l'avancement. César, le grand capitaine, était avocat et plaidait au Forum. Cicéron, le prince de l'éloquence, commandait au besoin les armées. Pendant son proconsulat de Cilicie, il a fait une guerre victorieuse qui lui a valu les honneurs du triomphe.

Qui ne conserve ces souvenirs de collège, si pleins de généreuses inspirations : Cincinnatus, à l'appel du danger, quittant sa charrue pour la dictature, et bientôt, le péril passé, quittant la dictature pour sa charrue ? Les Romains portaient le costume de guerre, pendant la guerre, sur le théâtre de la guerre. Ils n'avaient dans leurs foyers que l'habit civil, la toge, le costume de paix. On ne voyait jamais par les rues des traîneurs de sabre et des empanachés arrogants, parce qu'il n'existait pas, comme chez nous, cette profession des armes, spécialité désastreuse, la ruine et la désolation du monde moderne.

La nature, qui se permet çà et là des batailleurs de génie – Alexandre, Hannibal, César, Gengis Khan, Napoléon – n'a pas l'habitude de les prendre dans les annuaires militaires. On ne ramasse là que des zéros, lambrissés de croix, de crachats, de cordons et autres chamarrures. Les états-majors européens, à part quelques rares exceptions, n'offrent qu'une kyrielle de nullités et surtout d'oisivetés, colportant leur *far niente* de garnison en garnison, de café en café.

Tout cela coûte les yeux de la tête. Or, le premier lieutenant venu en sait autant qu'un feld-maréchal et, vécu-il cent ans, n'en apprendra jamais plus long. Grimper à loisir, de grade en grade, tous les échelons des honneurs, jusqu'au maximum des insignes et de la solde, telle sera, sa vie durant, sa commode besogne. Mais ni la solde, ni les insignes ne constituent et ne prouvent le talent. Il est vingt fois plus difficile de devenir un bon ouvrier mécanicien qu'un général quelconque.

En bonne conscience, est-ce que le métier des armes est un métier ? Est-ce qu'à lui seul il pourrait occuper sérieusement toute une vie humaine ? Toucher, quarante années durant, la solde d'un métier qu'on fera, par hasard, huit jours – peut-être jamais ! Être une grande armée, les pieds plantés à demeure dans le

budget, et partir en détail pour le cimetière, sans avoir seulement aperçu l'ennemi ! Dérision des dérisions ! Cette plaisanterie lugubre coûte aux peuples des milliards d'écus et des millions d'existences oisives, balayées dans les casernes, sans profit pour personne. Les états-majors en sont les bénéficiaires, les pauvres soldats en sont les martyrs.

L'Antiquité n'a pas eu seule l'honneur et le bonheur de se passer d'armées permanentes. Le Moyen Âge aussi les a esquivées ; il finit à l'heure précise de leur début, au milieu du xv^e siècle. Or, les combats de cette époque n'étaient pas des échauffourées de cohues ou de milices boiteuses, mais de grandes batailles livrées entre troupes disciplinées qui n'avaient pourtant ni baillé ni moisi dans les casernes.

De nos jours, la Suisse en Europe, les États-Unis en Amérique, se privent des avantages financiers, intellectuels et moraux d'une armée permanente, c'est-à-dire de la ruine, de l'abêtissement, de la fainéantise et de la contagion vénérienne. Les adorateurs de la routine et de la salle de police pardonnent peut-être ce mauvais goût aux États-Unis, en considération de leur isolement. Ils auront vu sans doute, avec moins d'insouciance, l'improvisation des deux grandes armées du Nord et du Sud, qui valaient bien les permanentes de l'Europe.

De quelles grimaces n'auront-ils pas salué ces bourgeois américains, boutiquiers, avocats, cultivateurs, devenus en quelques jours des chefs à coup sûr aussi habiles que les plus décorés et les plus empanachés généraux de l'ancien monde. Mais pour les pauvres permanents, le comble de l'amertume et de la douleur, le crève-cœur par excellence, c'est bien certainement la naïve rentrée de ces états-majors d'occasion dans leurs tranquilles pénates, sans titres, ni honneurs, ni honoraires, ni pailleteries. Quel scandale ! quel funeste exemple !

On se serait moqué peut-être des Grecs et des Romains d'il y a deux mille ans. Mais la leçon qui nous arrive des États-Unis est d'hier et porte coup. Voilà donc qu'on peut faire la grande guerre, même à l'improviste, sans uniformes fulgurants attablés en permanence au budget, sans armée perpétuelle dévorant les ressources du pays et se dévorant elle-même dans son oisiveté !

Réjouissons-nous de ce magnifique spectacle donné par l'Amérique du Nord, mais n'affrontons pas témérairement l'imprévu. Il ne faut pas oublier que les cohues sans instruction ni discipline sont dévouées d'avance à la déroute et que notre position en Europe ne nous permet pas de chercher la paix sans la sûreté. La Grèce et Rome nous offrent un enseignement facile qui prévoit tous les périls pour les écarter.

Si ces deux grandes civilisations ne possédaient ni armée permanente, ni budget de la guerre écrasant, c'est qu'elles avaient su remplacer tout cet attirail à peu de frais et avec avantage. Le secret est bien simple : prendre l'inverse de la méthode suivie par nos gouvernements : donner gratis à l'adolescence l'instruction militaire qu'elle accueille avec des transports de joie, ce qui dispense de l'imposer par force aux adultes, avec des frais ruineux et au prix de douleurs profondes qui moissonnent des milliers d'existences.

L'instruction militaire des jeunes Romains commençait dès l'enfance, et ne les éloignait jamais de la maison paternelle. On les exerçait au maniement des armes offensives et défensives, l'épée, le pilum, le javelot, la fronde, le bouclier. On les dressait au saut, à la course, à la nage, à l'équitation, aux manœuvres de l'infanterie légère et de l'infanterie pesante. Ils faisaient l'apprentissage d'une tactique savante et compliquée. Soldats accomplis bien avant vingt ans, ils pouvaient s'élancer au premier appel de la patrie,

pleins de confiance dans leur force, avec l'espérance de rapporter bientôt au foyer les joies de la victoire.

Vingt ans ! C'est l'âge où, dans notre France, le conscrit, arraché, lui, de ses foyers, dit un long et peut-être éternel adieu à sa mère qui pleure. Il ne part pas pour le combat, il part pour la prison, la dure et sombre prison de la caserne où désormais il ne se prosternerait plus que devant une seule divinité : la Peur.

Dans la discussion de la loi sur l'armée au Sénat impérial, le maréchal Niel¹ l'a dit crûment du haut de la tribune : « La discipline, c'est la peur. Le soldat, comme tout le monde, a l'instinct de conservation. Entre les deux dangers, il choisit le moindre. Faites qu'il ait plus peur de ce qui est derrière que de ce qui est devant, plus peur du conseil de guerre que des balles ennemies. »

Voilà la théorie. L'unique ressort des armées en Europe, c'est la peur ; la peur partout et toujours, à la caserne comme sur le champ de bataille, la peur du bagne et du peloton d'exécution, peur inculquée par chaque ligne du livret qu'on lit aux soldats tous les matins. Quand cet effroi quotidien leur fait perdre jusqu'au sentiment de la personnalité, tout va bien, voilà une armée de braves. C'est en vue de ce résultat moral qu'un minimum de cinq ans de caserne était proclamé indispensable. On l'a réduit à trois. Trois mois suffiraient pour l'instruction du soldat, mais il faut trois ans, au plus bas, pour la discipline, et c'est bien peu. Ne parlez pas aux militaires de mobiles plus dignes, plus élevés, auxquels vous croyez

1. Adolphe Niel, maréchal de France, 1802-1869 : ministre de la Guerre à partir de janvier 1867, il est chargé de la réforme militaire. En 1868, il est l'auteur d'une loi de recrutement

qui créa la garde nationale mobile, destinée au renforcement des forces mobilisées, malgré l'opposition du corps législatif.

peut-être encore – le dévouement, l'enthousiasme –, un sourire plisserait leurs lèvres sceptiques. Talleyrand a raison : « Point de zèle ! » Rien que l'obéissance passive, l'obéissance du cheval.

Nos conscrits, dans leur humble demeure, ne reçoivent pas une éducation romaine, et pour cause ! Ils arrivent dans leur cage avec une ignorance complète des armes. La première impression que leur cause la vue d'un fusil, c'est la tristesse. Ils finissent par s'habituer à ce compagnon d'ennui, tout en soupirant après le bonheur de s'en séparer. Pendant les longues heures de servage, une seule pensée obsède leur âme, le regret du toit maternel, l'espérance de le revoir. Mais au-delà du retour, à présent, ils entrevoient la réserve, puis l'armée territoriale. Ah ! la servitude n'est pas finie. La chaîne ! toujours la chaîne. On ne rend plus aux malheureux soldats qu'une demi-liberté. De longues années durant, il faudra reprendre, par intervalles, le collier de misère, cesser d'être citoyen, subir en silence les dures paroles d'un supérieur arrogant, pour qui discipline est synonyme d'esclavage. Il est clair que, dans la pensée *conservatrice*, cette prolongation indéfinie du joug militaire a eu pour but principal de serrer le frein en ne lâchant jamais la bride.

On va crier à tue-tête que la suppression de l'armée active laisserait la France à la merci d'une invasion étrangère. Déclaration de mauvaise foi. C'est le gouvernement lui-même qui a porté le premier coup à l'armée permanente et prononcé implicitement son arrêt par la création de la réserve, puis de l'armée territoriale. Il le fallait bien du reste. En présence des innovations prussiennes, comment ne pas reconnaître, désormais, l'insuffisance de l'armée ordinaire et, d'un autre côté, comment l'élever jusqu'à ce chiffre de deux ou trois millions d'hommes, devenu indispensable ? On a d'abord imaginé la réserve, comme supplément

des forces sur pied. Ce n'était pas assez. On a dû en venir bientôt à l'armée territoriale, et voilà en France trois armées distinctes, dissemblables d'organisation et de fonctionnement, une machine hétérogène et baroque, s'il en fut jamais.

Avec beaucoup de bonne volonté et de travail, il serait peut-être assez facile de fondre ensemble la réserve et la territoriale, qui ont une base commune : la résidence dans les foyers. Il est vraisemblable qu'on en viendra là. Resteraient alors deux organisations différentes : l'armée active et une armée formée de la réserve et de la territoriale réunies. Entre ces deux existences-là, par exemple, le fusionnement serait impossible, on s'en convaincra si on le tente ; et cependant malheur au pays si cette dualité absurde était maintenue ! Une guerre ne serait pas abordable.

L'obligation où s'est vu le pouvoir, malgré ses antipathies, de recourir aux deux auxiliaires, la réserve et la territoriale, atteste suffisamment cette impérieuse exigence de l'avenir : une armée de plusieurs milliers de soldats. Pourrait-on lui conserver sa forme actuelle ? Non, à coup sûr. Mais le gouvernement ne recherche pas du tout l'homogénéité pour cette force colossale, qui n'est pas viable à moins cependant. Il s'en tient de parti pris à la parodie burlesque de la trinité : une armée en trois armées qui ne font cependant qu'une armée. Seulement, l'égalité absolue des trois personnes n'est pas admise comme dans la théogonie chrétienne. La triplicité militaire est bâtie sur le patron de la famille féodale : le grand frère, le frère aîné, dans toute la splendeur de ses prérogatives – majorat, suprématie, etc. – et les petits frères, les cendrillons de la famille, pauvres cadets, ayant à peine la légitime, souffre-douleur et humbles satellites, gravitant autour de l'astre souverain.

Que produiraient devant l'ennemi ces disparates, ce mélange constant de privilégiés et de subalternes,

mus par des ressorts si divers, alors que dès aujourd'hui, en pleine paix, il en coûte tant d'argent et d'embarras pour faire concourir ces éléments hybrides à un but quelconque, par exemple, la mobilisation simultanée des troupes actives et sédentaires ? Qu'on joigne maintenant à ces discordances morales les complications anarchiques des trois armées, l'une sans cesse en armes, absorbant tous les soins, toute la sollicitude de l'État, les deux autres désarmées, disséminées dans leurs pénates, et aussi dédaigneuses que dédaignées du gouvernement.

Triste perspective que celle d'une guerre à soutenir avec une armée et un gouvernement en défiance réciproque, une organisation militaire incohérente, des troupes hétérogènes, des chefs plus que suspects de haine contre la république, doublures des Bourmont¹, des Marmont², des Bazaine, tous prêts pour la trahison qui, d'avance, transsude sans pudeur de leurs actes, de leurs paroles, de toute attitude ! La grande révolution de 92 n'a pu vaincre l'étranger et sauver la patrie que grâce à l'expulsion préalable des traîtres états-majors et au renversement préliminaire du gouvernement conservateur, mi-partie monarchien et modérantiste, comme aujourd'hui.

Hélas ! qui ne sent pas notre lugubre situation ? Nous sommes à la merci de Bismarck, parce que nous n'avons pas d'armée ; nous n'avons pas d'armée, parce que nous n'avons pas de république, parce que

1. Louis Bourmont, 1773-1846, comte de Ghaïnes : un des chefs de la chouannerie au service du comte d'Artois, il est réintégré dans l'armée et nommé général de division en 1814. Deux jours avant Waterloo, il abandonne l'armée impériale pour rejoindre Louis XVIII à Gand. Ministre de la Guerre en 1829, il commande l'expédition d'Alger

et devient maréchal en 1830. Il refuse ensuite de prêter serment à Louis-Philippe et est compromis dans la tentative de la duchesse de Berry en Vendée (1832).

2. Auguste Marmont, 1774-1852, duc de Raguse, maréchal de France : il traita secrètement avec les alliés en 1814, ce qui entraîna l'abdication de Napoléon.

les républicains sont ou proscrits ou traqués, poursuivis, condamnés, par la tourbe des fonctionnaires, tous monarchiens ou opportunistes comme en 91. Lafayette¹ était un opportuniste, Dumouriez², un opportuniste, c'est-à-dire des monarchiens avec un masque de patriote. Le moment est venu où Dumouriez et Lafayette ont passé à l'ennemi. Leurs soldats ne les ont pas suivis ; ils étaient patriotes, eux. Ils ont arrêté ou tenté d'arrêter leurs généraux traîtres. Les soldats ne trahissent pas, ils sont trahis. Mais la discipline les retient. S'ils ne se sentent pas appuyés, la force morale leur fait défaut, et par la seule nécessité d'obéir aux chefs ils deviennent eux-mêmes, avec désespoir, les instruments de la trahison, doublement infortunés, car c'est leur propre cause qui périt ainsi par leurs mains.

Encore une fois, nous n'avons pas d'armée ; et elle coûte cher au pauvre peuple, l'armée qu'il n'a pas, ou qu'il a contre lui, peut-être. Oui, elle coûte cher cette tricéphale et trifide armée : quatre milliards en quatre ans, trois cents millions rien que pour construire les casernes nouvelles destinées aux régiments et à leurs dépôts, en vue de la mobilisation de la réserve et de la territoriale. Trois cents millions, et ce n'est pas fini. La bâtisse des casernes continue. Le Parlement n'y regarde pas de près, à jeter l'argent par les fenêtres dans une entreprise n'ayant qu'un but sérieux : conserver au gouvernement une armée, toute contre l'intérieur. De l'extérieur, ils n'ont cure, sinon pour la parade.

1. C'est l'unique référence faite à Lafayette dans l'ensemble des écrits de Blanqui.

2. Charles François du Périer, dit Dumouriez, 1739-1823 : après la formation de la deuxième coalition, début 1793, son plan d'offensive

est accepté mais, accusé de trahison, il livre les commissaires chargés d'enquêter sur sa conduite avant de passer à l'ennemi. Ses défaites contribuèrent à la chute des Girondins.

Il n'est qu'un moyen de couper court à ces gaspillages et d'empêcher le morcellement des forces nationales : envoyer l'armée active rejoindre dans leurs foyers, qui sont aussi les siens, la réserve et la territoriale. Cette mesure change l'absurde trinité en une seule et grande masse, qu'il s'agit dès lors d'organiser sur le pied de l'unité absolue.

Toutes les forces de la science sont mises en œuvre par des capacités d'élite pour la création d'une armée unique et sédentaire, comprenant tous les Français valides de dix-huit à quarante-trois ans. C'est une armée homogène, pure de rivalités d'avancement et de jalousies, toujours prête sous la main et rapidement mobilisable, faisceau tenace de parents, d'amis, de voisins, de camarades, disciplinés par la réciprocité de la défense et la conscience de la responsabilité.

Dès aujourd'hui, elle pourrait mettre en ligne des quantités considérables de soldats instruits et exercés par le passage sous le drapeau. Plus tard, elle recruterait de nouveaux contingents, instruits aussi par l'éducation militaire du foyer paternel, au moins égale techniquement à celle de la caserne, supérieure sous le rapport moral, par le sentiment de la solidarité et la discipline du dévouement, substituée à celle de la peur.

Le sens commun dit avec les Romains : c'est enfant, dans le giron paternel, qu'on doit s'instruire à la défense de la patrie. Homme, on la défendra, s'il y a lieu. L'apprentissage à l'adolescence, l'exécution aux adultes. Intervertir les rôles à plaisir, jeter aux vents ces vives années de l'enfance qui ont soif et facilité d'apprendre ; puis, quand l'adulte est prêt pour les fonctions viriles qui l'appellent d'une voix impérieuse, se saisir de sa personne et l'enfermer dans une caserne, en le condamnant à une besogne indéfinie d'écolier, c'est en vérité de la démence aiguë.

Assez de la conscription ! Elle stérilise l'âge de la vigueur, en l'enlevant au mariage et au travail. Justice doit être faite d'une institution aussi absurde qu'oppressive. La caserne cessera d'être une prison infligée à la jeunesse, sous prétexte d'égalité et de défense nationale. Y reste qui s'y plaît, ou du moins ne s'y déplaît pas.

Ce ne sera que le petit nombre, et la patrie a besoin de défenseurs. Elle en trouvera des millions dans l'armée nationale sédentaire, formée d'hommes expérimentés et non plus de recrues ignorantes. Le jeune soldat de dix-huit ans, en prenant place sous le drapeau, ne sera point un conscrit à déniaiser, mais un vétéran à chevrons. Dix ans d'études, faites à l'âge où la nature accorde au jeune cerveau deux fois la puissance d'assimilation de l'adulte, tel sera son apport au régiment.

Traitera-t-on ces idées d'utopies ? Elles ne sont point des innovations mais un simple retour au système qui a fait la grandeur des républiques célèbres de l'Antiquité. Ce système fonctionne aujourd'hui en Suisse, un peu affaibli et indolent, il est vrai. La Suisse compte trop sur le respect de sa neutralité. La France n'est pas tenue aux mêmes illusions.

Rien de plus aisé que la mise en pratique. L'enseignement de la guerre fait partie essentielle de l'instruction publique. Dès l'âge de huit ans, il est donné à tous les degrés, dans les écoles primaires, les collèges, les lycées. Point d'inquiétude sur la discipline. On n'ira pas la chercher dans l'arsenal du maréchal Niel. Celle-là est un traquenard. Bien fou qui s'y fie. S'imaginer que les soldats seront toujours plus intimidés par derrière que par devant ! Quelle idée saugrenue ! D'où viennent donc les déroutes des armées disciplinées par la salle de police et les conseils de guerre ? On en a vu, de ces déroutes, il me semble.

Où s'évanouit la discipline de la peur resplendit la discipline du dévouement, la seule vraie, la seule à l'épreuve des grands périls, cette discipline qui naît du sentiment de solidarité, des liens de l'habitude, de la conformité des opinions entre enfants du même pays. La confiance mutuelle, le point d'honneur, l'émulation, la conscience, toutes les qualités humaines, et même certains défauts, l'orgueil, la vanité, en forment les bases solides.

Plus d'un militaire routinier est convenu que, dans la dernière guerre, l'appel aux mobiles, fait au nom de leurs compagnons, ne trouvait ni les oreilles sourdes, ni les jambes fuyardes. Ajoutez qu'instruction et discipline sont sœurs jumelles. Des troupes très instruites sont toujours des troupes disciplinées.

Les enfants apprennent vite et bien quand l'étude les amuse et les intéresse, et ils n'oublient pas. Les manœuvres, le maniement des armes seront pour eux des fêtes. C'est souvent un ennui pour les adultes. Dès leur quinzième année, les adolescents seront sans rivaux dans les diverses armes : infanterie, cavalerie, génie. Tous sauront obéir et commander. La discipline se maintiendra par une opinion publique, plus puissante que la contrainte.

Sous aucun prétexte, ni avant ni après leur incorporation dans l'armée sédentaire, les jeunes gens ne pourront être appelés hors de leur canton par l'autorité. Ils ne quitteront en armes leur commune que pour marcher à l'ennemi ; ils n'iront jamais perdre leur temps aux parades intitulées grandes manœuvres. Rien ne ressemble moins à un combat que le simulacre d'un combat. Les écoles de peloton, de bataillon et de ligne suffisent pour l'instruction des troupes et peuvent avoir lieu dans les limites du canton. Quant aux études tactiques et stratégiques, elles doivent se faire individuellement ou par groupes excursionnistes, sur le terrain des batailles passées, avec une bonne

carte topographique et le récit officiel en main. Elles relèvent de l'enseignement supérieur.

L'armée nationale sédentaire sera organisée, instruite, exercée sur place, dans ses diverses subdivisions. La science militaire du meilleur aloi devra présider à ces travaux. L'armée aura un puissant matériel. La constitution, ainsi que l'éducation des états-majors, sera une des plus importantes affaires de l'État.

Cette grande armée sera une force purement défensive, sans menace ni danger pour la paix de l'Europe. Tout au contraire, la substitution de troupes immobiles dans leurs foyers à l'armée active permanente deviendra un double gage de tranquillité. La France ne pourra être ni assaillante, ni assaillie. Le gouvernement le moins scrupuleux, le gouvernement de Napoléon III lui-même, si effronté manipulateur de fraudes électorales, n'aurait pas le pouvoir, pas même la velléité d'escamoter une guerre au fond de l'urne. On peut tout escamoter en France, excepté cela. L'article qui remet à la décision directe du suffrage universel la question des batailles assure le repos de l'avenir. Jamais le pays ne s'engagera dans une querelle injuste. Aucune des trois guerres offensives de Napoléon III n'aurait pu sortir du scrutin.

Ajoutons qu'il serait impossible d'imaginer une meilleure garantie de paix perpétuelle que l'attribution du droit de paix et de guerre au vote de toutes les nations européennes, sans excepter même l'Allemagne. La guerre n'est jamais l'œuvre des classes laborieuses qui la paient de leurs larmes et de leur sang, mais le crime des monarchies et des autocraties, en un mot le passe-temps des oisifs qui s'amusent de ce jeu homicide où ils ne pontent qu'avec la vie d'autrui.

La république s'interdit toute agression étrangère en réduisant ses troupes permanentes à un chiffre

insignifiant de volontaires défendant les colonies. Mais elle serait absurde si elle ne demeuraît sur ses gardes, prête à repousser d'injustes et soudaines irruptions. L'armée sédentaire n'a pas d'autre objectif. Ah ! si l'ennemi attaque en traître, sans prévenir, nul besoin de consulter le suffrage universel. Tout est prévu pour cette éventualité. Au premier coup de tambour, l'armée s'ébranle dans ses foyers, se concentre sur tous les points désignés d'avance et entre rapidement en ligne. Mais on y regardera à deux fois avant de se jeter sur un pays qui peut répondre avec des millions d'hommes.

Gardons précieusement des forces en sûreté et en santé dans le giron de la famille. Quel crime de les décimer par oisiveté meurtrière et corruptrice des casernes ! Il est temps d'arrêter enfin cette œuvre de mort qui lève sur chaque foyer un tribut de victimes offert en holocauste à la domination d'une caste.

Les révolutions, depuis soixante ans, n'ont fait que des promesses mensongères, toujours éludées et démenties le lendemain. On avait promis la suppression des marchands d'hommes. Le gouvernement de Napoléon III les a supprimés en effet, mais pour faire lui-même leur commerce. La révolution du 4 Septembre 1870 s'engageait à rendre le service obligatoire pour tous, sans exception. Avec une bonne somme aujourd'hui, on est quitte, après un an de service pour rire. On appelle cette escobarderie le volontariat d'un an. Arrière !

S'il est au monde une évidence, c'est bien celle qui condamne les armées permanentes. La morale, la justice, la liberté, l'économie, le bon sens, leur crient d'une seule voix : « Anathème ! » Comment l'arrêt n'est-il pas prononcé depuis longtemps ? Ah ! les vieilles erreurs sont bien dures à déraciner ! Quand un principe mauvais s'est logé dans la cervelle des hommes, il y suscite d'étranges bouleversements et

les meilleures intentions en peuvent tirer d'effrayantes conséquences. Ainsi, au lieu de délivrer les prisonniers enfermés dans cette géhenne qui a nom armée permanente, d'excellents esprits, au nom de la justice et de l'égalité, y rêvent une incarcération générale, de par le service militaire obligatoire pour tous, sans exception.

Vertige inouï! Quoi! Livrer à la merci du pouvoir les états-majors de la jeunesse entière! Ne sait-on pas qu'un gouvernement pervers possède mille moyens de faire périr à volonté les soldats sous le drapeau? Supposez le gouvernement entre les mains des jésuites. C'était la situation du nôtre avant le 30 janvier 1879¹. Par leur police de soixante mille prêtres et de cent mille congrégationistes des deux sexes, les jésuites peuvent connaître et connaissent en effet les opinions de toutes les familles de France. Rien de plus facile pour eux, dès lors, que l'extermination silencieuse de tous les jeunes gens lettrés qui ne proviendraient pas de leurs écoles, et surtout des ouvriers intelligents et instruits, dont le nombre s'accroît sans cesse. Ce sont là des coups comme ils aiment à les frapper. Lisez l'histoire. Leur politique n'a jamais reculé, ne reculera jamais devant les crimes les plus épouvantables, quand ces crimes leur sont utiles!

Non! non! Point de service obligatoire pour tous! C'est une idée désastreuse. Plus même de conscription du tout, au contraire! On avait juré que cet impôt du sang atteindrait désormais tout le monde, que personne n'en serait exempt. Jurons, nous, qu'il n'atteindra désormais personne, que tout le monde en sera délivré. L'égalité dans la liberté et non l'égalité

1. Mac Mahon, sommé par la Chambre de procéder à une épuration de l'armée, démissionne le 30 janvier 1879. Sa chute permettra la première

révision de la Constitution, le passage à un régime d'assemblée où l'exécutif est aux ordres du législatif.

dans la servitude ! Triste revendication que celle-ci. On s'y tenait hier, repoussons-la tous aujourd'hui. Elle porte dans ses flancs l'assassinat secret et la guerre fratricide. Malheur à une nation dont l'armée a pour officiers les élèves des jésuites !

Encore une fois, plus d'armée permanente ! Que ce salut retentisse au-dessus de toutes les clameurs qui chercheraient à l'étouffer ! C'est le cri de tous les cœurs généreux ! C'est le cri des mères qui ne peuvent racheter ni la liberté, ni le sang de leurs fils. C'est le cri de la civilisation. L'heure est venue de la conquête par excellence, la conquête de sa personnalité. La dignité, la fortune, la vie même des citoyens dépendent de cette prise de possession de soi-même. Aujourd'hui, les Français ne s'appartiennent pas. Car, trois années durant, ils subissent l'esclavage le plus minutieusement tyrannique qui soit connu dans l'histoire, et les trois ans ont maintenant des appendices prolongés.

Briser cette chaîne est la mission sacrée des électeurs. Ils ne doivent accorder leurs suffrages aux candidats législatifs que sur l'engagement solennel de réclamer avec énergie la suppression immédiate de la conscription, ainsi que de l'armée permanente et leur remplacement par une armée nationale sédentaire.

*Projet de loi supprimant la conscription
et l'armée permanente*

Article premier. La conscription est supprimée et ne pourra être rétablie sous aucun nom, sous aucune forme, sous aucun prétexte. L'armée active permanente est également supprimée et rentre dans ses foyers.

Art. 2. Il sera formé des régiments d'engagés volontaires pour l'infanterie de marine et le service des colonies. L'engagement sera de trois ans et renouvelable. Les indigènes seront admissibles dans ce corps.

Maintenant, il faut des armes

Art. 3. Les officiers en seront pris dans l'armée licenciée.

Art. 4. Les sous-officiers et soldats présentement sous le drapeau peuvent, s'ils le désirent, entrer dans ces corps par un engagement volontaire de deux ans.

Enseignement militaire de la jeunesse

Article premier. L'enseignement militaire se donne dans les écoles primaires, les collèges, les lycées, les écoles professionnelles et au foyer paternel, à tous les enfants, depuis l'âge de huit ans jusqu'à dix-huit.

Art. 2. Tous les enfants du pays sont organisés comme les corps militaires de l'armée, par subdivisions proportionnelles à leur nombre et exercés à la course, à la nage, aux jeux gymnastiques, au manie-ment des armes blanches et des armes à feu, à la manœuvre du canon, aux évolutions de l'infanterie, de la cavalerie, de l'artillerie, aux travaux du génie et des pontons, partout où ces derniers travaux sont possibles.

Une loi spéciale réglera tous les détails de ces ensei- gnements.

Art. 3. À l'âge de dix-huit ans, les jeunes gens entrent dans l'armée nationale sédentaire et en font dès lors partie intégrante.

Armée nationale sédentaire

Article premier. L'armée nationale sédentaire comprend tous les citoyens valides, de dix-huit à quarante trois ans.

Art. 2. Ses cadres seront formés provisoirement d'officiers et de sous-officiers choisis dans l'ancienne armée active. Ils devront être recrutés plus tard d'après les règles fixées par une loi.

Art. 3. L'armée nationale sédentaire ne quitte jamais ses foyers. Les exercices ont lieu dans les communes respectives des soldats ou dans les limites du canton. Il est interdit à l'autorité de les appeler et de les employer hors de ces limites, si ce n'est dans le cas prévu par l'article 6.

Art. 4. L'armée nationale ne peut être appelée sous les armes et mise en mouvement qu'en vertu d'une déclaration de guerre faite directement par le suffrage universel.

Art. 5. Néanmoins, si les ennemis étrangers envahissaient à l'improviste le territoire de la République, l'armée se rassemblerait aussitôt, par les soins du gouvernement, sur tous les points désignés d'avance, afin de repousser les envahisseurs. Dans ce cas, l'intervention du suffrage universel n'est pas nécessaire.

Art. 6. Dans le cas d'une insurrection intérieure, le gouvernement ne peut faire intervenir pour la réprimer que des troupes provenant des départements limitrophes de celui où sévit l'insurrection.

Art. 7. Tous les détails concernant l'organisation et la direction de l'armée nationale sédentaire seront réglés par une loi, d'après les données de la science.

Origine des textes

- Première proclamation : BN NAF Mss 9590(2) feuillet 460.
- Déclaration du Comité provisoire des Écoles : BN 8°Lb 51 (51 en abscisse) 1177.
- Défense d'Auguste Blanqui au procès des Quinze : BN. Lb51 1182. Publié par la Société des Amis du peuple.
- Rapport à la Société des Amis du peuple : BN NAF Mss 95914(1) f°314 sqq. et 9592(3) f°17 sqq.
- Organisation de la Société des Familles : « Rapport Mérilhou », BN 4°Lb⁵¹ 3022-3024, p. 22.
- Appel au peuple de Paris du comité de la Société des Saisons : « Rapport Mérilhou », BN 4°Lb⁵¹ 3022-3024, pp. 58-61.
- Discours du Prado : repris dans Blanqui, *Œuvres choisies*, introduction de Volguine, Paris, Éditions sociales, 1955, p. 109.
- Pour le drapeau rouge : BN NAF, Mss 9590^{II} f°457.
- Deuxième pétition pour l'ajournement des élections : BN NAF, Mss 9590^{II} f°457.
- Adresse au gouvernement provisoire : BN NAF, Mss 9580 f°29.
- Les massacres de Rouen. La Société républicaine centrale au gouvernement provisoire : BN NAF, Mss 9591^I f°197.
- L'union des vrais démocrates : BN NAF, Mss 9580 f°141 n°29.
- Réponse à la demande d'un toast pour le banquet des travailleurs : BN NAF, Mss 9580 f°143-145, n°30
- À la Montagne de 93. Aux socialistes purs, ses véritables héritiers ! : BN NAF, Mss 9580 f°30.
- Sur la révolution : BN NAF Mss 9590 II f°29.
- Avis au peuple : BN NAF, Mss 9580 f°19.
- À propos des clameurs contre l'*Avis au peuple* : BN NAF, Mss 9580 f°30 dos.
- Lettre à Maillard : Institut français d'histoire sociale, Fonds Dommanget.
- Lettre à Clemenceau : Fonds russe et BN NAF 9591^I f°543-544.
- Un dernier mot : BN In.fol.2p. Lb57-1104.

Origine des textes

- Première proclamation : BN NAF Mss 9590(2) feuillet 460.
- Déclaration du Comité provisoire des Écoles : BN 8°Lb 51 (51 en abscisse) 1177.
- Défense d'Auguste Blanqui au procès des Quinze : BN. Lb51 1182. Publié par la Société des Amis du peuple.
- Rapport à la Société des Amis du peuple : BN NAF Mss 95914(1) f°314 sqq. et 9592(3) f°17 sqq.
- Organisation de la Société des Familles : « Rapport Mérilhou », BN 4°Lb⁵¹ 3022-3024, p. 22.
- Appel au peuple de Paris du comité de la Société des Saisons : « Rapport Mérilhou », BN 4°Lb⁵¹ 3022-3024, pp. 58-61.
- Discours du Prado : repris dans Blanqui, *Œuvres choisies*, introduction de Volguine, Paris, Éditions sociales, 1955, p. 109.
- Pour le drapeau rouge : BN NAF, Mss 9590^{II} f°457.
- Deuxième pétition pour l'ajournement des élections : BN NAF, Mss 9590^{II} f°457.
- Adresse au gouvernement provisoire : BN NAF, Mss 9580 f°29.
- Les massacres de Rouen. La Société républicaine centrale au gouvernement provisoire : BN NAF, Mss 9591^I f°197.
- L'union des vrais démocrates : BN NAF, Mss 9580 f°141 n°29.
- Réponse à la demande d'un toast pour le banquet des travailleurs : BN NAF, Mss 9580 f°143-145, n°30
- À la Montagne de 93. Aux socialistes purs, ses véritables héritiers ! : BN NAF, Mss 9580 f°30.
- Sur la révolution : BN NAF Mss 9590 II f°29.
- Avis au peuple : BN NAF, Mss 9580 f°19.
- À propos des clameurs contre l'*Avis au peuple* : BN NAF, Mss 9580 f°30 dos.
- Lettre à Maillard : Institut français d'histoire sociale, Fonds Dommanget.
- Lettre à Clemenceau : Fonds russe et BN NAF 9591^I f°543-544.
- Un dernier mot : BN In.fol.2p. Lb57-1104.

Repères bibliographiques

Publications récentes de textes de Blanqui

Textes choisis, présentés par Volguine,
Paris, Ed. Sociales, 1955.

*Œuvres I. Des origines à la révolution
de 1848*, présentés par Dominique
Le Nuz, préface de Philippe Vigier,
Presses universitaires de Nancy,
1993.

*Instructions pour une prise d'armes.
L'Éternité par les astres et autres
textes*, présentés par M. Abensour
et V. Pelosse, Paris, Éditions de la
Tête de Feuille, 1973.

L'Éternité par les astres, préface de
Jacques Rancière, Paris, Les
Impressions nouvelles, 2002.

Biographies

Samuel BERNSTEIN, *Auguste Blanqui*,
Paris, Maspero, 1970.

Alain DECAUX, *Blanqui, l'insurgé*,
Paris, Librairie académique Perrin,
1976.

Maurice DOMMANGET, *Blanqui, la
guerre de 1870-1871 et la Com-
mune*, Paris, Domat, 1947.

– *Les Idées politiques et sociales
d'Auguste Blanqui*, Paris, Rivière,
1957.

– *Blanqui et l'opposition
révolutionnaire à la fin du Second
Empire*, Paris, Armand Colin, 1960.

– *Auguste Blanqui. Des origines à la
révolution de 1848*, Paris, Mouton,
1969.

– *Auguste Blanqui au début de la III^e
République*, Paris, Mouton, 1971.

– *Auguste Blanqui et la révolution de
1848*, Paris, Mouton, 1972.

Gustave GEFFROY, *L'Enfermé* (réédition
d'après l'édition de 1926, Fas-
quelle), 1966.

Sylvain MOLINIER, *Blanqui*, Paris, PUF,
1948.

Chez le même éditeur

Tariq Ali, *Bush à Babylone.
La recolonisation de l'Irak.*

Bernard Aspe, *L'instant d'après.
Projectiles pour une politique
à l'état naissant.*

Moustapha Barghouti,
*Rester sur la montagne. Entretiens
sur la Palestine avec Eric Hazan.*

Zygmunt Bauman,
Modernité et holocauste.

Jean Baumgarten,
*Un léger incident ferroviaire
Récit autobiographique.*

Walter Benjamin,
Essais sur Brecht.

Érik Blondin, *Journal
d'un gardien de la paix.*

Marie-Hélène Bourcier,
Sexpolitique. Queer Zones 2.

Alain Brossat,
*Le corps de l'ennemi.
Hyperviolence et démocratie.*

Alain Brossat,
Pour en finir avec la prison.

Pilar Calveiro, *Pouvoir et disparition.
Les camps de concentration
en Argentine.*

Patrick Chariot,
*En garde à vue. Médecin dans
les locaux de police.*

Cimade, *Votre voisin n'a pas
de papiers. Paroles d'étrangers.*

Raymond Depardon, *Images politiques.*

Norman G. Finkelstein,
*L'industrie de l'holocauste.
Réflexions sur l'exploitation
de la souffrance des Juifs.*

Charles Fourier,
Vers une enfance majeure.

Françoise Fromonot,
*La campagne des Halles.
Les nouveaux malheurs de Paris.*

Irit Gal et Ilana Hammerman
*De Beyrouth à Jénine,
témoignages de soldats israéliens
sur la guerre du Liban.*

Nacira Guénif-Souilamas (dir.),
*La république mise à nu par
son immigration.*

Amira Hass, *Boire la mer à Gaza,
chronique 1993-1996.*

Amira Hass, *Correspondante
à Ramallah*

Eric Hazan, *Chronique
de la guerre civile.*

Eric Hazan, *Notes sur l'occupation.
Naplouse, Kalkilyia, Hébron.*

Rashid Khalidi, *L'identité
palestinienne. La construction
d'une conscience nationale moderne.*

Jacques Le Goff,
*Cinq personnages d'hier
pour aujourd'hui.*

Karl Marx, *Sur la question juive.*

Elfriede Müller et Alexander Ruoff,
Le polar français. Crime et histoire.

Ilan Pappé, *La guerre de 1948
en Palestine. Aux origines
du conflit israélo-arabe.*

Ilan Pappé,
Les démons de la Nakbah.

Anson Rabinbach,
*Le moteur humain. L'énergie,
la fatigue et les origines
de la modernité*

Jacques Rancière,
Aux bords du politique.

Jacques Rancière,
*Le partage du sensible.
Esthétique et politique.*

Jacques Rancière,
Le destin des images.

Jacques Rancière,
La haine de la démocratie.

Frédéric Regard,
*La force du féminin.
Sur trois essais de Virginia Woolf.*

Tanya Reinhart, *Détruire
la Palestine, ou comment
terminer la guerre de 1948.*

Tanya Reinhart, *L'héritage de Sharon.
Détruire la Palestine, suite.*

Robespierre, *Pour le bonheur
et pour la liberté.*

Edward Said, *Israël, Palestine :
l'égalité ou rien.*

André Schiffrin,
L'édition sans éditeurs.

André Schiffrin, *Le contrôle de
la parole. L'édition sans éditeurs, suite.*

Ella Shohat, *Le sionisme du point
de vue de ses victimes juives.
Les juifs orientaux en Israël.*

E.P. Thompson,
*Temps, discipline du travail
et capitalisme industriel.*

Tiqqun, *Théorie du Bloom.*

Enzo Traverso, *La violence nazie,
une généalogie européenne.*

Enzo Traverso, *Le passé : modes
d'emploi. Histoire, mémoire, politique.*

François-Xavier Vershave
et Philippe Hauser,
*Au mépris des peuples.
Le néocolonialisme franco-africain.*

Sophie Wahnich, *La liberté ou la mort.
Essai sur la Terreur et le terrorisme.*

Michel Warschawski,
*À tombeau ouvert. La crise
de la société israélienne.*

Cet ouvrage a été reproduit et achevé
d'imprimer par l'Imprimerie Floch à Mayenne
en janvier 2007.

Numéro d'impression : XXXXXXXX
Dépôt légal : janvier 2007
Imprimé en France